

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2012 ET RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Document de référence et rapport financier annuel déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 mars 2013 sous le numéro D.13-0174.
Actualisation déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 9 août 2013 sous le numéro D.13-0174-A01.



La présente actualisation du Document de référence 2012 a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 9 août 2013 conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée d'une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

SOMMAIRE

ACTUALISATION PAR CHAPITRE DU DOCUMENT DE REFERENCE 2012

I	PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS DE PRESSE	p.3
1.1	Communiqués de presse postérieurs au dépôt du document de référence	p.3
1.2	Résultats au 30 juin 2013 : communiqué de presse	p.14
1.3	Résultats au 30 juin 2013 : présentation	p.33
II	CHAPITRE 3 : GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	p.62
3.2	Composition des organes sociaux et de direction	p.62
3.3	Rôle et règles de fonctionnement des organes sociaux	p.67
III	CHAPITRE 4 : GESTION DES RISQUES	p.69
4.1	Facteurs de risques et d'incertitudes	p.69
4.2	Pilier III	p.69
4.2.4	Composition des fonds propres et ratios réglementaires	p.69
4.2.5	La gestion des risques	p.74
4.3	La gestion des risques de bilan	p.82
4.5	Risques juridiques	p.82
4.6	Risques assurance	p.84
4.7	Expositions sensibles selon les recommandations du FSF	p.88
IV	CHAPITRE 5 : ELEMENTS FINANCIERS	p.91
5.1	Rapport d'activité semestriel au 30 juin 2013	p.91
5.1.5	Refinancement	p.91
5.2	Éléments financiers (comptes semestriels consolidés et notes annexes)	p.111
5.3	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière consolidée résumée	p.175
V	CHAPITRE 6 : ÉLÉMENTS JURIDIQUES	p.177
6.1	Statuts de Natixis	p.177
6.2	Renseignements de caractère général concernant le capital de Natixis	p.177
6.3	Répartition du capital et des droits de vote	p.177
VI	CHAPITRE 7 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	p.178
7.1	Attestation du responsable de l'actualisation du document de référence	p.178
7.2	Documents accessibles au public	p.178
7.4	Tables de concordance	p.179
7.5	Responsables du contrôle des comptes	p.182

I PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS DE PRESSE

1.1 Communiqués de presse postérieurs au dépôt du document de référence

1.1.1 Communiqué de presse du 15 avril 2013

Préparation de la Communication Financière du 1T13

Natixis, suite à l'annonce le 17 février 2013 de la cession envisagée des Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI), présente son compte de résultat trimestriel 2012 pro forma de la réalisation de l'Opération au 1er janvier 2012.

Par ailleurs, à partir de 2013, Natixis présentera la performance de ses métiers dans le cadre réglementaire de Bâle 3, tel que transposé dans les textes CRD4/CRR, et certaines conventions appliquées pour la détermination du résultat des métiers seront modifiées. Ces éléments font également l'objet d'un pro forma en annexe.

1/ Résultats trimestriels 2012 de Natixis pro forma de l'Opération envisagée de cession des Certificats Coopératifs d'Investissement

Pour ce qui concerne 2012, le pro forma de l'Opération envisagée de cession des Certificats Coopératifs d'Investissement est réalisé selon les principes suivants :

- Mise en place de l'Opération de cession des CCI au 1^{er} janvier 2012.
- Remboursement de P3CI et opérations liées au 1^{er} janvier 2012.
- Remplacement de la liquidité et distribution exceptionnelle de 2 Milliards d'euros au 1^{er} janvier 2012.

L'hypothèse retenue du remboursement de P3CI au 1^{er} janvier 2012 conduit à supprimer l'ensemble des retraitements analytiques mis en place en 2012 quant à la contribution des pôles à l'opération P3CI.

Après prise en compte des effets d'impôt, l'opération de cession des CCI détenus par Natixis et de débouclage du mécanisme P3CI aura un impact limité (données pro forma) sur le résultat net part du groupe⁽¹⁾ publié en 2012 (-81 M€). En tenant compte de la restitution de l'amende de l'Autorité Française de la Concurrence (+18 M€ en éléments non-opérationnels inclus dans la mise en équivalence des CCI), l'impact de l'Opération sur le résultat net part du groupe de Natixis pro forma 2012 hors éléments non-opérationnels est de -63 M€.

⁽¹⁾ Les détails des impacts de l'Opération sur le compte de résultat pro forma 2012 de Natixis sont disponibles dans la communication financière du 4^{ème} trimestre 2012 datée du 17 février 2013

2/ Résultats des métiers mesurés en Bâle 3

A partir de 2013, les résultats des métiers de Natixis seront présentés dans un cadre réglementaire Bâle 3. Les actifs pondérés Bâle 3 sont appréciés par Natixis sur la base de sa compréhension à date de la réglementation.

L'allocation de capital aux métiers de Natixis s'effectue sur la base de 9% de leurs actifs pondérés moyens en Bâle 3. L'allocation de capital spécifique aux métiers d'Assurance est remplacée par le traitement en Bâle 3 des titres des compagnies d'assurances, tel que transposé dans les textes CRD4/CRR (pondération à 370% de la valeur consolidée des titres en actifs pondérés).

Ces impacts sur la mesure de la performance des métiers sont présentés en annexe en compte de résultat trimestriel 2012 pro forma.

3/ Changements de normes faisant l'objet d'un pro forma en annexe

- Le taux de rémunération des fonds propres normatifs est revu à 3% (préalablement 3,5%) pour tenir compte de la baisse des taux longs.
- La taxe bancaire de risque systémique et la contribution pour frais de contrôle de l'ACP, préalablement affectées au hors pôles, sont maintenant allouées aux différents pôles.
- Dans le cadre de la poursuite du développement du modèle « Originate to Distribute », les résultats de l'activité GSCS (Global Structured Credit Solutions - regroupant les expertises de titrisations et de solutions de crédit au sein de la plateforme de dettes), auparavant répartis entre FIC-T et les Financements structurés, sont désormais uniquement affectés au métier FIC-T.

Annexes (non auditées)

- Annexe 1 : Contribution par pôle aux résultats 2012 de Natixis pro forma
- Annexe 2 : Résultats trimestriels et annuels de Natixis et des métiers pro forma

Annexe 1 : Contribution par pôle aux résultats 2012 de Natixis pro forma

<i>en M€</i>	BGC	Épargne	SFS	Part. Fi.	Hors Pôles	Natixis hors GAPC	GAPC	Natixis consolidé
Produit Net Bancaire	2 836	2 065	1 190	893	-387	6 596	161	6 757
Charges	-1 719	-1 528	-790	-746	-156	-4 939	-125	-5 064
Résultat Brut d'Exploitation	1 117	537	399	147	-543	1 657	35	1 693
Coût du risque	-265	0	-76	-9	-22	-373	-75	-448
Résultat Net d'Exploitation	851	537	324	138	-565	1 285	-40	1 245
Mises en équivalence	0	14	0	3	0	17	0	17
Autres	0	-9	0	-19	11	-17	-6	-23
Résultat avant impôt	852	543	323	122	-554	1 285	-46	1 239

Annexe 2 : Résultats trimestriels et annuels de Natixis et des métiers pro forma

Comptes de résultat de Natixis hors GAPC

<i>en M€</i>	1T12	2T12	3T12	4T12	2012
Produit Net Bancaire	1 576	1 887	1 481	1 652	6 596
Charges	-1 209	-1 226	-1 201	-1 302	-4 939
Résultat Brut d'Exploitation	366	661	280	351	1 657
Coût du risque	-80	-90	-97	-106	-373
Mises en équivalence	4	5	4	4	17
Gains ou pertes sur autres actifs	0	2	-1	-3	-2
Variation valeur écarts d'acquisition	-5	0	0	-11	-16
Résultat avant impôt	286	578	186	235	1 285
Impôt	-88	-188	-49	-63	-388
Intérêts minoritaires	-7	-14	1	-26	-45
Résultat net part du groupe (courant)	192	376	138	146	852
Résultat net GAPC	-44	-27	20	20	-31
Résultat net part du groupe	148	349	157	167	821

Comptes de résultat consolidés de Natixis

en M€	1T12	2T12	3T12	4T12	2012
Produit net bancaire	1 539	1 945	1 539	1 734	6 757
Charges	-1 241	-1 266	-1 231	-1 326	-5 064
Résultat brut d'exploitation	299	679	307	408	1 693
Coût du risque	-81	-151	-85	-131	-448
Mises en équivalence	4	5	4	4	17
Gains ou pertes sur autres actifs	0	2	-7	-3	-7
Variation de valeur écarts d'acquisition	-5	0	0	-11	-16
Résultat avant impôt	218	536	219	266	1 239
Impôt	-63	-173	-63	-74	-373
Intérêts minoritaires	-7	-14	1	-26	-45
Résultat net part du groupe	148	349	157	167	821

Banque de Grande Clientèle

en M€	1T12	2T12	3T12	4T12	2012
Produit Net Bancaire	762	702	687	684	2 836
<i>Banque commerciale</i>	95	93	85	99	372
<i>Financements structurés</i>	243	244	275	262	1 023
<i>Marchés de capitaux</i>	452	396	352	308	1 508
FIC-T	345	272	263	212	1 092
Actions	107	124	90	96	416
CPM	-6	-2	0	-1	-9
Divers	-22	-29	-25	16	-59
Charges	-431	-433	-410	-445	-1 719
Résultat Brut d'Exploitation	331	270	277	239	1 117
Coût du risque	-36	-65	-79	-85	-265
Résultat Net d'Exploitation	295	205	198	154	851
Mises en équivalence	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0
Résultat avant impôt	294	205	198	154	852
Coefficient d'exploitation	56,6 %	61,6 %	59,7 %	65,0 %	60,6 %
RWA Bâle 3 (en Md€)	86,1	84,5	83,2	75,6	75,6
Fonds propres normatifs	7 771	7 753	7 607	7 488	7 655
ROE après impôt	9,7 %	6,8 %	6,6 %	5,3 %	7,1 %

Epargne

en M€	1T12	2T12	3T12	4T12	2012
Produit Net Bancaire	511	494	478	583	2 065
<i>Gestion d'actifs</i>	412	408	412	439	1 671
<i>Assurance</i>	58	29	32	73	192
<i>Banque Privée</i>	26	28	25	30	110
<i>Capital Investissement</i>	16	28	9	40	93
Charges	-371	-372	-374	-411	-1 528
Résultat brut d'exploitation	140	121	105	171	537
Coût du risque	0	-3	2	2	0
Résultat Net d'Exploitation	140	118	106	173	537
Mises en équivalence	4	4	3	3	14
Autres	0	-2	-2	-5	-9
Résultat avant impôt	143	120	108	171	543
Coefficient d'exploitation	72,6 %	75,4 %	78,1 %	70,6 %	74,0 %
RWA Bâle 3 (en Md€)	12,2	12,3	12,2	13,0	13,0
Fonds propres normatifs	1 100	1 098	1 107	1 097	1 100
ROE après impôt	38,2 %	31,0 %	30,9 %	39,5 %	34,9 %

Services Financiers Spécialisés

en M€	1T12	2T12	3T12	4T12	2012
Produit Net Bancaire	285	314	284	306	1 190
<i>Financements spécialisés</i>	153	157	157	176	644
<i>Affacturage</i>	32	35	34	36	136
<i>Cautions et garanties financières</i>	28	28	30	27	112
<i>Crédit-bail</i>	47	46	44	59	196
<i>Crédit consommation</i>	43	45	46	51	185
<i>Financement du cinéma</i>	4	4	4	4	15
<i>Services financiers</i>	132	157	127	130	545
<i>Ingénierie sociale</i>	27	32	25	31	115
<i>Paievements</i>	73	75	76	73	298
<i>Titres</i>	31	49	26	27	133
Charges	-190	-198	-195	-206	-790
Résultat Brut d'Exploitation	94	116	89	101	399
Coût du risque	-20	-18	-15	-22	-76
Résultat Net d'Exploitation	74	97	74	78	324
Mises en équivalence	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0
Résultat avant impôt	74	97	74	78	323
Coefficient d'exploitation	66,8 %	63,2 %	68,8 %	67,2 %	66,4 %
RWA Bâle 3 (en Md€)	15,2	15,3	14,5	15,7	15,7
Fonds propres normatifs	1 378	1 368	1 378	1 307	1 358
ROE après impôt	13,3 %	19,7 %	13,1 %	14,6 %	15,2 %

Participations Financières

en M€	1T12	2T12	3T12	4T12	2012
Produit Net Bancaire	228	237	218	210	893
Coface	173	186	174	171	705
Coface non core	34	34	25	23	117
Autres	20	17	18	16	71
Charges	-188	-185	-182	-189	-746
Résultat Brut d'Exploitation	39	51	36	21	147
Coût du risque	-5	-2	-3	1	-9
Résultat Net d'Exploitation	34	49	33	22	138
Mises en équivalence	1	1	1	0	3
Autres	-5	2	-1	-15	-19
Résultat avant impôt	30	52	33	7	122

Hors Pôles

en M€	1T12	2T12	3T12	4T12	2012
Produit Net Bancaire	-210	141	-187	-131	-387
Charges	-28	-38	-40	-50	-156
Résultat Brut d'Exploitation	-238	103	-227	-181	-543
Coût du risque	-18	-2	-1	-2	-22
Résultat Net d'Exploitation	-256	101	-228	-183	-565
Mises en équivalence	0	0	0	0	0
Autres	1	2	1	6	11
Résultat avant impôt	-255	103	-226	-176	-554

GAPC

en M€	1T12	2T12	3T12	4T12	2012
Produit Net Bancaire	-36	58	58	81	161
Charges	-31	-40	-30	-24	-125
Résultat Brut d'Exploitation	-67	18	28	57	35
Coût du risque	-1	-61	12	-25	-75
Résultat avant impôt	-69	-42	34	31	-46
Résultat net	-44	-27	20	20	-31

1.1.2 Communiqué de presse du 18 juillet 2013

Calendrier prévisionnel de la distribution exceptionnelle de 2 milliards d'euros

Le conseil d'administration de Natixis a convoqué l'assemblée générale des actionnaires le 31 juillet 2013 à 9 heures en vue de statuer sur la distribution exceptionnelle de 0,65 euro par action en numéraire, soit un total d'environ 2 milliards d'euros, dans le cadre du projet de simplification de la structure du Groupe BPCE et de Natixis annoncé au marché le 17 février 2013.

Cette distribution exceptionnelle est subordonnée à la cession préalable de l'intégralité des certificats coopératifs d'investissement (CCI) détenus par Natixis aux Banques Populaires et aux Caisses d'Épargne, dont la réalisation définitive devrait intervenir le 6 août 2013.

Sous réserve de l'approbation de la distribution exceptionnelle par l'assemblée générale des actionnaires et de la réalisation effective de la cession des CCI le 6 août 2013, le calendrier de la distribution exceptionnelle aux actionnaires serait le suivant :

- 6 août 2013 : réalisation définitive de la cession des CCI
- 14 août 2013 : détachement du coupon et cotation de l'action coupon détaché
- 19 août 2013 : mise en paiement de la distribution exceptionnelle de 0,65 euro par action

1.1.3 Communiqué de presse du 25 juillet 2013

Résultat de l'augmentation de capital réservée aux salariés adhérents des plans d'épargne salariale de Natixis dénommée « Mauve 2013 »

Pour la première fois, Natixis a proposé une opération d'actionnariat salarié, dénommée « **Mauve 2013** », réservée aux collaborateurs de 4 pays (France, Hong Kong, Luxembourg et Royaume Uni).

Cette opération, offerte du 25 avril au 16 mai 2013 inclus, a été suivie par près de 4 500 salariés, soit un taux de souscription global de 34,2%.

Le montant souscrit s'élève à 23,6 M€ et correspond à l'émission de 8 439 630 actions nouvelles, au prix de souscription unitaire de 2,80 €.

Les principales caractéristiques de l'offre Mauve 2013 ont été décrites dans le communiqué de presse du 4 avril 2013.

1.1.4 Communiqué de presse du 31 juillet 2013

Trois nouveaux administrateurs au sein du conseil d'administration de Natixis

L'assemblée générale ordinaire de Natixis, qui s'est tenue le 31 juillet 2013, a nommé Nicolas de Tavernost comme administrateur indépendant. Il remplace Vincent Bolloré, démissionnaire, pour une durée de six ans, prenant fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

L'assemblée générale mixte du 21 mai 2013, avait également ratifié la cooptation de deux nouveaux administrateurs :

Thierry Cahn, président du conseil d'administration de la Banque Populaire d'Alsace, en remplacement de Philippe Queuille, démissionnaire, pour la durée du mandat restant à courir de ce dernier, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

Pierre Valentin, président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon, en remplacement d'Olivier Klein, démissionnaire, pour la durée du mandat restant à courir de ce dernier, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

A l'issue de l'assemblée générale du 31 juillet 2013, le conseil d'administration est donc composé de 15 administrateurs dont un tiers d'administrateurs indépendants. Il est composé comme suit :

François Pérol
BPCE représentée par M. Karyotis Daniel
Mme Christel Bories *
M. Thierry Cahn
M. Alain Condaminas
Mme Laurence Debroux *
M. Stève Gentili
Mme Catherine Halberstadt
M. Bernard Oppetit*
Mme Stéphanie Paix
M. Didier Patault
M. Henri Proglio *
M. Philippe Sueur
M. Nicolas de Tavernost *
M. Pierre Valentin

Par ailleurs, la présidence du comité des nominations et des rémunérations est assurée par Mme Christel Bories, la présidence du comité stratégique est assurée par Mme Laurence Debroux, la présidence du comité d'audit est assurée par Mr Bernard Oppetit.

* *administrateur indépendant*

Biographies :

Nicolas de Tavernost, débute sa carrière en 1975 au sein du cabinet de Norbert Segard, secrétaire d'État du commerce extérieur puis aux Postes et télécommunications. En 1986, il prend la direction des Activités audiovisuelles de la Lyonnaise des Eaux et, à ce titre

procède au pilotage du projet de création de M6. En 1987, il est nommé directeur général adjoint de Métropole Télévision M6 où il exerce depuis 2000 les fonctions de président du directoire.

Nicolas de Tavernost, 62 ans, est diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux et titulaire d'un DES de droit public.

Thierry Cahn rejoint le cabinet Cahn et Associés en 1981 comme avocat. En 1984, il intègre le conseil de l'ordre des avocats de Colmar dont il est toujours membre. En 1986, il est nommé secrétaire général, puis président, de la Confédération nationale des avocats jusqu'en 1996. De 1998 à 1999, il est Bâtonnier de l'Ordre des avocats de Colmar. Il est également depuis 1985, chargé de travaux dirigés à l'Institut Universitaire de Technologie (IUT) de Haute Alsace au CRFPA d'Alsace.

Thierry Cahn, 56 ans, est titulaire du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat (CAPA).

Pierre Valentin débute sa carrière en 1978 comme entrepreneur à la Mutuelle d'Assurances du Bâtiment et des Travaux Public à Lyon. En 1979, il crée la Société Valentin Immobilier et intègre le réseau Caisse d'Épargne d'Alès. En 1991, il devient conseiller consultatif de la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon. Depuis 2000, il est membre du conseil d'orientation et de surveillance de la caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon.

Pierre Valentin, 60 ans, est titulaire d'une licence en droit privé et d'un troisième cycle de l'Institut d'Assurances d'Aix-Marseille.

1.1.5 Communiqué de presse du 2 août 2013

COMMUNIQUE RELATIF A L'AUGMENTATION DE CAPITAL CONSECUTIVE A L'ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONNAIRES ORDINAIRES DE NATIXIS A CERTAINS SALARIES DE LA SOCIETE NATIXIS

*Communiqué diffusé conformément
aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF, en application de
l'article 212-5 6° du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers et de l'article 14 et de
l'annexe IV de l'instruction n°2005-11 du 13 décembre 2005*

Code ISIN : FR0000120685

CADRE DE L'OPERATION

Autorisation de l'opération

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 27 mai 2010, dans sa dix-huitième résolution a autorisé le conseil d'administration de la société Natixis (ci-après la « **Société** »), à procéder en une ou plusieurs fois à l'attribution gratuite d'actions nouvelles ou existantes de la Société, au profit de bénéficiaires appartenant aux catégories qu'il déterminera parmi les membres du personnel de la Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés, ou de mandataires sociaux.

Durée de l'autorisation conférée par l'assemblée générale

Trente-huit mois à compter de l'assemblée générale mixte des actionnaires du 27 mai 2010.

Nombre maximum d'actions ordinaires Natixis pouvant être attribuées

Le nombre maximum d'actions pouvant être attribué en vertu de la dix-huitième résolution de l'assemblée générale mixte des actionnaires du 27 mai 2010 ne peut excéder 5 % du capital de la Société à la date de décision de leur attribution par le conseil d'administration.

Décision d'attribution

Le conseil d'administration du 5 août 2010, a (i) décidé de procéder à l'attribution gratuite de 6 595 308 actions à certains salariés de Natixis dans les conditions définies aux articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, entraînant mécaniquement des augmentations de capital par incorporation d'un compte spécial de réserves indisponibles d'un montant maximum de 10 552 493 euros à l'issue des périodes d'acquisition par l'émission des actions attribuées, (ii) arrêté la liste de bénéficiaires, (iii) fixé la durée des périodes d'acquisition et de conservation et (iv) arrêté le Règlement du Plan d'Attribution Conditionnelle d'Actions 2010 (ci-après le « **Plan** »).

Principes de l'opération

Le conseil d'administration du 5 août 2010 a décidé l'attribution gratuite d'actions Natixis à certains salariés de la Société (ci-après les « **Bénéficiaires** »).

Les actions ne seront attribuées qu'au terme de différentes périodes d'acquisition définies par le Plan (ci-après une « **Période d'Acquisition** » et ensemble les « **Périodes d'Acquisition** »), sous réserve que les conditions prévues par le Plan soient atteintes.

Les Bénéficiaires deviendront propriétaires des actions à compter de l'attribution définitive de celles-ci à l'issue des Périodes d'Acquisition, sous réserve d'avoir rempli les conditions d'acquisition fixées par le Plan (ci-après l' « **Attribution Définitive** »).

A l'expiration des Périodes d'Acquisition, les actions seront définitivement attribuées aux Bénéficiaires, mais seront incessibles et devront être conservées par ces derniers durant une période définie par le conseil d'administration (ci-après la « **Période de Conservation** »).

Motifs de l'attribution gratuite d'actions

Le Conseil d'Administration du 5 août 2010 a décidé de procéder à l'attribution gratuite d'actions dans le cadre de la mise en place au sein de Natixis d'un dispositif de rétribution différée sous forme de Plans de Fidélisation et de Performance.

CARACTERISTIQUES DU PLAN D'ATTRIBUTION

Bénéficiaires et Nombre d'Actions attribuées par le Conseil d'Administration

Le conseil d'administration du 5 août 2010 a décidé d'attribuer un nombre total de 6 595 308 actions de la Société au profit de certains salariés de la Société.

Les actions attribuées gratuitement aux Bénéficiaires seront des actions nouvelles.

Durée de la Période d'Acquisition

Sous réserve du respect des conditions d'acquisition des actions décrites ci-après, les actions attribuées seront transférées en pleine propriété aux Bénéficiaires à l'issue de la Période d'Acquisition concernée. Les Périodes d'Acquisition courent à compter de la date d'attribution des actions par le conseil d'administration et prennent fin respectivement à l'expiration d'une période de deux ans, pour les deux premières tranches attribuées et à l'expiration d'une période de trois ans pour la dernière tranche attribuée. Conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-3 du Code de commerce, les droits résultants de l'attribution sont incessibles et intransmissibles jusqu'au terme de la Période d'Acquisition concernée, sous réserve de certaines exceptions décrites dans le Plan.

Conditions d'Attribution Définitive

Le transfert de la propriété des actions est soumis à la réalisation de certaines conditions particulières :

- une condition de présence ininterrompue au sein du groupe Natixis pendant toute la Période d'Acquisition concernée, applicable à l'ensemble des Bénéficiaires, sauf exceptions prévues par le Plan.

- l'atteinte, pour certains bénéficiaires, des conditions de performance prévues par le Plan.

Durée de la Période de Conservation

Les actions attribuées seront incessibles et devront être conservées par les Bénéficiaires durant une période minimum de deux ans, courant à compter de la date d'Attribution Définitive (ci-après la « **Période de Conservation** »).

Droits attachés aux Actions

A l'issue des Périodes d'Acquisition, les actions transférées à chaque Bénéficiaire donneront droit à l'exercice des mêmes prérogatives que les autres actions ordinaires de la Société, y compris pendant la Période de Conservation, elles seront soumises à toutes les dispositions statutaires et toutes les décisions des assemblées générales seront opposables aux Bénéficiaires.

Les Bénéficiaires seront titulaires du droit de participer aux assemblées et d'y voter, du droit de communication et du droit aux dividendes.

A l'issue de la Période de Conservation, les Bénéficiaires auront le droit de vendre les actions. Lors de la vente de ces actions, les Bénéficiaires devront respecter les règles de déontologie en vigueur au sein de Natixis et les restrictions prévues à l'article L. 225-197-1 du Code de commerce.

COTATION DES ACTIONS DEFINITIVEMENT ATTRIBUEES

Attribution définitive

Une augmentation de capital de Natixis aura lieu le 6 août 2013. Cette augmentation de **3 118 652,80 euros** est consécutive à la création de **1 949 158 actions** de 1,60 euros de nominal, et fait suite à l'attribution gratuite d'actions autorisée par le conseil d'administration du 5 août 2010 sur délégation de l'assemblée générale mixte du 27 mai 2010.

Le nouveau capital social de Natixis sera, à compter du 6 août 2013, de **4 960 472 304 euros** divisé en **3 100 295 190 actions** de 1,60 euros de valeur nominale. L'article 3 des statuts de la Société relatif au capital social sera mis à jour en conséquence.

Demande d'admission sur Euronext Paris

Les nouvelles actions Natixis émises dans le cadre du Plan feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur Euronext Paris à compter du mardi 6 août 2013.

Mention spécifique

Les informations contenues dans ce document sont communiquées à titre d'information pour les Bénéficiaires et synthétisent les termes du règlement du Plan. En cas de divergence entre les informations contenues dans ce document et le règlement du Plan, ce dernier prévaut.

1.2 Résultats au 30 juin 2013 : communiqué de presse du 6 août 2013

Résultats du 2^{ème} trimestre et du 1^{er} semestre 2013

Dans un contexte difficile en Europe, des résultats solides grâce au dynamisme commercial des métiers cœurs, à la maîtrise des coûts et à la stabilité du coût du risque

Cession des CCI aux Banques Populaires et aux Caisses d'Épargne conformément au calendrier annoncé le 17 février 2013

- Cession effective de l'intégralité des CCI aux Banques Populaires et aux Caisses d'Épargne le 6 août 2013
- Approbation par l'Assemblée générale des actionnaires de la distribution exceptionnelle de 0,65 € par action avec paiement le 19 août 2013

Résultat net pdg en hausse de 4% au 2T13 à 267 M€ et de 13% au 1S13, à 604 M€

Pro forma⁽¹⁾ et hors réévaluation de la dette propre

- Produit Net Bancaire du 2T13 à 1,8 Md€, en hausse de 2% vs. 2T12
- Progression du Produit Net Bancaire de 3% au 1S13 vs. 1S12, à 3,6 Md€
- ROTE(2) de 9,3% au 1er semestre 2013

Bonne performance des métiers cœurs

- Banque de Grande Clientèle : production dynamique des Financements structurés avec 8,1 Md€ au 1S13
- Epargne : collecte nette positive de 6,8 Md€ au 1S13, notamment aux US et en Asie, et hausse de 12% des revenus au 2T13 dans la Gestion d'actifs
- Croissance des revenus de 6% des Financements spécialisés au 2T13 vs. 2T12 en lien avec les réseaux du Groupe BPCE

Bon déroulement du Programme d'Efficacité Opérationnelle

- 159 M€ de réduction de charges cumulée au 30 juin 2013

Accélération des cessions d'actifs dans la GAPC

- Cessions d'actifs de la GAPC : 2,6 Md€ au 2T12, soit 3,6 Md€ au 1S13
- Confirmation de la trajectoire de fermeture de la GAPC au 30 juin 2014

Poursuite du renforcement de la structure financière

- Ratio Common Equity Tier 1(1,3) en Bâle 3 de 9,7% au 30 juin 2013 en hausse de 30 pb vs. 31 mars 2013

Investor Day le 14 novembre 2013 pour la présentation du plan stratégique 2014-2017

(1) Pro forma de l'Opération de cession des CCI / (2) ROTE annualisé : résultat net (pdg) - coût net des TSS / actif net comptable moyen après distribution des dividendes - dettes hybrides - immobilisations incorporelles - goodwill moyens (3) Les impacts Bâle 3 dépendront du contenu final des règles - Sans mesures transitoires excepté sur les IDA

Le Conseil d'administration a examiné le 6 août 2013 les comptes de Natixis au titre du 2^{ème} trimestre 2013.

Dans un contexte économique toujours difficile en France et dans la zone Euro, les indices boursiers ont été volatils au cours du trimestre. L'indice Euro Stoxx 50 s'affiche en baisse de 0,8% sur le 2^{ème} trimestre 2013 et l'indice Euro Stoxx Banques est en baisse de -1% sur la même période.

Pour Natixis, le 2^{ème} trimestre 2013 s'est notamment caractérisé par :

- **Un dynamisme commercial des métiers cœurs** illustré par la progression de leur PNB de 4% vs. 2T12. Dans la Banque de Grande Clientèle, la production nouvelle de financements structurés a été soutenue avec 3,6 Md€. Dans le pôle Epargne, la Gestion d'actifs enregistre une collecte nette positive de +2,4 Md€ hors produits monétaires, portée par les Etats-Unis et l'Asie. Le déploiement des offres avec les réseaux du Groupe BPCE se poursuit pour les métiers des Services Financiers Spécialisés, ainsi le PNB des Financements spécialisés est en croissance de 6% vs. 2T12 à périmètre constant.
- **Les cessions d'actifs de la GAPC, qui se sont accélérées depuis le début de l'année 2013**, ont représenté 3,6 Md€ au 1S13 dont 2,6 Md€ au 2T13, avec une décote limitée.
- **Un coût du risque (hors GAPC) qui s'est stabilisé par rapport au 1^{er} trimestre 2013.**
- **Un résultat net à 267 M€, en hausse de 4% vs. 2T12**, en données pro forma de l'Opération de cession des CCI et hors réévaluation de la dette senior propre.
- Un niveau de **ratio CET1 Bâle 3⁽¹⁾ à 9,7%** au 30 juin 2013, soit +30 pb vs. 31 mars 2013, illustrant le renforcement continu de la structure financière.

Laurent Mignon, Directeur général de Natixis, a déclaré : « La cession des CCI aux Banques Populaires et aux Caisses d'Epargne a été finalisée conformément au calendrier présenté le 17 février 2013 et la création de valeur pour les actionnaires de Natixis est confirmée avec la distribution exceptionnelle d'environ deux milliards d'euros, qui sera effectuée le 19 août 2013. Au 2^{ème} trimestre 2013, les revenus des métiers cœurs de Natixis sont en croissance malgré des conditions économiques difficiles en France et dans la zone euro. Natixis a poursuivi ses gains de parts de marché, notamment à l'international qui constitue un levier de croissance important pour le futur »

(1) Pro forma de l'opération de cession des CCI - Les impacts Bâle 3 dépendront du contenu final des règles - sans mesures transitoires excepté sur les IDA

1 - RÉSULTATS NATIXIS DU 2T13 ET DU 1S13

1.1 RÉSULTATS DU 2T13

Hors réévaluation de la dette senior propre - pro forma⁽¹⁾

en M€ ⁽²⁾	2T13	2T12	2T13 vs. 2T12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit net bancaire	1 786	1 745	2%	3 620	3%
<i>dont métiers cœurs</i>	1 565	1 510	4%	3 185	4%
Charges	-1 260	-1 227	3%	-2 510	3%
Résultat brut d'exploitation	526	518	1%	1 109	2%
Coût du risque	-96	-90	6%	-192	13%
Résultat avant impôt	435	435	stable	929	1%
Impôt	-154	-137	13%	-330	11%
Résultat net – pdg - hors GAPC	280	285	-2%	605	0%
GAPC net d'impôt	-13	-27	-52%	0	-99%
Résultat net – pdg	267	258	4%	604	13%
ROTE ⁽³⁾	8,2%	8,0%		9,3%	

en M€ ⁽²⁾	2T13	2T12	2T13 vs. 2T12	1S13	1S13 vs. 1S12
Réévaluation de la dette senior propre ⁽⁴⁾ (net)	-20	91		-23	-38%
Résultat net – pdg – pro forma	248	349	-29%	581	17%

(1) Pro forma de l'Opération de cession des CCI / (2) Les soldes intermédiaires de gestion jusqu'au résultat net part du groupe hors GAPC sont calculés avant prise en compte de GAPC / (3) ROTE annualisé : résultat net (pdg) – coût net des TSS / actif net comptable moyen après distribution des dividendes – dettes hybrides – immobilisations incorporelles – goodwill moyens / (4) Composante « risque de crédit émetteur » valorisée à partir d'une méthode approchée d'actualisation des cash flows futurs, contrat par contrat, utilisant des paramètres tels que courbe des taux de swaps et spread de réévaluation (basé sur la courbe reoffer BPCE)

Sauf indication contraire, les commentaires qui suivent se rapportent aux résultats pro forma de l'Opération de cession des CCI et hors réévaluation de la dette senior propre. Les variations s'entendent par rapport au 2T12.

PRODUIT NET BANCAIRE

Le PNB de Natixis est en hausse de 1% vs. 1T13 hors éléments non récurrents (72 M€ au 1T13, principalement premier impact IFRS 13). Le PNB est en hausse de 2% par rapport au 2T12, à 1 786 M€. Cette progression est portée par les métiers cœurs dont les revenus progressent de 4% sur la même période et de 13% pour le pôle Epargne. La décomposition par métier est la suivante :

- Les revenus de la **Banque de Grande Clientèle** sont en progression de 4% vs. 2T12 hors activités arrêtées en 2012 (46 M€ de PNB dans FIC-T au 2T12). La production nouvelle dans les Financements structurés a été encore soutenue durant le 2T13 confirmant le dynamisme commercial de cette activité depuis plusieurs trimestres, notamment à l'international.
- Dans le pôle **Epargne**, les revenus enregistrent une progression significative de 13%, à 557 M€, portée par une activité très dynamique dans la Gestion d'actifs aux États-Unis et en Asie et par une normalisation du niveau de revenus dans l'Assurance par rapport à une faible base de comparaison au 2T12.

- Le PNB des **Services Financiers Spécialisés** est en croissance de 5% intégrant une croissance des revenus de 13% des Financements spécialisés (6% à périmètre constant), et une baisse de 3% des revenus des Services financiers dans un contexte de marché toujours difficile pour le métier Titres.
- Les revenus des **Participations Financières** s'élèvent à 225 M€, en recul de 5% vs. 2T12 et en hausse de 5% vs. 1T13, intégrant un PNB de Coface à 189 M€, en progression de 2% vs. 2T12.

CHARGES

Les charges d'exploitation sont en baisse de 2% vs. 2T12 dans la BGC et dans les SFS et en croissance dans l'Épargne, en ligne avec le développement de l'activité. Les charges sont en hausse de 1% vs. 1T13, en ligne avec la croissance des revenus.

Le Programme d'Efficacité Opérationnelle, présenté au 3T12, a permis une réduction cumulée de charges de 159 M€ au 30 juin 2013, dont 31 M€ au 2T13, avec pour objectif une réduction cumulée supérieure à 300 M€ à fin 2014. 60% de l'objectif 2013 ont été réalisés au 30 juin 2013.

COÛT DU RISQUE

Le coût du risque (hors GAPC) du 2T13 est stable vs. 1T13, à 96 M€, reflétant des conditions économiques toujours difficiles en France et dans la zone Euro. Le coût du risque des métiers cœurs au 2T13 en points de base des encours de crédit est de 49 pb, en baisse vs. 56 pb au 1T13.

RESULTAT AVANT IMPÔT

Le résultat avant impôt ressort à 435 M€, stable vs. 2T12.

RESULTAT NET

Le résultat net part du groupe de Natixis s'élève à 267 M€, en croissance de 4% vs. 2T12, avec une contribution négative de la GAPC au 2T13 (-13 M€ après impôt). Après réintégration de l'effet de la réévaluation de la dette senior propre (impact net d'impôt de -20 M€ au 2T13 contre un impact positif de +91 M€ au 2T12), le résultat net (pdg) publié en données pro forma de l'Opération de cession des CCI s'élève à 248 M€.

En données comptables, le résultat net (pdg) publié du 2T13 s'élève à 201 M€ après prise en compte des impacts P3CI et autres impacts de -47 M€. Pour rappel, à partir du 1^{er} janvier 2013, la contribution des CCI est déconsolidée (traitement comptable découlant de la norme IFRS 5).

1.2 RÉSULTATS DU 1S13

Hors réévaluation de la dette senior propre - pro forma⁽¹⁾

en M€ ⁽²⁾	1S13	1S12	1S13 vs. 1S12
Produit net bancaire	3 620	3 522	3%
<i>dont métiers cœurs</i>	3 185	3 068	4%
Charges	-2 510	-2 436	3%
Résultat brut d'exploitation	1 109	1 086	2%
Coût du risque	-192	-170	13%
Résultat avant impôt	929	924	1%
Impôt	-330	-297	11%
Résultat net – pdg – hors GAPC	605	606	stable
GAPC net d'impôt	0	- 71	
Résultat net – pdg	604	535	13%
ROTE ⁽³⁾	9,3%	8,5%	

en M€ ⁽²⁾	1S13	1S12	1S13 vs. 1S12
Réévaluation de la dette senior propre ⁽⁴⁾ (net)	-23	-38	-38%
Résultat net – pdg – pro forma	581	497	17%

(1) Pro forma de l'Opération de cession des CCI / (2) Les soldes intermédiaires de gestion jusqu'au résultat net part du groupe hors GAPC sont calculés avant prise en compte de GAPC / (3) ROTE annualisé : résultat net (pdg) – coût net des TSS / actif net comptable moyen après distribution des dividendes – dettes hybrides – immobilisations incorporelles - goodwills moyens / (4) Composante « risque de crédit émetteur » valorisée à partir d'une méthode approchée d'actualisation des cash flows futurs, contrat par contrat, utilisant des paramètres tels que courbe des taux de swaps et spread de réévaluation (basé sur la courbe reoffer BPCE)

Sauf indication contraire, les commentaires qui suivent se rapportent aux résultats pro forma de l'Opération de cession des CCI et hors réévaluation de la dette senior propre. Les variations s'entendent par rapport au 1S12.

PRODUIT NET BANCAIRE

Le PNB de Natixis est en progression de 1% à 3 620 M€ hors éléments non récurrents (72 M€ au 1T13, principalement premier impact IFRS 13). La décomposition par métier est la suivante :

- Les revenus de la **Banque de Grande Clientèle** sont en légère hausse de 1% par rapport au 1S12, à 1 477 M€.
- Les revenus du pôle **Epargne** enregistrent une progression de 6%, à 1 070 M€, principalement portée par la Gestion d'actifs qui enregistre une progression de 6% sur la même période.
- Le PNB des **Services Financiers Spécialisés** est en croissance de 7% notamment grâce à la poursuite du déploiement des offres dans les réseaux du Groupe BPCE.

CHARGES

Les charges d'exploitation sont en hausse de 3% vs. 1S12, en ligne avec la croissance des revenus des métiers.

COÛT DU RISQUE

Le coût du risque du 1S13 est en hausse de 13% vs. 1S12 et en légère baisse de 5% vs. 2S12, à 192 M€.

RESULTAT AVANT IMPÔT

Le résultat avant impôt ressort à 929 M€, niveau quasiment stable vs. 1S12 (+1%).

RESULTAT NET

Le résultat net part du groupe de Natixis s'élève à 604 M€, en croissance de 13% vs. 1S12. Après réintégration de l'effet de la réévaluation de la dette senior propre (impact net d'impôt de -23 M€ au 1S13), le résultat net (pdg) publié en données pro forma de l'Opération de cession des CCI s'élève à 581 M€.

En données comptables, le résultat net (pdg) publié du 1S13 s'élève à 487 M€ après prise en compte des impacts P3CI et autres impacts de -93 M€. Pour rappel, à partir du 1^{er} janvier 2013, la contribution des CCI est déconsolidée (traitement comptable découlant de la norme IFRS 5).

2 – STRUCTURE FINANCIÈRE

Le ratio CET1 Bâle 3⁽¹⁾ de Natixis atteint 9,7% au 30 juin 2013, sans mesures transitoires excepté sur les IDA et pro forma de l'Opération de cession des CCI. Le résultat net part du groupe du 2T13, hors dividende, contribue à hauteur de 16 pb à la croissance du ratio CET1. Le ratio CET1 enregistre une hausse de 30 pb vs. 31 mars 2013 intégrant un taux de distribution de dividende de 50%.

Sur la base d'un ratio CET 1 Bâle 3⁽¹⁾ de 9,4% au 31 mars 2013 pro forma de l'Opération de cession des CCI, les impacts au 2^{ème} trimestre 2013 se décomposent comme suit :

- effet de mise en réserve du résultat net part du groupe du 2^{ème} trimestre 2013 hors dividende : +16 pb,
- dividende prévu 2T13 : -7 pb,
- effets des actifs pondérés : +29 pb,
- autres impacts, dont l'effet change : -8 pb.

Les fonds propres s'élèvent à 12,4 Md€ et les actifs pondérés à 128,2 Md€ à fin juin 2013 en Bâle 3⁽¹⁾, pro forma de l'Opération de cession des CCI.

CAPITAUX PROPRES

Les **capitaux propres part du groupe** s'élèvent à 18,6 Md€ au 30 juin 2013, dont 1,0 Md€ de titres hybrides (TSS et actions de préférence) inscrits en capitaux propres à juste valeur.

Les **fonds propres Core Tier 1 (Bâle 2.5)** s'établissent à 12,9 Md€, en diminution de 0,5 Md€ sur le trimestre. Les **fonds propres Tier 1 (Bâle 2.5)** s'élèvent à 14,3 Md€ et les **fonds propres totaux (Bâle 2.5)** à 16,5 Md€.

L'actif net comptable par action au 30 juin 2013 ressort à 5,59 euros pour un nombre d'actions, hors actions détenues en propre, égal à 3 083 207 067 (le nombre total d'actions est de 3 089 906 402). **L'actif net tangible par action** (déduction des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles) s'établit à 4,46 euros et l'actif net tangible par action pro forma de l'Opération de cession des CCI s'élève à 4,11 euros.

(1) impacts Bâle 3 dépendront du contenu final des règles – sans mesures transitoires excepté sur les IDA

ACTIFS PONDERES (Bâle 2.5)

Les **actifs pondérés** de Natixis s'élevaient à 122,5 Md€ au 30 juin 2013 contre 126,8 Md€ au 31 mars 2013, la variation étant essentiellement liée à la réduction des montants équivalent risque de crédits.

RATIOS DE SOLVABILITE (Bâle 2.5)

Au 30 juin 2013, le **ratio Core Tier 1** ressort à 10,5%, Le **ratio Tier 1** s'établit à 11,7% et le **ratio de solvabilité** à 13,5%.

3 – RÉSULTATS DES MÉTIERS

Banque de Grande Clientèle

<i>En M€</i>	2T13	2T12	2T13 vs. 2T12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit net bancaire	678	702	-3%	1 477	1%
<i>Banque commerciale</i>	96	93	3%	192	2%
<i>Financements structurés</i>	263	244	8%	508	5%
<i>Marchés de capitaux</i>	332	396	-16%	807	-5%
<i>CPM</i>	0	-2	-86%	-1	-92%
<i>Divers</i>	-12	-29	-58%	-30	-40%
Charges	-414	-433	-4%	-845	-2%
Résultat brut d'exploitation	265	270	-2%	631	5%
Coût du risque	-72	-65	11%	-154	53%
Résultat avant impôt	193	205	-6%	477	-5%
Coefficient d'exploitation	61,0%	61,6%		57,3%	
ROE après impôt ⁽¹⁾ (Bâle 3)	7,1%	6,8%		8,9%	

⁽¹⁾ Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens.

Le PNB de la **Banque de Grande Clientèle** s'élève à 678 M€, en baisse de 7% vs. 1T13 hors éléments non récurrents (72 M€ au 1T13, principalement premier impact IFRS 13) et en hausse de 4% vs 2T12 hors activités arrêtées en 2012 (46 M€ de PNB dans FIC-T au 2T12).

Les charges sont en baisse de 4% vs. 2T12 et vs. 1T13, à 414 M€. Le coefficient d'exploitation de la Banque de Grande Clientèle est de 61,0% au 2T13 et de 57,3% au 1S13.

Le résultat brut d'exploitation ressort à 265 M€ au 2T13, en baisse de 2% vs. 2T12. Il s'élève à 631 M€ au 1S13, en hausse de 5% vs. 1S12 grâce à la baisse des charges sur la même période.

Le coût du risque du 2T13 reflète un contexte économique toujours difficile dans la zone Euro, son niveau est de 72 M€ contre 82 M€ au 1T13.

Le résultat avant impôt s'établit à 193 M€, en recul de 6% vs. 2T12.

Le ROE après impôt du 2T13 s'élève à 7,1% et celui du 1S13 à 8,9% (après allocation de fonds propres en environnement Bâle 3).

Les revenus de la **Banque commerciale** sont en croissance de 3% vs. 2T12 à 96 M€ malgré une baisse de 15% des encours fin de période vs. 2T12. L'activité a été soutenue avec la clientèle corporates et avec les institutions financières.

Les revenus des **Financements structurés** sont en hausse de 8% vs. 2T12 à 263 M€, portés par toutes les lignes métiers et par l'international. Les commissions sont en hausse de 13% vs. 2T12. La production nouvelle a été dynamique au 2T13, à 3,6 Md€ (soit un niveau de 8,1 Md€ au 1S13) liée notamment au développement des franchises des financements d'infrastructure et l'immobilier. Dans le cadre du développement du modèle « Originate-to-Distribute », le trimestre a également été marqué par la mise en place d'un partenariat sur la distribution de financements d'infrastructures avec la CNP, après celui conclu en 2012 avec la compagnie Ageas.

Le PNB de l'activité **Taux, change, matières premières et trésorerie (FIC-T)** est quasiment stable vs. 2T12 (-1%) hors impacts des activités arrêtés en 2012 (46 M€ de PNB au 2T12) dans un contexte de marché difficile en juin 2013, défavorable aux activités clients. Le PNB du 2T13 intègre -10 M€ d'impact CVA/DVA. Natixis a maintenu sa position de leader sur le marché primaire obligataire en € en France avec les corporates sur le 1^{er} semestre 2013 (dealogic).

Les revenus de l'activité **Actions**, à 113 M€, sont en baisse de 9% vs. 2T12, qui constituait une base de comparaison élevée. Le PNB est en hausse de 9% vs. 1T13 soutenu par l'activité sur les dérivés et par le déploiement de l'offre à l'international.

Epargne

En M€	2T13	2T12	2T13 vs. 2T12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit net bancaire	557	494	13%	1 070	6%
<i>Gestion d'actifs</i>	458	408	12%	873	6%
<i>Assurance</i>	59	29	101%	118	36%
<i>Banque privée</i>	29	28	3%	57	6%
<i>Capital investissement</i>	11	28	-61%	22	-51%
Charges	-414	-372	11%	-803	8%
Résultat brut d'exploitation	143	121	18%	267	2%
Coût du risque	-2	-3	-46%	0	-86%
Résultat avant impôt	138	121	15%	266	1%
Coefficient d'exploitation	74,4%	75,4%		75,0%	
ROE après impôt ⁽¹⁾ (Bâle 3)	34,7%	31,0%		35,5%	

⁽¹⁾ Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens

Dans le **pôle Epargne**, l'activité a été soutenue par la Gestion d'actifs, qui est restée dynamique aux Etats-Unis et en Asie, et par le métier de l'Assurance en France. Le PNB du pôle atteint 557 M€ en hausse de 13%. Les charges d'exploitation progressent de 11% à 414 M€ en ligne avec le développement de l'activité. Le résultat avant impôt s'établit à 138 M€, en hausse de 15% vs. 2T12.

Le PNB de la **Gestion d'actifs** progresse de 12% vs. 2T12 à 458 M€, porté par les Etats-Unis, alors que le contexte est toujours difficile en France. La collecte nette hors produits monétaires s'établit à 2,4 Md€ au 2T13 et à 6,8 Md€ au 1S13. Sur le 2^{ème} trimestre 2013 la collecte a été dynamique chez Loomis (+1,8 Md\$, principalement sur des produits obligataires) et chez Harris Associates (+2,5 Md\$, principalement sur des produits actions). La collecte a également été très dynamique en Asie avec 1,5 Md\$ pour IDFC au 1S13.

Au 30 juin 2013, les encours sous gestion atteignent 603 Md€ (283 Md€ aux Etats-Unis et 313 Md€ en Europe) comparé à un niveau de 613 Md€ au 31 mars 2013 par l'effet d'une collecte nette hors produits monétaires de +2,4 Md€, d'une collecte nette sur les produits monétaires de -4,5 Md€, d'un effet de change et autres éléments de -4,4 Md€ et d'un effet marché de -3,7 Md€.

Dans le domaine de l'**Assurance**, le contexte de marché continue de s'améliorer pour le segment vie. Le niveau de revenus se normalise au 2T13 à 59 M€ par rapport à celui du 2T12 de 29 M€. La collecte nette est positive de 0,2 Md€ au 2T13 et le chiffre d'affaires de l'assurance-vie est en progression de 42% vs. 2T12, qui constituait une faible base de comparaison. Les activités Prévoyance et Assurances des emprunteurs demeurent très bien orientées vs. 2T12 en lien avec les réseaux du Groupe BPCE.

Le PNB de la **Banque privée** est en hausse de 3% à 29 M€. La collecte nette est positive, notamment avec les réseaux du Groupe BPCE, et totalise 0,4 Md€ au 1S13. Les encours gérés atteignent 21,4 Md€ au 30 juin 2013.

Le PNB du **Capital Investissement** s'établit à 11 M€. Les capitaux gérés s'élèvent à 5,2 Md€, en hausse de 51% vs. 2T12.

Services Financiers Spécialisés

<i>En M€</i>	2T13	2T12	2T13 vs. 2T12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit net bancaire	330	314	5%	639	7%
<i>Financements spécialisés</i>	178	157	13%	356	14%
<i>Services financiers</i>	151	157	-3%	283	-2%
Charges	-206	-198	4%	-411	6%
Résultat brut d'exploitation	123	116	7%	228	8%
Coût du risque	-19	-18	7%	-38	-3%
Résultat avant impôt	104	97	7%	190	11%
Coefficient d'exploitation	62,6%	63,2%		64,3%	
ROE après impôt ⁽¹⁾ (Bâle 3)	19,8%	19,7%		17,7%	

(1) Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens

Les revenus des **Services Financiers Spécialisés** progressent de 5% vs. 2T12 et de 7% au 1S13 vs. 1S12, grâce notamment à la poursuite du déploiement des offres dans les réseaux du Groupe BPCE.

L'activité des **Financements spécialisés** est bien orientée, avec un PNB en hausse de 13% vs. 2T12 et de 6% à périmètre constant, portée par l'ensemble des métiers.

Le PNB des **Services financiers** est en recul de 3% vs. 2T12 avec des performances contrastées parmi les métiers : l'Ingénierie sociale poursuit son développement avec des revenus en hausse de 4%, l'activité Paiement enregistre une légère baisse de 1% de son PNB et l'activité Titres est toujours sous pression avec des volumes faibles (PNB en recul de 12% vs. 2T12).

Les charges sont bien maîtrisées, progressant moins vite que les revenus. Le coefficient d'exploitation s'établit à 62,6% au 2T13 en baisse vs. 63,2% au 2T12.

Le ROE du 2T13 à 19,8% (après allocation de fonds propres en environnement Bâle 3) est en légère amélioration vs. 19,7% au 2T12.

Participations Financières

<i>En M€</i>	2T13	2T12	2T13 vs. 2T12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit net bancaire	225	237	-5%	440	-5%
<i>Coface⁽¹⁾</i>	189	186	2%	361	1%
<i>Corporate Data Solutions⁽¹⁾</i>	21	34	-39%	49	-28%
<i>Autres</i>	16	17	-9%	29	-21%
Charges	-188	-185	1%	-372	-1%
Résultat brut d'exploitation	38	51	-27%	68	-25%
Coût du risque	-1	-2		-1	
Résultat avant impôt	38	52	-26%	72	-12%

⁽¹⁾ A compter du 1^{er} janvier 2013, les activités Coface core et Coface non core sont renommées respectivement Coface et Corporate Data Solutions

Le PNB de la **Coface**, à 189 M€, est en progression de 2% vs. 2T12. Au sein de la Coface, le chiffre d'affaires de l'Assurance est en recul de 5% au 2T13 vs. 2T12, en lien avec le ralentissement de l'activité client. Le résultat avant impôt est en hausse de 2% vs. 2T12 à 47 M€ et de 12% au 1S13 vs. 1S12, à 81 M€.

Le ratio combiné (ratio sinistres/primes + ratio des coûts) est de 88,9% au 2T13, en hausse vs. 1T13 du fait principalement d'une augmentation du ratio de coût. Le ratio sinistres/primes est bien maîtrisé dans un contexte économique toujours difficile, il s'établit à 58,9%, en légère hausse de 1,1pp vs. 1T13.

Le PNB des **Participations Financières** recule de 5% vs. 2T12, majoritairement du fait de la poursuite des cessions dans Corporate Data Solutions, qui enregistre une baisse de PNB de 39% vs. 2T12, et de l'activité de Capital investissement pour compte propre en « run-off ». Les charges sont en hausse de 1% et le résultat avant impôt en baisse de 26% vs. 2T12.

GAPC

<i>En M€</i>	2T12	3T12	4T12	1T13	2T13
Impact avant garantie	2	72	-19	37	21
Impact de la garantie ⁽¹⁾	-5	-3	75	6	-17
Frais généraux	-40	-30	-24	-23	-24
Résultat avant impôt	-42	34	31	20	-20
Résultat net	-27	20	20	13	-13

⁽¹⁾ Dont étalement de la prime, impact de la garantie financière, impact des TRS et variation de la valeur de l'option.

Le programme de cession des actifs de la **GAPC** s'est accéléré au 2T13. La trajectoire de fermeture de la GAPC à horizon mi-2014 est confirmée.

Au 2T13, les cessions dans les portefeuilles de crédits structurés et vanilles s'élèvent à 2,6 Md€ en valeur nominale, soit un total cédé de 3,6 Md€ au 1S13, avec une décote très limitée. Les actifs pondérés en Bâle 3 sont en baisse de 0,8 Md€ vs. fin mars 2013 pour s'établir à 8,4 Md€ à fin juin 2013.

Annexes

Expositions aux dettes souveraines européennes au 30 juin 2013, sur le modèle utilisé pour les stress tests européens (activités bancaires et de trading, hors activités d'assurances)

Zone économique européenne en M€	EXPOSITIONS BRUTES	EXPOSITIONS NETTES				EXPOSITIONS DIRECTES DERIVES	EXPOSITIONS INDIRECTES Portefeuille de négociation
		Expositions nettes totales	dont AFS portefeuille bancaire	dont portefeuille bancaire (en juste valeur en compte de résultat)	dont portefeuille de négociation ⁽¹⁾		
Autriche	257	-11	0	0	-11	-81	0
Belgique	433	235	0	5	230	54	0
Bulgarie	0	0	0	0	0	0	0
Chypre	0	0	0	0	0	0	0
République Tchèque	0	0	0	0	0	0	0
Danemark	0	0	0	0	0	-43	0
Estonie	0	0	0	0	0	0	0
Finlande	20	17	0	0	17	-25	0
France	13,844	839	1,328	29	-3,155	-1,760	0
Allemagne	2,925	-3,241	0	0	-3,315	503	0
Grèce	7	7	0	7	0	0	0
Hongrie	14	12	0	1	11	0	-4
Islande	0	0	0	0	0	0	0
Irlande	1	1	0	0	1	0	0
Italie	6,923	333	0	9	318	22	0
Lettonie	0	0	0	0	0	-5	0
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	0
Lituanie	28	2	0	0	2	-44	12
Luxembourg	3	3	0	0	3	0	0
Malte	0	0	0	0	0	0	0
Pays-Bas	1,265	121	0	0	121	-299	0
Norvège	0	0	0	0	0	39	0
Pologne	16	16	0	0	16	0	2
Portugal	223	145	0	11	134	0	4
Roumanie	0	0	0	0	0	0	0
Slovaquie	19	19	0	0	19	0	0
Slovénie	1	1	0	1	0	0	0
Espagne	1,254	-300	0	23	-327	0	2
Suède	0	0	0	0	0	0	0
Royaume-Uni	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL EEA 30	27,232	-1,800	1,329	87	-5,937	-1,638	17

⁽¹⁾ Expositions n'intégrant pas les instruments financiers à terme

Rappels

Précisions méthodologiques :

> Suite au reclassement des titres super subordonnés en instruments de capitaux propres, les charges d'intérêt sur ces instruments ne sont plus comptabilisées dans le compte de résultat depuis le 1er janvier 2010.

> Les chiffres figurant dans ce communiqué ne sont pas audités

> Les comptes sont présentés pro forma de l'Opération de cession des Certificats Coopératifs d'Investissement (cession effective le 6 août 2013 de tous les CCI détenus par Natixis aux Banques Populaires et aux Caisses d'Épargne), réalisé selon les principes suivants (hors impact IAS 19 révisé) :

- Mise en place de l'Opération de cession des CCI au 1er janvier 2012.

- Remboursement de P3CI et opérations liées au 1er janvier 2012.

- Remplacement de la liquidité et distribution exceptionnelle de 2 milliards d'euros au 1er janvier 2012.

L'hypothèse retenue du remboursement de P3CI au 1er janvier 2012 conduit à supprimer l'ensemble des retraitements analytiques mis en place en 2012 quant à la contribution des pôles à l'opération P3CI.

> Résultats des métiers mesurés en Bâle 3 :

A partir de 2013, les résultats des métiers de Natixis seront présentés dans un cadre réglementaire Bâle 3. Les actifs pondérés Bâle 3 sont appréciés par Natixis sur la base de sa compréhension à date de la réglementation.

L'allocation de capital aux métiers de Natixis s'effectue sur la base de 9% de leurs actifs pondérés moyens en Bâle 3. L'allocation de capital spécifique aux métiers d'Assurance est remplacée par le traitement en Bâle 3 des titres des compagnies d'assurances, tel que transposé dans les textes CRD4/CRR (pondération à 370% de la valeur consolidée des titres en actifs pondérés).

Les séries de comptes de résultat trimestriels 2012 des métiers sont présentées pro forma de ces mesures en Bâle 3.

> Changements de normes:

- Le taux de rémunération des fonds propres normatifs est revu à 3% (préalablement 3,5%) pour tenir compte de la baisse des taux longs.

- La taxe bancaire de risque systémique et la contribution pour frais de contrôle de l'ACP, préalablement affectées au hors pôles, sont maintenant allouées aux différents pôles.

- Dans le cadre de la poursuite du développement du modèle « Originate to Distribute », les résultats de l'activité GSCS (Global Structured Credit Solutions - regroupant les expertises de titrisations et de solutions de crédit au sein de la plateforme de dettes), auparavant répartis entre FIC-T et les Financements structurés, sont désormais uniquement affectés au métier FIC-T.

Comptes de résultat 2T13 et 2T12: passage des données consolidées pro forma⁽¹⁾ aux données consolidées publiées

en M€	2T13		
	2T13 Natixis pro forma ⁽¹⁾	Impact P3CI et autres	2T13 Natixis consolidé
Produit Net Bancaire	1 705	-73	1 632
Charges	-1 284		-1 284
Résultat Brut d'Exploitation	421	-73	348
Coût du risque	-42		-42
Résultat Net d'Exploitation	379	-73	306
Mises en équivalence	5		5
Autres	0		0
Résultat avant impôt	384	-73	311
Impôt	-136	26	-109
Intérêts minoritaires	0		0
Résultat net part du groupe	248	-47	201

en M€	2T12			
	2T12 Natixis pro forma ⁽¹⁾	Impact CCI	Impact P3CI et autres	2T12 Natixis consolidé
Produit Net Bancaire	1 945		-121	1 824
Charges	-1 266			-1 266
Résultat Brut d'Exploitation	679		-121	558
Coût du risque	-151			-151
Résultat Net d'Exploitation	529		-121	407
Mises en équivalence	5	161		167
Autres	2			2
Résultat avant impôt	536	161	-121	576
Impôt	-173	-37	42	-168
Intérêts minoritaires	-14			-14
Résultat net part du groupe	349	124	-79	394

⁽¹⁾ Pro forma de l'Opération de cession des Certificats Coopératifs d'Investissement

Comptes de résultat 1S13 et 1S12: passage des données consolidées pro forma⁽¹⁾ aux données consolidées publiées

en M€	1S13		
	1S13 Natixis pro forma ⁽¹⁾	Impact P3CI et autres	1S13 Natixis consolidé
Produit Net Bancaire	3 576	-146	3 430
Charges	-2 557		-2 557
Résultat Brut d'Exploitation	1 018	-146	873
Coût du risque	-139		-139
Résultat Net d'Exploitation	880	-146	734
Mises en équivalence	10		10
Autres	2		2
Résultat avant impôt	892	-146	746
Impôt	-316	53	-264
Intérêts minoritaires	5		5
Résultat net part du groupe	581	-93	487

en M€	1S12			
	1S12 Natixis pro forma ⁽¹⁾	Impact CCI	Impact P3CI et autres	1S12 Natixis consolidé
Produit Net Bancaire	3 485		-241	3 244
Charges	-2 507			-2 507
Résultat Brut d'Exploitation	978		-241	737
Coût du risque	-232			-232
Résultat Net d'Exploitation	746		-241	506
Mises en équivalence	9	291		301
Autres	-2			-2
Résultat avant impôt	754	291	-241	804
Impôt	-236	-56	87	-205
Intérêts minoritaires	-21			-21
Résultat net part du groupe	497	236	-154	579

⁽¹⁾ Pro forma de l'Opération de cession des Certificats Coopératifs d'Investissement

Natixis – Consolidé – pro forma⁽¹⁾

en M€ ⁽¹⁾	1T12	2T12	3T12	4T12	1T13	2T13	2T13 vs. 2T12	1S12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit net bancaire	1 539	1 945	1 539	1 734	1 871	1 705	- 12 %	3 485	3 576	+ 3 %
Charges	-1 241	-1 266	-1 231	-1 326	-1 274	-1 284	+ 1 %	-2 507	-2 557	+ 2 %
Résultat brut d'exploitation	299	679	307	408	597	421	- 38 %	978	1 018	+ 4 %
Coût du risque	-81	-151	-85	-131	-96	-42	- 72 %	-232	-139	- 40 %
Mises en équivalence	4	5	4	4	5	5		9	10	+ 11 %
Gains ou pertes sur autres actifs	0	2	-7	-3	2	0		2	2	
Variation de valeur écarts d'acquisition	-5	0	0	-11	0	0		-5	0	
Résultat avant impôt	218	536	219	266	508	384	- 28 %	754	892	+ 18 %
Impôt	-63	-173	-63	-74	-181	-136	- 22 %	-236	-316	+ 34 %
Intérêts minoritaires	-7	-14	1	-26	6	0		-21	5	
Résultat net part du groupe	148	349	157	167	333	248	- 29 %	497	581	+ 17 %

⁽¹⁾ Pro forma de l'Opération de cession des Certificats Coopératifs d'Investissement

Natixis - Contribution par pôle- pro forma⁽¹⁾ au 2T13

2T13									
en M€	BGC	Épargne	SFS	Part. Fi.	Hors Pôles	Natixis hors GAPC	GAPC		Natixis Consolidé
Produit Net Bancaire	678	557	330	225	-35	1 755		-50	1 705
Charges	-414	-414	-206	-188	-38	-1 260		-24	-1 284
Résultat Brut d'Exploitation	265	143	123	38	-73	495		-74	421
Coût du risque	-72	-2	-19	-1	-2	-96		54	-42
Résultat Net d'Exploitation	193	141	104	37	-75	399		-20	379
Mises en équivalence	0	3	0	2	0	5		0	5
Autres	0	-6	0	0	6	0		0	0
Résultat avant impôt	193	138	104	38	-69	404		-20	384
						Impôt	-143	7	-136
						Intérêts minoritaires	0	0	0
						RNPG courant hors GAPC	261	Résultat net (pdg)	248
								-13	
						GAPC net d'impôt	-13		
						Résultat net (pdg)	248		

⁽¹⁾ Proforma de l'Opération de cession des Certificats Coopératifs d'Investissement

Natixis - Contribution par pôle- pro forma⁽¹⁾ au 1S13

1S13								
en M€	BGC	Épargne	SFS	Part. Fi.	Hors Pôles	Natixis hors GAPC	GAPC	Natixis Consolidé
Produit Net Bancaire	1 477	1 070	639	440	-42	3 583	-8	3 576
Charges	-845	-803	-411	-372	-79	-2510	-47	-2557
Résultat Brut d'Exploitation	631	267	228	68	-122	1 073	-55	1 018
Coût du risque	-154	0	-38	-1	0	-192	54	-139
Résultat Net d'Exploitation	477	267	190	67	-121	881	-1	880
Mises en équivalence	0	8	0	3	0	10	0	10
Autres	0	-8	0	2	8	2	0	2
Résultat avant impôt	477	266	190	72	-113	893	-1	892
					Impôt	-317	0	-316
					Intérêts minoritaires	5	0	5
					RNPG courant hors GAPC	581	Résultat net (pdg)	0
					GAPC net d'impôt	0		
					Résultat net (pdg)	581		581

Natixis hors GAPC – pro forma⁽¹⁾

en M€	1T12	2T12	3T12	4T12	1T13	2T13	2T13 vs. 2T12	1S12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit Net Bancaire	1 576	1 887	1 481	1 652	1 828	1 755	- 7 %	3 463	3 583	+ 3 %
Charges	-1 209	-1 227	-1 201	-1 302	-1 251	-1 260	+ 3 %	-2 436	-2 510	+ 3 %
Résultat Brut d'Exploitation	366	661	280	351	578	495	- 25 %	1 027	1 073	+ 4 %
Coût du risque	-80	-90	-97	-106	-96	-96	+ 6 %	-170	-192	+ 13 %
Mises en équivalence	4	5	4	4	5	5		9	10	+ 11 %
Gains ou pertes sur autres actifs	0	2	-1	-3	2	0		2	2	
Variation valeur écarts d'acquisition	-5	0	0	-11	0	0		-5	0	
Résultat avant impôt	286	578	186	235	489	404	- 30 %	865	893	+ 3 %
Impôt	-88	-188	-49	-63	-174	-143	- 24 %	-276	-317	+ 15 %
Intérêts minoritaires	-7	-14	1	-26	6	0		-21	5	
RNPG courant (hors GAPC)	192	376	138	146	321	261	- 31 %	568	581	+ 2 %
Résultat net GAPC	-44	-27	20	20	13	-13	- 52 %	-71	0	
Résultat net part du groupe	148	349	157	167	333	248	- 29 %	497	581	+ 17 %

⁽¹⁾ Pro forma de l'Opération de cession des Certificats Coopératifs d'Investissement

Banque de Grande Clientèle⁽¹⁾

en M€	1T12	2T12	3T12	4T12	1T13	2T13	2T13 vs. 2T12	1S12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit Net Bancaire	762	702	687	684	798	678	- 3 %	1 464	1 477	+ 1 %
<i>Banque commerciale</i>	95	93	85	99	96	96	+ 3 %	188	192	+ 2 %
<i>Financements structurés</i>	243	244	274	261	246	263	+ 8 %	486	508	+ 5 %
<i>Marchés de capitaux</i>	452	396	352	308	475	332	- 16 %	848	807	- 5 %
Fixed income & Trésorerie	345	272	263	212	371	219	- 19 %	616	590	- 4 %
Equity	107	124	90	96	103	113	- 9 %	231	217	- 6 %
<i>CPM</i>	-6	-2	0	-1	0	0	- 86 %	-8	-1	- 92 %
<i>Divers</i>	-22	-29	-25	16	-18	-12	- 58 %	-50	-30	- 40 %
Charges	-431	-433	-410	-445	-432	-414	- 4 %	-864	-845	- 2 %
Résultat Brut d'Exploitation	331	270	277	239	366	265	- 2 %	600	631	+ 5 %
Coût du risque	-36	-65	-79	-85	-82	-72	+ 11 %	-101	-154	+ 53 %
Résultat Net d'Exploitation	295	205	198	154	284	193	- 6 %	500	477	- 5 %
Mises en équivalence	0	0	0	0	0	0		0	0	
Autres	0	0	0	0	0	0		0	0	
Résultat avant impôt	294	205	198	154	284	193	- 6 %	500	477	- 5 %
Coefficient d'exploitation	56,6 %	61,6 %	59,7 %	65,0 %	54,1 %	61,0 %		59,0 %	57,3 %	
RWA Bâle 3 (en Md€)	86,1	84,5	83,2	75,6	77,8	76,5	- 10 %	84,5	76,5	- 10 %
Fonds propres normatifs (Bâle 3)	7 771	7 753	7 607	7 488	6 803	6 999	- 10 %	7 762	6 901	- 11 %
ROE après impôt	9,7 %	6,8 %	6,6 %	5,3 %	10,7 %	7,1 %	4 %	8,2 %	8,9 %	8 %

⁽¹⁾ Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens

Epargne⁽¹⁾

en M€	1T12	2T12	3T12	4T12	1T13	2T13	2T13 vs. 2T12	1S12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit Net Bancaire	511	494	478	583	513	557	+ 13 %	1 005	1 070	+ 6 %
<i>Gestion d'actifs</i>	412	408	412	439	415	458	+ 12 %	820	873	+ 6 %
<i>Assurance</i>	58	29	32	73	59	59	+ 101 %	87	118	+ 36 %
<i>Banque Privée</i>	26	28	25	30	28	29	+ 3 %	54	57	+ 6 %
<i>Capital Investissement</i>	16	28	9	40	11	11	- 61 %	44	22	- 51 %
Charges	-371	-372	-374	-411	-388	-414	+ 11 %	-743	-803	+ 8 %
Résultat brut d'exploitation	140	121	105	171	125	143	+ 18 %	261	267	+ 2 %
Coût du risque	0	-3	2	2	1	-2	- 46 %	-3	0	- 86 %
Résultat Net d'Exploitation	140	118	106	173	126	141	+ 19 %	258	267	+ 4 %
Mises en équivalence	4	4	3	3	4	3	- 19 %	8	8	- 1 %
Autres	0	-2	-2	-5	-2	-6		-2	-8	
Résultat avant impôt	143	121	108	171	128	138	+ 15 %	264	266	+ 1 %
Coefficient d'exploitation	72,6 %	75,4 %	78,1 %	70,6 %	75,7 %	74,4 %		74,0 %	75,0 %	
RWA Bâle 3 (en Md€)	12,2	12,3	12,2	13,0	12,6	12,7	+ 3 %	12,3	12,7	+ 3 %
Fonds propres normatifs (Bâle 3)	1 100	1 098	1 107	1 097	1 071	1 130	+ 3 %	1 099	1 101	+ 0 %
ROE après impôt	38,1 %	31,0 %	30,9 %	39,5 %	36,4 %	34,7 %		34,6 %	35,5 %	

⁽¹⁾ Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens

Services Financiers Spécialisés⁽¹⁾

en M€	1T12	2T12	3T12	4T12	1T13	2T13	2T13 vs. 2T12	1S12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit Net Bancaire	285	314	284	306	309	330	+ 5 %	599	639	+ 7 %
Financements spécialisés	153	157	157	176	177	178	+ 13 %	311	356	+ 14 %
Affacturage	32	35	34	36	34	37	+ 7 %	66	71	+ 7 %
Cautions et garanties financières	28	28	30	27	29	30	+ 8 %	56	60	+ 6 %
Crédit-bail	47	46	44	59	49	44	- 3 %	93	94	+ 1 %
Crédit consommation	43	45	46	51	61	61	+ 35 %	88	122	+ 38 %
Financement du cinéma	4	4	4	4	4	6	+ 54 %	7	10	+ 33 %
Services financiers	132	157	127	130	132	151	- 3 %	288	283	- 2 %
Ingénierie sociale	27	32	25	31	29	33	+ 4 %	60	62	+ 4 %
Paievements	73	75	76	73	76	75	- 1 %	148	150	+ 1 %
Titres	31	49	26	27	27	43	- 12 %	80	70	- 12 %
Charges	-190	-198	-195	-206	-205	-206	+ 4 %	-389	-411	+ 6 %
Résultat Brut d'Exploitation	94	116	89	101	105	123	+ 7 %	210	228	+ 8 %
Coût du risque	-20	-18	-15	-22	-18	-19	+ 7 %	-39	-38	- 3 %
Résultat Net d'Exploitation	74	97	74	78	86	104	+ 7 %	171	190	+ 11 %
Mises en équivalence	0	0	0	0	0	0		0	0	
Autres	0	0	0	0	0	0		0	0	- 17 %
Résultat avant impôt	74	97	74	78	86	104	+ 7 %	171	190	+ 11 %
Coefficient d'exploitation	66,8 %	63,2 %	68,8 %	67,2 %	66,2 %	62,6 %		64,9 %	64,3 %	
RWA Bâle 3 (en Md€)	15,2	15,3	14,5	15,7	16,3	15,8	+ 3 %	15,3	15,8	+ 3 %
Fonds propres normatifs (Bâle 3)	1 378	1 368	1 378	1 307	1 416	1 465	+ 7 %	1 373	1 440	+ 5 %
ROE après impôt	13,3 %	19,7 %	13,1 %	14,6 %	15,6 %	19,8 %		16,5 %	17,7 %	

⁽¹⁾ Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens

Participations Financières

en M€	1T12	2T12	3T12	4T12	1T13	2T13	2T13 vs. 2T12	1S12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit Net Bancaire	228	237	218	210	215	225	- 5 %	464	440	- 5 %
Coface	173	186	174	171	173	189	+ 2 %	359	361	+ 1 %
Corporate Data Solutions	34	34	25	23	29	21	- 39 %	69	49	- 28 %
Autres	20	17	18	16	14	16	-9%	37	29	- 21 %
Charges	-188	-185	-182	-189	-184	-188	+ 1 %	-374	-372	- 1 %
Résultat Brut d'Exploitation	39	51	36	21	31	38	- 27 %	91	68	- 25 %
Coût du risque	-5	-2	-3	1	0	-1	- 65 %	-8	-1	- 91 %
Résultat Net d'Exploitation	34	49	33	22	31	37	- 25 %	83	67	- 19 %
Mises en équivalence	1	1	1	0	1	2	+ 49 %	2	3	+ 63 %
Autres	-5	2	-1	-15	2	0		-3	2	
Résultat avant impôt	30	52	33	7	34	38	- 26 %	82	72	- 12 %

⁽¹⁾ A compter du 1er janvier 2013, les activités Coface core et Coface non core sont renommées respectivement Coface et Corporate Data Solutions

Hors Pôles

en M€	1T12	2T12	3T12	4T12	1T13	2T13	2T13 vs. 2T12	1S12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit Net Bancaire	-210	141	-187	-131	-7	-35		-69	-42	- 39 %
Charges	-28	-38	-40	-50	-42	-38	+ 1 %	-66	-79	+ 21 %
Résultat Brut d'Exploitation	-238	103	-227	-181	-48	-73		-135	-122	- 10 %
Coût du risque	-18	-2	-1	-2	3	-2	+ 24 %	-19	0	
Résultat Net d'Exploitation	-256	101	-228	-183	-46	-75		-155	-121	- 22 %
Mises en équivalence	0	0	0	0	0	0		0	0	- 9 %
Autres	1	2	1	6	2	6		3	8	+ 175 %
Résultat avant impôt	-255	103	-227	-176	-43	-69		-152	-113	- 26 %

GAPC

en M€	1T12	2T12	3T12	4T12	1T13	2T13	2T13 vs. 2T12	1S12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit Net Bancaire	-36	58	58	81	42	-50		22	-8	
Charges	-31	-40	-30	-24	-23	-24	- 39 %	-71	-47	- 34 %
Résultat Brut d'Exploitation	-67	18	28	57	20	-74		-49	-55	+ 11 %
Coût du risque	-1	-61	12	-25	0	54		-62	54	
Résultat avant impôt	-69	-42	34	31	20	-20	- 52 %	-111	-1	- 99 %
Résultat net	-44	-27	20	20	13	-13	- 52 %	-71	0	- 99 %

Avertissement

Ce communiqué peut comporter des objectifs et des commentaires relatifs aux objectifs et à la stratégie de Natixis. Par nature, ces objectifs reposent sur des hypothèses, des considérations relatives à des projets, des objectifs et des attentes en lien avec des événements, des opérations, des produits et des services futurs et non certains et sur des suppositions en termes de performances et de synergies futures.

Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de ces objectifs qui sont soumis à des risques inhérents, des incertitudes et des hypothèses relatives à Natixis, ses filiales et ses investissements, au développement des activités de Natixis et de ses filiales, aux tendances du secteur, aux futurs investissements et acquisitions, à l'évolution de la conjoncture économique, ou à celle relative aux principaux marchés locaux de Natixis, à la concurrence et à la réglementation. La réalisation de ces événements est incertaine, leur issue pourrait se révéler différente de celle envisagée aujourd'hui, ce qui est susceptible d'affecter significativement les résultats attendus. Les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont impliqués dans les objectifs.

Les informations contenues dans ce communiqué, dans la mesure où elles sont relatives à d'autres parties que Natixis, ou sont issues de sources externes, n'ont pas fait l'objet de vérifications indépendantes et aucune déclaration ni aucun engagement ne sont donnés à leur égard, et aucune certitude ne doit être accordée sur l'exactitude, la sincérité, la précision et l'exhaustivité des informations ou opinions contenues dans ce communiqué. Ni Natixis ni ses représentants ne peuvent voir leur responsabilité engagée pour une quelconque négligence ou pour tout préjudice pouvant résulter de l'utilisation de ce communiqué ou de son contenu ou de tout ce qui leur est relatif ou de tout document ou information auxquels il pourrait faire référence.

1.3 Résultats au 30 juin 2013 : présentation





Résultats du 2^e trimestre 2013

6 août 2013

Avertissement

Cette présentation peut comporter des objectifs et des commentaires relatifs aux objectifs et à la stratégie de Natixis. Par nature, ces objectifs reposent sur des hypothèses, des considérations relatives à des projets, des objectifs et des attentes en lien avec des événements, des opérations, des produits et des services futurs et non certains, et sur des suppositions en termes de performances et de synergies futures.

Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de ces objectifs qui sont notamment soumis à des risques inhérents, des incertitudes et des hypothèses relatives à Natixis, ses filiales et ses investissements, au développement des activités de Natixis et de ses filiales, aux tendances du secteur, aux futurs investissements et acquisitions, à l'évolution de la conjoncture économique, ou à celle relative aux principaux marchés locaux de Natixis, à la concurrence et à la réglementation. La réalisation de ces événements est incertaine, leur issue pourrait se révéler différente de celle envisagée aujourd'hui, ce qui est susceptible d'affecter significativement les résultats attendus. Les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont impliqués dans les objectifs.

Les informations contenues dans cette présentation, dans la mesure où elles sont relatives à d'autres parties que Natixis, ou sont issues de sources externes, n'ont pas fait l'objet de vérifications indépendantes et aucune déclaration ni aucun engagement ne sont donnés à leur égard, et aucune certitude ne doit être accordée sur l'exactitude, la sincérité, la précision et l'exhaustivité des informations ou opinions contenues dans cette présentation. Ni Natixis ni ses représentants ne peuvent voir leur responsabilité engagée pour une quelconque négligence ou pour tout préjudice pouvant résulter de l'utilisation de cette présentation ou de son contenu ou de tout ce qui leur est relatif ou de tout document ou information auxquels elle pourrait faire référence.

Les chiffres figurant dans cette présentation ne sont pas audités.

Précisions méthodologiques :

> Suite au reclassement des titres super subordonnés en instruments de capitaux propres, les charges d'intérêt sur ces instruments ne sont plus comptabilisées dans le compte de résultat depuis le 1^{er} janvier 2010.

> Les comptes sont présentés pro forma de l'opération de cession des Certificats Coopératifs d'Investissement (cession effective le 6 août 2013 de tous les CCI détenus par Natixis aux Banques Populaires et aux Caisses d'Épargne), réalisé selon les principes suivants (hors impact IAS 19 révisé) :

- Mise en place de l'opération de cession des CCI au 1^{er} janvier 2012.

- Remboursement de P3CI et opérations liées au 1^{er} janvier 2012.

- Remplacement de la liquidité et distribution exceptionnelle de 2 Milliards d'euros au 1^{er} janvier 2012.

L'hypothèse retenue du remboursement de P3CI au 1^{er} janvier 2012 conduit à supprimer l'ensemble des retraitements analytiques mis en place en 2012 quant à la contribution des pôles à l'opération P3CI.

> Résultats des métiers mesurés en Bâle 3 :

À partir de 2013, les résultats des métiers de Natixis seront présentés dans un cadre réglementaire Bâle 3. Les actifs pondérés Bâle 3 sont appréciés par Natixis sur la base de sa compréhension à date de la réglementation (cf. communiqué de presse du 15 avril 2013).

L'allocation de capital aux métiers de Natixis s'effectue sur la base de 9% de leurs actifs pondérés moyens en Bâle 3. L'allocation de capital spécifique aux métiers d'Assurance est remplacée par le traitement en Bâle 3 des titres des compagnies d'assurances, tel que transposé dans les textes CRD4/CRR (pondération à 370% de la valeur consolidée des titres en actifs pondérés).

Les séries de comptes de résultat trimestriels 2012 des métiers sont présentées pro forma de ces mesures en Bâle 3.

> Changements de normes :

- Le taux de rémunération des fonds propres normatifs est revu à 3% (préalablement 3,5%) pour tenir compte de la baisse des taux longs.

- La taxe bancaire de risque systémique et la contribution pour frais de contrôle de l'ACP, préalablement affectées au hors pôles, sont maintenant allouées aux différents pôles.

- Dans le cadre de la poursuite du développement du modèle « Originate to Distribute », les résultats de l'activité GSCS (Global Structured Credit Solutions - regroupant les expertises de titrisations et de solutions de crédit au sein de la plateforme de dettes), auparavant répartis entre FIC-T et les Financements structurés, sont désormais uniquement affectés au métier FIC-T.

Structure de Natixis simplifiée, développement des franchises et création de valeur pour les actionnaires

Un nouveau profil pour Natixis

- ✓ Finalisation de la cession des CCI
- ✓ Distribution exceptionnelle versée le 19 août
- ✓ Objectif de taux de distribution à 50% à partir de 2013
- ✓ Confirmation de la trajectoire de fermeture de la GAPC à horizon mi-2014
- ✓ Ratio CET1^(1,2) de 9,7% au 30/06/13 en Bâle 3

Déploiement du modèle « Originate to Distribute » dans la BGC

- ✓ Origination en Financements structurés : nouvelle production de 8,1 Md€ au 1S13 soit environ 2/3 de la production 2012
- ✓ Réduction des actifs pondérés de la BGC de 10% au 2T13 vs. 2T12
- ✓ Signature d'un accord de partenariat de 2 Md€ avec la CNP portant sur les financements d'infrastructure

Développement de l'Épargne et des Services Financiers Spécialisés

- ✓ Épargne : croissance du PNB de 13% au 2T13
- ✓ Collecte nette de la Gestion d'actifs de 6,8 Md€ en produits moyen long terme au 1S13
- ✓ Synergies de revenus avec les réseaux du Groupe BPCE en avance sur l'objectif

Croissance du RNpg⁽¹⁾ de 13% au 1S13 à 604 M€

- ✓ PNB⁽¹⁾ en croissance de 2% au 2T13 vs. 2T12 (+4% pour les métiers cœurs) et stable vs. 1T13 (hors éléments non récurrents)
- ✓ Coût du risque du 2T13 stable vs. 1T13
- ✓ Résultat net part du groupe⁽¹⁾ de 267 M€ au 2T13 et de 604 M€ au 1S13

2014-2017
Nouveau plan
stratégique

Journée Investisseurs sur le nouveau plan stratégique
le 14 novembre 2013

3 | 6 août 2013



(1) Pro forma de l'Opération de cession des CCI – hors réévaluation de la dette senior propre
(2) Les impacts dépendront du contenu final des règles Bâle 3 – Sans mesures transitoires excepté sur les LDA

Sommaire

1. Résultats du 2T13 et du 1S13

2. Structure financière et liquidité

3. Résultats des métiers

4. Conclusion

4 | 6 août 2013



Résultats du 2T13 : RNpg en hausse de 4% vs. 2T12

• **Produit net bancaire du 2T13 en hausse de 1% vs. 1T13 hors éléments non récurrents (+72 M€ au 1T13, principalement premier impact IFRS 13)**

• **PNB du 2T13 en hausse de 2% vs. 2T12 portée par la dynamique des métiers cœurs qui enregistrent une progression de leurs revenus de 4% vs. 2T12, et de 13% pour le pôle Epargne**

• **Charges du 2T13 en baisse vs. 2T12 dans la BGC et les SFS (-2%) et en croissance dans l'Epargne, en ligne avec le développement de l'activité**

• **Charges du 2T13 en hausse de 1% vs. 1T13 en ligne avec la croissance des revenus**

• **Coût du risque stable vs. 1T13 dans une conjoncture difficile en France et en Zone Euro**

Hors réévaluation de la dette senior propre - pro forma⁽¹⁾

en M€ ⁽²⁾	2T13	2T12	2T13 vs. 2T12
Produit net bancaire	1 786	1 745	2%
<i>dont métiers cœurs</i>	1 565	1 510	4%
Charges	-1 260	-1 227	3%
Résultat brut d'exploitation	526	518	1%
Coût du risque	-96	-90	6%
Résultat avant impôt	435	435	stable
Impôt	-154	-137	13%
Résultat net - pdg - hors GAPC	280	285	-2%
GAPC net d'impôt	-13	-27	-52%
Résultat net - pdg	267	258	4%
ROTE ⁽³⁾	8,2%	8,0%	

en M€ ⁽²⁾	2T13	2T12	2T13 vs. 2T12
Réévaluation de la dette senior propre ⁽⁴⁾ (net)	-20	91	
Résultat net - pdg - pro forma	248	349	-29%

5 | 6 août 2013

 NATIXIS

(1) Pro forma de l'opération de cession des CCI / (2) Les soldes intermédiaires de gestion jusqu'au résultat net part du groupe hors GAPC sont calculés avant prise en compte de GAPC / (3) ROTE annualisé : résultat net (pdg) - coût net des TSS / actif net comptable moyen après distribution des dividendes - dettes hybrides - immobilisations incorporelles - goodwill moyens / (4) Composante « risque de crédit émetteur » valorisée à partir d'une méthode approchée d'actualisation des cash flows futurs, contrat par contrat, utilisant des paramètres tels que courbe des taux de swaps et spread de réévaluation (basé sur la courbe reoffer BPCE)

Résultats du 1S13 : RNpg en hausse de 13% vs. 1S12 et ROTE de 9,3%

• **PNB du 1S13 en hausse de 1% vs. 1S12 hors éléments non récurrents (+72 M€ au 1T13, principalement premier impact IFRS 13)**

• **Niveau du coût du risque du 1S13 en hausse de 13% vs. 1S12 et en légère baisse de 5% vs. 2S12**

• **RNpg du 1S13 en hausse de 13% vs. 1S12, à 604 M€**

Hors réévaluation de la dette senior propre - pro forma⁽¹⁾

en M€ ⁽²⁾	1S13	1S12	1S13 vs. 1S12
Produit net bancaire	3 620	3 522	3%
<i>dont métiers cœurs</i>	3 185	3 068	4%
Charges	-2 510	-2 436	3%
Résultat brut d'exploitation	1 109	1 086	2%
Coût du risque	-192	-170	13%
Résultat avant impôt	929	924	1%
Impôt	-330	-297	11%
Résultat net - pdg - hors GAPC	605	606	stable
GAPC net d'impôt	0	-71	
Résultat net - pdg	604	535	13%
ROTE ⁽³⁾	9,3%	8,5%	

en M€ ⁽²⁾	1S13	1S12	1S13 vs. 1S12
Réévaluation de la dette senior propre ⁽⁴⁾ (net)	-23	-38	-38%
Résultat net - pdg - pro forma	581	497	17%

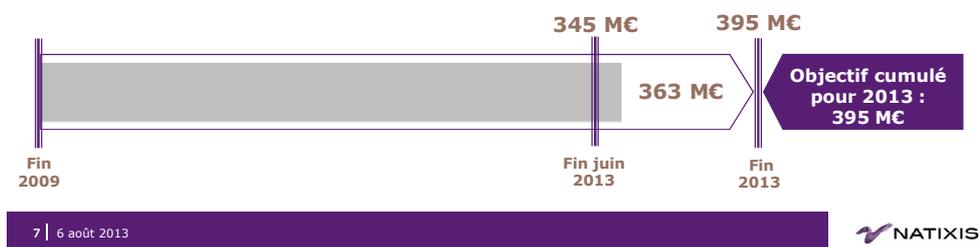
6 | 6 août 2013

 NATIXIS

(1) Pro forma de l'opération de cession des CCI / (2) Les soldes intermédiaires de gestion jusqu'au résultat net part du groupe hors GAPC sont calculés avant prise en compte de GAPC / (3) ROTE annualisé : résultat net (pdg) - coût net des TSS / actif net comptable moyen après distribution des dividendes - dettes hybrides - immobilisations incorporelles - goodwill moyens / (4) Composante « risque de crédit émetteur » valorisée à partir d'une méthode approchée d'actualisation des cash flows futurs, contrat par contrat, utilisant des paramètres tels que courbe des taux de swaps et spread de réévaluation (basé sur la courbe reoffer BPCE)

Synergies de revenus avec les réseaux en avance sur l'objectif, illustration de l'ancrage de Natixis au sein du Groupe BPCE

- Revenus additionnels cumulés de 363 M€ générés via les réseaux du Groupe BPCE à fin juin 2013, en avance sur l'objectif linéarisé
- Services Financiers Spécialisés
 - ✓ Contribution toujours significative des Financements spécialisés, toutes les activités enregistrent des niveaux de synergies de revenus supérieurs aux objectifs
- Banque de Grande Clientèle
 - ✓ Dynamisme commercial des financements de projets avec les réseaux du Groupe BPCE
- Epargne
 - ✓ Bonne dynamique de la collecte dans l'assurance-vie mais qui ne comble pas le retard pris depuis le début du plan (environnement de marché et réglementaire défavorable)



Programme d'Efficacité Opérationnelle au 2T13 : 159 M€ de réduction de charges cumulée, en ligne avec l'objectif

Programme d'Efficacité Opérationnelle

En M€



- Réduction de charges cumulée de 159 M€ au 2T13 avec une contribution de tous les métiers cœurs, conformément à l'objectif
- 60% de l'objectif 2013 réalisés au 30 juin 2013
- Charges fixes de la BGC⁽¹⁾ au 2T13 en baisse de 6% vs. 2T12 et de 5% vs. 1T13

8 | 6 août 2013

(1) Hors rémunérations variables

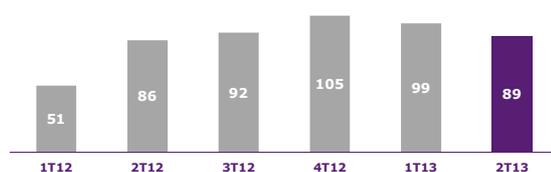
NATIXIS

Légère baisse du coût du risque dans un environnement économique toujours difficile en Europe

Coût du risque⁽¹⁾ des métiers cœurs^(2,3) en points de base (pb) des encours de crédit



Coût du risque des métiers cœurs⁽²⁾, en M€



9 | 6 août 2013



⁽¹⁾ Coût du risque trimestriel annualisé sur un montant total d'encours de crédit à la clientèle des métiers cœurs (hors établissements de crédit), début de période
⁽²⁾ Métiers cœurs : Banque de Grande Clientèle, Epargne et SFS - hors établissements de crédit / ⁽³⁾ Hors dépréciation sur la dette souveraine grecque

Sommaire

1. Résultats du 2T13 et du 1S13

2. Structure financière et liquidité

3. Résultats des métiers

4. Conclusion

10 | 6 août 2013



Ratio CET1 Bâle 3⁽¹⁾ de 9,7% à fin juin 2013

• Ratio CET1 Bâle 3⁽¹⁾ de 9,7% sans mesures transitoires excepté sur les IDA au 30 juin 2013

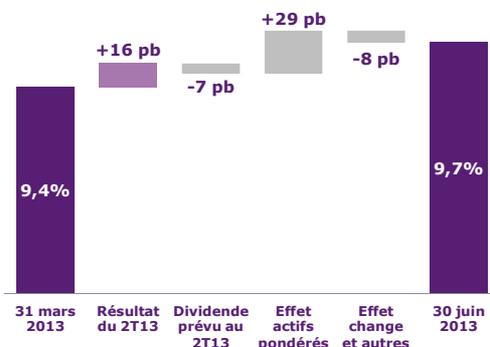
• Hausse de 30 pb du ratio CET1 vs. 31 mars 2013 intégrant un taux de distribution de dividende de 50%

• +16 pb de génération de ratio CET1 grâce au résultat net du 2T13

• Fonds propres et actifs pondérés en Bâle 3⁽¹⁾ respectivement de 12,4 Md€ et 128,2 Md€ au 30 juin 2013

• Baisse des actifs pondérés de 3% entre fin mars et fin juin 2013 notamment liée à la mise en place du modèle O2D et aux cessions de la GAPC

• Ratio de levier CRR-CRD4⁽²⁾ d'ores et déjà supérieur à 3% en Tier 1



11 | 6 août 2013

NATIXIS

(1) Pro forma de l'opération de cession des CCI - Les impacts Bâle 3 dépendront du contenu final des règles - Sans mesures transitoires excepté sur les IDA - Net de la garantie BPCE
(2) Sur la base de la compréhension de Natixis des règles CRR-CRD4 / hors IDA

Refinancement MLT du Groupe BPCE⁽¹⁾ : besoins de refinancement MLT 2013 d'ores et déjà couverts

• 96% du programme réalisé avec 20,2 Md€⁽²⁾ levés au 15 juillet 2013 :

- ✓ Emissions non sécurisées : 14,1 Md€
- ✓ Emissions sécurisées : 6,1 Md€
- ✓ Durée moyenne à l'émission : 5,6 ans
- ✓ Taux moyen: mid-swap +52 pb

• Pool de refinancement MLT de BPCE

- ✓ 116 % du programme de 14 Md€ réalisé
- ✓ 16,3 Md€⁽²⁾ levés avec une durée moyenne de 4,1 ans

• Pool de refinancement MLT du CFF

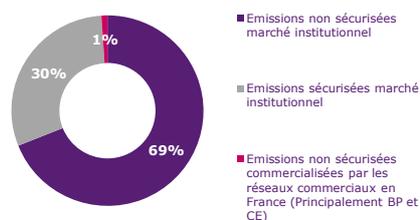
- ✓ 56 % du programme de 7 Md€ réalisé
- ✓ 3,9 Md€⁽²⁾ levés avec une durée moyenne de 12,3 ans

• Emission de Tier 2 de 1 Md€ réalisée le 11 juillet 2013

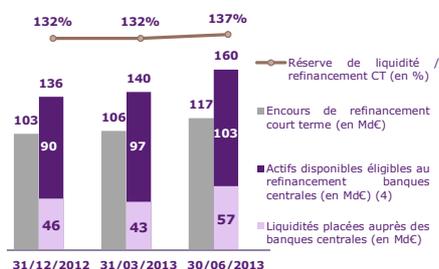
• Réduction de 8 pts sur un an du coefficient emplois/ressources clientèle du groupe ⁽³⁾ à 125% :

- ✓ Réserves de liquidité de 160 Md€, couvrant 137% des encours de refinancement CT
- ✓ Coefficient Emplois / Ressources clientèle groupe ⁽⁴⁾: diminution de 8 pts de 133% au 30/06/2012 à 125% au 30/06/2013
- ✓ Réforme de la centralisation du Livret A/LDD et du LEP favorable au coefficient emplois/ressources clientèle du groupe : augmentation estimée d'environ 10 Md€ des ressources clientèle non centralisées⁽⁵⁾

Refinancement MLT réalisé au 15/07/2013



Réserves de liquidité et refinancement CT



12 | 6 août 2013

NATIXIS

(1) Le refinancement MLT de Natixis est géré au niveau du Groupe BPCE

(2) Dont 5,4 Md€ levés en dépassement du programme 2012 et imputés sur le programme 2013 (4,0 Md€ pool BPCE et 1,5 Md€ pool CFF)

(3) Hors SCF (Compagnie de Financement Foncier, société de crédit foncier du groupe)

(4) Nouvelle méthodologie prenant en compte les exigences de surdimensionnement réglementaires (3) À compter du 1^{er} août 2013

Sommaire

1. Résultats du 2T13 et du 1S13

2. Structure financière et liquidité

3. Résultats des métiers

4. Conclusion

13 | 6 août 2013



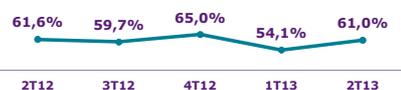
Bonne résistance de l'activité au 2T13 malgré des conditions de marché plus difficiles en fin de trimestre

Banque de
Grande Clientèle

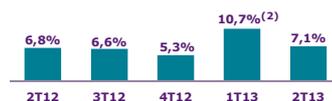
- PNB en baisse de 7% au 2T13 vs. 1T13 hors éléments non récurrents (+72 M€ au 1T13, principalement premier impact IFRS 13)
- PNB du 2T13 en progression de 4% vs. 2T12 hors activités arrêtées en 2012 (46 M€ de PNB dans FIC-T au 2T12)
- Charges en baisse de 4% au 2T13 vs. 2T12 et de 2% au 1S13 vs. 1S12 permettant une hausse du RBE de 5% au 1S13 vs. 1S12 et amélioration du coefficient d'exploitation à 57,3% sur la même période
- Coût du risque du 2T13 à 72 M€ contre 82 M€ au 1T13

en M€	2T13	2T12	2T13 vs. 2T12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit net bancaire	678	702	-3%	1 477	1%
Charges	-414	-433	-4%	-845	-2%
Résultat brut d'exploitation	265	270	-2%	631	5%
Coût du risque	-72	-65	11%	-154	53%
Résultat avant impôt	193	205	-6%	477	-5%

Coefficient d'exploitation



ROE après impôt⁽¹⁾ (en Bâle 3)



14 | 6 août 2013



(1) Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens
(2) Intégrant +72 M€ d'éléments non récurrents (principalement premier impact de IFRS 13) - ROE de 8% retraité de ces éléments

Activité très dynamique au 2T13 et au 1S13 dans les Financements structurés à l'international

Banque de Grande Clientèle

Activités de financement

Banque commerciale

- ✓ Bon niveau d'activité commerciale au 2T13, notamment avec les corporates et les institutions financières
- ✓ PNB du 2T13 en hausse de 3% vs. 2T12 malgré la baisse des encours de 15% sur la même période

Financements structurés

- ✓ Progression des revenus de 8% au 2T13 vs. 2T12 et de 7% vs. 1T13 tiré par les activités à l'international
- ✓ Hausse des commissions de 13% entre le 2T13 et le 2T12
- ✓ Niveau de production nouvelle toujours dynamique, 3,6 MdC au 2T13, soutenue par les financements d'infrastructure et l'immobilier

Marchés de capitaux

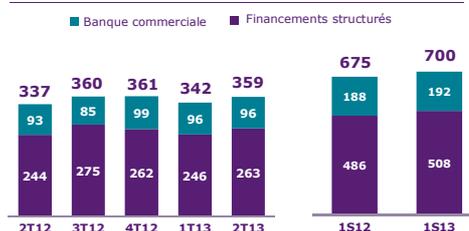
FIC-T

- ✓ PNB du 2T13 quasiment stable vs. 2T12 (-1%) hors impacts des activités arrêtées en 2012 (46 MC de PNB au 2T12) dans un contexte de marché difficile en juin, défavorable à l'activité client
- ✓ Impact CVA/DVA de -10 MC au 2T13
- ✓ #1 sur le primaire obligataire en € auprès des corporates français au 1S13 (dealogic)

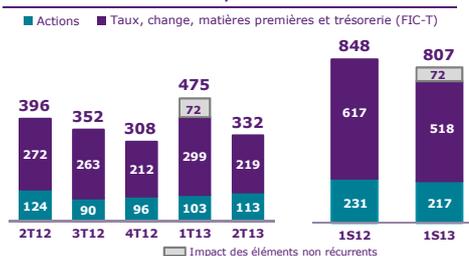
Actions

- ✓ Bonne performance de l'activité Dérivés au 2T13 vs. 1T13 et au 1S13
- ✓ Croissance soutenue des activités à l'international

Evolution des revenus, en M€



Evolution des revenus, en M€



15 | 6 août 2013

NATIXIS

Financements structurés : déploiement des franchises avec le modèle « Originate-to-Distribute »

Banque de Grande Clientèle

Production nouvelle très dynamique

- Origination : 8,1 MdC au 1S13 (environ 2/3 de la production 2012) avec une baisse des actifs pondérés



Opération emblématique O2D / Cross selling



- Implication de plusieurs lignes métiers de Natixis pour la création du leader italien du BTP, notamment Acquisition and Strategic Finance

- Modèle O2D : Finalisation de l'opération de refinancement par un Bridge to Bond

Partenariats et opérations structurées dans le cadre du modèle « O2D »

- Mise en place d'un nouveau partenariat avec CNP Assurances dans les financements d'infrastructures (2 MdC) s'additionnant aux 2 MdC du partenariat signé avec Ageas

Réalisations notables dans les franchises clés



- Gain significatif de parts de marché dans les crédits syndiqués

3^e MLA – Oil & Gas zone EMEA au 1S13

Source Reuters

9^e bookrunner sur les crédits syndiqués de la zone EMEA au 1^{er} semestre 2013 vs. 21^e au 2S12

Source Bloomberg

16 | 6 août 2013

NATIXIS

Forte croissance des revenus et du résultat avant impôt au 2T13

Epargne

- PNB en hausse de 13% au 2T13 vs. 2T12, porté par la Gestion d'actifs aux Etats-Unis et l'Assurance

- Hausse des charges de 11% au 2T13 vs. 2T12 en ligne avec le développement de l'activité

- Hausse du RBE de 18% au 2T13 vs. 2T12

Assurance

- ✓ Normalisation du niveau de revenus au 2T13 à 59 M€ vs. 29 M€ au 2T12. Bonne dynamique de l'assurance-vie et de la prévoyance

- ✓ Encours gérés à 38,7 Md€ à fin juin 2013

- ✓ La collecte nette positive de 0,2 Md€ au 2T13

Banque privée

- ✓ PNB en hausse de 3% au 2T13 vs. 2T12

- ✓ Collecte nette de 0,3 Md€ au 2T13 notamment portée par l'activité avec les réseaux du Groupe BPCE

- ✓ Encours gérés de 21,4 Md€ à fin juin 2013, en progression de 3% vs. fin décembre 2012

en M€	2T13	2T12	2T13 vs. 2T12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit net bancaire	557	494	13%	1 070	6%
dont Gestion d'actifs	458	408	12%	873	6%
dont Assurance	59	29	101%	118	36%
dont Banque privée	29	28	3%	57	6%
dont Capital investissement	11	28	-61%	22	-51%
Charges	-414	-372	11%	-803	8%
Résultat brut d'exploitation	143	121	18%	267	2%
Coût du risque	-2	-3	-46%	0	-86%
Résultat avant impôt	138	121	15%	266	1%

Evolution du coefficient d'exploitation



17 | 6 août 2013

NATIXIS

Gestion d'actifs : activité dynamique sur la collecte de produits moyen long terme au 1S13 et 2T13

Epargne

- La collecte nette sur les produits moyen long terme atteint 6,8 Md€ au 1S13 dont 2,4 Md€ sur le 2T13

- ✓ Au 1S13, collecte de 6,1 Md€ sur les affiliés aux Etats-Unis. Les expertises actions dollar profitent du dynamisme du marché US :

- Harris Associates : Value Equity

- Loomis & Sayles : Growth Equity

- Gateway : Hedged Equity

- ✓ Contexte toujours difficile sur les expertises « Core Euro » avec une décollecte sur les produits monétaires. A noter cependant la collecte nette sur les expertises H₂O, OSSIAM et AEW pour +1,2 Md€

- ✓ Activité soutenue en Asie avec une collecte nette de 1,2 Md€ pour IDFC en Inde au 1S13

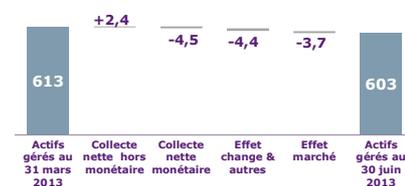
- Cette collecte MLT provient quasi exclusivement de notre plateforme de distribution centralisée (6 Md€) avec près de +5 Md€ en provenance du segment Retail US

- Encours sous gestion à fin juin 2013 : 603 Md€, dont 283 Md€ aux Etats-Unis et 313 Md€ en Europe

Gestion d'actifs

en M€	2T13	2T12	2T13 vs. 2T12
Produit net bancaire	458	408	12%
Charges	-344	-304	13%
Résultat brut d'exploitation	114	104	10%
Coût du risque	0	-2	
Résultat avant impôt	110	101	9%

Actifs sous gestion, en Md€



18 | 6 août 2013

NATIXIS

Gestion d'actifs : activité soutenue sur les produits actions aux Etats-Unis

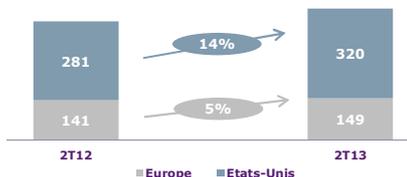
Epargne

- Les encours moyens US (361 Md\$) progressent de 15,4% au 1S13 vs. 1S12 dont 4% liés à l'effet périmètre McDonnell

- Les encours moyens Europe (314 Md€) progressent de 1,8% au 1S13 vs. 1S12.

- Au total les encours moyens sont en hausse de 7,8% (+6,2% hors effet périmètre McDonnell)

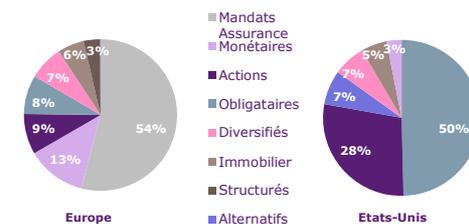
Répartition des revenus par zone géographique⁽¹⁾, en M€



Encours au 30 juin 2013, fin de période - en Md€



Répartition des actifs sous gestion par classe d'actifs, en %



19 | 6 août 2013

(1) Hors Asie, holding et opérations interzones

NATIXIS

Bonne dynamique commerciale avec les réseaux du Groupe BPCE au 2T13 et au 1S13

SFS

- PNB du 2T13 en hausse de 5% vs. 2T12, et en croissance de 7% au 1S13 vs. 1S12, porté par la bonne performance des Financements spécialisés

- Le PNB des Financements spécialisés enregistre, à périmètre constant, une progression de 6% au 2T13 vs. 2T12, alimentée notamment par le Crédit à la consommation et l'Affacturage

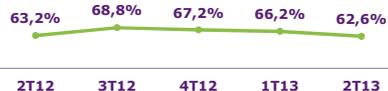
- Résistance des Services Financiers dans un environnement toujours difficile pour l'activité Titres, mais intégrant une activité dynamique sur l'Ingénierie sociale

- Bonne maîtrise des charges qui progressent moins vite que les revenus. Coefficient d'exploitation du 2T13 en amélioration vs. 2T12

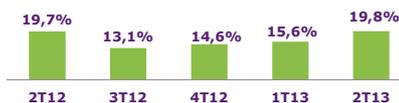
- Hausse de 11% du résultat avant impôt au 1S13 vs. 1S12, permise par la forte hausse du RBE et la maîtrise du coût du risque

en M€	2T13	2T12	2T13 vs. 2T12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit net bancaire	330	314	5%	639	7%
Financements spécialisés	178	157	13%	356	14%
Services financiers	151	157	-3%	283	-2%
Charges	-206	-198	4%	-411	6%
Résultat brut d'exploitation	123	116	7%	228	8%
Coût du risque	-19	-18	7%	-38	-3%
Résultat avant impôt	104	97	7%	190	11%

Evolution du coefficient d'exploitation



ROE après impôt⁽¹⁾ (en Bâle 3)



20 | 6 août 2013

(1) Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens

NATIXIS

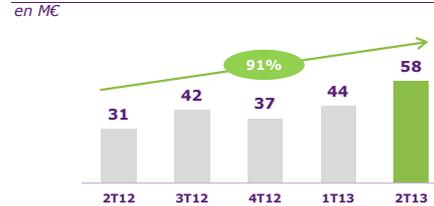
Progression des activités commerciales dans les Cautions et garanties et dans l'Ingénierie sociale

SFS

Cautions et garanties

- PNB en hausse de 8% au 2T13 vs. 2T12 et de 6% au 1S13 vs. 1S12, notamment grâce à la dynamique sur le marché des particuliers
- Croissance des primes émises de 57% au 2T13 vs. 2T12, à 74 M€. Elles progressent de plus de 90% sur le marché des particuliers

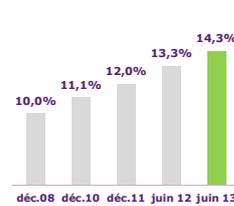
Primes émises sur le marché des particuliers



Ingénierie sociale

- PNB en hausse de 4% au 1S13 vs. 1S12 avec une dynamique positive sur tous les segments d'activités
- Epargne salariale : croissance des encours PERCO de 32% à 2,0 Md€ à fin juin 2013 vs. fin juin 2012 grâce à l'activité développée avec les réseaux du Groupe BPCE
- Titres de services : poursuite des gains de parts de marché sur l'activité de Chèque de Table® avec des émissions en hausse de 10% entre le 1S12 et 1S13

Evolution des parts de marché Chèque de table®



Evolution des encours PERCO



21 | 6 août 2013

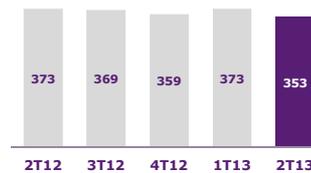
NATIXIS

Coface : légère dégradation de l'activité commerciale mais bonne tenue du loss ratio

Participations Financières

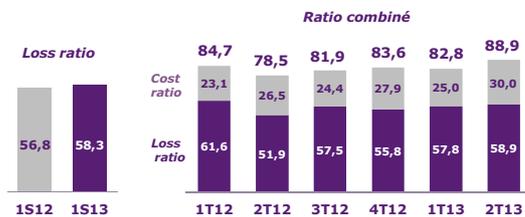
Chiffre d'affaires de l'assurance, en M€

- Recul de 5% du chiffre d'affaires de l'assurance au 2T13 vs. 2T12 en lien avec le ralentissement de l'activité client
- Croissance du PNB de 2% au 2T13 vs. 2T12, à 189 M€, et de 1% au 1S13 vs. 1S12
- Résultat avant impôt de 47 M€ au 2T13, en hausse de 2% vs. 2T12, et de 81 M€ au 1S13, en progression de 12% vs. 1S12



Assurance-crédit, ratios en %

- Ratio combiné au 2T13 à 88,9% en hausse vs. 1T13 principalement lié à la hausse du cost ratio
- Hausse contenue du loss ratio au 1S13 vs. 1S12, à 58,3%, dans un environnement économique toujours difficile en Europe



22 | 6 août 2013

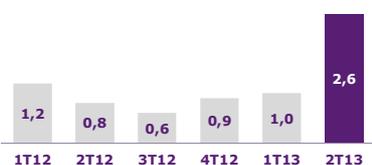
NATIXIS

GAPC : accélération du programme de cession au 2T13

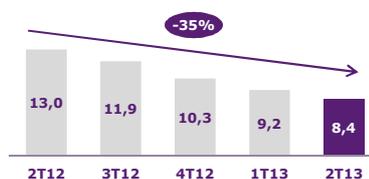
- Programme de cession d'actifs : 2,6 Md€ réalisés au 2T13 soit 3,6 Md€ au 1S13 avec une décote très limitée
- Actifs pondérés en Bâle 3 en baisse de 0,8 Md€ au 2T13 vs. 1T13, à 8,4 Md€
- Trajectoire de fermeture de la GAPC à horizon mi-2014 confirmée

en M€	2T12	3T12	4T12	1T13	2T13
Impact avant garantie	2	72	-19	37	21
Impact de la garantie ⁽¹⁾	-5	-3	75	6	-17
Frais généraux	-40	-30	-24	-23	-24
Résultat avant impôt	-42	34	31	20	-20
Résultat net	-27	20	20	13	-13

Evolution du programme de cession d'actifs sous garantie, en Md€



Actifs pondérés après garantie BPCE, en Md€ en Bâle 3



23 | 6 août 2013



(1) Dont étalement de la prime, impact de la garantie financière, impact des TRS et variation de la valeur de la call option

Sommaire

1. Résultats du 2T13 et du 1S13

2. Structure financière et liquidité

3. Résultats des métiers

4. Conclusion

24 | 6 août 2013



Conclusion

Achèvement de la simplification de la structure financière

Croissance du résultat net (pg) de Natixis liée au dynamisme des métiers cœurs à l'international, à la maîtrise des coûts et à la stabilité du coût du risque

Solvabilité encore renforcée avec un ratio CET1 à 9,7%⁽¹⁾ au 30 juin 2013

Accélération des cessions d'actifs confirmant la trajectoire de fermeture de la GAPC à horizon mi-2014

Présentation du plan stratégique 2014-2017 le 14 novembre 2013

25 | 6 août 2013



(1) Pro forma de la cession des CCI - Les impacts dépendront du contenu final des règles Bâle 3 - Sans mesures transitoires excepté sur les IDA

A

Annexe- Résultats détaillés (2T13)

26 | 6 août 2013



Sommaire

Compte de résultat de Natixis		Structure financière et bilan	
Rappels méthodologiques	28	Capital réglementaire et structure financière	43
Comptes de résultat 2T13 et 2T12 : passage des données consolidées pro forma aux données consolidées publiées	29	Allocation de capital	44
Comptes de résultat 1S13 et 1S12 : passage des données consolidées pro forma aux données consolidées publiées	30	Bilan consolidé	45
Comptes consolidés - pro forma	31		
Comptes de Natixis hors GAPC- pro forma	32		
Contribution par pôle 2T13 – pro forma	33		
Contribution par pôle 1S13 – pro forma	34		
Passage du compte de résultat hors réévaluation de la dette senior propre au compte de résultat – pro forma	35		
Compte de résultat par pôle		Risques	
Banque de Grande Clientèle	36	Exposition aux dettes souveraines européennes	46
Epargne	37	EAD	47
Services Financiers Spécialisés	38-39	VaR	48
Participations Financières	40	GAPC - Expositions détaillées	49
Hors Pôles	41	Encours douteux	50
GAPC	42		

27 | 6 août 2013



Rappels méthodologiques

> Suite au reclassement des titres super subordonnés en instruments de capitaux propres, les charges d'intérêt sur ces instruments ne sont plus comptabilisées dans le compte de résultat depuis le 1^{er} janvier 2010.

> Les chiffres figurant dans ce communiqué ne sont pas audités

> Les comptes sont présentés pro forma de l'Opération de cession des Certificats Coopératifs d'Investissement (cession effective le 6 août 2013 de tous les CCI détenus par Natixis aux Banques Populaires et aux Caisses d'Epargne), réalisé selon les principes suivants (hors impact IAS 19 révisé) :

- Mise en place de l'Opération de cession des CCI au 1er janvier 2012.

- Remboursement de P3CI et opérations liées au 1er janvier 2012.

- Remplacement de la liquidité et distribution exceptionnelle de 2 Milliards d'euros au 1er janvier 2012.

L'hypothèse retenue du remboursement de P3CI au 1er janvier 2012 conduit à supprimer l'ensemble des retraitements analytiques mis en place en 2012 quant à la contribution des pôles à l'opération P3CI.

> Résultats des métiers mesurés en Bâle 3 :

A partir de 2013, les résultats des métiers de Natixis seront présentés dans un cadre réglementaire Bâle 3. Les actifs pondérés Bâle 3 sont appréciés par Natixis sur la base de sa compréhension à date de la réglementation.

L'allocation de capital aux métiers de Natixis s'effectue sur la base de 9% de leurs actifs pondérés moyens en Bâle 3. L'allocation de capital spécifique aux métiers d'Assurance est remplacée par le traitement en Bâle 3 des titres des compagnies d'assurances, tel que transposé dans les textes CRD4/CRR (pondération à 370% de la valeur consolidée des titres en actifs pondérés).

Les séries de comptes de résultat trimestriels 2012 des métiers sont présentées pro forma de ces mesures en Bâle 3.

> Changements de normes :

- Le taux de rémunération des fonds propres normatifs est revu à 3% (préalablement 3,5%) pour tenir compte de la baisse des taux longs.

- La taxe bancaire de risque systémique et la contribution pour frais de contrôle de l'ACP, préalablement affectées aux hors pôles, sont maintenant allouées aux différents pôles.

- Dans le cadre de la poursuite du développement du modèle « Originate to Distribute », les résultats de l'activité GSCS (Global Structured Credit Solutions - regroupant les expertises de titrisations et de solutions de crédit au sein de la plateforme de dettes), auparavant répartis entre FIC-T et les Financements structurés, sont désormais uniquement affectés au métier FIC-T.

28 | 6 août 2013



Comptes de résultat 2T13 et 2T12 : passage des données consolidées pro forma⁽¹⁾ aux données consolidées publiées

en M€	2T13			en M€	2T12			
	2T13 Natixis pro forma ⁽¹⁾	Impact P3CI et autres	2T13 Natixis consolidé		2T12 Natixis pro forma ⁽¹⁾	Impact CCI	Impact P3CI et autres	2T12 Natixis consolidé
Produit Net Bancaire	1 705	-73	1 632	Produit Net Bancaire	1 945		-121	1 824
Charges	-1 284		-1 284	Charges	-1 266			-1 266
Résultat Brut d'Exploitation	421	-73	348	Résultat Brut d'Exploitation	679		-121	558
Coût du risque	-42		-42	Coût du risque	-151			-151
Résultat Net d'Exploitation	379	-73	306	Résultat Net d'Exploitation	529		-121	407
Mises en équivalence	5		5	Mises en équivalence	5	161		167
Autres	0		0	Autres	2			2
Résultat avant impôt	384	-73	311	Résultat avant impôt	536	161	-121	576
Impôt	-136	26	-109	Impôt	-173	-37	42	-168
Intérêts minoritaires	0		0	Intérêts minoritaires	-14			-14
Résultat net part du groupe	248	-47	201	Résultat net part du groupe	349	124	-79	394

29 | 6 août 2013

(1) Pro forma de l'Opération de cession des Certificats Coopératifs d'Investissement



Comptes de résultat 1S13 et 1S12 : passage des données consolidées pro forma⁽¹⁾ aux données consolidées publiées

en M€	1S13			en M€	1S12			
	1S13 Natixis pro forma ⁽¹⁾	Impact P3CI et autres	1S13 Natixis consolidé		1S12 Natixis pro forma ⁽¹⁾	Impact CCI	Impact P3CI et autres	1S12 Natixis consolidé
Produit Net Bancaire	3 576	-146	3 430	Produit Net Bancaire	3 485		-241	3 244
Charges	-2 557		-2 557	Charges	-2 507			-2 507
Résultat Brut d'Exploitation	1 018	-146	873	Résultat Brut d'Exploitation	978		-241	737
Coût du risque	-139		-139	Coût du risque	-232			-232
Résultat Net d'Exploitation	880	-146	734	Résultat Net d'Exploitation	746		-241	506
Mises en équivalence	10		10	Mises en équivalence	9	291		301
Autres	2		2	Autres	-2			-2
Résultat avant impôt	892	-146	746	Résultat avant impôt	754	291	-241	804
Impôt	-316	53	-264	Impôt	-236	-56	87	-205
Intérêts minoritaires	5		5	Intérêts minoritaires	-21			-21
Résultat net part du groupe	581	-93	487	Résultat net part du groupe	497	236	-154	579

30 | 6 août 2013

(1) Pro forma de l'Opération de cession des Certificats Coopératifs d'Investissement



Natixis – Consolidé – pro forma⁽¹⁾

en M€ ⁽¹⁾	1T12	2T12	3T12	4T12	1T13	2T13	2T13 vs. 2T12	1S12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit net bancaire	1 539	1 945	1 539	1 734	1 871	1 705	- 12 %	3 485	3 576	+ 3 %
Charges	-1 241	-1 266	-1 231	-1 326	-1 274	-1 284	+ 1 %	-2 507	-2 557	+ 2 %
Résultat brut d'exploitation	299	679	307	408	597	421	- 38 %	978	1 018	+ 4 %
Coût du risque	-81	-151	-85	-131	-96	-42	- 72 %	-232	-139	- 40 %
Mises en équivalence	4	5	4	4	5	5		9	10	+ 11 %
Gains ou pertes sur autres actifs	0	2	-7	-3	2	0		2	2	
Variation de valeur écarts d'acquisition	-5	0	0	-11	0	0		-5	0	
Résultat avant impôt	218	536	219	266	508	384	- 28 %	754	892	+ 18 %
Impôt	-63	-173	-63	-74	-181	-136	- 22 %	-236	-316	+ 34 %
Intérêts minoritaires	-7	-14	1	-26	6	0		-21	5	
Résultat net part du groupe	148	349	157	167	333	248	- 29 %	497	581	+ 17 %

31 | 6 août 2013

⁽¹⁾ Pro forma de l'Opération de cession des Certificats Coopératifs d'Investissement

 NATIXIS

Natixis hors GAPC – pro forma⁽¹⁾

en M€	1T12	2T12	3T12	4T12	1T13	2T13	2T13 vs. 2T12	1S12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit Net Bancaire	1 576	1 887	1 481	1 652	1 828	1 755	- 7 %	3 463	3 583	+ 3 %
Charges	-1 209	-1 227	-1 201	-1 302	-1 251	-1 260	+ 3 %	-2 436	-2 510	+ 3 %
Résultat Brut d'Exploitation	366	661	280	351	578	495	- 25 %	1 027	1 073	+ 4 %
Coût du risque	-80	-90	-97	-106	-96	-96	+ 6 %	-170	-192	+ 13 %
Mises en équivalence	4	5	4	4	5	5		9	10	+ 11 %
Gains ou pertes sur autres actifs	0	2	-1	-3	2	0		2	2	
Variation valeur écarts d'acquisition	-5	0	0	-11	0	0		-5	0	
Résultat avant impôt	286	578	186	235	489	404	- 30 %	865	893	+ 3 %
Impôt	-88	-188	-49	-63	-174	-143	- 24 %	-276	-317	+ 15 %
Intérêts minoritaires	-7	-14	1	-26	6	0		-21	5	
RNPG courant (hors GAPC)	192	376	138	146	321	261	- 31 %	568	581	+ 2 %
Résultat net GAPC	-44	-27	20	20	13	-13	- 52 %	-71	0	
Résultat net part du groupe	148	349	157	167	333	248	- 29 %	497	581	+ 17 %

32 | 6 août 2013

⁽¹⁾ Pro forma de l'Opération de cession des Certificats Coopératifs d'Investissement

 NATIXIS

Natixis – Contribution par pôle pro forma⁽¹⁾

2T13

en M€	BGC	Épargne	SFS	Part. Fi.	Hors Pôles	Natixis hors GAPC	GAPC	Natixis Consolidé
Produit Net Bancaire	678	557	330	225	-35	1 755	-50	1 705
Charges	-414	-414	-206	-188	-38	-1 260	-24	-1 284
Résultat Brut d'Exploitation	265	143	123	38	-73	495	-74	421
Coût du risque	-72	-2	-19	-1	-2	-96	54	-42
Résultat Net d'Exploitation	193	141	104	37	-75	399	-20	379
Mises en équivalence	0	3	0	2	0	5	0	5
Autres	0	-6	0	0	6	0	0	0
Résultat avant impôt	193	138	104	38	-69	404	-20	384
					Impôt	-143	7	-136
					Intérêts minoritaires	0	0	0
					RNPG courant hors GAPC	261	Résultat net (pdg)	248
					GAPC net d'impôt	-13		
					Résultat net (pdg)	248		

33 | 6 août 2013

⁽¹⁾ Pro forma de l'Opération de cession des Certificats Coopératifs d'Investissement

 NATIXIS

Natixis – Contribution par pôle pro forma⁽¹⁾

1S13

en M€	BGC	Épargne	SFS	Part. Fi.	Hors Pôles	Natixis hors GAPC	GAPC	Natixis Consolidé
Produit Net Bancaire	1 477	1 070	639	440	-42	3 583	-8	3 576
Charges	-845	-803	-411	-372	-79	-2 510	-47	-2 557
Résultat Brut d'Exploitation	631	267	228	68	-122	1 073	-55	1 018
Coût du risque	-154	0	-38	-1	0	-192	54	-139
Résultat Net d'Exploitation	477	267	190	67	-121	881	-1	880
Mises en équivalence	0	8	0	3	0	10	0	10
Autres	0	-8	0	2	8	2	0	2
Résultat avant impôt	477	266	190	72	-113	893	-1	892
					Impôt	-317	0	-316
					Intérêts minoritaires	5	0	5
					RNPG courant hors GAPC	581	Résultat net (pdg)	581
					GAPC net d'impôt	0		
					Résultat net (pdg)	581		

34 | 6 août 2013

⁽¹⁾ Pro forma de l'Opération de cession des Certificats Coopératifs d'Investissement

 NATIXIS

Passage du compte de résultat⁽¹⁾ hors réévaluation de la dette senior propre de Natixis au compte de résultat⁽¹⁾ publié - pro forma⁽²⁾

En M€	2T13 pro forma ⁽²⁾	Réévaluation de la dette propre	2T13 hors réévaluation de la dette propre pro forma ⁽²⁾
Produit net bancaire	1 755	-31	1 786
Charges	-1 260		-1 260
Résultat brut d'exploitation	495	-31	526
Coût du risque	-96		-96
Résultat avant impôt	404	-31	435
Impôt	-143	-11	-154
Intérêts minoritaires	0		0
Résultat net part du groupe hors GAPC	261	-20	280
GAPC net d'impôt	-13		-13
Résultat net part du groupe	248	-20	267

en M€	2T12	3T12	4T12	1T13	2T13
Réévaluation de la dette senior propre avant impôt	143	-181	-111	-6	-31

35 | 6 août 2013



⁽¹⁾ Les soldes intermédiaires de gestion jusqu'au résultat net part du groupe hors GAPC sont calculés avant prise en compte de GAPC
⁽²⁾ Pro forma de l'Opération de cession des Certificats Coopératifs d'Investissement

Banque de Grande Clientèle⁽¹⁾

en M€	1T12	2T12	3T12	4T12	1T13	2T13	2T13 vs. 2T12	1S12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit Net Bancaire	762	702	687	684	798	678	- 3 %	1 464	1 477	+ 1 %
Banque commerciale	95	93	85	99	96	96	+ 3 %	188	192	+ 2 %
Financements structurés	243	244	274	261	246	263	+ 8 %	486	508	+ 5 %
Marchés de capitaux	452	396	352	308	475	332	- 16 %	848	807	- 5 %
Fixed income & Trésorerie	345	272	263	212	371	219	- 19 %	616	590	- 4 %
Equity	107	124	90	96	103	113	- 9 %	231	217	- 6 %
CPM	-6	-2	0	-1	0	0	- 86 %	-8	-1	- 92 %
Divers	-22	-29	-25	16	-18	-12	- 58 %	-50	-30	- 40 %
Charges	-431	-433	-410	-445	-432	-414	- 4 %	-864	-845	- 2 %
Résultat Brut d'Exploitation	331	270	277	239	366	265	- 2 %	600	631	+ 5 %
Coût du risque	-36	-65	-79	-85	-82	-72	+ 11 %	-101	-154	+ 53 %
Résultat Net d'Exploitation	295	205	198	154	284	193	- 6 %	500	477	- 5 %
Mises en équivalence	0	0	0	0	0	0		0	0	
Autres	0	0	0	0	0	0		0	0	
Résultat avant impôt	294	205	198	154	284	193	- 6 %	500	477	- 5 %
Coefficient d'exploitation	56,6 %	61,6 %	59,7 %	65,0 %	54,1 %	61,0 %		59,0 %	57,3 %	
RWA Bâle 3 (en Md€)	86,1	84,5	83,2	75,6	77,8	76,5	- 10 %	84,5	76,5	- 10 %
Fonds propres normatifs (Bâle 3)	7 771	7 753	7 607	7 488	6 803	6 999	- 10 %	7 762	6 901	- 11 %
ROE après impôt	9,7 %	6,8 %	6,6 %	5,3 %	10,7 %	7,1 %	4 %	8,2 %	8,9 %	8 %

36 | 6 août 2013



(1) Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens

Epargne⁽¹⁾

en M€	1T12	2T12	3T12	4T12	1T13	2T13	2T13 vs. 2T12	1S12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit Net Bancaire	511	494	478	583	513	557	+ 13 %	1 005	1 070	+ 6 %
<i>Gestion d'actifs</i>	412	408	412	439	415	458	+ 12 %	820	873	+ 6 %
<i>Assurance</i>	58	29	32	73	59	59	+ 101 %	87	118	+ 36 %
<i>Banque Privée</i>	26	28	25	30	28	29	+ 3 %	54	57	+ 6 %
<i>Capital Investissement</i>	16	28	9	40	11	11	- 61 %	44	22	- 51 %
Charges	-371	-372	-374	-411	-388	-414	+ 11 %	-743	-803	+ 8 %
Résultat brut d'exploitation	140	121	105	171	125	143	+ 18 %	261	267	+ 2 %
Coût du risque	0	-3	2	2	1	-2	- 46 %	-3	0	- 86 %
Résultat Net d'Exploitation	140	118	106	173	126	141	+ 19 %	258	267	+ 4 %
Mises en équivalence	4	4	3	3	4	3	- 19 %	8	8	- 1 %
Autres	0	-2	-2	-5	-2	-6		-2	-8	
Résultat avant impôt	143	121	108	171	128	138	+ 15 %	264	266	+ 1 %
Coefficient d'exploitation	72,6 %	75,4 %	78,1 %	70,6 %	75,7 %	74,4 %		74,0 %	75,0 %	
RWA Bâle 3 (en Md€)	12,2	12,3	12,2	13,0	12,6	12,7	+ 3 %	12,3	12,7	+ 3 %
Fonds propres normatifs (Bâle 3)	1 100	1 098	1 107	1 097	1 071	1 130	+ 3 %	1 099	1 101	+ 0 %
ROE après impôt	38,1 %	31,0 %	30,9 %	39,5 %	36,4 %	34,7 %		34,6 %	35,5 %	

37 | 6 août 2013



(1) Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens

Services Financiers Spécialisés⁽¹⁾

en M€	1T12	2T12	3T12	4T12	1T13	2T13	2T13 vs. 2T12	1S12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit Net Bancaire	285	314	284	306	309	330	+ 5 %	599	639	+ 7 %
Financements spécialisés	153	157	157	176	177	178	+ 13 %	311	356	+ 14 %
<i>Affacturation</i>	32	35	34	36	34	37	+ 7 %	66	71	+ 7 %
<i>Cautions et garanties financières</i>	28	28	30	27	29	30	+ 8 %	56	60	+ 6 %
<i>Crédit-bail</i>	47	46	44	59	49	44	- 3 %	93	94	+ 1 %
<i>Crédit consommation</i>	43	45	46	51	61	61	+ 35 %	88	122	+ 38 %
<i>Financement du cinéma</i>	4	4	4	4	4	6	+ 54 %	7	10	+ 33 %
Services financiers	132	157	127	130	132	151	- 3 %	288	283	- 2 %
<i>Ingénierie sociale</i>	27	32	25	31	29	33	+ 4 %	60	62	+ 4 %
<i>Paielements</i>	73	75	76	73	76	75	- 1 %	148	150	+ 1 %
<i>Titres</i>	31	49	26	27	27	43	- 12 %	80	70	- 12 %
Charges	-190	-198	-195	-206	-205	-206	+ 4 %	-389	-411	+ 6 %
Résultat Brut d'Exploitation	94	116	89	101	105	123	+ 7 %	210	228	+ 8 %
Coût du risque	-20	-18	-15	-22	-18	-19	+ 7 %	-39	-38	- 3 %
Résultat Net d'Exploitation	74	97	74	78	86	104	+ 7 %	171	190	+ 11 %
Mises en équivalence	0	0	0	0	0	0		0	0	
Autres	0	0	0	0	0	0		0	0	
Résultat avant impôt	74	97	74	78	86	104	+ 7 %	171	190	+ 11 %
Coefficient d'exploitation	66,8 %	63,2 %	68,8 %	67,2 %	66,2 %	62,6 %		64,9 %	64,3 %	
RWA Bâle 3 (en Md€)	15,2	15,3	14,5	15,7	16,3	15,8	+ 3 %	15,3	15,8	+ 3 %
Fonds propres normatifs (Bâle 3)	1 378	1 368	1 378	1 307	1 416	1 465	+ 7 %	1 373	1 440	+ 5 %
ROE après impôt	13,3 %	19,7 %	13,1 %	14,6 %	15,6 %	19,8 %		16,5 %	17,7 %	

38 | 6 août 2013



(1) Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens

Indicateurs d'activité - SFS au 2T13

	2T13	2T12	
Crédit à la consommation			
<i>Encours en Md€ (fin de période)</i>	14,5	12,6	+15%
Crédit-bail			
<i>Encours en Md€ (fin de période)</i>	11,6	11,6	stable
Affacturation			
<i>Encours en France en Md€ (fin de période)</i>	4,3	4,1	+ 5%
Cautions et garanties			
<i>Primes brutes émises en M€</i>	74	47	+57%

	2T13	2T12	
Paiements			
<i>Transactions en millions (estimé)</i>	867	852	+2%
Titres			
<i>Transactions en millions</i>	2,3	2,7	-12%
Ingénierie sociale			
<i>Encours sous gestion en Md€ (fin de période)</i>	20,7	18,8	+10%

39 | 6 août 2013



Participations Financières

en M€	1T12	2T12	3T12	4T12	1T13	2T13	2T13 vs. 2T12	1S12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit Net Bancaire	228	237	218	210	215	225	- 5 %	464	440	- 5 %
Coface	173	186	174	171	173	189	+ 2 %	359	361	+ 1 %
Corporate Data Solutions	34	34	25	23	29	21	- 39 %	69	49	- 28 %
Autres	20	17	18	16	14	16	-9%	37	29	- 21 %
Charges	-188	-185	-182	-189	-184	-188	+ 1 %	-374	-372	- 1 %
Résultat Brut d'Exploitation	39	51	36	21	31	38	- 27 %	91	68	- 25 %
Coût du risque	-5	-2	-3	1	0	-1	- 65 %	-8	-1	- 91 %
Résultat Net d'Exploitation	34	49	33	22	31	37	- 25 %	83	67	- 19 %
Mises en équivalence	1	1	1	0	1	2	+ 49 %	2	3	+ 63 %
Autres	-5	2	-1	-15	2	0		-3	2	
Résultat avant impôt	30	52	33	7	34	38	- 26 %	82	72	- 12 %

40 | 6 août 2013



(1) A compter du 1^{er} janvier 2013, les activités Coface core et Coface non core sont renommées respectivement Coface et Corporate Data Solutions

Hors Pôles

en M€	1T12	2T12	3T12	4T12	1T13	2T13	2T13 vs. 2T12	1S12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit Net Bancaire	-210	141	-187	-131	-7	-35		-69	-42	- 39 %
Charges	-28	-38	-40	-50	-42	-38	+ 1 %	-66	-79	+ 21 %
Résultat Brut d'Exploitation	-238	103	-227	-181	-48	-73		-135	-122	- 10 %
Coût du risque	-18	-2	-1	-2	3	-2	+ 24 %	-19	0	
Résultat Net d'Exploitation	-256	101	-228	-183	-46	-75		-155	-121	- 22 %
Mises en équivalence	0	0	0	0	0	0		0	0	
Autres	1	2	1	6	2	6		3	8	
Résultat avant impôt	-255	103	-227	-176	-43	-69		-152	-113	- 26 %

41 | 6 août 2013



GAPC

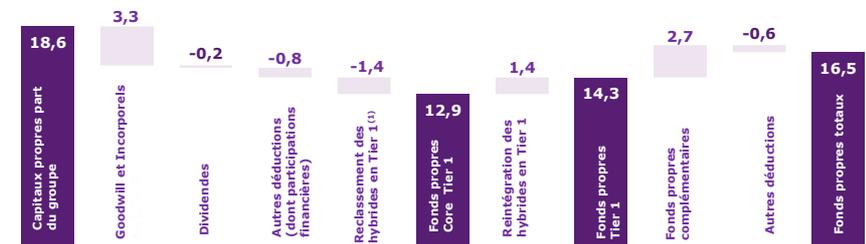
en M€	1T12	2T12	3T12	4T12	1T13	2T13	2T13 vs. 2T12	1S12	1S13	1S13 vs. 1S12
Produit Net Bancaire	-36	58	58	81	42	-50		22	-8	
Charges	-31	-40	-30	-24	-23	-24	- 39 %	-71	-47	- 34 %
Résultat Brut d'Exploitation	-67	18	28	57	20	-74		-49	-55	+ 11 %
Coût du risque	-1	-61	12	-25	0	54		-62	54	
Résultat avant impôt	-69	-42	34	31	20	-20	- 52 %	-111	-1	- 99 %
Résultat net	-44	-27	20	20	13	-13	- 52 %	-71	0	- 99 %

42 | 6 août 2013



Capital réglementaire au 2T13 et structure financière – Bâle 2.5

Reporting réglementaire, en Md€



en Md€	2T12	3T12	4T12	1T13	2T13
Ratio Core Tier 1	10,9%	11,4%	10,9%	10,6%	10,5%
Ratio Tier 1	12,5%	13,0%	12,3%	11,7%	11,7%
Ratio de solvabilité	16,0%	15,7%	14,6%	13,9%	13,5%
Fonds propres Tier 1	15,1	15,2	15,5	14,9	14,3
Capitaux propres (pdg)	19	19,1	19,5	19	18,6
Risques pondérés fin de période	120,6	117,5	125,7	126,8	122,5
Total actif	562	552	528	545	553

43 | 6 août 2013



(1) Incluant la plus-value liée au reclassement des hybrides en capitaux propres

Allocation des fonds propres normatifs

Répartition des fonds propres normatifs et RWA au 2T13 - en Bâle 3 – pro forma

en Md€	RWA (fin de période)	En % du total	Fonds propres alloués moyens début de période	ROE après impôt
BGC	76,5	62%	7,0	7,1%
Epargne	12,7	10%	1,1	34,7%
SFS	15,8	13%	1,5	19,8%
Participations Financières	9,4	8%	0,9	-
GAPC	8,4	7%	0,8	-
TOTAL (excl. Hors Pôle)	122,8	100%	11,3	-

Au 30 juin 2013, en Md€

	Publié	Pro forma de la cession des CCI
Actif net comptable	13,8	12,7
Actif net comptable tangible⁽²⁾	13,8	12,7
Fonds propres CET1 en Bâle 3	13,5	12,4

Au 30 juin 2013, en €

	Actif net par action ⁽¹⁾
Comptable	5,59
Comptable tangible⁽²⁾	4,46
Pro forma⁽³⁾ tangible	4,11

Intérêts sur TSS après impôts⁽⁴⁾ Bénéfice par action⁽⁴⁾

en M€	2T13	en €	1S13 publié	1S13 pro forma
Natixis	12	Natixis	0,15	0,18

ROE Natixis pro forma⁽³⁾

en M€	2T13	1S13
Publié	5,8%	6,9%
Hors réévaluation de la dette senior	6,3%	7,2%

44 | 6 août 2013



(1) Calculé sur la base de 3 083 207 067 actions
 (2) Actif net comptable tangible = actif net comptable - écarts d'acquisition - Immobilisations incorporelles
 (3) Pro forma de la cession des CCI
 (4) Incluant la charge d'intérêts sur les actions de préférence

Bilan consolidé

Actif (Md€)	30/06/2013	31/12/2012	Passif (Md€)	30/06/2013	31/12/2012
Caisse, banques centrales, CCP	55,3	34,7	Banques centrales, CCP	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	233,3	231,9	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	191,4	200,9
Actifs financiers disponibles à la vente	38,5	38,5	Dettes envers les EC et la clientèle	202,9	182,3
Prêts et créances	167,4	161,3	Dettes représentées par un titre	59,1	46,1
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	3,4	3,5	Comptes de régularisation et passifs divers	31,7	30,6
Comptes de régularisation et actifs divers	49,1	41,1	Provisions techniques des contrats d'assurance	43,7	43
Participations dans les entreprises mises en équivalence	0,1	12,1	Provisions pour risques et charges	1,5	1,3
Valeurs immobilisées	2,6	2,6	Dettes subordonnées	3,6	4,2
Ecart d'acquisition	2,8	2,7	Capitaux propres	18,6	19,5
Total	552,5	528,4	Intérêts minoritaires	0	0,5
			Total	552,5	528,4

45 | 6 août 2013



Exposition aux dettes souveraines européennes au 30 juin 2013, sur le modèle établi par l'ABE pour les tests de résistance d'octobre 2012 (activités bancaires et de trading – hors activités assurances)

Zone économique européenne en M€	EXPOSITIONS BRUTES	EXPOSITIONS NETTES				EXPOSITIONS DIRECTES DERIVES	EXPOSITIONS INDIRECTES Portefeuille de négociation
		Expositions nettes totales	dont AFS portefeuille bancaire	dont portefeuille bancaire (en juste valeur en compte de résultat)	dont portefeuille de négociation ⁽¹⁾		
Autriche	257	-11	0	0	-11	-81	0
Belgique	433	235	0	5	230	54	0
Bulgarie	0	0	0	0	0	0	0
Chypre	0	0	0	0	0	0	0
République Tchèque	0	0	0	0	0	0	0
Danemark	0	0	0	0	0	-43	0
Estonie	0	0	0	0	0	0	0
Finlande	20	17	0	0	17	-25	0
France	13 844	839	1 328	29	-3 155	-1 760	0
Allemagne	2 925	-3 241	0	0	-3 315	503	0
Grèce	7	7	0	7	0	0	0
Hongrie	14	12	0	1	11	0	-4
Islande	0	0	0	0	0	0	0
Irlande	1	1	0	0	1	0	0
Italie	6 923	333	0	9	318	22	0
Lettonie	0	0	0	0	0	-5	0
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	0
Lituanie	28	2	0	0	2	-44	12
Luxembourg	3	3	0	0	3	0	0
Malte	0	0	0	0	0	0	0
Pays-Bas	1 265	121	0	0	121	-299	0
Norvège	0	0	0	0	0	39	0
Pologne	16	16	0	0	16	0	2
Portugal	223	145	0	11	134	0	4
Roumanie	0	0	0	0	0	0	0
Slovaquie	19	19	0	0	19	0	0
Slovénie	1	1	0	1	0	0	0
Espagne	1 254	-300	0	23	-327	0	2
Suède	0	0	0	0	0	0	0
Royaume-Uni	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL EEA 30	27 232	-1 800	1 329	87	-5 937	-1 638	17

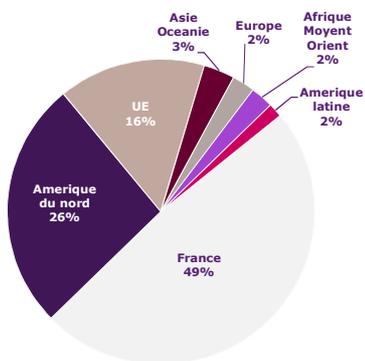
46 | 6 août 2013



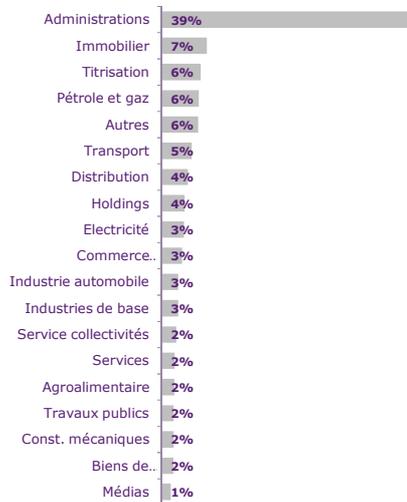
(1) Expositions n'intégrant pas les instruments financiers à terme

EAD (Exposure at Default) au 30 juin 2013

Répartition géographique⁽¹⁾



Répartition sectorielle⁽²⁾



47 | 6 août 2013



⁽¹⁾ Encours de crédit: 297Md€ / ⁽²⁾ Encours de crédit hors Finance et Assurances : 165 Md€

VaR⁽¹⁾



- VaR moyenne au 2T13 de 8,5 M€ stable vs. 1T13

48 | 6 août 2013



⁽¹⁾ Après prise en compte de la garantie BPCE

GAPC – Expositions détaillées au 30 juin 2013

Portefeuilles couverts par la Garantie financière et le TRS

Type d'actifs (nature des portefeuilles)	Notionnel en Md€	Valeur nette en Md€	Taux de décote	RWA (Bâle 3) avant garantie en Md€
CDO d'ABS	0,8	0,2	76%	
Autres CDO	2,5	2,1	15%	
RMBS	0,5	0,4	22%	
Covered bonds	0,0	0,0	6%	
CMBS	0,2	0,2	10%	14,7
Autres ABS	0,5	0,4	13%	
Actifs couverts	3,8	3,6	6%	
Portefeuille de crédit corporate	3,3	3,3	0%	
Total	11,7	10,2		
Dont RMBS US agencies	0,0	0,0		
Total garantie (à 85%)	11,7	10,2		

Autres portefeuilles

Type d'actifs (nature des portefeuilles)	RWA (Bâle 3) au 30/06/2013 en Md€	VaR 2T13 (Bâle 3) en Md€
Dérivés complexes (crédit)	0,4	0
Dérivés complexes (taux)	2,3	5,7
Dérivés complexes (actions)	0,0	0
Structurés de fonds	0,6	0,1

49 | 6 août 2013

 NATIXIS

Encours douteux (yc établissements de crédit)

en Md€	2T12	3T12	4T12	1T13	2T13
Encours douteux ⁽¹⁾	4,2	4,2	4,3	4,2	4,5
Sûretés relatives aux encours dépréciés ⁽¹⁾	-1,2	-1,2	-1,2	-1,2	-1,5
Engagements provisionnables ⁽¹⁾	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
Provisions individuelles ⁽¹⁾	-2,0	-2,1	-2,1	-2,0	-2,0
Provisions collectives ⁽¹⁾	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5
<i>Engagements provisionnables⁽¹⁾ / Créances brutes</i>	2,1%	2,4%	2,4%	2,1%	2,3%
<i>Provisions individuelles/Engagements provisionnables⁽¹⁾</i>	68%	70%	68%	68%	68%
Provisions totales/Engagements provisionnables⁽¹⁾	85%	86%	85%	85%	83%

(1) Hors GAPC et dépréciation sur la dette souveraine grecque

50 | 6 août 2013

 NATIXIS

B Annexe – Informations spécifiques sur les expositions (Recommandation FSF)

51 | 6 août 2013

NATIXIS

CDO d'ABS non couverts

(exposés au marché résidentiel US)

en M€	#1	#2	#7	#15	#18	#17
Variation de valeur 2T13	0,0	0,0	1,3	1,6	0,2	0,9
Exposition nette (30/06/2013)	0,0	0,2	18,4	31,1	2,5	62,0
% de décote	99,8%	99,5%	86,6%	53,1%	98,5%	78,6%
Exposition nominale	25	34	138	66	164	290
Variation de valeur (cumul)	-24,7	-33,7	-119,2	-35,2	-161,6	-228,5
Tranche	S. Senior	Mezz.	S. Senior	Mezz.	Senior	Senior
Sous-jacents	Mezz.	Mezz.	Mezz.	Mezz.	Mezz.	Mezz.
Point d'attachement	0,0%	0,0%	35,3%	0% / 52,9%	0,0%	0,0%
Prime	2,0%	17,0%	3,0%	16,6%	4,9%	15,1%
Alt-A	0,0%	9,4%	0,8%	34,6%	6,0%	13,7%
Subprime (2005 et antérieur)	46,0%	20,7%	26,9%	41,0%	0,0%	0,0%
Subprime (2006 & 2007)	47,6%	26,0%	1,8%	1,5%	23,8%	0,0%

Structures non diversifiées
Taux de décote : 88%

52 | 6 août 2013

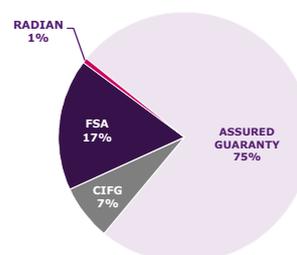
NATIXIS

Protections

Protections auprès de monoline

en M€	Notionnel couvert	Exposition avant ajustement 2T13	Exposition avant ajustement 1T13
Protections sur CDO (marché du logement)	0	0	0
Protections sur CLO	727	30	60
Protections sur RMBS	83	11	5
Protections sur CMBS	43	0	0
Autres risques	4 747	512	602
TOTAL	5 600	553	667
	Ajustement de valeur	-252	-323
Exposition résiduelle au risque de contrepartie		302	344
	Taux de décote	45%	48%

Exposition résiduelle au risque de contrepartie monoline au 2T13



Protections acquises auprès de CDPC

- Exposition avant ajustement de valeur : 139 M€ au 30/06/2013 (montant notionnel brut : 8,5 Md€)
- Ajustement de valeur : -45 M€

53 | 6 août 2013

NATIXIS

Autres CDO non couverts (non exposés au marché résidentiel US)

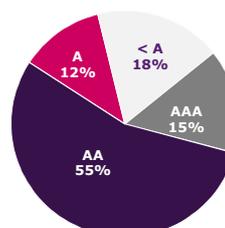
CDO non exposés au marché résidentiel US

- Ajustement de valeur 2T13 : + 6M€
- Exposition résiduelle : 1 522 M€

dont CRE CDO

en M€	Exposition nette 31/03/2013	Gains/Pertes de valeur 2T13	Autres variations 2T13	Exposition nette 30/06/13	Exposition brute 30/06/13
JV par résultat	465	0	-461	4	27
JV par capitaux propres	0	0	0	0	6
Prêts et créances	0	0	0	0	6
TOTAL	465	0	-460	4	39

Exposition résiduelle



54 | 6 août 2013

NATIXIS

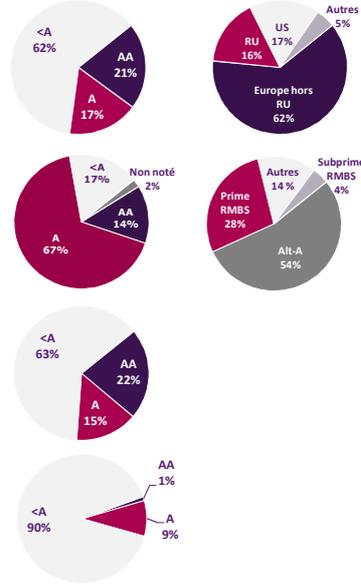
Mortgage Backed Securities non couverts

CMBS en MC	Exposition nette 31/03/13	Gains/Pertes de valeur 2T13	Autres variations 2T13	Exposition nette 30/06/13	Exposition brute 30/06/13
JV par résultat	10	0	-7	3	3
JV par capitaux propres	58	-3	-4	51	80
Prêts et créances	17	-1	-3	13	17
TOTAL	85	-5	-14	67	100

RMBS US en MC	Exposition nette 31/03/13	Gains/Pertes de valeur 2T13	Autres variations 2T13	Exposition nette 30/06/13	Exposition brute 30/06/13
JV par résultat	1	0	0	1	16
Agencies	1	0	0	1	4
Wrapped RMBS	173	-1	-65	108	108
Prêts et créances	381	1	-299	83	153
TOTAL	556	1	-365	191	282

RMBS UK en MC	Exposition nette 31/03/13	Gains/Pertes de valeur 2T13	Autres variations 2T13	Exposition nette 30/06/13	Exposition brute 30/06/13
JV par résultat	5	0	-1	4	4
JV par capitaux propres	77	1	-14	64	74
Prêts et créances	24	0	-15	9	9
TOTAL	105	1	-30	77	87

RMBS Espagne en MC	Exposition nette 31/03/13	Gains/Pertes de valeur 2T13	Autres variations 2T13	Exposition nette 30/06/13	Exposition brute 30/06/13
JV par résultat	0	0	0	0	1
JV par capitaux propres	7	0	0	6	13
Prêts et créances	131	0	-22	109	109
TOTAL	139	0	-23	116	123



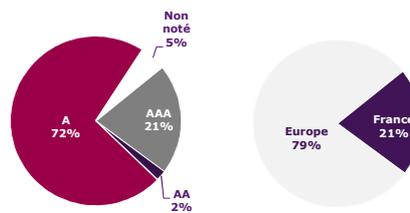
55 | 6 août 2013

NATIXIS

Conduits sponsorisés

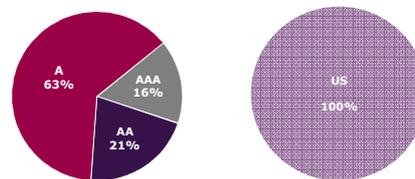
MAGENTA – conduits sponsorisés par Natixis, en MC

Pays d'émission	France	Prêts automobiles	2%
Montant des actifs financés	1 137	Créances commerciales	98%
Lignes de liquidité accordées	1 542	Prêts équipement	
Maturité des actifs :		Crédit conso	
0 – 6 mois	2%	RMBS non US	
6 – 12 mois	17%	CDO	
> à 12 mois	81%	Autre	



VERSAILLES – conduits sponsorisés par Natixis, en MC

Pays d'émission	US	Prêts automobiles	2%
Montant des actifs financés	2 246	Créances commerciales	8%
Lignes de liquidité accordées	3 700	Prêts équipement	3%
Maturité des actifs :		Crédit conso	14%
0 – 6 mois	28%	RMBS non US	
6 – 12 mois	6%	CLO / CBO	14%
> à 12 mois	66%	Autre	59%



56 | 6 août 2013

NATIXIS

CDO d'ABS non couverts & monoline

Hypothèses de valorisation

CDO d'ABS non couverts

Méthodologie

- Le taux de perte des actifs subprime ressort à :

	< 2005	2005	2006	2007
31/03/2013	7,9%	20,1%	38,5%	66,3%
30/06/2013	7,9%	19,9%	38,1%	65,6%

- Valorisation des RMBS et CLO sous-jacents des CDO d'ABS par modèle en cash flow
- Affectation aux opérations intégrées dans le collatéral notées CCC+ ou moins, d'une perte de 97% sauf pour les actifs sous-jacents initialement notés AAA pour lesquels la décote a été ramenée à 70% (uniquement pour les titrisations simples)
- Valorisation des autres actifs sous-jacents non subprime à partir d'une grille de décote intégrant les types, ratings et vintages des opérations

Monoline

Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur

- L'exposition économique des CDO d'ABS contenant du subprime a été déterminée en utilisant la méthode détaillée précédemment
- L'exposition économique des autres types d'actifs a été déterminée en utilisant soit le Mark-to-Market soit le Mark-to-Model

Ajustements de valeur

- Les monolines sont différenciés selon leur qualité de crédit. Ils se voient attribuer en conséquence des probabilités de défaut (PD) distinctes

PD	Monoline
15%	Assured guaranty, FSA
95%	Radian*
100%	Ambac, CIFG, FGIC

- Quel que soit le groupe, le Recovery en cas de défaut (R) est fixé à 10%
- La provision spécifique est définie comme le montant en Mark-to-Market (ou Mark-to-Model) multiplié par la perte attendue (Expected loss = PD x (1-R)) sur chaque monoline

57 | 6 août 2013

*Hors positions couvertes par l'opération de ré-intermédiation



II CHAPITRE 3 : GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE**3.2 Composition des organes sociaux et de direction^(a)****3.2.1 Conseil d'administration au 6 Août 2013**

Nom et prénom du membre	Fonction principale exercée dans la société	Fonction principale exercée en dehors de la société
M. François Pérol Date de naissance : 06/11/1963 Nationalité : Française Nombre d'actions Natixis : 60 000	Président du conseil d'administration Date de 1 ^{re} nomination : AGM du 30/04/2009 (Président du CA : CA du 30/04/2009) Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b)	Président du directoire de BPCE 50, avenue Pierre Mendès France 75201 Paris Cedex 13
BPCE Nombre d'actions Natixis : 2 227 221 174	Administrateur Représentant permanent : M. Daniel Karyotis Date de naissance : 09/02/1961 Date de 1 ^{re} nomination : Coptée par CA du 25/08/2009 et ratifié par AGM du 27/05/2010 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b) Membre du comité d'audit Date de 1 ^{re} nomination : CA du 28/01/2013 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b)	Membre du directoire de BPCE Directeur général en charge des Finances, des risques et des opérations 50, avenue Pierre Mendès France 75201 Paris Cedex 13
Mme Christel Bories* Date de naissance : 20/05/1964 Nationalité : Française Nombre d'actions Natixis : 5 000	Administratrice Date de 1 ^{re} nomination : Coptée par CA du 22/02/2011 et ratifiée par AGM du 26/05/2011 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b) Membre du comité des nominations et des rémunérations Date de 1 ^{re} nomination : CA du 22/02/2011 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b)	Directeur général délégué de IPSEN 65, quai Georges Gorse 92100 Boulogne-Billancourt
M. Thierry Cahn Date de naissance : 25/09/1956 Nationalité : Française Nombre d'actions Natixis : 1 000	Administrateur Date de 1 ^{re} nomination : Copté par le CA du 28/01/2013 Date d'échéance du mandat : AG annuelle de 2015 ^(b)	Président du conseil d'administration de Banque Populaire d'Alsace Immeuble le Concorde 4, quai Kléber BP 10401 67000 Strasbourg Cedex
M. Alain Condaminas Date de naissance : 06/04/1957 Nationalité : Française Nombre d'actions Natixis : 1 000	Administrateur Date de 1 ^{re} nomination : AGO du 29/05/2012 Date d'échéance du mandat : AG annuelle de 2018 ^(c) Membre du comité des nominations et des rémunérations Date de 1 ^{re} nomination : AGO du 29/05/2012 Date d'échéance du mandat : AG annuelle de 2018 ^(c)	Directeur général de Banque Populaire Occitane 33-43, avenue Georges Pompidou 31135 Balma Cedex
Mme Laurence Debroux* Date de naissance : 25/07/1969 Nationalité : Française Nombre d'actions Natixis : 1 000	Administratrice Date de 1 ^{re} nomination : Coptée par CA du 01/04/2010 et ratifiée par AGM du 27/05/2010 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b) Membre du comité d'audit Date de 1 ^{re} nomination : CA du 01/04/2010 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b) Présidente du comité stratégique Date de 1 ^{re} nomination : CA du 11/05/2011 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b)	Directeur général Finance et Administration de JC Decaux S.A. Zone Industrielle Saint Appoline 78378 Plaisir Cedex

Nom et prénom du membre	Fonction principale exercée dans la société	Fonction principale exercée en dehors de la société
<p>M. Stève Gentili Date de naissance : 05/06/1949 Nationalité : Française Nombre d'actions Natixis : 57 780</p>	<p>Administrateur Date de 1^{re} nomination : AGM du 30/04/2009 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b)</p>	<p>Vice-président du conseil de surveillance de BPCE - Président de la BRED Banque Populaire 18, quai de la Rapée 75604 Paris Cedex 12</p>
<p>Mme Catherine Halberstadt Date de naissance : 09/10/1958 Nationalité Française Nombre d'actions Natixis : 1 097</p>	<p>Administratrice Date de 1^{re} nomination : AGO du 29/05/2012 Date d'échéance du mandat : AG annuelle de 2018 ^(c) Membre du comité d'audit Date de 1^{re} nomination : AGO du 29/05/2012 Date d'échéance du mandat : AG annuelle de 2018 ^(c)</p>	<p>Directeur général de la Banque Populaire du Massif Central 18, bd Jean Moulin 63057 Clermont-Ferrand Cedex 1</p>
<p>M. Bernard Oppetit* Date de naissance : 05/08/1956 Nationalité : Française Nombre d'actions Natixis : 1 000</p>	<p>Administrateur Date de 1^{re} nomination : Coopté par CA du 12/11/2009 et ratifié par AGM du 27/05/2010 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b) Président du comité d'audit Date de 1^{re} nomination : CA du 17/12/2009 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b)</p>	<p>Président de Centaurus Capital 33 Cavendish Square London W1G 0PW</p>
<p>Mme Stéphanie Paix Date de naissance : 16/03/1965 Nationalité : Française Nombre d'actions Natixis : 1 093</p>	<p>Administratrice Date de 1^{re} nomination : AGO du 29/05/2012 Date d'échéance du mandat : AG annuelle de 2018 ^(c) Membre du comité d'audit Date de 1^{re} nomination : CA DU 14/11/2012 Date d'échéance du mandat : AG annuelle de 2018 ^(c)</p>	<p>Président du directoire de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes 42, bd Eugène Deruelle BP 3276 69404 Lyon Cedex 03</p>
<p>M. Didier Patault Date de naissance : 22/02/1961 Nationalité : Française Nombre d'actions Natixis : 2 442</p>	<p>Administrateur Date de 1^{re} nomination : AGM du 30/04/2009 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b) Membre du comité des nominations et des rémunérations Date de 1^{re} nomination : CA du 30/04/2009 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(a)</p>	<p>Président du directoire de la Caisse d'Epargne Île-de-France Membre du conseil de surveillance de BPCE 26-28 Rue Neuve Tolbiac 75013 Paris</p>
<p>M. Henri Proglia* Date de naissance : 29/06/1949 Nationalité : Française Nombre d'actions Natixis : 1 000</p>	<p>Administrateur Date de 1^{re} nomination : AGM du 30/04/2009 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b) Membre du comité des nominations et des rémunérations Date de 1^{re} nomination : CA du 30/04/2009 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b)</p>	<p>Président-directeur général d'EDF 22-30, avenue de Wagram 75008 Paris</p>
<p>M. Philippe Sueur Date de naissance : 04/07/1946 Nationalité : Française Nombre d'actions Natixis : 3 700</p>	<p>Administrateur Date de 1^{re} nomination : AGM du 30/04/2009 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b) Membre du comité des nominations et des rémunérations Date de 1^{re} nomination : CA du 17/12/2009 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b)</p>	<p>Vice-président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Île-de-France 57, rue du Général-de-Gaulle 95880 Enghien-Les-Bains</p>

Nom et prénom du membre	Fonction principale exercée dans la société	Fonction principale exercée en dehors de la société
M. Nicolas de Tavernost* Date de naissance : 22/08/1950 Nationalité : Française Nombre d'actions Natixis : En cours d'acquisition	Administrateur Date de 1 ^{re} nomination : AGO du 31/07/2013 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) Membre du comité des nominations et des rémunérations Date de 1 ^{re} nomination : CA du 06/08/2013 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(d)	Président du directoire du Groupe M6 89, Avenue Charles de Gaulle 92575 Neuilly-sur-Seine Cedex
M. Pierre Valentin Date de naissance : 06/02/1953 Nationalité : Française Nombre d'actions : 496	Administrateur Date de 1 ^{re} nomination : Coopté par le CA 28/01/2013 Date d'échéance du mandat : AG annuelle de 2015 ^(b)	Président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon 254, rue Michel Teule BP7330 34184 Montpellier Cedex 4

* Administrateur indépendant.
 (a) Un bref curriculum vitae de chacun des mandataires sociaux de Natixis ainsi que la liste des mandats sociaux qu'ils ont exercés au cours de l'année 2012 et des années précédentes figurent au paragraphe 3.2.4. du Document de référence 2012 et dans la présente actualisation.
 (b) Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.
 (c) Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.
 (d) Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

3.2.3 Comité de Direction générale et comité exécutif

MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION GÉNÉRALE (CDG) AU 6 AOUT 2013

M. Laurent Mignon Directeur général Président du comité	M. Luc-Emmanuel Auberger Opérations et systèmes d'information	M. Gils Berrous Services Financiers Spécialisés	M. Jean Cheval Finances et risques
M. Alain Delouis Ressources humaines	M. André-Jean Olivier Secrétariat général	M. Olivier Perquel Banque de Grande Clientèle – Financements et solutions de marché (FSM)	M. Pierre Servant Épargne
M. Marc Vincent Banque de Grande Clientèle – Relations clients et conseil (RCC)			

MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF (COMEX) AU 6 AOUT 2013

M. Laurent Mignon Directeur général	M. Stéphane About BGC / FSM - Amériques	M. Patrick Artus Chef économiste Natixis	M. Luc-Emmanuel Auberger Opérations et systèmes d'information
Mme Virginie Banet BGC / RCC – Coverage et M&A	M. Gils Berrous Services Financiers Spécialisés	M. Pierre Besnard SFS – Natixis Lease	M. Jacques Beyssade Risques
Mme Nathalie Broutèle Épargne – Natixis Assurances	M. Stéphane Caminati SFS – Compagnie Européenne de Garanties et Cautions	M. Marc Cattelin SFS – EuroTitres	M. Frédéric Chenot SFS – Natixis Financement

M. Jean Cheval Finances et risques	M. Norbert Cron Programme efficacité opérationnelle	Mme Elisabeth de Gaulle Communication et développement durable	M. Pierre Debray BGC / FSM – Financements structurés
M. Alain Delouis Ressources humaines	M. Éric Franc Épargne – Banque Privée 1818	M. Luc François BGC / FSM – Solutions de marché	M. John Hailer Épargne – Natixis Global Asset Management États-Unis et Asie
M. Hervé Housse Inspection générale	M. Christophe Lanne BGC / FSM – Gestion du portefeuille de financements et GTB GAPC	M. Christian Le Hir Secrétariat général – Juridique	M. André-Jean Olivier Secrétariat général
M. Olivier Perquel Banque de Grande Clientèle – Financements et solutions de marché (FSM)	M. Jérôme Lacaille SFS – Natixis Factor	M. Jean-Marc Pillu Coface	M. François Riahi BGC / FSM – Asie - Pacifique
Mme Anne Sallé Mongauze Secrétariat général – Stratégie	M. Pierre Servant Epargne	M. Didier Trupin SFS – Natixis Interépargne	M. Jean-Marie Vallée SFS – Natixis Paiements
M. Marc Vincent Banque de Grande Clientèle – Relations clients et conseil (RCC)	M. Pascal Voisin Épargne – Natixis Asset Management		

3.2.4 Liste des mandats des mandataires sociaux

Liste des mandats du nouvel administrateur (M. Nicolas de Tavernost) nommé par l'assemblée générale ordinaire du 31 juillet 2013.



Nicolas de Tavernost, (né le 22 août 1950), est Président du Directoire du Groupe M6.

Diplômé de l'IEP de Bordeaux et titulaire d'un DES de droit Public, Nicolas de Tavernost débute sa carrière en 1975 au sein du cabinet de Norbert Ségard, secrétaire d'État du commerce extérieur puis aux Postes et Télécommunications. En 1986, il prend la direction des activités audiovisuelles de la Lyonnaise des Eaux et, à ce titre, procède au pilotage du projet de création de M6. En 1987, il est nommé Directeur général adjoint de Métropole Télévision M6 où il exerce depuis 2000 les fonctions de Président du Directoire.

Véritable référence dans le paysage de l'audiovisuel français et européen, Nicolas de Tavernost apporte au conseil d'administration son expertise en matière de stratégie, de management et de développement d'entreprise.

Président du Directoire du Groupe M6⁽¹⁾

Administrateur de Nexans SA⁽¹⁾

Administrateur de GL Events SA⁽¹⁾

Membre du Conseil de Surveillance de Ediradio SA (RTL/RTL2/FUN RADIO)

Administrateur et Vice-Président du Comité des Rémunérations de Antena3⁽¹⁾⁽²⁾ (renommé Atresmedia en 2013)

Autres mandats au sein du Groupe M6 : Président de M6 Publicité, M6 Web et M6 Interactions. Administrateur de Home Shopping Service (HSS), Football Club des Girondins de Bordeaux, Extension TV (Série Club), TF6 Gestion (TF6) et Société Nouvelle de Distribution (SND)

Mandats échus en 2012

-

Mandats au cours des exercices précédents

2011	2010	2009	2008
Président du Directoire du Groupe M6 ⁽¹⁾	Président du Directoire du Groupe M6 ⁽¹⁾	Président du Directoire du Groupe M6 ⁽¹⁾	Président du Directoire du Groupe M6 ⁽¹⁾
Administrateur de Nexans SA ⁽¹⁾	Administrateur de Nexans SA ⁽¹⁾	Administrateur de Nexans SA ⁽¹⁾	Administrateur de Nexans SA ⁽¹⁾
Administrateur de GL Events SA ⁽¹⁾	Administrateur de GL Events SA ⁽¹⁾	Administrateur de GL Events SA ⁽¹⁾	Administrateur de GL Events SA ⁽¹⁾
Membre du Conseil de Surveillance de Ediradio SA (RTL/RTL2/FUN RADIO)	Membre du Conseil de Surveillance de Ediradio SA (RTL/RTL2/FUN RADIO)	Membre du Conseil de Surveillance de Ediradio SA (RTL/RTL2/FUN RADIO)	Membre du Conseil de Surveillance de Ediradio SA (RTL/RTL2/FUN RADIO)
Administrateur et Vice-Président du Comité des Rémunérations de Antena3 ⁽¹⁾⁽²⁾ (renommé Atresmedia en 2013)	Administrateur et Vice-Président du Comité des Rémunérations de Antena3 ⁽¹⁾⁽²⁾ (renommé Atresmedia en 2013)	Administrateur et Vice-Président du Comité des Rémunérations de Antena3 ⁽¹⁾⁽²⁾ (renommé Atresmedia en 2013)	Administrateur et Vice-Président du Comité des Rémunérations de Antena3 ⁽¹⁾⁽²⁾ (renommé Atresmedia en 2013)
Autres mandats au sein du Groupe M6 : Président de M6 Publicité, M6 Web et M6 Interactions.	Autres mandats au sein du Groupe M6 : Président de M6 Publicité, M6 Web et M6 Interactions.	Autres mandats au sein du Groupe M6 : Président de M6 Publicité, M6 Web et M6 Interactions.	Autres mandats au sein du Groupe M6 : Président de M6 Publicité, M6 Web et M6 Interactions.
Administrateur de Home Shopping Service (HSS), Football Club des Girondins de Bordeaux, Extension TV (Série Club), TF6 Gestion (TF6) et Société Nouvelle de Distribution (SND)	Administrateur de Home Shopping Service (HSS), Football Club des Girondins de Bordeaux, Extension TV (Série Club), TF6 Gestion (TF6) et Société Nouvelle de Distribution (SND)	Autres mandats au sein du Groupe M6 : Président de M6 Publicité, M6 Web et M6 Interactions. Administrateur de Home Shopping Service (HSS), Football Club des Girondins de Bordeaux, Extension TV (Série Club), TF6 Gestion (TF6) et Société Nouvelle de Distribution (SND)	Autres mandats au sein du Groupe M6 : Président de M6 Publicité, M6 Web et M6 Interactions. Administrateur de Home Shopping Service (HSS), Football Club des Girondins de Bordeaux, Extension TV (Série Club), TF6 Gestion (TF6) et Société Nouvelle de Distribution (SND)

(1) Société cotée

(2) Société ou institution étrangère

3.3 Rôle et règles de fonctionnement des organes sociaux

3.3.1 Le conseil d'administration

3.3.1.1 Organisation

Le conseil d'administration de Natixis, compte au 6 août 2013 quinze membres nommé pour six ans, répartis comme suit :

- deux membres issus de BPCE, à savoir F. Pérol et BPCE ;
- quatre membres issus des Banques Populaires, à savoir C. Halberstadt, T. Cahn, A. Condaminas et S. Gentili ;
- quatre membres issus des Caisses d'Épargne, à savoir S. Paix, D. Patault, P. Sueur et P. Valentin ;
- cinq membres indépendants, à savoir C. Bories, L. Debroux, B. Oppetit, H. Proglío et N. de Tavernost.

Mme Christel Bories est Directeur général délégué de IPSEN. Mme Laurence Debroux est directeur général Finance et administration de JC Decaux S.A.. M. Henri Proglío est président-directeur général de EDF. M. Bernard Oppetit est président du fonds Centaurus Capital. M. Nicolas de Tavernost dirige le groupe M6.

Le conseil d'administration de Natixis a dans sa composition un tiers de membres indépendants.

	Christel BORIES	Laurence DEBROUX	Bernard OPPETIT	Henri PROGLIO	Nicolas de TAVERNOST
Ne pas avoir occupé de fonctions salariées ou de mandat social au cours des cinq dernières années dans BPCE, Natixis ou l'une de ses filiales	OK	OK	OK	OK	OK
Ne pas être mandataire social d'une société dans laquelle Natixis détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié ou un mandataire social de Natixis détient ou a détenu un mandat d'administrateur dans les 5 dernières années	OK	OK	OK	OK	OK
Ne pas être client, fournisseur, banquier d'affaire, banquier de financement significatif de la société ou de son groupe ou pour lequel la société ou son groupe représente une part significative de l'activité	OK	OK	OK	OK	OK
Ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social	OK	OK	OK	OK	OK
Ne pas avoir été auditeur de Natixis au cours des 5 années précédentes	OK	OK	OK	OK	OK
Ne pas être administrateur de Natixis depuis plus de 12 ans	OK	OK	OK	OK	OK
Ne pas être administrateur représentant d'un actionnaire important de Natixis ou de BPCE	OK	OK	OK	OK	OK
Ne pas recevoir ou avoir reçu une rémunération supplémentaire importante de Natixis ou du Groupe en dehors des jetons de présence, en ce compris la participation à toute formule d'options sur actions ou toutes autre formule de rémunération liée à la performance	OK	OK	OK	OK	OK

- Changement intervenu dans la composition du conseil d'administration depuis le 30 mars 2013 :

Le 21 mai 2013, l'assemblée générale mixte a ratifiée la cooptation comme administrateurs de Thierry Cahn et Pierre Valentin pour la durée de mandat restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Le 31 juillet 2013, l'assemblée générale ordinaire a nommé comme administrateur Nicolas de Tavernost pour une durée de six ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Afin de respecter la recommandation du Code AFEP-MEDEF préconisant que l'échelonnement des mandats soit organisée de façon à éviter un renouvellement en bloc et à favoriser un renouvellement harmonieux des administrateurs, Natixis a mis en place, en 2012, un plan d'action en ce sens. Ainsi dorénavant, quatre administrateurs sur 15 ont un mandat décalé par rapport aux autres administrateurs.

Au regard du principe de représentation équilibrée homme/femme au sein du conseil d'administration tel qu'introduit par la loi du 27 janvier 2011, Natixis compte au 6 août 2013 quatre femmes au sein de son conseil sur un total de 15 membres.

3.3.2 Les comités spécialisés : des émanations du conseil d'administration

3.3.2.2 Le comité des nominations et des rémunérations

A ORGANISATION

Le comité des nominations et des rémunérations est composé de six membres : C. Bories président, A. Condaminas, D. Patault, H. Proglío, P. Sueur et N. de Tavernost.

Parmi les six membres, la moitié sont indépendants (C. Bories, H. Proglío et N. de Tavernost).

- Changement intervenu dans la composition du comité des nominations et des rémunérations depuis le 30 mars 2013 :

N. de Tavernost a été nommé par le conseil d'administration du 6 août 2013, membre du comité des nominations et des rémunérations en remplacement de V. Bolloré, démissionnaire.

III CHAPITRE 4 : GESTION DES RISQUES**4.1 Facteurs de risques**

Les facteurs de risques n'ont pas, concernant Natixis, subi d'évolution significative par rapport à la situation décrite dans le document de référence 2012 de Natixis (chapitre 4, pp. 143-148).

4.2 Pilier III**4.2.4 Composition des fonds propres et ratios réglementaires****4.2.4.5 Fonds propres et ratios réglementaires***Capital social*

Le capital social, d'un montant de 4 943 850 243,20 euros au 30 juin 2013 (soit 3 089 906 402 actions de 1,60 euro de nominal) contre 4 937 943 670,40 euros au 31 décembre 2012, a augmenté sous l'effet de l'attribution gratuite d'actions réservée à certains salariés.

Fonds propres et ratio de solvabilité

Les fonds propres et les risques pondérés sont calculés en application de l'arrêté du 20 février 2007, modifié par les arrêtés du 19 octobre 2007, du 11 septembre 2008, du 29 octobre 2009, du 25 août 2010, du 29 décembre 2010 et du 23 novembre 2011, relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et mettant en œuvre les réformes « Bâle 2 » et « Bâle 2.5 – CRD3 ».

La directive européenne CRD4 et le règlement européen CRR ont été publiés au JO de l'Union européenne le 26 juin 2013. Ces textes intègrent dans le droit européen la réforme internationale Bâle 3 (décembre 2010) qui introduit notamment de nouvelles exigences en matière de solvabilité bancaire et de surveillance du risque de liquidité :

- la directive (CRD4) reprend le cadre existant régissant l'accès à l'activité bancaire et son exercice, la définition des autorités compétentes, le cadre de surveillance prudentielle... Elle comporte aussi des éléments nouveaux en particulier sur les différents coussins de fonds propres, sur les rémunérations, et la transparence. Elle devra être transposée en droit français.
- le règlement (CRR) couvre les aspects fonds propres, liquidité, ratio de levier, grands risques et risques de crédit de la contrepartie : ce corpus réglementaire unique (single rule book) s'applique directement à l'ensemble des établissements des États membres.

L'ABE (Autorité Bancaire Européenne) est par ailleurs mandatée pour rédiger des normes techniques de réglementation ou d'exécution ainsi que des lignes directrices, nécessaires à la mise en œuvre de CRD4/CRR. Certaines options seront enfin laissées à l'appréciation du superviseur local.

Ces nouvelles règles n'entreront en vigueur qu'à partir du 1^{er} janvier 2014 et la rédaction des normes techniques n'est pas finalisée à ce jour. Natixis a cependant été en mesure de déterminer une estimation de ce que serait son ratio de solvabilité Core Tier 1 selon sa compréhension des textes disponibles (qu'ils soient en projet ou définitifs).

Le périmètre de consolidation prudentiel est établi sur base du périmètre de consolidation statutaire avec mise en équivalence des sociétés d'assurance Coface, Natixis Assurances et Compagnie Européenne de Garanties et Cautions.

La principale participation faisant l'objet d'une déduction des fonds propres, pour 0,38 milliard d'euros, est la participation détenue dans CACEIS.

Depuis le 31 décembre 2010 et en accord avec l'Autorité de Contrôle Prudentiel, les participations détenues par Natixis dans les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires, sous forme de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI), ne sont plus déduites des fonds propres mais sont reprises dans les risques pondérés. Compte tenu du projet de cession de ces titres aux Banques Populaires et aux Caisses d'Epargne annoncé le 17 février 2013, Natixis les a traités comptablement conformément aux dispositions de la norme IFRS 5. Ainsi :

- les CCI ont été exclus du périmètre de consolidation de Natixis dès l'ouverture de la période et ont été classés à l'actif du bilan consolidé sur la ligne « Actifs non courants destinés à être cédés » pour leur valeur consolidée à cette date. Ils sont évalués dans les comptes consolidés au 30 juin 2013 au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur nette des frais de cession.
- cette valeur comptable est retenue comme base de calcul des risques pondérés.

CFDI est la seule filiale de Natixis assujettie à titre individuel. Natixis S.A. et les autres filiales françaises ayant le statut d'établissements de crédit ne sont pas assujetties sur base individuelle par autorisation de l'Autorité de Contrôle Prudentiel.

Les fonds propres prudentiels, s'établissent à 12,9 milliards d'euros au 30 juin 2013, en baisse de 0,7 milliard d'euros sur le semestre (toutes données après impact de la garantie) :

(en milliards d'euros)	30/06/13	31/12/12	Variations S1-13
Capitaux propres comptables	18,6	19,5	-0,8
Retraitements, dont :			
- Prévision de dividendes	-0,2	-0,3	0,1
- Reclassement des hybrides et filtrage de la juste valeur	-1,4	-1,8	0,4
- Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles	-3,3	-3,6	0,4
- Spread émetteur et DVA	-0,3	-0,2	-0,1
- Autres retraitements prudentiels	0,0	0,7	-0,7
Titrisations déduites des fonds propres de base	-0,2	-0,2	0,0
Autres déductions	-0,4	-0,4	0,0
Fonds propres de base Core Tier 1	12,9	13,6	-0,7
Hybrides	1,4	1,8	-0,4
Fonds propres Tier 1 Bâle 2	14,3	15,5	-1,1
Fonds propres complémentaires	2,7	3,5	-0,8
Titrisations déduites des fonds propres complémentaires	-0,2	-0,2	0,0
Autres déductions	-0,4	-0,4	0,0
Fonds propres totaux	16,5	18,3	-1,9

La baisse des capitaux propres comptables part du groupe, à 18,6 milliards d'euros, résulte principalement du paiement du dividende au titre de l'exercice 2012 (pour -0,31 milliard d'euros), du remboursement par Natixis, au cours du 1^{er} semestre 2013, de quelques souches de Titres Super Subordonnés (TSS) pour un montant de -0,30 milliard d'euros, de la mise en œuvre d'un changement de méthode comptable relatif à la norme IAS 19, portant sur les engagements sociaux, pour un montant net d'impôt de -0,13 milliard d'euros et enfin des effets de la déconsolidation des Sociétés Locales d'Épargne (SLE) et des Sociétés de Cautions Mutuelles (SCM) dans les comptes des CCI des Banques populaires et des Caisses d'Épargne pour -0,67 milliard d'euros en lien avec le projet de cession des CCI. Ces éléments sont partiellement compensés par l'intégration du résultat comptable du semestre pour +0,49 milliard d'euros.

Les fonds propres prudentiels Core Tier 1 Bâle 2 intègrent une prévision de distribution de dividende en numéraire au titre du premier semestre 2013 de 0,23 milliard d'euros (soit 50% du résultat net comptable au 30 juin 2013, déduction faite de la rémunération à verser sur les TSS nette d'effet impôt). Ils supportent aussi la perte des intérêts minoritaires entraînée par la déconsolidation de BP Développement (-0,46 milliard d'euros) ainsi que la hausse de la déduction au titre des différences positives de mise en équivalence sur les filiales d'assurances (-0,3 milliard d'euros). Ces effets défavorables sont partiellement compensés par la suppression de certains retraitements prudentiels sur les CCI (+ 0,57 milliard d'euros) en lien avec le projet de cession. Les autres retraitements et déductions prudentiels ne varient pas significativement.

Outre les éléments ci-dessus, la baisse des fonds propres Tier 1 Bâle 2 résulte principalement du remboursement de TSS pour -0,4 milliard d'euros en valeur prudentielle.

Les fonds propres complémentaires sont en réduction sous l'effet du remboursement anticipé de quelques émissions de TSR non compatibles avec les futures règles Bâle 3 (-0,7 milliard d'euros) et de l'amortissement réglementaire des lignes proches de l'échéance. La baisse des titrisations déduites liée aux cessions réalisées au cours du trimestre, est peu sensible après effet de la garantie reçue de BPCE.

Les risques pondérés, à 122,5 milliards d'euros après effet de la garantie financière accordée par BPCE (soit 3,2 milliards d'euros, en réduction de 3,4 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2012) sont en baisse sur le semestre de 3,2 milliards d'euros.

<i>(en milliards d'euros)</i>	30/06/13	31/12/12	Variations S1
Risques de crédit	79,5	83,9	-4,3
CCI	41,3	42,1	-0,9
Risques de marché	16,8	14,8	2,0
P3CI	-25,6	-25,6	0,0
Risques opérationnels	10,5	10,5	0,0
Total risques pondérés	122,5	125,7	-3,2

La baisse des risques de crédit de -4,3 milliards d'euros sur le semestre résulte principalement des facteurs suivants :

- la baisse des encours (- 2,5 milliards d'euros),
- la déconsolidation de BP Développement (-1 milliard d'euros).

Hors P3CI, les risques pondérés sur les CCI baissent de -0,9 milliard d'euros sous l'effet principalement de l'encaissement du coupon à recevoir au titre de l'année 2012.

Les risques de marché augmentent de 2 milliards d'euros, principalement du fait de l'augmentation de l'effet « Bâle 2.5-CRD3 » (+2,6 milliards d'euros), partiellement compensé par l'effet des cessions GAPC (-2,6 milliards d'euros avant garantie ramenés à -0,4 milliard d'euros après garantie).

Les risques opérationnels, réactualisés uniquement en fin d'exercice, sont stables.

Le ratio des fonds propres de base Core Tier 1 Bâle 2 passe de 10,9 % au 31 décembre 2012 à 10,5 % au 30 juin 2013, le ratio Tier 1 s'établissant à 11,7% au 30 juin 2013 contre 12,3% fin décembre 2012.

Les exigences en fonds propres Bâle 2.5 par catégories évoluent sur le semestre de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012
Exigences de fonds propres	9 798	10 053
Exigences en fonds propres au titre du risque de crédit et risque de dilution	7 612	8 029
Risque de crédit - Approche standard	968	1 039
Administrations centrales et banques centrales		
Établissements	73	89
Entreprises	377	398
Clientèle de détail	184	199
Actions	3	55
Autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit	319	276
<i>(Dont valeur actuelle de la valeur résiduelle en risque des contrats de location financement)</i>	<i>11</i>	<i>11</i>
Positions de titrisation	12	22
Risque de crédit - Approche notations internes	6 644	6 990
Administrations centrales et banques centrales	22	12
Établissements	642	573
Entreprises	3 310	3 520
Clientèle de détail	27	20
Actions	2 520	2 736
Positions de titrisation	99	108
Autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit	24	21
Exigences de fonds propres au titre des risques de marché et règlement livraison	1 344	1 182
Exigences de fonds propres au titre du risque opérationnel	842	842

Gestion des risques **4**

Selon la compréhension de Natixis de la transposition européenne (CRR et RTS/ITS) des règles de Bâle 3, le ratio Core Tier 1 Bâle 3 de Natixis atteint 9,4% au 30 juin 2013, sans mesures transitoires excepté sur les IDA, et 9,7% à la même date pro forma de l'Opération de cession des CCI, contre 9,2% au 31 décembre 2012.

Les fonds propres Core Tier 1 et les risques pondérés qui le composent évoluent de la façon suivante :

	30/06/13	31/12/12	Variations
	Bâle 3	Bâle 3	Bâle 3
<i>(en milliards d'euros)</i>	estimé	estimé	S1 2013
Fonds propres Core Tier 1	13,5	13,4	0,1
Risques de crédit	100,0	103,5	-3,4
CCI	41,3	42,1	-0,9
Risques de marché	17,7	14,8	2,9
P3CI	-25,6	-25,6	0,0
Risques opérationnels	10,5	10,5	0,0
Total risques pondérés	143,8	145,3	-1,4

Les principaux facteurs d'évolution sont identiques à ceux identifiés sur les indicateurs correspondants établis en Bâle 2.5 (cf. supra).

4.2.5 La gestion des risques

Évolution des risques au cours de la période

Dans un environnement économique toujours difficile notamment en Europe, et d'un agenda politique et institutionnel chargé en ce qui concerne la zone euro, le premier semestre 2013 a été marqué par de nouveaux épisodes de tensions en particulier sur les taux d'intérêt. Natixis a maintenu, dans ce contexte, un profil de risque mesuré et ciblé.

4.2.5.3 Risques de crédit

EXPOSITIONS AUX RISQUES DE CRÉDIT

Valeurs exposées au risque par catégorie d'exposition

Valeurs exposées au risque de crédit par classe d'actif

<i>(en millions d'euros)</i> Catégorie d'exposition	Exposition brute	Valeur exposée au risque	
	30/06/2013	30/06/2013	31/12/2012
Entreprise	155 968	115 566	115 186
Autres expositions traités dans la catégorie entreprise	127 836	89 641	88 417
Financements spécialisés	21 689	19 821	20 729
PME traitées dans la catégorie entreprise	6 443	6 104	6 039
Banque	113 853	111 462	95 623
Établissements de crédit et entreprises d'investissement	112 643	110 372	94 651
Autres établissements	1 210	1 090	972
Autres Actifs	6 295	6 295	5 883
Titrisation	10 133	10 128	12 874
Clientèle de détail	14 912	4 792	4 823
PME traitées dans la catégorie clientèle de détail	2 003	1 926	1 841
Autres expositions traitées dans la catégorie clientèle de détail	12 909	2 866	2 982
Souverain	64 814	64 604	44 088
Administrations centrales et banques centrales	64 814	64 604	44 088
Action	16 350	9 420	10 775
TOTAL	382 325	322 267	288 662

L'augmentation de l'exposition sur les « Administrations et banques centrales » résulte principalement des placements à court terme auprès des banques centrales – dont la FED, dans le cadre de la gestion de la liquidité.

L'augmentation de l'exposition sur les « Établissements de crédit et entreprises d'investissement » résulte principalement des opérations de trésorerie réalisées au sein du groupe BPCE.

Répartition des valeurs exposées au risque par zone géographique

(Dédution faite des autres actifs et des contreparties génériques)

(Répartition en %)

Zone géographique	Valeur exposée au risque	
	30/06/2013	31/12/2012
France	48,5 %	57,5 %
Union Européenne	17,6 %	20,9 %
Amérique du Nord	26,7 %	13,6 %
Autre	7,2 %	8,1 %
Total	100,0 %	100,0 %

Répartition des valeurs exposées au risque par catégorie d'exposition pour les principales zones géographiques

(Dédution faite des autres actifs et des contreparties génériques)

(Répartition en %)

Catégorie d'exposition	Classe baloise	France	Union Européenne	Amérique du Nord	Autre	30/06/2013	31/12/2012
Entreprise	Autres expositions traitées dans la catégorie entreprise	13,0 %	6,4 %	3,7 %	3,1 %	26,1 %	29,0 %
	Financements spécialisés	1,4 %	2,3 %	1,2 %	1,7 %	6,6 %	7,8 %
	PME traitées dans la catégorie entreprise	1,6 %	0,2 %	0,0 %	0,2 %	2,0 %	2,3 %
Total Entreprise		16,0%	8,8 %	4,9 %	4,9 %	34,7 %	39,1 %
Banque	Autres établissements	0,3 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %	0,4 %	0,4 %
	Établissements de crédit et entreprises d'investissement	25,9 %	7,2 %	2,3 %	1,3 %	36,7 %	35,5 %
Total Banque		26,1%	7,3 %	2,3 %	1,3 %	37,1 %	35,9 %
Souverain	Administrations centrales et banques centrales	2,9 %	0,4 %	17,6 %	0,7 %	21,6 %	16,7 %
Clientèle de détail	Autres expositions traitées dans la catégorie clientèle de détail	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
	PME traitées dans la catégorie clientèle de détail	0,5 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,5 %	0,5 %
Total Clientèle de détail		0,5 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,5 %	0,6 %
Titrisation		0,5 %	1,0 %	1,8 %	0,1 %	3,4 %	4,6 %
Action		2,3 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	2,6 %	3,2 %
Total 30/06/2013		48,5%	17,6 %	26,7 %	7,2 %	100,0 %	
Total 31/12/2012		57,5%	20,9 %	13,6 %	8,1 %		100,0 %

Répartition des valeurs exposées au risque par secteur d'activité

(Déduction faite des autres actifs, des contreparties génériques et des tiers en cours d'affectation à un secteur d'activité)

(Répartition en %)

Secteur activité	30/06/2013	31/12/2012
Finance*	44,6%	45,6%
Administrations	21,5%	16,0%
Immobilier	3,8%	4,6%
Titrisation	3,4%	4,7%
Pétrole / gaz	3,1%	2,6%
Transport	2,6%	2,9%
Distribution	2,2%	2,3%
Holdings / groupes divers	2,0%	2,8%
Électricité	1,9%	2,3%
Commerce international matières premières	1,7%	2,1%
Automobile	1,4%	0,9%
Industries de base	1,4%	1,8%
Services collectivités	1,2%	1,0%
Services	1,1%	1,5%
Agroalimentaire	1,1%	1,1%
BTP	1,0%	1,2%
Construction mécanique et électrique	1,0%	1,2%
Biens de consommation	1,0%	1,1%
Communication	0,8%	0,9%
Divers	0,6%	0,6%
Pharmacie / santé	0,6%	0,7%
Telecom	0,6%	0,6%
Hôtel / tourisme / loisirs	0,6%	0,7%
Aéronautique / armement	0,4%	0,4%
Technologie	0,3%	0,4%
Total	100,0 %	100,0 %

* Dont part relative des expositions sur le Groupe BPCE : 25 % contre 23 % fin 2012.

La hausse de + 5,5 % sur les administrations résulte d'une augmentation du placement de trésorerie à CT auprès des banques centrales.

Valeurs exposées au risque par note (équivalent S&P) pour les classes d'actif traitées en IRB

Répartition des expositions en risque par note interne (équivalent S&P) pour les classes d'actifs traitées en méthode IRB après exclusion :

- des expositions sur actions (traitées en approche pondération simple) ;
- des encours traités en pools (créances achetées) ;
- des positions de titrisations ;
- des autres actifs ;
- des tiers génériques.

Grade	Note interne	Répartition en %	
		30/06/2013	31/12/2012 ^(*)
Investment Grade	AAA	0,4 %	1,9 %
	AA+	29,7 %	20,8 %
	AA	1,4 %	1,1 %
	AA-	6,1 %	7,7 %
	A+	9,9 %	9,7 %
	A	7,4 %	8,0 %
	A-	7,1 %	8,4 %
	BBB+	6,1 %	6,0 %
	BBB	6,9 %	8,1 %
	BBB-	6,3 %	7,4 %
Investment Grade		81,3 %	79,1 %
Non Investment Grade	BB+	3,8 %	4,6 %
	BB	4,3 %	4,3 %
	BB-	2,5 %	2,8 %
	B+	1,6 %	1,9 %
	B	1,1 %	1,6 %
	B-	0,6 %	0,6 %
	CCC+	0,0 %	0,2 %
	CCC	0,1 %	0,1 %
	CCC-	0,0 %	0,0 %
	CC+	0,0 %	0,0 %
CC	0,0 %	0,0 %	
C	0,0 %	0,0 %	
Non Investment Grade		14,1 %	16,2 %
Non noté	Non noté	2,0 %	1,9 %
Défaut	D	2,5 %	2,9 %
TOTAL		100 %	100,0 %

^(*) : Reclassement des expositions des banques centrales US et FR du plot AA- vers AA+ pour une meilleure convergence avec les notes externes de ces banques (modification du principe d'affectation théorique : Échelon 1 en note interne soit un équivalent S&P allant de la plage AAA à AA- avec une affectation sur le plot AA-)

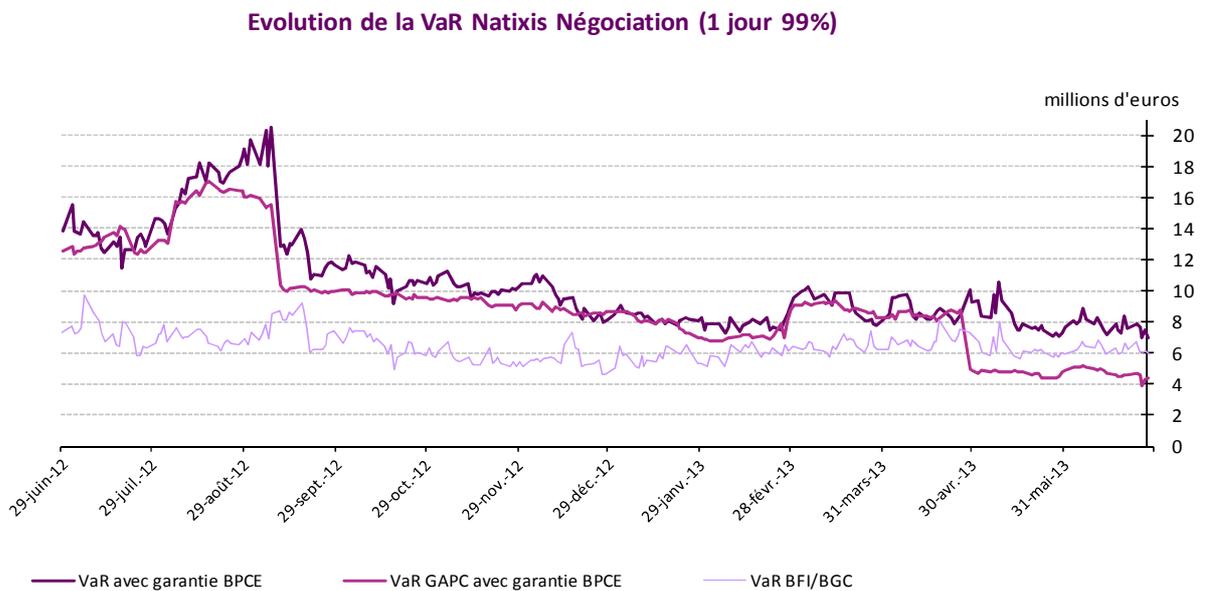
4.2.5.4 Risques de marché

DONNÉES QUANTITATIVES DE MESURE DES RISQUES DE MARCHÉ

Évolution de la VaR sur le périmètre de Natixis tenant compte de la garantie BPCE

Le niveau de VaR des portefeuilles de négociation de Natixis s’est établi en moyenne à 10,4 millions d’euros sur un an glissant, avec un maximum constaté de 20,5 millions d’euros le 7 septembre 2012 et une valeur de 7 millions d’euros au 28 juin 2013. La baisse du niveau de la VaR sur un an glissant témoigne de la réduction progressive des expositions.

VaR GLOBALE NATIXIS – PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION (VAR 99 % 1 JOUR)



Ventilation de la VaR globale négociation par périmètre

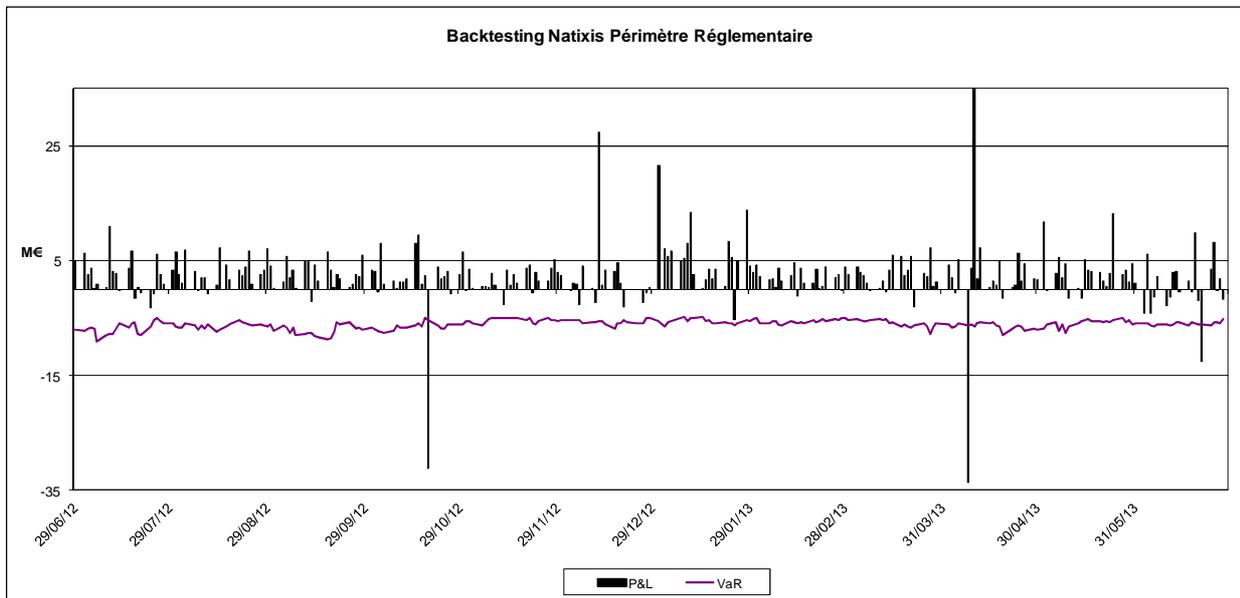
(Données certifiées par les commissaires aux comptes au titre d'IFRS 7)

Le tableau suivant présente les chiffres de VaR après prise en compte de la garantie BPCE :

En millions d’Euros	VaR après prise en compte de la garantie BCPE 28/06/2013	VaR après prise en compte de la garantie BCPE 31/12/2012
NATIXIS Négociation	7	8,5
BGC	5,9	5,1
dont GSAF	0,1	
dont Solutions de Marché	5,9	
dont Equity Markets	2,4	2,9
dont FIC-T	5,7	5
GAPC	4,4	8,7

Backtesting de Natixis sur le périmètre réglementaire

Le graphique présenté ci-dessous rend compte du backtesting (comparaison a posteriori du potentiel de perte, tel que calculé ex ante par la VaR, avec les réalisations effectivement constatées en résultat) sur le périmètre réglementaire, et permet de vérifier la robustesse de l'indicateur de VaR :



Trois exceptions ont été constatées sur un an glissant :

L'exception du 19/10/2012 résulte de la mise en place de la méthodologie de calcul en « bi-courbe » pour le calcul des risques et des résultats des positions de taux. Les nouveaux risques induits par cette méthodologie ont été couverts et n'ont eu de ce fait qu'un impact réduit sur la VaR alors que la revalorisation des positions en stock a subi quant à elle un ajustement de valeur.

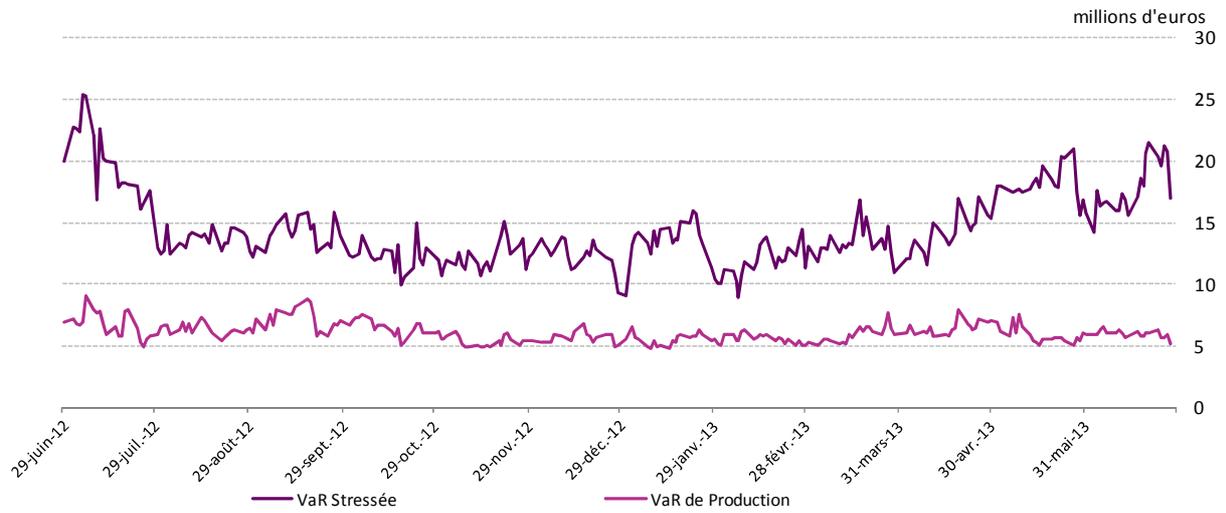
L'exception du 08/04/2013 est liée à la mise à jour de la valorisation du collatéral de certaines contreparties dans le cadre de la méthodologie de calcul en « bi-courbe ».

L'exception du 21/06/2013 résulte du choc de marché observé ce jour (hausse des taux et écartement des spreads de courbes souveraines en Europe) suite aux déclarations du gouverneur de la Fed. Ce mouvement de marché étant supérieur au 2,33% d'écart-type, il n'a pas été capté par la VaR.

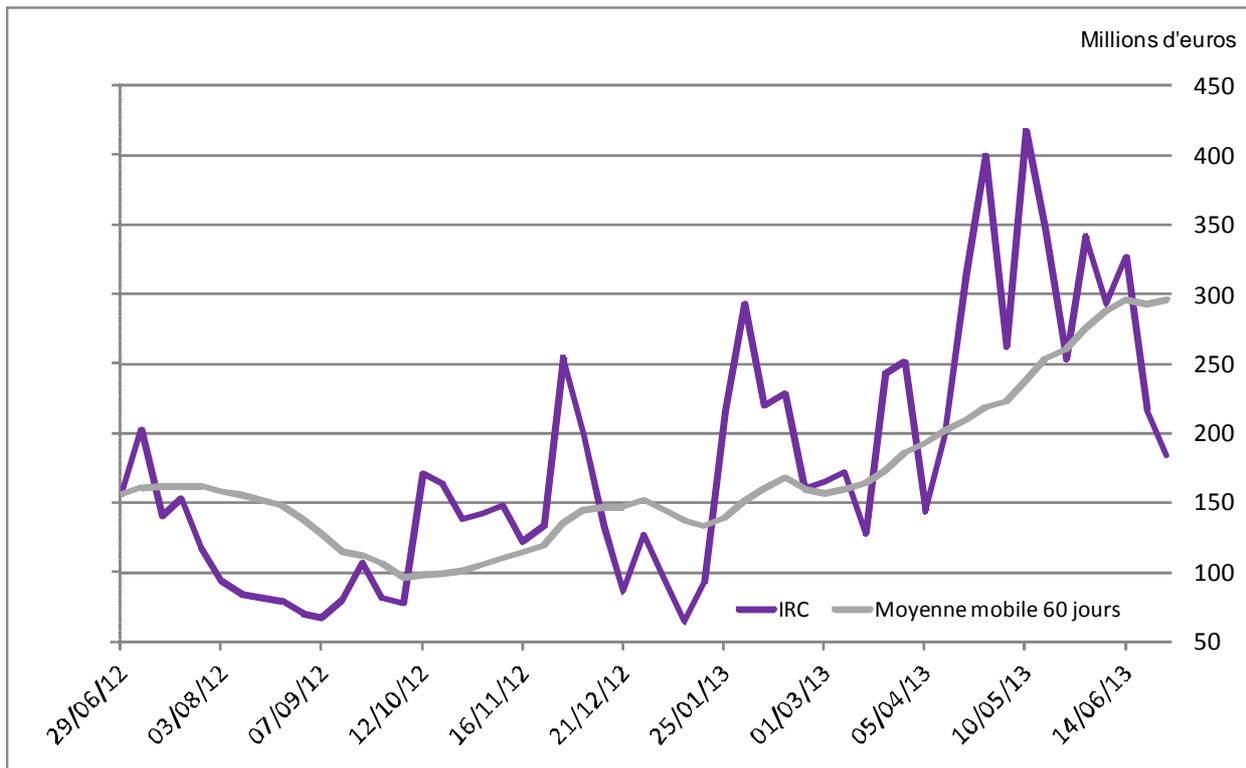
Ces exceptions, dont les deux premières revêtent un caractère méthodologique, franchissant de plus de 20 % le niveau de VaR ont fait l'objet d'une notification au comité d'audit et à l'ACP dans le cadre des seuils d'alerte définis au titre du règlement 97-02 (articles 17 ter et 38).

VAR STRESSEE DE NATIXIS (PÉRIMÈTRE RÉGLEMENTAIRE)

Evolution de la VaR Natixis Réglementaire (1 jour 99%)



INDICATEUR IRC



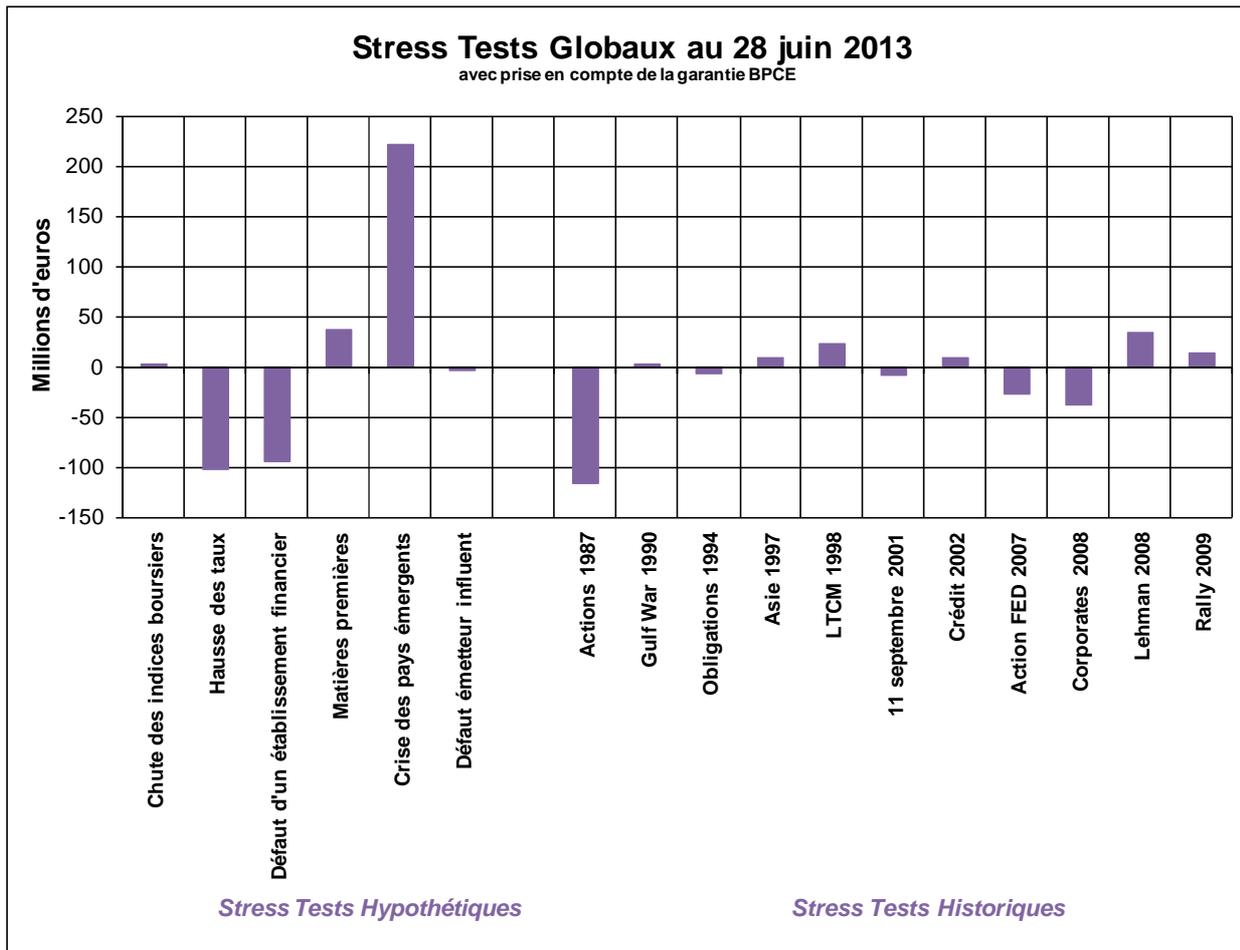
Résultats des stress tests sur le périmètre de Natixis

(Données certifiées par les commissaires aux comptes au titre d'IFRS 7)

Les niveaux de stress tests globaux affichent une moyenne de - 3 millions d'euros au 29 juin 2013.

Le stress test historique reproduisant le krach Actions de 1987 conduit à la perte maximale (- 117 millions d'euros au 28/06/2013).

STRESS TESTS GLOBAUX AU 28 JUIN 2013 (AVEC PRISE EN COMPTE DE LA GARANTIE BPCE)



4.3 Gestion des risques de bilan

Le risque de taux d'intérêt global

Le risque de taux d'intérêt global reste un risque modéré pour Natixis eu égard à l'encours des positions gérées.

Le choc normatif de « Bâle 2 » (+ 200 pb de variation instantanée des courbes des taux) au 30 juin 2013 conduirait ainsi à une variation en valeur absolue de la valeur économique du portefeuille de 133 millions d'euros.

Le risque de liquidité

Le risque de liquidité désigne celui de ne pouvoir faire face à ses engagements vis-à-vis de ses créanciers en raison de l'inadéquation entre la durée des emplois et celle des ressources. En tant que banque de financement et d'investissement, ce risque pour Natixis résulte principalement de positions de transformation entre opérations assorties d'une échéance contractuelle, Natixis se refinançant quasi exclusivement sur les marchés (cf. chapitre 5 « Éléments financiers », paragraphe 5.1.5 Refinancement).

4.5 Risques juridiques

Les litiges suivants font l'objet d'une actualisation par rapport au document de référence 2012 :

Dossier Anakena/Maximus

Le 13 novembre 2009, le fonds Maximus Master Fund Limited et son gestionnaire de portefeuille, Anakena, ont assigné Natixis devant le tribunal de commerce de Paris pour obtenir le versement de 59,9 millions d'euros de dommages et intérêts en alléguant que Natixis avait abusé de ses droits d'investisseur majoritaire en demandant au fonds le rachat de son investissement au milieu de la crise financière. Un jugement a été rendu par le tribunal de commerce de Paris et a débouté Anakena et Maximus de l'ensemble de leurs demandes. Anakena et Maximus ont interjeté appel à l'encontre de ce jugement. La Cour d'appel a confirmé le 26 mars 2013 la décision de première instance. Anakena et Maximus se sont pourvus en cassation.

Commune de Sanary-sur-Mer

Le 5 août 2011, la Commune de Sanary-sur-Mer a assigné Natixis et d'autres défendeurs, devant le tribunal administratif de Toulon, à payer solidairement la somme de 83 millions d'euros au titre notamment de la perte des investissements programmés par la Commune et la perte des contributions prévues au budget communal suite à l'abandon du projet de construction d'un complexe casino-hôtel dans la Commune. Dans le cadre de ce projet de construction, Natixis avait confirmé son engagement d'émettre une garantie bancaire d'achèvement de travaux pour un montant de 20 millions d'euros. La Commune de Sanary-sur-Mer a été déboutée de l'ensemble de ses demandes par jugement du tribunal administratif de Toulon le 12 avril 2013 et a fait appel de ce jugement.

Enquêtes AMF

Natixis a reçu le 6 janvier 2010 une notification de griefs sur le non-respect des procédures sur les sondages de marché et la commission des sanctions de l'AMF a prononcé le 11 avril 2011 un avertissement et une sanction pécuniaire de 500 000 euros à l'encontre de Natixis. Le Conseil d'État a rejeté l'appel de Natixis.

Natixis Asset Management (ex-CDC Gestion) – Participation des salariés

Le 5 janvier 2012, Natixis Asset Management a été assignée devant le tribunal de grande instance de Paris par 187 personnes ayant été salariées de la société CDC Gestion (aujourd'hui dénommée Natixis Asset Management.) L'objet de cette assignation est de faire reconnaître leurs droits au régime de participation de droit commun pour les exercices sociaux de 1989 à 2001.

Suite à la question prioritaire de constitutionnalité administrative posée par Natixis Asset Management sur l'interprétation d'un article du Code du travail, le Conseil Constitutionnel a, le 1^{er} août 2013, déclaré contraire à la Constitution le premier alinéa de l'article L. 442-9 du Code du travail dans sa rédaction antérieure à la loi n°2004-1484 du 30 décembre 2005, et considéré que les salariés des entreprises dont le capital est majoritairement détenu par des personnes publiques ne peuvent demander qu'un dispositif de participation leur soit applicable au titre de la période pendant laquelle les dispositions déclarées inconstitutionnelles étaient en vigueur.

Les litiges suivants sont les nouveaux litiges significatifs sur le premier semestre 2013 :

Hermès

Le 21 juin 2013, Natixis a été assignée devant le tribunal de commerce de Paris avec d'autres défendeurs par Hermès en vue de l'annulation d'equity swaps portant sur les actions Hermès.

Union Mutualiste Retraite

En juin 2013, l'Union Mutualiste Retraite a adressé à AEW Europe trois réclamations contentieuses en relation avec l'acquisition et la gestion, entre 2006 et 2008, de deux portefeuilles immobiliers situés en Allemagne. Le montant total des demandes de l'Union Mutualiste Retraite s'élève à 93 millions d'euros. AEW Europe considère cette action comme n'étant pas fondée.

Titrisation aux États-Unis

Natixis a fait l'objet d'actions judiciaires aux États-Unis par des banques pour des opérations réalisées entre 2001 et mi-2007 dans le cadre de titrisations immobilières résidentielles (RMBS).

Natixis considère que les négligences qui lui sont reprochées ne sont pas fondées et que les actions dont elle fait l'objet sont prescrites.

EDA Selcodis

Le 18 juin 2013, EDA Selcodis a adressé à la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions deux assignations pour rupture brutale des relations commerciales suite au refus de la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions de lui accorder une garantie. Le montant total des demandes d'EDA Selcodis s'élève à 32 millions d'euros.

La Compagnie Européenne de Garanties et Cautions considère cette demande comme n'étant pas fondée.

4.6 Risques assurances**COFACE**

De par ses activités, Coface est exposé à deux types de risques principaux. Le premier est le risque technique qui est le risque de pertes générées par le portefeuille de polices d'assurance de Coface. Le second est le risque financier qui est le risque de pertes en raison de variations défavorables des taux d'intérêt, des taux de change ou de la valeur de marché des titres ou des placements immobiliers. Coface a mis en place des outils appropriés destinés à contrôler ces risques afin qu'ils restent dans des limites prudentes. Plus de 98% des risques sont évalués selon une méthodologie interne.

Du fait des incertitudes sur la conjoncture économique à venir, Coface a au cours du 1^{er} semestre 2013 renforcé la prévention des risques en effectuant un suivi de son exposition de manière ciblée et en particulier sur l'Europe du Sud selon son approche classique pays/secteurs.

Expositions au risque sur les débiteurs à fin juin 2013**Polices signées hors opérations pour le compte de l'État/Tous produits garantis**

Tranches Encours Total Acheteur	Encours en millions d'euros	Nombre de limites	Nombre d'acheteurs	% d'encours
Refus	0	818 939	580 269	0,0%
1 - 10 KE	3 845	533 349	492 950	0,9%
11 - 20 KE	6 235	481 546	381 365	1,4%
21 - 30 KE	4 730	286 821	178 238	1,1%
31 - 40 KE	3 601	193 316	97 771	0,8%
41 - 50 KE	4 591	176 642	95 911	1,0%
51 - 60 KE	2 978	121 657	52 298	0,7%
61 - 70 KE	2 858	105 077	42 771	0,6%
71 - 80 KE	3 372	100 506	44 062	0,7%
81 - 90 KE	1 886	69 538	21 833	0,4%
91 - 100 KE	5 201	99 991	52 769	1,2%
101 - 150 KE	12 044	290 370	96 329	2,7%
151 - 200 KE	10 688	202 804	60 458	2,4%
201 - 300 KE	16 611	277 400	67 060	3,7%
301 - 400 KE	14 085	192 705	40 255	3,1%
401 - 500 KE	11 607	144 651	25 672	2,6%
501 - 800 KE	27 059	281 134	42 619	6,0%
801 - 1 500 KE	40 593	320 562	37 271	9,0%
1 500 KE - 3 ME	50 419	269 804	24 103	11,2%
3 ME - 5 ME	38 829	148 590	10 134	8,6%
5 ME - 10 ME	50 425	139 371	7 284	11,2%
10 ME - 50 ME	89 881	141 418	4 752	20,0%
50 ME - 100 ME	22 408	17 618	334	5,0%
100 ME - 200 ME	13 926	9 631	109	3,1%
200 ME et +	12 085	5 039	32	2,7%
Total	449 957	5 428 479	2 456 649	100,0%

Risque financier

La maîtrise du risque financier repose sur un dispositif de normes et de contrôle rigoureux :

- du risque de taux : Le risque de taux porté par Coface sur son portefeuille financier est limité, la sensibilité¹ maximale autorisée sur la classe d'actifs obligataire zone Euro étant délibérément plafonnée à 4. Les entités conservant une gestion directe de leur portefeuille se voient quant à elle limitées à une sensibilité inférieure. Au 30 juin 2013, la sensibilité globale du portefeuille obligataire de Coface était ainsi de 2,4.
- du risque de crédit : Le risque de crédit sur les obligations d'entreprises porté par Coface sur son portefeuille est limité à la seule zone Euro au 30 juin 2013. Ces investissements représentent moins de 20% du portefeuille total et sont concentrés à près de 80% sur des entreprises de qualité investment grade. Les 20% restant sont exclusivement investis sur des entreprises européennes dont la notation est strictement supérieure à B- et dont la maturité est strictement inférieure à 3 ans.
- du risque de change : La grande majorité des instruments de placements de Coface est libellée en euros et les filiales ou succursales souscrivant en d'autres devises doivent respecter les mêmes principes de congruence. Dans le cadre de la couverture de ce risque, Coface peut traiter des instruments de change à terme. A fin juin 2013, une couverture de change via swap a été réalisée pour couvrir des achats d'obligations britanniques pour 5,4 millions d'euros.
- du risque de contrepartie : Plus de 80 % des obligations et produits de taux détenus par Coface au 30 juin 2013 ont une notation supérieure à BBB, notation attribuée par au moins une agence de notation reconnue au niveau international.
- du risque de liquidité : Une large part des placements de Coface est investie en produits monétaires de maturité moyenne de 3 mois au 30 juin 2013 (48 % à fin juin). La grande majorité des autres produits de taux et des actions du portefeuille de Coface sont cotés sur des marchés de l'OCDE et présentent un risque de liquidité jugé faible. En conséquence, Coface considère que le profil de son allocation d'actifs et la liquidité de son portefeuille de titres lui permet de répondre aux éventuels besoins de fonds pour honorer ses engagements.

NATIXIS ASSURANCES

Natixis Assurances commercialisant essentiellement des produits d'épargne, les principaux risques résultant des contrats d'assurance sont de nature financière :

Risque financier en cas de hausse des taux

L'analyse de sensibilité réalisée en fin de premier semestre 2013 montre qu'une hausse de 1 point des taux obligataires a un impact de - 67 millions d'euros sur la situation nette (après prise en compte de la variation imputable aux assurés² et de la fiscalité), soit 6,3 % des capitaux propres.

¹ La sensibilité d'une obligation mesure la perte de valeur de celle-ci en cas de hausse des taux d'intérêt. Ainsi, une obligation ayant une sensibilité de 2,4 verra sa valeur de marché diminuer de 2,4% si les taux augmentent de 1%.

² Prise en compte du taux de PB différé

Risques de marché

Natixis Assurances est confrontée aux variations de valeur de ses actifs financiers. La gestion des risques financiers consiste en la définition d'une allocation stratégique tenant compte des engagements du passif, des contraintes réglementaires (notamment en termes de dispersion) et des exigences commerciales. Ainsi, des fourchettes d'allocation sont définies pour chaque type d'actif.

L'analyse de sensibilité réalisée en fin de premier semestre 2013 montre que :

- une baisse de 10 % du marché actions a un impact de - 20 millions d'euros sur la situation nette (après prise en compte de la variation imputable aux assurés² et de la fiscalité), soit 1,9% des capitaux propres ;
- une baisse de 10 % du marché immobilier a un impact de - 6,8 millions d'euros sur la situation nette (après prise en compte de la variation imputable aux assurés² et de la fiscalité), soit 0,6 % des capitaux propres.

Par ailleurs, Natixis Assurances réassure à 100 % la garantie plancher accordée sur les contrats en unités de compte.

CEGC

La Compagnie Européenne de Garanties et Cautions étant la plateforme multi-métiers cautions et garanties du groupe, ses principaux risques portent sur le risque de souscription, le risque de marché, le risque opérationnel et le risque de défaut des réassureurs.

Risque de souscription

Le risque de souscription est le risque principal porté par la Compagnie. En effet, le volume d'encours sous risque s'élève à 90 669 millions d'euros au 30 juin 2013 (+ 7% par rapport à fin 2012). Le risque de souscription est essentiellement un risque de contrepartie : les engagements donnés par la Compagnie aux bénéficiaires des garanties se traduisent par une exposition directe sur les souscripteurs (les assurés).

Risque de marché

CEGC détient un portefeuille de placements de 1 121 millions d'euros en valeur bilan. Le risque de marché issu du portefeuille de placements est considéré comme mineur en regard du risque de souscription. En effet, les activités de souscription sont comptabilisées en hors bilan. En encaissant les primes de cautions lors de l'engagement, CEGC n'a pas à gérer de problématiques de refinancement. Il n'existe pas non plus de risque de transformation : le portefeuille de placements est intégralement adossé à des fonds propres et à des provisions techniques.

Risque de réassurance

CEGC couvre son portefeuille d'engagements par la mise en place d'un programme de réassurance adapté aux activités exercées. Ce programme permet, d'une part, de sécuriser le résultat technique et la marge de solvabilité sur les marchés de cautions de prêt et, d'autre part, de protéger les fonds propres en cas de survenance de sinistres d'intensité sur les marchés des administrateurs de biens et agents immobiliers, constructeurs de maisons individuelles, promoteurs et cautions réglementées et contractuelles aux entreprises.

MONTANT DES ENCOURS DE CEGC (EN MILLIONS D'EUROS)

Marchés de CEGC	Juin 2013	Évolution juin 2013 par rapport à décembre 2012
Particuliers	82 773	+ 7 %
Constructeurs de maisons individuelles	287	(3) %
Administrateurs de biens – Agents immobiliers	2 776	+ 5 %
Entreprises	1 294	(7) %
Promotion Immobilière	1 036	(3) %
Professionnels	1 577	+ 9 %
Économie Sociale – Logement Social	785	+ 10 %
Activités gérées en extinction	139	(21) %
TOTAL	90 669	+ 7 %

4.7 Expositions sensibles selon les recommandations du Forum de Stabilité Financière

Natixis est exposée aux risques suivants au 30 juin 2013.

Expositions des CDO d'ABS à composante subprime

Les CDO d'ABS à composante subprime présentent une exposition brute de 717 millions d'euros au 30 juin 2013. Une reprise de 2 millions d'euros (hors effet de la garantie BPCE) sur les pertes de valeur a été constatée sur le 1^{er} semestre 2013 portant l'encours de dépréciations cumulées à 603 millions d'euros.

En millions d'euros	Total des expositions
Exposition nette au 31 décembre 2012 (après pertes de valeur)	126
Variation sur les expositions (Liquidation, remboursement et effet change)	(14)
Perte de valeur sur le 1er semestre 2013 en M€	2
Exposition nette au 30 juin 2013 (après pertes de valeur)	114

Expositions sur les réhausseurs de crédit

Le stock de réfections diminue sur le 1^{er} semestre 2013 de 99 millions d'euros (hors effet de la garantie BPCE), s'établissant à 252 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 351 millions d'euros au 31 décembre 2012.

en millions d'euros	Données au 30 juin 2013			Données au 31 décembre 2012		
	Notionnel	Expositions avant ajustement de valeur	Ajustements de valeur	Notionnel	Expositions avant ajustement de valeur	Ajustements de valeur
Protections sur CDO subprime	-	-	-	-	-	-
Protections sur CLO	727	30	(9)	2 106	72	(27)
Protections sur RMBS	83	11	(9)	132	27	(4)
Protections sur CMBS	43	-	-	46	-	-
Autres risques	4 747	512	(233)	5 200	629	(320)
Total	5 600	553	(252)	7 484	728	(351)

Données en millions d'euros	30-juin-13	31-déc-12
Exposition avant ajustements de valeur	553	728
Ajustements de valeur	(252)	(351)
Exposition résiduelle	302	377
% de décote	45%	48%

Portefeuilles de RMBS US dont RMBS « Subprime »

Les expositions dans les comptes du 30 juin 2013 sont les suivantes :

RMBS US (en millions d'euros)	Exposition nette au 31/12/2012	Variations de valeur au 1er semestre 2013	Autres variations	Exposition nette au 30/06/2013
Portefeuille de transaction	1	0	0	1
Portefeuille d'actifs en option juste valeur	0	0	0	0
Portefeuille de prêts et créances	465	2	(385)	83
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	0	0	0	0
Non wrapped	466	2	(385)	83
Portefeuille de transaction	6	(1)	0	5
Portefeuille de prêts et créances	172	0	(69)	103
Wrapped	178	(1)	(69)	108
Portefeuille de transaction	1	0	0	1
Portefeuille de prêts et créances	0	0	0	0
US Agencies	1	0	0	1
TOTAL	645	2	(455)	191

% exposition nette garantie BPCE 100%
% exposition nette garantie externe 0%

Les ventilations par notation et par nature de sous-jacent des RMBS US se présentent comme suit au 30 juin 2013.

Ventilation par notation	en %	Ventilation par sous-jacent	en %
AAA	0%	US Agencies	0%
AA	14%	Prime	28%
A	67%	Alt-A	54%
BBB	8%	Subprime	4%
BB	9%	Autres	14%
B	0%		
CCC	0%	TOTAL	100%
CC	0%		
C	0%		
D	0%		
NR	2%		
TOTAL	100%		

RMBS européens

Expositions nettes RMBS UK

RMBS UK (en millions d'euros)	Exposition nette au 31/12/2012	Variations de valeur au 1er semestre 2013	Autres variations	Exposition nette au 30/06/2013	AAA	AA	A	BBB	BB	B	CCC	CC
Portefeuille de transaction	3	0	(3)	0	-	-	-	-	-	-	-	-
Portefeuille d'actifs en option juste valeur	6	0	(1)	4	-	4	-	-	-	-	-	-
Portefeuille de prêts et créances	49	0	(40)	9	-	9	-	-	-	-	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	80	(2)	(14)	64	-	3	11	30	8	5	5	1
TOTAL	138	(2)	(58)	77	-	17	11	30	8	5	5	1

% exposition nette garantie BPCE 40%
% exposition nette garanti BPCE (y.c. les actifs portés par SAHARA) 40%

Expositions nettes RMBS ES

RMBS ES (en millions d'euros)	Exposition nette au 31/12/2012	Variations de valeur au 1er semestre 2013	Autres variations	Exposition nette au 30/06/2013	AAA	AA	A	BBB	BB	B	CCC	CC
Portefeuille de transaction	7	-	(6)	0	-	-	-	-	-	-	-	-
Portefeuille d'actifs en option juste valeur	0	-	-	0	-	-	-	-	-	-	-	-
Portefeuille de prêts et créances	183	-	(73)	109	-	1	9	86	-	13	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	6	(1)	1	6	-	-	1	2	1	1	1	-
TOTAL	196	(1)	(79)	116	-	1	10	88	1	14	1	-

% exposition nette garantie BPCE 7%
 % exposition nette garanti BPCE (y.c. les actifs portés par SAHARA) 95%

CMBS

CMBS (en millions d'euros)	Exposition nette au 31/12/2012	Variations de valeur au 1er semestre 2013	Autres variations	Exposition nette au 30/06/2013
Portefeuille de transaction	4	-	(1)	3
Portefeuille d'actifs en option juste valeur	12	-	(12)	0
Portefeuille de prêts et créances	25	(4)	(8)	13
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	63	(3)	(10)	51
TOTAL	104	(7)	(31)	67

% exposition nette garantie BPCE 41%

Ventilation par notation	en %	Ventilation par pays	en %
AAA	0%	Royaume Uni	16%
AA	21%	Etats-Unis	17%
A	17%	Europe	62%
BBB	13%	Autres	5%
BB	15%	TOTAL	100%
B	19%		
CCC	11%		
CC	4%		
C	0%		
NR	0%		
TOTAL	100%		

IV CHAPITRE 5 : ÉLÉMENTS FINANCIERS

5.1 Rapport d'activité au 30 juin 2013

5.1.1 Précisions méthodologiques

Le compte de résultat est présenté **pro forma de l'Opération de cession des Certificats Coopératifs d'Investissement**, selon les hypothèses suivantes :

- mise en place de l'Opération de cession des CCI au 1er janvier 2012 ;
- remboursement de P3CI et opérations liées au 1er janvier 2012 ;
- remplacement de la liquidité et distribution exceptionnelle de 2 milliards d'euros au 1^{er} janvier 2012.

L'hypothèse retenue du remboursement de P3CI au 1^{er} janvier 2012 conduit à supprimer l'ensemble des retraitements analytiques mis en place en 2012 quant à la contribution des pôles à l'opération P3CI.

Les données ont été retraitées en pro forma sur l'exercice 2012.

Appréciation de la performance des pôles mesurée en Bâle 3

A compter de 2013, les résultats des pôles de Natixis sont présentés dans un cadre réglementaire Bâle 3. Les actifs pondérés Bâle 3 sont appréciés par Natixis sur la base de sa compréhension à date de la réglementation.

L'allocation de capital aux métiers de Natixis s'effectue sur la base de 9 % de leurs actifs pondérés moyens en Bâle 3. L'allocation de capital spécifique aux métiers d'Assurance est remplacée par le traitement en Bâle 3 des titres des compagnies d'assurances, tel que transposé dans les textes CRD4/CRR (« compromis Danois » : pondération à 370 % de la valeur consolidée des titres en actifs pondérés).

Les séries de comptes de résultat trimestriels 2012 des pôles sont présentées pro forma de cette mesure en Bâle 3.

Changements de normes

- Le taux de rémunération des fonds propres normatifs est revu à 3 % (préalablement 3,5 %) pour tenir compte de l'évolution des conditions de taux longs.
- La taxe bancaire de risque systémique et la contribution pour frais de contrôle de l'ACP (Autorité de Contrôle Prudentiel), préalablement affectées au hors pôles, sont maintenant allouées aux différents pôles.
- Dans le cadre de la poursuite du développement du modèle « Originate-to-Distribute », les résultats de l'activité GSCS (Global Structured Credit Solutions - regroupant les expertises de titrisations et de solutions de crédit au sein de la plateforme de dettes), auparavant répartis entre FIC-T et les Financements structurés, sont désormais uniquement affectés au métier FIC-T.

Pour toutes les évolutions de normes mentionnées ci-dessus, les données 2012 ont été retraitées pro forma.

Par ailleurs, les **conventions appliquées pour la détermination des résultats issus des différents pôles métiers** sont rappelées ci-après :

- les pôles métiers bénéficient de la rémunération des fonds propres normatifs qui leur sont alloués ;
- la rémunération des capitaux propres sociaux des entités qui constituent les pôles est neutralisée ;

- le coût de portage des survaleurs est intégralement supporté par le hors pôles métiers ;
 - les pôles se voient allouer la majeure partie des charges de structure du groupe, la part non facturée de celles-ci représentant 3 % du total des charges du groupe.
- La GAPC est présentée comme un métier à part entière.

La valorisation du spread émetteur est enregistrée dans le hors pôles métiers.

Suite au reclassement des Titres Super Subordonnés (TSS) en instruments de capitaux propres, les charges d'intérêt sur ces instruments ne sont plus comptabilisées dans le compte de résultat depuis le 1^{er} janvier 2010.

Enfin, les **ROE et ROTE de Natixis** sont calculés de la façon suivante :

- Pour le calcul du ROE de Natixis, le résultat pris en compte est le résultat net part du groupe duquel sont déduits les coupons des Titres Super Subordonnés (TSS) nets d'impôt tels qu'enregistrés en capitaux propres. Les capitaux propres retenus sont les capitaux propres part du groupe moyens annuels en IFRS, après distribution de dividendes, en neutralisant les gains ou pertes latents ou différés enregistrés en capitaux propres et en excluant les TSS.
- Le ROTE de Natixis est calculé en considérant au dénominateur l'actif net comptable moyen, après distribution de dividende dont sont exclus les dettes hybrides moyennes, les immobilisations incorporelles moyennes et les écarts d'acquisition moyens ainsi que ceux constatés dans les sociétés mises en équivalence. Le numérateur est constitué du résultat net part du groupe duquel sont déduits les coupons sur les TSS nets d'impôt.

5.1.2 Faits marquants de la période

Au cours du 1^{er} semestre 2013, Natixis a évolué dans un environnement économique toujours difficile en Europe accompagné d'un fléchissement dans les pays émergents, les États-Unis, pour leur part, ayant une croissance toujours fragile. La période a encore été marquée par un environnement de taux bas mais avec une forte sensibilité à la situation des pays du Sud de l'Europe (crise chypriote) ou aux annonces des banques centrales, notamment à compter de mi-mai 2013. Une nouvelle fois, les déclarations de la BCE début juillet ont ramené une stabilité sur les marchés.

Dans ce contexte, Natixis a maintenu le développement commercial de ses principaux métiers, tournés tant vers les réseaux de BPCE que vers sa clientèle propre, et a conforté ses positions dans les métiers cœurs.

Ainsi, au sein du pôle de la Banque de Grande Clientèle, dans le domaine des émissions de dettes, Natixis a maintenu ses positions et, est 8^e dans le classement « All bonds in Euro » Dealogic et 1^{ère} pour les émissions Corporate en France.

Au sein du pôle Épargne, le métier de Gestion d'Actifs s'est classé au 15^{ème} rang des plus importantes sociétés de gestion mondiales, et a remporté de nombreuses distinctions pour ses fonds tant en Europe qu'en Amérique du Nord.

Les métiers du pôle de Services Financiers Spécialisés ont poursuivi leur développement en synergie avec les réseaux de BPCE. Concernant les activités de Financements spécialisés, le métier de Crédit consommation, dans le cadre des accords « United », a mis en œuvre le 1^{er} janvier 2013 une alliance industrielle en créant une JV d'édition logicielle en charge de la modernisation et de la maintenance d'une plateforme commune de back-office de crédit consommation. Cette société est détenue à parité avec BNPP Personal Finance.

Ce développement s'est accompagné d'une gestion financière stricte :

- Les besoins de liquidité sont restés contenus au cours du premier semestre 2013, et s'inscrivent en baisse sensible sur un an (- 14 % vs. 1^{er} semestre 2012).
- La consommation de RWA Bâle 3 (hors GAPC) est en baisse de 4,7 milliards d'euros (- 4 %) par rapport au 30 juin 2012. On notera une baisse pour la BGC de 10 % sur un an, illustrant l'efficacité de la distribution dans le cadre du modèle « Originate-To-Distribute ».
- Le ratio Core Tier 1 de Natixis pro forma de l'Opération de cession des CCI s'élève à 9,7 % en progression de 0,2 pt sur le premier semestre.
- Enfin, Natixis a versé un dividende de dix centimes d'euros par action au titre de l'exercice 2012. Pour mémoire, Natixis versera un dividende exceptionnel de 0,65 euro lié à l'Opération de cession des CCI au troisième trimestre 2013.

Notations long terme (situation au 9 Août 2013)

Standard & Poors's : A (perspective négative)

Moody's : A2 (perspective stable)

Fitch Ratings : A (perspective stable)

5.1.3 Résultats consolidés

Natixis				
<i>(en millions d'euros)</i>	6M 2013	6M 2012	Variation 2013 / 2012 (***)	
Produit net bancaire (*)	3 583	3 463	+ 3,5 %	+ 3,8 %
dont Métiers (**)	3 625	3 532	+ 2,6 %	+ 3,0 %
Charges	-2 510	-2 436	+ 3,1 %	+ 3,5 %
Résultat brut d'exploitation (*)	1 073	1 027	+ 4,5 %	+ 4,7 %
Coût du risque	-192	-170	+ 13,3 %	+ 13,3 %
Résultat d'exploitation (*)	881	857	+ 2,7 %	+ 2,9 %
Mises en équivalence	10	9	+ 10,7 %	+ 10,7 %
Gains ou pertes sur autres actifs	2	2	- 34,1 %	- 34,1 %
Variation valeur écarts d'acquisition	0	-5	n/a	n/a
Résultat avant impôt (*)	893	865	+ 3,2 %	+ 3,5 %
Impôt	-317	-276	+ 14,7 %	+ 14,7 %
Intérêts minoritaires	5	-21	n/a	n/a
Résultat net part du groupe courant (*)	581	568	+ 2,3 %	+ 2,7 %
Résultat net GAPC	0	-71	- 99,3 %	- 99,3 %
Résultat net part du groupe courant yc GAPC	581	497	+ 16,8 %	+ 17,3 %
<i>Coefficient d'exploitation (*)</i>	<i>70,1 %</i>	<i>70,3 %</i>		
<i>Capitaux propres moyens</i>	<i>18 170</i>	<i>18 769</i>		
<i>ROE après impôt pro forma</i>	<i>6,9 %</i>	<i>5,6 %</i>		
<i>ROTE après impôt pro forma</i>	<i>8,9 %</i>	<i>7,8 %</i>		

(*) Hors GAPC et pro forma de l'Opération de cession des CCI

(**) Métiers cœurs et participations financières

(***) À change constant

Analyse de l'évolution des principales composantes du compte de résultat consolidé

Les actifs gérés en extinction (GAPC) sont positionnés en dessous du résultat net part du groupe courant. Cette présentation permet une meilleure comparabilité des exercices et une meilleure lecture des performances des métiers.

PRODUIT NET BANCAIRE

Le **Produit Net Bancaire (PNB)** de Natixis s'élève à 3 583 millions d'euros au 30 juin 2013, en hausse de 3,5 % par rapport au 30 juin 2012. La réévaluation de la dette propre senior ⁽¹⁾ compte pour - 37 millions d'euros dans le PNB du semestre.

Le **PNB des métiers** ⁽²⁾ est en hausse de 2,6 % à 3 625 millions d'euros sur le semestre en dépit d'un contexte de marché plus difficile en fin de semestre. Les trois métiers cœurs affichent des revenus en hausse, avec une progression de + 1 % pour la BGC, + 6 % pour le pôle Épargne et + 7 % pour le pôle SFS. Le PNB des Participations financières est en baisse de 5 %, principalement sous l'effet de la diminution du PNB de Corporate Data Solutions.

⁽¹⁾ L'impact en PNB de la réévaluation de la dette propre senior est de - 37 millions d'euros au 30 juin 2013 contre - 59 millions d'euros au 30 juin 2012.

⁽²⁾ Métiers cœurs et participations financières.

Par ailleurs, les synergies de revenus réalisées avec les réseaux de BPCE sont en ligne avec le plan stratégique.

CHARGES ET EFFECTIFS

Les charges courantes (hors GAPC) à 2 510 millions d'euros sont en hausse de 3 % par rapport au premier semestre 2012 (+ 2,5 % hors impact « United » sur le Crédit consommation). Cette progression contenue bénéficie des économies liées au Programme d'Efficacité Opérationnelle. La hausse des coûts se concentre sur le pôle Épargne qui poursuit son développement (effectifs en hausse de 4 %), alors que les charges de la BGC sont en baisse de 2 % et celles du pôle SFS en hausse limitée de 2 % (hors impact « United ») principalement sur les Financements spécialisés.

Les charges du premier semestre 2013 sont impactées par une hausse significative des taxes (doublement de la taxe systémique bancaire, élargissement de l'assiette de la taxe sur les salaires, relèvement du taux du forfait social, ...). Les économies liées au Programme d'Efficacité Opérationnelle s'élèvent à 62 millions d'euros sur le premier semestre 2013, soit 159 millions d'euros en cumulé par rapport au niveau des charges de 2011.

Les **effectifs** fin de période s'établissent à 19 985 ETP, en baisse de 1 % sur un an, la baisse des effectifs de la BGC et des Participations financières faisant plus que compenser la hausse sur l'Épargne.

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION

Le **résultat brut d'exploitation courant** est de 1 073 millions d'euros au premier semestre 2013, en hausse de 4,5 % par rapport au premier semestre 2012.

RÉSULTAT AVANT IMPÔT

Le **coût du risque** s'élève à 192 millions d'euros au premier semestre 2013 (hors GAPC) et est en augmentation par rapport à celui du premier semestre 2012, en application d'une politique de provisionnement adaptée à un environnement économique difficile.

Le **résultat courant avant impôt** s'établit ainsi à 893 millions d'euros au premier semestre 2013 contre 865 millions d'euros au premier semestre 2012.

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE COURANT

La charge d'**impôt** courante s'élève à 317 millions d'euros au 30 juin 2013. Le taux effectif d'impôt s'établit à 36 %.

Après prise en compte des **intérêts minoritaires** à hauteur de + 5 millions d'euros, le **résultat net part du groupe courant** (hors GAPC et pro forma de l'Opération de cession des CCI) s'élève à 581 millions d'euros.

Le poids de la **GAPC** au premier semestre 2013 est nul, les cessions réalisées l'ayant été dans des conditions ne pesant pas matériellement sur les comptes.

Le **résultat net part du groupe courant y compris GAPC** (pro forma de l'Opération de cession des CCI) s'établit à 581 millions d'euros au premier semestre 2013 contre 497 millions d'euros au premier semestre 2012.

En vision pro forma de l'Opération de cession des CCI, le **ROE consolidé de gestion** après impôt s'établit à 6,9 % sur le semestre.

Annexe

Tableau de passage des résultats de gestion aux résultats consolidés (données 2012 hors impact du retraitement au titre de la norme IAS 19 révisée)

Natixis (30 juin 2013)

(en millions d'euros)	6M 2013 gestion	GAPC	P3CI	CCI	6M 2013 publié
Produit net bancaire	3 583	- 8	- 146	0	3 430
Charges	- 2 510	- 47	0	0	- 2 557
Résultat brut d'exploitation	1 073	- 55	- 146	0	873
Coût du risque	- 192	54	0	0	- 139
Résultat d'exploitation	881	- 1	- 146	0	734
Mises en équivalence	10	0	0	0	10
Gains ou pertes sur autres actifs	2	0	0	0	2
Variation valeur écarts d'acquisition	0	0	0	0	0
Résultat avant impôt	893	- 1	- 146	0	746
Impôt	- 317	0	53	0	- 264
Intérêts minoritaires	5	0	0	0	5
Résultat net part du groupe (courant)	581	- 0	- 93	0	487
Résultat net GAPC	- 0	-	-	-	-
Résultat imputable au P3CI	- 93	-	-	-	-
Résultat des CCI	0	-	-	-	-
Résultat net part du groupe	487				487
<i>Coefficient d'exploitation</i>	<i>70,1 %</i>				<i>74,6 %</i>

Natixis (30 juin 2012)

(en millions d'euros)	6M 2012 gestion	GAPC	P3CI	CCI	6M 2012 publié
Produit net bancaire	3 463	22	- 241	0	3 244
Charges	- 2 436	- 71	0	0	- 2 507
Résultat brut d'exploitation	1 027	- 49	- 241	0	737
Coût du risque	- 170	- 62	0	0	- 232
Résultat d'exploitation	857	- 111	- 241	0	506
Mises en équivalence	9	0	0	291	301
Gains ou pertes sur autres actifs	2	0	0	0	2
Variation valeur écarts d'acquisition	- 5	0	0	0	- 5
Résultat avant impôt	865	- 111	- 241	291	804
Impôt	- 276	40	87	- 56	- 205
Intérêts minoritaires	- 21	0	0	0	- 21
Résultat net part du groupe (courant)	568	- 71	- 154	236	579
Résultat net GAPC	- 71	-	-	-	-
Résultat imputable au P3CI	- 154	-	-	-	-
Résultat des CCI	236	-	-	-	-
Résultat net part du groupe	579				579
<i>Coefficient d'exploitation</i>	<i>70,3 %</i>				<i>77,3 %</i>

5.1.4 Analyse des Métiers de Natixis

5.1.4.1 Pôle Banque de Grande Clientèle

<i>(en millions d'euros)</i>	6M 2013	6M 2012	Variation 2013 / 2012 (*)	
Produit net bancaire	1 477	1 464	+ 0,8 %	+ 1,2 %
<i>Banque commerciale</i>	192	188	+ 1,9 %	+ 2,2 %
<i>Financements structurés</i>	508	486	+ 4,5 %	+ 5,2 %
<i>Activités de marchés</i>	807	848	- 4,8 %	- 4,6 %
<i>CPM et divers</i>	-31	-58	- 46,9 %	- 46,8 %
Charges	-845	-864	- 2,1 %	- 1,6 %
Résultat brut d'exploitation	631	600	+ 5,1 %	+ 5,1 %
Coût du risque	-154	-101	+ 53,0 %	+ 53,0 %
Résultat avant impôt	477	500	- 4,5 %	- 4,5 %
<i>Coefficient d'exploitation</i>	57,3 %	59,0 %		
<i>Fonds propres alloués</i>	6 901	7 762		
<i>ROE après impôt</i>	8,9 %	8,2 %		

(*) À change constant

Les réalisations du pôle de Banque de Grande Clientèle (BGC) ont été significatives au cours du premier semestre 2013. On notera :

- la mise en œuvre du modèle « Originate-to-Distribute » centré sur une capacité croissante d'origination pour mieux servir les intérêts des clients, la gestion active du portefeuille de crédits en termes de liquidité et de capital et le développement de la capacité de distribution ;
- ceci est illustré à travers la signature par CNP Assurances et Natixis d'un protocole d'accord en vue d'investir conjointement, via un partenariat, dans des prêts d'infrastructures. A travers ce partenariat, CNP Assurances vise à se constituer un portefeuille de financements d'infrastructures d'un montant pouvant atteindre 2 milliards d'euros en trois ans ;
- Natixis est intervenue en qualité de teneur de livre dans le placement de l'émission obligataire inaugurale de RZD (Russian Railways) en euros. Cette émission a été souscrite à hauteur de 1 milliard d'euros ;
- Equity Markets a été nommé 5^e meilleur broker en France dans le classement Thomson Extel Survey 2013 ;
- Dans le domaine des émissions de dettes, Natixis a maintenu ses positions, et est 8^e dans le classement All bonds in Euro Dealogic et 1^{er} pour les émissions Corporate en France.

Y compris les impacts liés aux effets de CRD IV, les fonds propres alloués à la Banque de Grande Clientèle s'élevaient à 6,9 milliards d'euros au premier semestre 2013. La diminution de 0,9 milliard d'euros constatée par rapport au premier semestre 2012 résulte des actions de réduction de la taille du bilan et de maîtrise des risques pondérés initiées depuis la fin de l'année 2011.

Au premier semestre 2013, le **Produit Net Bancaire** de la Banque de Grande Clientèle s'élève à 1 477 millions d'euros en progression de 1 % par rapport au premier semestre 2012. Après retraitement de la contribution des activités arrêtées car ne correspondant pas au modèle de Banque de Grande Clientèle tel qu'adopté au 3^e trimestre 2012 par Natixis (101 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 et - 14 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013) et des principaux éléments non récurrents (72 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013), le Produit Net Bancaire affiche une progression de près de 4 %.

Les revenus des **activités de marchés** sont en baisse de 4 % par rapport au premier semestre 2012, à change constant, impactés par un contexte difficile sur les marchés, notamment au deuxième trimestre 2013. Le 1^{er} semestre 2012 constitue une base de référence élevée en raison des opérations de LTRO de la BCE.

A 590 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, les revenus des **activités de Taux, Change, Crédit, Matières premières et Trésorerie** affichent une bonne résistance, en repli de 4 % par rapport au premier semestre 2012, en cela compris un effet non récurrent positif de 72 millions d'euros (CVA/DVA et couverture bi-courbe) et une variation à la baisse de 77 millions d'euros suite à l'arrêt de certaines activités :

- les **activités de la Plateforme de dettes** sont stables par rapport à 2012. Le repli de la contribution issue des activités primaires est compensé par le développement de la syndication de crédits ;
- les résultats des **activités de Taux et Dérivés** sont en diminution de 29 %. Les revenus du 1^{er} semestre 2012 avaient été portés par des volumes importants issus des opérations de LTRO de la BCE quand, en 2013, les mouvements de marché de juin ont eu un impact défavorable ;
- à 53 millions d'euros de Produit Net Bancaire, les **activités de Change** sont stables en comparaison du 1^{er} semestre 2012 ;
- l'amélioration des conditions de refinancement et la gestion plus efficace du gap court terme se traduisent par un Produit Net Bancaire en hausse de 81 millions d'euros sur les **activités de Trésorerie** court terme.

Les **activités Actions** affichent des revenus en baisse de 5 % sur un an. Après retraitement de la contribution 2012 des activités d'Alternative Assets, désormais arrêtées, le Produit Net Bancaire ressort en hausse de 3 %, porté par le développement des activités en Asie et aux USA et la performance de l'Equity Finance.

Les activités de **Financements structurés** affichent des revenus en progression de 5 %, à change constant, par rapport au 1^{er} semestre 2012. Malgré un contexte économique européen peu favorable, cette performance résulte d'une production nouvelle dynamique, à plus de 8 milliards d'euros (y compris opérations de restructuration) et d'un bon niveau de commissions de service. Les activités Global Energy & Commodities, Acquisition Finance et Real Estate US ont vu leur Produit Net Bancaire croître de plus de 10 %.

Les revenus de la **Banque commerciale** progressent de 2 % à change constant. Malgré des encours bilan des activités de financements classiques en diminution de 22 % par rapport à fin juin 2012, le PNB est soutenu par un meilleur niveau de marge et la résistance des activités de Trade Finance.

Au premier semestre 2013, les **charges** de la Banque de Grande Clientèle s'élèvent à 845 millions d'euros, en diminution de 2 % par rapport au premier semestre 2012. Cette baisse est le résultat d'une politique de strict contrôle des coûts : les effectifs moyens sont en diminution de 5 %, les frais informatiques baissent de 9 % et les charges liées aux locaux sont en repli de 19 %.

Il résulte de cette variation différente des produits et des charges, un effet favorable sur le **résultat brut d'exploitation** qui s'élève à 631 millions d'euros, en progression de 5 % par rapport au premier semestre 2012. Le coefficient d'exploitation ressort à 57,3 % au premier semestre 2013, en amélioration de 1,7 point par rapport au premier semestre 2012.

Le **coût du risque** est en augmentation de 53 millions d'euros par rapport au premier semestre 2012, sous l'effet de la dégradation de l'environnement économique.

Y compris la charge en capital liée à l'application de la CRD IV, le **ROE après impôt** s'élève à 8,9 % au 1^{er} semestre 2013.

5.1.4.2 Pôle Épargne

(en millions d'euros)	6M 2013	6M 2012	Variation 2013 / 2012 (*)	
Produit net bancaire	1 070	1 005	+ 6,5 %	+ 7,2 %
<i>Gestion d'actifs</i>	873	820	+ 6,5 %	+ 7,4 %
<i>Assurances</i>	118	87	+ 35,5 %	+ 35,5 %
<i>Banque privée</i>	57	54	+ 5,9 %	+ 5,9 %
<i>Capital-investissement</i>	22	44	- 50,5 %	- 50,5 %
Charges	-803	-743	+ 8,0 %	+ 8,7 %
Résultat brut d'exploitation	267	261	+ 2,3 %	+ 3,0 %
<i>Gestion d'actifs</i>	211	211	- 0,2 %	+ 0,7 %
<i>Assurances</i>	51	21	n/a	n/a
<i>Banque privée</i>	-2	0	n/a	n/a
<i>Capital-investissement</i>	7	29	- 75,8 %	- 75,8 %
Coût du risque	0	-3	- 86,3 %	- 86,3 %
Résultat avant impôt	266	264	+ 1,0 %	+ 1,7 %
<i>Coefficient d'exploitation</i>	75,0 %	74,0 %		
<i>Fonds propres alloués</i>	1 101	1 099		
<i>ROE après impôt</i>	35,5 %	34,6 %		

(*) à change constant

Les **revenus** du pôle **Épargne** progressent de 6,5 % sur le semestre à 1 070 millions d'euros (+ 7,2 % à change constant).

Les **charges** progressent de 8,0 % (+ 8,7 % à change constant). La hausse tient à l'augmentation des frais de personnel de la Gestion d'actifs.

Le **résultat brut d'exploitation** progresse de 2,3 % (+ 3,0 % à change constant) à 267 millions d'euros.

Le ROE du pôle s'élève à 35,5 %, en hausse de 0,9 pt par rapport au 1^{er} semestre 2012.

A GESTION D'ACTIFS

Au cours du semestre écoulé, le développement de Natixis Global Asset Management (NGAM) a été marqué par :

- le lancement fin mars 2013 du fonds Aurora Horizons (AHFAX), fonds multi-stratégies avec une allocation dynamique entre plusieurs gestionnaires de hedge funds ;
- des opérations de réorganisations menées chez Hansberger et chez Aurora.

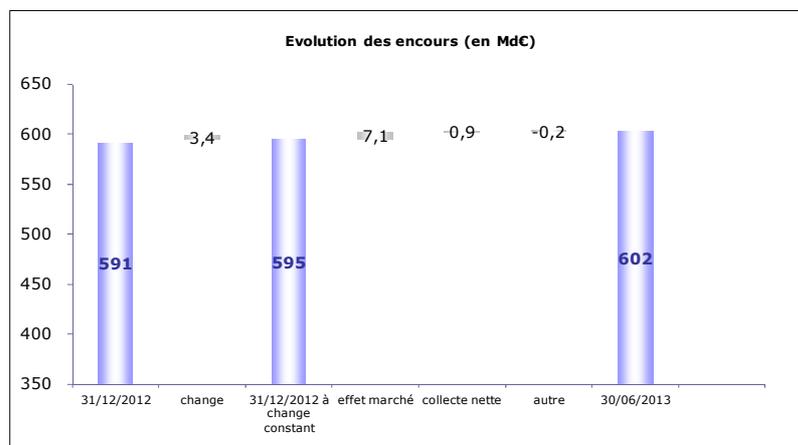
NGAM a par ailleurs été l'objet de multiples distinctions au cours du semestre. Au classement Cerulli Associates, au 31 décembre 2012, le groupe Natixis Global Asset Management se classe au 15^e rang des plus importantes sociétés de gestion mondiales.

Aux États-Unis, lors de la remise des Prix Lipper Fund pour 2013, deux fonds de Loomis Sayles & Co ont été distingués, Limited Term Government and Agency et Loomis Sayles High Income Fund, de même que le fonds Oakmark Global Fund géré par Harris. NGAM Advisor a également été récompensé pour le fonds Natixis Diversified Income Fund.

En Europe, Natixis Asset Management a reçu plusieurs distinctions au Lipper Fund Awards pour le fonds Natixis Souverains Euro et s'est vu décerner de nombreux trophées des meilleurs SICAV et Fonds 2013 remis par Le Revenu dont le Trophée d'or « Meilleure gamme actions euro » (catégorie compagnies d'assurance pour CNP). À l'occasion des "Actifs du Patrimoine 2013" décernés par L'AGEFI Actifs, Natixis Asset Management a également reçu deux Actifs d'or de la Distribution, récompensant les fonds les plus distribués dans leurs catégories en France, pour Natixis Crédit Euro 1-3 et pour Natixis Actions US Value. L'équipe de Mirova, spécialisée sur les infrastructures, a été récompensée pour sa participation au projet de futur contournement ferroviaire de Nîmes – Montpellier, projet qui a obtenu le "European High Speed Rail Deal of the Year 2012" lors de la cérémonie des Project Finance Awards. Enfin, VEGA Investment Managers a été élue meilleure société de gestion française dans sa catégorie, au European Funds Trophy.

Les **encours sous gestion** à fin juin 2013 s'élèvent à 602,5 milliards d'euros en croissance de 8 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2012 à change constant, soutenus par un effet marché de 7,1 milliards d'euros, majoritairement aux États-Unis.

ÉVOLUTION DES ENCOURS SOUS GESTION SUR 6 MOIS (EN MILLIARDS D'EUROS)



La collecte nette qui s'élève à 0,9 milliard d'euros reflète des évolutions contrastées selon les zones :

- l'Europe affiche une décollecte de 6,4 milliards d'euros dont 6,8 milliards d'euros sur les produits monétaires ;
- les États-Unis enregistrent une collecte de 6,1 milliards d'euros essentiellement soutenue par Harris Associates sur les produits actions et Loomis sur les produits obligations ;
- l'Asie affiche une collecte de 1,2 milliard d'euros réalisée chez IDFC.

Hors produits monétaires, la collecte s'élève à 6,8 milliards d'euros sur le premier semestre 2013.

Les encours moyens à 589,7 milliards d'euros au premier semestre sont en progression de 7,8 % par rapport au premier semestre 2012 (en euros constants).

Le taux de rémunération moyen des encours à 24,8 bp est relativement stable sur un an (24,4 bp au premier semestre 2012).

Le mix produits à fin juin confirme la prépondérance dans les encours des produits assurance à 28,1 % ainsi que des produits obligataires à 27,9 %.

Au 30 juin, le Produit Net Bancaire à 873 millions d'euros est en progression de 6 % par rapport à la période de référence 2012 (soit + 7 % à change constant) soutenu notamment par les commissions sur encours aux États-Unis et des commissions de surperformance en Europe.

B ASSURANCES

Le premier semestre se traduit par une normalisation de l'activité et un fort rebond de la collecte brute "Assurance Vie" dans un contexte financier plus favorable, où l'assurance vie offre des rendements toujours supérieurs aux autres supports d'épargne à court et moyen terme.

Le programme Ambition Banquier Assureur (« A.B.A. ») se poursuit au sein des réseaux bancaires et se traduit par une croissance de près de 10 % des nouveaux contrats « Prévoyance » et « I.a.r.d. », dont le nombre s'élève à près de 142 000 sur le 1^{er} semestre, en particulier grâce à la bonne performance des gammes « Auto » et « M.R.H. ».

Une offre autonome de Protection Juridique a été lancée au mois de mars 2013 qui se traduit par la souscription de plus de 21 600 contrats à fin juin.

La perspective d'entrée en vigueur de "Solvabilité 2" et un contexte financier de taux d'intérêt historiquement bas, conduisent à poursuivre l'ajustement progressif de l'allocation d'actifs :

- diversification accrue de la poche « Actions », initialement centrée sur la zone « Euro » vers l'ensemble des zones géographiques ;
- diversification mesurée de la poche « Taux » en faveur des obligations convertibles, des obligations à haut rendement et des émissions d'entreprises de pays émergents ;
- financement de l'économie par la souscription d'emprunts privés à moyen terme, émis par des entreprises françaises.

La volonté de recentrer les ressources du métier sur le développement des gammes de contrats distribuées par les réseaux bancaires du Groupe BPCE a conduit à mettre en sommeil l'activité « Partenariats & Banques Privées », déployée depuis 3 ans par Natixis

Assurances Partenaires sur le segment concurrentiel et affecté par des marges réduites de l'Assurance Vie dédiée à la gestion de fortune.

Les contrats proposés par Natixis Assurances prouvent une fois encore leur solidité et leur attrait : Solévia a reçu en 2013 le label d'Excellence des « Dossiers de l'Épargne » qui récompense son accessibilité, la variété de ses fonds et son choix dans les modes de gestion.

Par rapport au 1^{er} semestre 2012, **les indicateurs d'activité** marquent une nette amélioration. La collecte nette d'assurance vie redevient positive pour atteindre à la fin du 1^{er} semestre 488 millions d'euros au regard d'un 1^{er} semestre 2012 qui affichait une décollecte de - 442 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires de l'activité Épargne est en redressement de 52 % par rapport au premier semestre 2012, en hausse tant sur les contrats en euros que sur ceux en UC.

L'activité de Prévoyance confirme son dynamisme. Le chiffre d'affaires présente une hausse de 7 % par rapport au premier semestre 2012.

- L'assurance des emprunteurs (ADE) affiche une activité toujours soutenue. Elle profite de la dynamique des réseaux dans la distribution de crédits classiques (immobilier et prêt personnel) et des partenariats mis en œuvre avec le Crédit Consommation. Le chiffre d'affaires progresse de 21 % avec le réseau des Banques Populaires et de 4 % avec celui des Caisses d'Épargne par rapport au premier semestre 2012.
- La prévoyance individuelle est en légère progression avec un chiffre d'affaires en hausse de 1,0 %.

Le PNB du métier Assurance est en hausse de 36 % par rapport au premier semestre 2012 avec une progression tant sur l'Assurance vie que sur la Prévoyance.

C BANQUE PRIVÉE

La Banque Privée enregistre **une collecte nette** de + 447 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2013, en forte progression par rapport au premier semestre 2012 (- 167 millions d'euros de décollecte nette). La collecte demeure essentiellement soutenue par la clientèle directe, tant en France qu'au Luxembourg et par les réseaux BPCE.

Les encours sous gestion s'établissent à 21,4 milliards d'euros au **premier semestre 2013**, en hausse de 3 % depuis le début de l'année.

Le PNB de la Banque Privée à 57,3 millions d'euros est en hausse de 6 % par rapport au premier semestre 2012.

D NATIXIS CAPITAL INVESTISSEMENT (NCI)

Au cours du semestre, suite à une évolution de la gouvernance de BP Développement, le métier a déconsolidé cette entité au 30 juin 2013 (prise en compte rétroactivement au 1^{er} janvier 2013 dans les résultats de gestion de NCI).

Le métier a acquis la société de gestion Euro-Private Equity, société suisse spécialisée dans le conseil en investissement en fonds de Private Equity européens. Cette acquisition majeure conforte la position du métier dans ce secteur d'activité et auprès de sa clientèle institutionnelle.

Les **capitaux gérés** s'élèvent à 5 172 millions d'euros à fin juin 2013 en progression de 41 % par rapport au 31 décembre 2012 et de 51 % par rapport au 30 juin 2012, du fait de l'acquisition sur le second trimestre de la société de gestion Euro Private Equity.

Sur l'ensemble des capitaux gérés, les fonds de fonds en représentent 62 %, le capital développement en représente 30 % et le capital risque près de 9 %.

Le **Produit Net Bancaire du semestre** s'élève à 21,6 millions d'euros, en baisse de 51 % par rapport au premier semestre 2012, baisse qui serait ramenée à 18 % en vision pro forma de la déconsolidation de BP Développement, en raison de variations de valeurs de portefeuilles moins favorables qu'au premier semestre 2012.

5.1.4.3 Pôle Services Financiers Spécialisés

Les métiers du pôle de Services Financiers Spécialisés ont poursuivi leur développement en synergie avec les réseaux de BPCE. Concernant les activités de Financements spécialisés, le métier de Crédit consommation, dans le cadre des accords « United », a mis en œuvre le 1^{er} janvier 2013 une alliance industrielle en créant une JV d'édition logicielle en charge de la modernisation et de la maintenance d'une plateforme commune de back-office de crédit consommation. Cette société est détenue à parité avec BNPP Personal Finance.

Concernant les métiers de Services financiers, le semestre a été marqué d'une part par la poursuite du développement des activités d'émission de titres spéciaux de paiements, la part de marché des Chèque de Table® atteignant désormais 14,3 % vs. 13,3 % à fin juin 2012, et d'autre part par la diffusion de produits nouveaux tels que la carte de paiement prépayée avec un nombre de cartes émises atteignant 240 000 unités fin juin 2013.

(en millions d'euros)	6M 2013	6M 2012	Variation
Produit net bancaire	639	599	+ 6,6 %
Financements spécialisés	356	311	+ 14,5 %
Affacturage	71	66	+ 7,3 %
Cautions et garanties financières	60	56	+ 6,4 %
Crédit-bail	94	93	+ 0,8 %
Crédit consommation	122	88	+ 37,8 %
Financement du cinéma	10	7	+ 32,5 %
Services financiers	283	288	- 1,8 %
Ingénierie sociale	62	60	+ 4,1 %
Paiements	150	148	+ 1,4 %
Titres	70	80	- 12,0 %
Charges	- 411	- 389	+ 5,6 %
Résultat brut d'exploitation	228	210	+ 8,5 %
Coût du risque	- 38	- 39	- 2,5 %
Résultat avant impôt	190	171	+ 11,0 %
Financements spécialisés	129	110	+ 17,6 %
Services financiers	61	62	- 0,7 %
<i>Coefficient d'exploitation</i>	64,3 %	64,9 %	
<i>Fonds propres alloués</i>	1 440	1 373	
<i>ROE après impôt</i>	17,7 %	16,5 %	

L'activité commerciale des **Financements spécialisés** est restée très soutenue et la croissance des résultats commerciaux est notable par rapport au premier semestre 2012. Cette croissance est liée tant à l'activité réalisée avec les réseaux de BPCE qu'à celle conduite avec la clientèle propre.

Concernant l'**Affacturation**, le chiffre d'affaires affacturé a crû de 3 % par rapport à mi-2012 notamment grâce au développement au sein du réseau des Caisses d'Épargne et auprès des clients entreprises de Natixis. Natixis Factor demeure le 4^{ème} acteur sur ce marché en France.

Cautions et garanties a enregistré un niveau de primes émises en progression de 24 % par rapport à mi-2012 notamment grâce aux cautions de prêts aux particuliers en raison du dynamisme des réseaux sur les prêts immobiliers dans un contexte de taux historiquement bas.

Le **Crédit consommation** a poursuivi le développement de son activité de crédit renouvelable au sein des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne à un rythme très supérieur au marché (1,7 milliard d'euros d'encours au 30 juin 2013 soit une progression de 6 % sur un an). Les encours de prêts personnels s'élevèrent à 12,8 milliards d'euros à mi-2013, en hausse de 16 % sur un an, bénéficiant du développement des Banques Populaires sur cette offre.

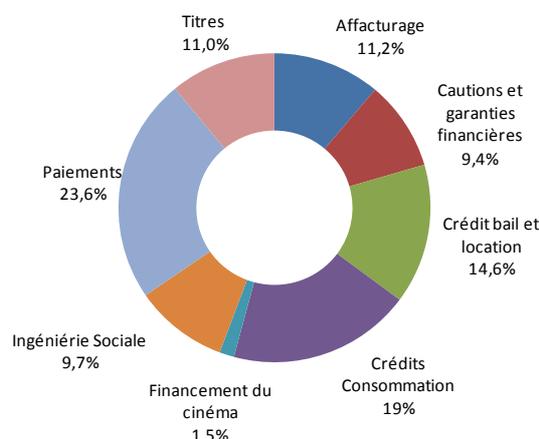
La production nouvelle des activités de **Crédit-Bail** a, quant à elle, reculé de 10 % par rapport au 1^{er} semestre 2012, les opérations au service des clients des réseaux ayant été privilégiées (stabilité de la production nouvelle hors activité directe) ; les encours sont restés stables à 11,7 milliards d'euros. En conséquence, le PNB des activités de Financement spécialisés bénéficie de cette bonne dynamique commerciale et s'élève à 356 millions d'euros en progression de 14 % par rapport au premier semestre 2012 (7% hors « United »).

L'activité des **Services financiers** est plus contrastée.

L'**Ingénierie sociale** confirme sa première place de teneur de compte d'épargne salariale notamment grâce au développement de l'activité réalisée avec les réseaux. Par rapport à mi-2012, le nombre de compte salariés gérés reste stable à 3 millions et les encours gérés progressent de 10 % du fait d'un effet marché favorable. Les titres de services poursuivent leur développement ; les contre-valeurs émises du Chèque de Table® à 414 millions d'euros sont en progression de 11 % par rapport à mi-2012.

Pour sa part, **Titres** a lancé en avril une prestation d'assistance et de « middle-office » aux réseaux Banques Populaires et Caisses d'Épargne. L'environnement demeure défavorable à l'épargne financière et le nombre de transactions recule de 16 % par rapport à mi-2012. Dans ce contexte, le PNB des Services Financiers s'établit à 283 millions d'euros sur le semestre, en baisse de 2 % par rapport au premier semestre 2012.

RÉPARTITION DU PNB DU PREMIER SEMESTRE 2013 DES MÉTIERS DE SFS



Les **revenus** du pôle SFS, à 639 millions d’euros, progressent de 7 %, tous les métiers du pôle contribuant à la croissance sauf le métier Titres. Grâce à une bonne maîtrise de ses charges, le pôle voit sur le semestre son **résultat brut d’exploitation** croître de 8,5 % par rapport au premier semestre 2012 à 228 millions d’euros.

5.1.4.4 Pôle Participations financières

(en millions d’euros)	6M 2013	6M 2012	Variation
Produit net bancaire	440	464	- 5,3 %
Coface	361	359	+ 0,7 %
Corporate Data Solutions	49	69	- 27,9 %
NPE	- 6	9	n/a
Natixis Algérie	35	28	+ 21,7 %
Ho Chi Minh	0	0	n/s
Charges	- 372	- 374	- 0,6 %
Résultat brut d’exploitation	68	91	- 24,7 %
Coût du risque	- 1	- 8	- 90,9 %
Résultat avant impôt	72	82	- 11,8 %
<i>Coefficient d’exploitation</i>	<i>84,5 %</i>	<i>80,5 %</i>	

A COFACE

Le **Produit Net Bancaire** du premier semestre 2013 atteint 361 millions d’euros, en hausse de 0,7 % par rapport au premier semestre 2012, tiré par les activités d’assurance en progression de 3,8 % alors que le PNB de l’activité d’affacturage en Allemagne et Pologne recule de 25,3 %, conséquence de la stratégie de recentrage sur les clients cœurs. Le ratio sinistres sur primes net de réassurance reste maîtrisé à 58,3 % au premier semestre 2013 contre 56,8 % pour le premier semestre 2012, dans un environnement

économique plus dégradé. Retraité des effets de périmètre et de change, le PNB total progresse de 3,4 %.

Le résultat net progresse de 12 % grâce à la stricte maîtrise des charges et l'extériorisation de plus-values exceptionnelles du portefeuille financier. Le ROE s'élève ainsi à 16,2 % en progression de 2,5 points par rapport au premier semestre 2012.

B CORPORATE DATA SOLUTIONS

A compter de début 2013, les activités de service issues de Coface, préalablement regroupées au sein de « Coface non core », sont désormais regroupées au sein d'une entité nommée « Corporate Data Solutions », traduisant leur autonomie vis-à-vis de Coface et leur orientation de métiers de service.

Les effets périmètres impactant la comparaison des deux premiers semestres 2012 et 2013 sont nombreux. Il s'agit tout d'abord des sociétés d'affacturage à l'international en extinction tout au long de l'année 2012, qui pesaient encore au premier semestre de l'an dernier et dont l'activité est désormais abandonnée. La cession de la société hollandaise TKB est intervenue en mai 2012. Cette société impactait les comptes du premier semestre 2012 pour 3,4 millions d'euros en PNB, 2,4 millions en charges pour 71 ETP (Équivalent Temps Plein). Enfin, fin mars 2013, Coface Services Belgium a également été cédée ce qui a amputé le PNB et les charges du semestre de 0,8 million d'euros pour 41 ETP.

Le **chiffre d'affaires** des entités « Corporate Data Solutions » atteint 57 millions d'euros pour le premier semestre 2013, en retrait de 26,0 % par rapport au 1^{er} semestre 2012, conséquence de la réduction progressive des activités d'affacturage et des cessions mentionnées plus haut.

Le **Produit Net Bancaire** du premier semestre 2013 atteint 49 millions d'euros, en retrait de 27,9 % par rapport au premier semestre 2012. Retraité des effets périmètres, la baisse ressort à 9 %.

C NATIXIS PRIVATE EQUITY (NPE)

Natixis Private Equity détient majoritairement des parts de fonds et s'apparente aujourd'hui à un fonds de fonds. Les **encours en quote-part Natixis** (ou « cash at risk ») s'élèvent à 357 millions d'euros à fin juin 2013 en retrait de 24 % par rapport au 30 juin 2012 et les engagements hors bilan baissent de 31 % à 139 millions d'euros.

Le **Produit Net Bancaire** du premier semestre 2013 est négatif de 5,6 millions d'euros contre un revenu de 8,6 millions d'euros au premier semestre 2012. Ce retrait s'explique notamment par des cessions ayant entraîné des dépréciations. Les dotations nettes aux provisions du premier semestre 2013 s'élèvent à 10,9 millions, contre une reprise de 2,5 millions enregistrée sur le premier semestre 2012.

5.1.4.5 GAPC

<i>(en millions d'euros)</i>	6M 2013	6M 2012	Variation
Produit net bancaire	- 8	22	n/a
Charges	- 47	- 71	- 33,8 %
Résultat brut d'exploitation	- 55	- 49	+ 11,0 %
Coût du risque	54	- 62	n/sa
Résultat avant impôt	- 1	- 111	- 99,3 %
<i>RWA fin de période (Bâle 3)</i>	8 382	12 970	- 35,4 %
<i>Fonds propres alloués</i>	881	2 154	

Le résultat avant impôt de la GAPC s'établit à - 1 million d'euros sur le premier semestre après prise en compte de - 11 millions d'euros au titre de la garantie BPCE (respectivement -111 et -5 millions d'euros au premier semestre 2012).

Au 1^{er} semestre, la taille des portefeuilles et les risques afférents ont été réduits. Ainsi :

- la GAPC a accéléré significativement le rythme des cessions avec 3,6 milliards d'euros cédés au premier semestre 2013, permettant une réduction des encours sous garantie (pour le même montant) ainsi que des risques pondérés ;
- elle a étendu les opérations de couverture et de dé-risking sur les dérivés complexes de taux.

Les **actifs pondérés** (RWA) après garantie ont diminué de 35 % sur un an. La majeure partie de cette réduction résulte des programmes de cessions. Au 30 juin 2013, les RWA s'élèvent à 18 milliards d'euros avant garantie de BPCE, dont l'impact est de 9,6 milliards d'euros.

5.1.4.6 Hors pôles métiers

<i>(en millions d'euros)</i>	6M 2013	6M 2012	Variation
Produit net bancaire	- 42	- 69	- 39,4 %
<i>dont Spread émetteur</i>	- 37	- 59	- 38,1 %
Charges	- 79	- 66	+ 20,9 %
Résultat brut d'exploitation	- 122	- 135	- 10,1 %
Coût du risque	0	- 19	n/a
Résultat avant impôt	- 113	- 152	- 25,6 %

Le **Produit Net Bancaire** du hors pôles métiers s'établit à - 42 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2013 contre - 69 millions au 1^{er} semestre 2012. Hors impact de la réévaluation du spread émetteur comptabilisé dans ce pôle, le PNB du pôle serait de - 5 millions d'euros contre - 10 millions d'euros sur le premier semestre 2012.

Les **Charges** du hors pôle métiers correspondent aux charges non refacturées aux métiers de Natixis, et leur évolution entre les deux semestres est le fait de charges non récurrentes.

5.1.4.8 Coût du risque (hors GAPC)

Le **coût du risque courant** hors GAPC s'élève à - 192 millions d'euros au 30 juin 2013, dont -243 millions d'euros au titre des risques individuels et +51 millions d'euros au titre de la provision collective. Au 30 juin 2012, le coût du risque hors GAPC s'élevait à - 170 millions d'euros.

Coût du risque global par pôle

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	30/06/2012
Banque de Grande Clientèle	(154)	(101)
Épargne	(2)	(4)
Services Financiers Spécialisés	(38)	(39)
Participations Financières	0	(7)
Autres	2	(19)
COÛT DU RISQUE GLOBAL	(192)	(170)

Coût du risque global : détail du pôle BGC

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	30/06/2012
Banque Commerciale	(31)	(29)
Financements structurés	(138)	(32)
Marchés de capitaux	19	(37)
Divers	(4)	(3)
COÛT DU RISQUE GLOBAL DU PÔLE BGC	(154)	(101)

Coût du risque individualisé : détail par zone géographique

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	30/06/2012
Afrique et Moyen-Orient	(23)	(30)
Amérique centrale et latine	(27)	(18)
Amérique du Nord	39	(6)
Asie et Océanie	(8)	0
Europe de l'Est	1	(1)
Europe de l'Ouest	(225)	(133)
COÛT DU RISQUE INDIVIDUALISÉ TOTAL	(243)	(188)

5.1.5 Refinancement

A l'image de la fin d'année 2012, le début d'année 2013 se caractérise par une normalisation du marché monétaire en Europe. La liquidité bénéficie d'une meilleure fluidité entre les acteurs, d'une volatilité des taux plus réduite, et d'une durée des échanges en progression. Que ce soit sur le court terme ou sur le long terme, les seuils de transformation de Natixis ont été durcis en vue d'améliorer significativement ses ratios. Le rythme soutenu des levées effectuées au cours du premier semestre a permis de bénéficier de coûts de liquidité satisfaisants sur le marché.

Adossé au Groupe BPCE et membre du Pool de refinancement, Natixis dispose aujourd'hui d'une très bonne situation en liquidité pour assurer ses activités de financement.

Refinancement court terme

Le premier semestre 2013 a été marqué par les premiers remboursements des opérations de politique monétaire de la BCE (LTRO 3 ans) et une baisse sensible des excédents de liquidité en Euro.

Ces remboursements, effectués principalement par les banques des pays « core », montrent néanmoins que la situation reste très hétérogène dans la zone.

La BCE a donc baissé, au mois de mai, son principal taux directeur de 0,25% (de 0,75% à 0,50%) tout en conservant son taux de reprise de liquidité à 0%.

Durant le semestre, la recherche de rendement des investisseurs français permet à Natixis de poursuivre l'allongement de son passif.

Malgré certaines tensions sur les dettes périphériques en Europe, Natixis enregistre aussi une amélioration sensible de son refinancement aux États-Unis, grâce à une politique monétaire accommodante de la Fed. Les investisseurs institutionnels américains recommencent à placer leur liquidité auprès des banques françaises, permettant un refinancement direct des actifs en US Dollar.

Par ailleurs, Natixis poursuit ses efforts de diversification par la création de nouveaux produits de tenue de compte à l'attention de sa clientèle entreprise.

ENCOURS DES DIFFÉRENTS PROGRAMMES D'ÉMISSIONS DE DETTE COURT TERME DE NATIXIS

<i>(montants en millions d'euros ou contrevalet euros)</i>	Certificats de dépôt	Commercial Paper
Montant du programme	45 000*	23 468
Encours 30/06/2013	36 947**	12 078

* Programme de CDN français

** y compris l'encours d'USCD's

Refinancement moyen et long terme

L'annonce du plan OMT (Outright Monetary Transactions) par la BCE à l'été 2012 a permis un resserrement des spreads de crédit bancaires au second semestre 2012 et au premier trimestre 2013. Au début du deuxième trimestre de cette année, l'échec des élections législatives en Italie puis la gestion de la crise chypriote qui s'est soldée par la liquidation de la 2ème banque du pays sont à l'origine de la volatilité sur les spreads de crédit. A partir du mois de mai, l'annonce par le président de la Fed d'un possible ralentissement des rachats d'actifs dans le cadre du plan QE3 est à l'origine de la remontée des taux sur les dettes obligataires en zone euro.

Dans ce contexte de marché, Natixis a levé au titre de son programme de refinancement à moyen et long terme 12,2 milliards d'euros. Seul émetteur long terme du Groupe sur le

compartiment des émissions publiques, BPCE a financé Natixis à hauteur de 7,7 milliards en contre-valeur euro.

ÉMISSION ET ENCOURS DES DIFFÉRENTS PROGRAMMES D'ÉMISSIONS DE DETTE MOYEN LONG TERME DE NATIXIS

<i>(montants en millions d'euros ou contre-valeur euros)</i>	EMTN	BMTN Pfandbrief	Natixis	USMTN	Émissions obligataires
Émissions YtoD 2013	1637	60	149	37	273
Encours 30 juin 2013	13 343	1 146	149	53	11 357

5.2 Éléments financiers (comptes semestriels consolidés et notes annexes)**COMPTES CONSOLIDES ET ANNEXES****BILAN CONSOLIDE****COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE****ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISEES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES****TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (du 30 juin 2012 au 30 juin 2013)****TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE****SOMMAIRE DES NOTES ANNEXES**

NOTE 1	PRINCIPES COMPTABLES
NOTE 2	PERIMETRE DE CONSOLIDATION
NOTE 3	NOTES RELATIVES AU BILAN
NOTE 4	NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT
NOTE 5	NOTES RELATIVES A L'ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISEES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES
NOTE 6	INFORMATION SECTORIELLE
NOTE 7	GESTION DES RISQUES
NOTE 8	AUTRES INFORMATIONS
NOTE 9	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

BILAN CONSOLIDE ACTIF

En millions d'Euros	Notes	30/06/2013	31/12/2012(*)
Caisse, Banques Centrales		55 348	34 697
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1	233 300	231 870
Instruments dérivés de couverture		2 585	2 722
Actifs financiers disponibles à la vente	3.2	38 475	38 485
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3.4	72 140	61 932
<i>dont activité institutionnelle</i>			
Prêts et créances sur la clientèle	3.4	95 324	99 418
<i>dont activité institutionnelle</i>		588	550
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3.5	3 382	3 506
Actifs d'impôts courants		426	455
Actifs d'impôts différés		3 112	3 226
Comptes de régularisation et actifs divers		31 586	34 534
Actifs non courants destinés à être cédés	2.2	11 360	187
Participation aux bénéficiaires différés			
Participations dans les entreprises mises en équivalence		129	12 090
Immeubles de placement		1 176	1 079
Immobilisations corporelles		721	716
Immobilisations incorporelles		710	751
Ecarts d'acquisition	3.7	2 755	2 742
TOTAL ACTIF		552 527	528 410

(*) Les états financiers de l'exercice comparatif 2012 sont retraités de l'impact de l'application de la norme IAS 19 révisée. Les effets du changement de méthode liés à la mise en place de la norme IAS 19 révisée sont décrits en note 8.2.

BILAN CONSOLIDE PASSIF

En millions d'Euros	Notes	30/06/2013	31/12/2012(*)
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1	191 394	200 913
Instruments dérivés de couverture		675	1 277
Dettes envers les établissements de crédit	3.4	134 977	127 754
<i>dont activité institutionnelle</i>		46	46
Dettes envers la clientèle	3.4	67 948	54 550
<i>dont activité institutionnelle</i>		646	745
Dettes représentées par un titre	3.7	59 111	46 085
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		229	348
Passifs d'impôts courants		346	380
Passifs d'impôts différés		170	144
Comptes de régularisation et passifs divers		30 134	28 212
<i>dont activité institutionnelle</i>		1	2
Dettes sur actifs destinés à être cédés	2.2	24	161
Provisions techniques des contrats d'assurance		43 739	42 996
Provisions	3.8	1 485	1 484
Dettes subordonnées	3.9	3 626	4 216
Capitaux propres part du groupe		18 633	19 349
- Capital et réserves liées		10 245	10 199
- Réserves consolidées		8 935	9 445
- Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(920)	(1 094)
- Gains et pertes non recyclables comptabilisés directement en capitaux propres		(114)	(114)
- Résultat de l'exercice		487	913
Intérêts minoritaires		38	542
TOTAL PASSIF		552 527	528 410

(*) Les états financiers de l'exercice comparatif 2012 sont retraités de l'impact de l'application de la norme IAS 19 révisée. Les effets du changement de méthode liés à la mise en place de la norme IAS 19 révisée sont décrits en note 8.2.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'Euros	Notes	1er semestre 2013	1er semestre 2012 (*)
Intérêts et produits assimilés	4.1	2 678	3 810
Intérêts et charges assimilés	4.1	(1 597)	(2 546)
Commissions (produits)	4.2	1 918	1 913
Commissions (charges)	4.2	(811)	(810)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	991	704
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	4.4	249	97
Produits des autres activités	4.5	2 735	2 605
Charges des autres activités	4.5	(2 733)	(2 529)
Produit Net Bancaire		3 430	3 244
Charges générales d'exploitation	4.6	(2 433)	(2 384)
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles		(125)	(114)
Résultat Brut d'Exploitation		873	746
Coût du risque	4.7	(139)	(232)
Résultat Net d'Exploitation		734	514
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	4.8	10	301
Gains ou pertes sur autres actifs		2	2
Variation de valeur des écarts d'acquisition			(5)
Résultat avant impôt		746	813
Impôts sur les bénéfices	4.9	(264)	(208)
Résultat sur activité abandonnée			
Résultat net de la période		482	605
dont :			
- Part revenant au Groupe		487	585
- Part revenant aux intérêts minoritaires		(5)	21
Résultat par action			
<i>Résultat net attribuable aux actionnaires (c.f. annexe 8.3.2) - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice hors actions propres</i>		0,15	0,18
Résultat dilué par action			
<i>Résultat net attribuable aux actionnaires (c.f. annexe 8.3.2) - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice hors actions propres et incluant les actions potentielles provenant de l'exercice d'options de souscription d'actions et les actions gratuites</i>		0,15	0,18

(*) Les états financiers de l'exercice comparatif 2012 sont retraités de l'impact de l'application de la norme IAS 19 révisée. Les effets du changement de méthode liés à la mise en place de la norme IAS 19 révisée sont décrits en note 8.2.

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En millions d'Euros	Notes	1er semestre 2013**	1er semestre 2012*
Ecarts de revalorisation des régimes à prestations définies		-	-
Impôts		-	-
Eléments non recyclables en résultat		-	-
Ecarts de conversion		(2)	77
Réévaluation des actifs disponibles à la vente		102	138
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		134	(111)
Impôts		(59)	(2)
Eléments recyclables en résultat		175	102
Quote part de gains ou pertes directement comptabilisés en capitaux propres sur entités mises en équivalence		(2)	43
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		173	144
Résultat net		482	605
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		655	750
		Dont part du Groupe	662
		Dont part des intérêts minoritaires	(7)

(*) Les états financiers de l'exercice comparatif 2012 sont retraités de l'impact de l'application de la norme IAS 19 révisée. Les effets du changement de méthode liés à la mise en place de la norme IAS 19 révisée sont décrits en note 8.2.

(**) Les Certificats Coopératifs d'Investissement des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne ayant été classés dans les actifs non courants destinés à être cédés dès le début de la période et exclus du périmètre de consolidation, aucune quote-part dans le résultat net et dans les autres éléments du résultat global n'a été prise en compte dans les états financiers de Natixis au 30 juin 2013 (cf. note 2.2). Le montant de variation globale, à ce titre, s'élève au 1^{er} semestre 2012 à 267 millions d'euros.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En millions d'euros

	Capital et réserves liées					Réserves consolidées *	Gains / pertes directement comptabilisés en capitaux propres				Résultat net part du groupe *	Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Réserves liées au capital (1)	Avances d'actionnaires	Autres instruments de capitaux propres émis (2)	Elimination des titres auto détenus		recyclables (5)			Ecart de réévaluation des régimes à prestations définis *				
							Ecart de conversion	Actifs disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture					
Capitaux propres au 31 décembre 2011 après affectation du résultat	4 932	5 230	0	3 799	-13	8 279	246	-1 460	-345		0	20 668	520	21 188
Ajustement de la provision pour engagements sociaux						-35				-141			0	
Ajustements de l'impôt différé associé						12				51			0	
Capitaux propres proforma au 1er janvier 2012	4 932	5 230	0	3 799	-13	8 257	246	-1 460	-345	-90	0	20 555	520	21 075
Augmentation de capital												0		0
Elimination des titres auto-détenus					-2	0						-2		-2
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions						10						10		10
Distribution 2012 au titre du résultat 2011						-308						-308	-20	-328
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	0	0	-2	-298	0	0	0	0	0	-300	-20	-320
Emissions et remboursement de TSSDI et d'actions de préférence				-2 437		0						-2 437		-2 437
Rémunérations des TSSDI et d'actions de préférence						-41						-41		-41
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres							62	179	-97			144		144
Résultat au 30 juin 2012										585		585	21	606
Effet des acquisitions et des cessions (3)						-2						-2	4	2
Autres						378						378	0	378
Capitaux propres au 30 juin 2012	4 932	5 230	0	1 361	-15	8 295	308	-1 281	-442	-90	585	18 883	525	19 408
Augmentation de capital	6	30				-36						0		-5
Elimination des titres auto-détenus					-1							-1		-1
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions						2						2		2
Distribution 2012 au titre du résultat 2011												0	-3	-3
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	6	30	0	0	-1	-34	0	0	0	0	0	1	-8	-7
Emissions et remboursement de TSSDI et d'actions de préférence				-100		0						-100		-100
Rémunérations des TSSDI et d'actions de préférence						-35	-220	611	-71			285		285
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres												0	1	1
Variation des écarts actuariels IAS19 R										-24		-24		-24
Résultat su second semestre 2012										328		328	24	352
Effet des acquisitions et des cessions (3)												0		0
Autres						-24						-24		-24
Capitaux propres au 31 décembre 2012 après affectation du résultat	4 938	5 259	0	1 261	-16	8 202	88	-670	-513	-114	913	19 348	542	19 890
Affectation du résultat de l'exercice 2012		48				865					-913	0		
Capitaux propres au 31 décembre 2012 après affectation du résultat	4 938	5 307	0	1 261	-16	9 067	88	-670	-513	-114	0	19 348	542	19 890
Augmentation de capital	6	-6										0		0
Elimination des titres auto-détenus					0	3						3		3
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions						1						1		1
Distribution 2013 au titre du résultat 2012						-308						-308	-37	-345
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	6	-6	0	0	0	-304	0	0	0	0	0	-304	-37	-341
Emissions et remboursement de TSSDI et d'actions de préférence				-273		0						-273		-273
Rémunérations des TSSDI et d'actions de préférence						-27						-27		-27
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres							-1	102	73			174	-1	173
Variation des écarts actuariels IAS19 R												0		0
Résultat au 30 juin 2013										487		487	-5	482
Effet des acquisitions et des cessions (3)						-2						-2	-460	-462
Autres (4)						-771						-771		-771
Capitaux propres au 30 juin 2013	4 944	5 301	0	989	-17	7 963	87	-567	-440	-114	487	18 633	38	18 671

(*) Les états financiers de l'exercice comparatif 2012 sont retraités de l'impact de l'application de la norme IAS 19 révisée. Les effets du changement de méthode liés à la mise en place de la norme IAS 19 révisée sont décrits en note 8.2.

1. Primes d'émission, réserve légale, réserves statutaires, réserve des plus-values à long terme et autres réserves de Natixis.
2. Autres instruments de capitaux propres émis : il s'agit des titres super subordonnés à durée indéterminée et des actions de préférence classés en capitaux.
3. Les écarts d'acquisition complémentaires liés aux engagements de rachat accordés à des actionnaires minoritaires de filiales intégrées globalement et aux rachats d'intérêts minoritaires postérieurs à la prise de contrôle exclusif sont enregistrés en capitaux propres.
4. Dont -675 millions d'euros concernant la variation de capital des Sociétés Locales d'Epargne et des Sociétés de Caution Mutuelle. Dans le cadre du projet de cession des Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) aux Caisses d'Epargne et aux Banques Populaires, les Sociétés Locales d'Epargne et les Sociétés de Caution Mutuelle ont été déconsolidés au 1^{er} janvier 2013.
5. Dont quote-part afférente aux CCI (cf. note 2.2).

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse et des banques centrales ainsi que des soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie résultant de l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du groupe, à l'exception de ceux relatifs aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et aux immeubles de placement.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions des participations consolidées et non consolidées, des immobilisations corporelles et incorporelles, ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immeubles de placement, d'immeubles donnés en location simple et aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance.

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2013	Exercice 2012(*)	1 ^{er} semestre 2012(*)
Résultat avant impôts	746	1 233	812
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	152	306	154
+/- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	6	11	7
+/- Dotations nettes aux autres provisions (y compris provisions techniques d'assurance)	1 291	269	(3)
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés MEE	(10)	(480)	(301)
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	(209)	(427)	(216)
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	74	173	86
+/- Autres mouvements	824	1 493	415
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	2 128	1 345	142
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(10 527)	(5 041)	2 876
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	16 250	22 429	8 799
+/- Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs financiers	1 295	2 872	(876)
+/- Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	4 273	2 251	(1 048)
- Impôts versés	(269)	(268)	(95)
= Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	11 021	22 243	9 656
Total Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	13 896	24 821	10 610
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations ⁽¹⁾	378	683	341
+/- Flux liés aux immeubles de placement	(45)	162	82
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(82)	(176)	(97)
Total Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	251	669	326
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(346)	(331)	(314)
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement ⁽²⁾	(962)	(5 003)	(3 730)
Total Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	(1 308)	(5 334)	(4 044)
Flux de trésorerie liés aux actifs et passifs destinés à être cédés	3		
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	514	(149)	56
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	13 353	20 007	6 948
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	13 896	24 821	10 610
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	251	669	326
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	(1 308)	(5 334)	(4 044)
Flux de trésorerie liés aux actifs et passifs destinés à être cédés			
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	514	(149)	56
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	29 986	9 979	9 979
Caisse, Banques Centrales (actif & passif)	34 697	5 568	5 568
Comptes et prêts à vue auprès des établissements de crédit	(4 711)	4 410	4 410
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	43 341	29 986	16 926
Caisse, Banques Centrales (actif & passif)	55 348	34 697	5 590
Comptes et prêts à vue auprès des établissements de crédit	(12 007)	(4 711)	11 336
Variation de la trésorerie nette	13 355	20 007	6 948

(*) Les états financiers de l'exercice comparatif 2012 sont retraités de l'impact de l'application de la norme IAS 19 révisée. Les effets du changement de méthode liés à la mise en place de la norme IAS 19 révisée sont décrits en note 8.2.

(1) Les flux liés aux actifs financiers et aux participations comprennent notamment :

- les flux liés aux actifs détenus jusqu'à l'échéance pour + 216 millions d'euros ;
- les flux liés aux titres de participation consolidés pour - 4 millions d'euros (correspondant principalement à BP Développement) ;
- les flux liés aux CCI pour +129 millions d'euros (dont augmentation de souscription des CCI BP et CCI CEP pour -57 millions d'euros et encaissement des dividendes pour +187 millions d'euros).

(2) Les flux provenant des activités de financement se décomposent notamment de la manière suivante :

- remboursement des titres super subordonnés pour -273 millions d'euros ;
- intérêts payés relatifs aux titres super subordonnés pour - 36 millions d'euros ;
- remboursement et rémunération des dettes subordonnées pour - 653 millions d'euros.

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES**1.1 Normes applicables**

Les comptes consolidés semestriels de Natixis au 30 juin 2013 comprennent un jeu d'états financiers résumés établis et présentés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ces états résumés doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés au 31 décembre 2012 publiés dans le document de référence 2012 déposé auprès de l'Autorité des Marchés financiers (AMF) le 19 mars 2013. Ils sont composés :

- du bilan ;
- du compte de résultat ;
- de l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ;
- du tableau de variation des capitaux propres ;
- du tableau des flux de trésorerie ;
- et d'une sélection de notes annexes.

Ils sont présentés avec un comparatif au 31 décembre 2012 et/ou au 30 juin 2012.

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels de Natixis au 30 juin 2013 sont identiques à ceux utilisés pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2012 établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et détaillés dans la note 1 « Normes comptables appliquées » des comptes consolidés et annexes de l'exercice 2012 (présentés au chapitre 5.2 « Éléments financiers - comptes consolidés et annexes » du document de référence 2012), à l'exception des amendements suivants nouvellement applicables au 1^{er} janvier 2013 :

- amendement à la norme IAS 1 « Présentation des états financiers ». Cet amendement vise à enrichir l'information financière sur l'état du « compte de résultat net et autres gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ». Les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres devront être présentés de façon à faire apparaître de façon distincte les éléments qui pourraient faire l'objet d'un recyclage en résultat net et ceux qui ne seront jamais recyclés en résultat net. Cet amendement n'a pas d'effet sur les comptes consolidés de Natixis, mais donne lieu à la communication d'informations complémentaires dans l'« État du résultat net et autres gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » ;
- amendement à la norme IAS 19 intitulé « Avantages du personnel » applicable de façon rétrospective. Cet amendement apporte des modifications sur la comptabilisation et la présentation des engagements de retraite et assimilés notamment concernant les écarts actuariels qui sont désormais reconnus immédiatement et en totalité en « autres éléments du résultat global » non recyclables et les coûts des services passés qui sont comptabilisés immédiatement en résultat. La 1^{ère} application de la norme IAS 19 a eu pour effet la reconnaissance en capitaux propres d'un montant (brut d'impôt) de -202 millions d'euros au 1^{er} janvier 2013 ;
- amendement à la norme IFRS 7 intitulé « Informations à fournir - Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers » applicable de manière rétrospective. Cet amendement requiert la communication de nouvelles informations concernant les instruments financiers compensés au bilan et ceux faisant l'objet d'un accord de compensation globale exécutoire ou d'un accord similaire. Ces nouvelles informations seront produites dans les notes annexes des comptes consolidés établis au 31 décembre 2013 ;

- norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur » applicable de façon prospective. Cette nouvelle norme établit un cadre uniforme d'information financière IFRS pour la détermination de la juste valeur et fournit des indications sur la manière d'évaluer la juste valeur des actifs et des passifs, tant financiers que non financiers. Elle s'applique quand une autre norme IFRS prévoit ou autorise l'évaluation à la juste valeur ou la fourniture d'informations sur des évaluations à la juste valeur. Les montants enregistrés au 30 juin 2013 au titre de l'application de cette norme s'élèvent à + 93,5 millions d'euros au 30 juin 2013 (avant effet impôt) inscrits, au compte de résultat, dans la rubrique des gains et pertes sur actifs et passifs à la juste valeur par résultat ;
- amendement à la norme IAS 12 intitulé « Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents » visant à introduire une présomption réfutable selon laquelle la valeur comptable d'un immeuble de placement sera recouverte par sa vente et l'entité se verra appliquer le taux d'imposition applicable à la vente de l'actif sous-jacent. L'application de cet amendement n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes de Natixis au 30 juin 2013 ;
- amendements aux normes IFRS 1, IAS 1, IAS 16, IAS 32, IAS 34 et à l'interprétation IFRIC 2 dans le cadre des « Améliorations annuelles - cycle 2009-2011 » publiées par l'IASB le 17 mai 2012. L'application de ces amendements n'a pas eu d'incidence sur les comptes de Natixis au 30 juin 2013 ;
- amendement à la norme IFRS 1 intitulé « Prêts publics », portant sur le traitement comptable de certains prêts publics lors de la 1^{ère} application du référentiel IFRS. Cet amendement traite de la comptabilisation des prêts publics obtenus à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché. Il introduit une dérogation à la règle de l'application rétrospective des IFRS, en permettant une application prospective d'IFRS 9 - Instruments financiers et d'IAS 20 - Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir, à la date de transition aux IFRS. L'application de cet amendement n'a pas eu d'incidence sur les comptes de Natixis au 30 juin 2013.

Natixis n'a pas opté pour une application anticipée des normes, interprétations et amendements suivants, adoptés par l'Union européenne, au 30 juin 2013 :

- l'amendement à la norme IAS 32, qui est applicable de manière rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. Il vient préciser les conditions de présentation compensée au bilan des instruments financiers, la portée des précisions apportées par l'amendement à la norme IAS32 sont en cours d'établissement ;
- les nouvelles normes sur la consolidation, IFRS 10 « États financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats » et IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans les autres entités » publiées par l'IASB le 12 mai 2011 et adoptées par la Commission européenne le 11 décembre 2012. Elles sont applicables de façon obligatoire au titre des périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014. La norme IFRS 10 remplace la norme IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » pour la partie relative aux états financiers consolidés et l'interprétation SIC 12 sur les entités ad-hoc. Elle définit un modèle unique de contrôle applicable à l'ensemble des entités qu'il s'agisse ou non d'entités structurées. La norme IFRS 11 se substitue à la norme IAS 31 « Participations dans les coentreprises » et SIC 13 « Entités contrôlées en commun - apports non monétaires par des co-entrepreneurs ». Elle fonde la comptabilisation des partenariats sur leur substance, rendant ainsi nécessaire l'analyse des droits et obligations de l'accord conjoint. IFRS 12 combine et améliore l'information à fournir au titre des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées.

L'application de la norme IFRS 12 se traduira par un enrichissement de l'information produite sur les intérêts de Natixis dans les entités structurées non consolidées.

En conséquence de ces nouvelles normes, l'IASB a également publié des versions modifiées des normes IAS 27 « États financiers individuels » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » qui ont été adoptées par la Commission européenne le 11 décembre 2012 et sont applicables de façon obligatoire au titre des périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014 ;

- les amendements aux normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 publiés par l'IASB le 28 juin 2012 et adoptés par la Commission Européenne le 4 avril 2013 sont applicables de façon obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2012. L'amendement à la norme IFRS 10, apporte des clarifications aux dispositions transitoires et fournit des allègements sur les informations comparatives à présenter en limitant les retraitements à la période précédente. En outre, concernant les informations à fournir pour les entités structurées non consolidées, les amendements suppriment l'obligation de présenter une information comparative pour les périodes précédentes à celle où la norme IFRS 12 est appliquée pour la première fois.

En outre, Natixis a tenu compte pour l'établissement des comptes consolidés au 30 juin 2013 :

- pour la valorisation de ses instruments financiers, de la recommandation publiée le 15 octobre 2008 par l'AMF, le Conseil National de la Comptabilité, la Commission Bancaire et l'Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles, ainsi que du guide intitulé « Évaluation et informations à fournir sur la juste valeur lorsque les marchés deviennent inactifs » publié par l'IASB le 31 octobre 2008. Ces deux documents soulignent l'importance du recours au jugement pour déterminer la juste valeur des instruments dans un contexte de marché illiquide. Cette recommandation a conduit Natixis à ne pas systématiquement recourir à des modèles utilisant des données observables au 30 juin 2013, à l'instar des précédents arrêtés, compte tenu de l'illiquidité des marchés affectant certaines classes d'actifs ;
- pour l'information relative aux expositions à risques, de la déclinaison française des recommandations du Forum de Stabilité Financière (FSF). Ces informations présentées suivant le format proposé par la Commission Bancaire dans son document « Note de présentation relative à la déclinaison française des recommandations formulées par le FSF en matière de transparence financière », publié le 29 mai 2008, ont été intégrées dans la partie 4.7 du chapitre « Gestion des risques » de l'actualisation du document de référence.

1.2 Faits marquants de la période

Natixis a fait part le 17 février 2013 d'un projet de simplification de sa structure consistant en un projet de rachat par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne de l'ensemble de leurs Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) actuellement intégralement détenus par Natixis.

Ce rachat d'un montant de 12,1 milliards d'euros sera effectué le 6 août 2013. Il s'accompagne du remboursement des financements et des mécanismes liés, dont le P3CI mis en place en 2012.

La réalisation de ce projet permettra d'extérioriser un excédent de fonds propres dont l'essentiel sera reversé aux actionnaires par une distribution exceptionnelle de l'ordre de 2 milliards d'euros.

Pour rappel, lors de sa création en 2006, Natixis avait intégré dans son périmètre de consolidation une participation de 20% dans chacune des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne via la souscription des CCI, cette détention, conjuguée aux partenariats

industriels avec les réseaux, lui conférant une influence notable sur les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne. Depuis lors, les comptes de ces entités ont été consolidés par mise en équivalence dans les états financiers de Natixis.

En 2012, Natixis a mis en place une opération de réduction des actifs pondérés relatifs aux CCI, via un mécanisme de garantie : le P3CI. A cette occasion, Natixis a émis pour 6,9 milliards d'euros d'obligations souscrites par BPCE assortie d'une garantie s'apparentant à un droit à indemnisation et protégeant Natixis de la baisse de la valeur de mise en équivalence prudentielle des CCI.

Étant disponibles pour une vente immédiate, les CCI ont été traités dans les comptes consolidés du 30 juin 2013 conformément aux dispositions de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ». Ainsi :

- les CCI ont été exclus du périmètre de consolidation de Natixis dès l'ouverture de la période et ont été classés à l'actif du bilan consolidé sur la ligne « Actifs non courants destinés à être cédés » pour leur valeur consolidée à cette date. Ils sont évalués dans les comptes consolidés au 30 juin 2013 au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur nette des frais de cession ;
- aucune quote-part dans le résultat net ou dans les autres éléments du résultat global des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne de la période n'a été prise en compte dans les états financiers de Natixis au 30 juin 2013, ces entités étant déconsolidées au 1^{er} janvier 2013 ;
- les Sociétés Locales d'Épargne et les Sociétés de Caution Mutuelle, jusqu'alors consolidées en application de SIC 12, ont été déconsolidées au 1^{er} janvier 2013, une diminution des réserves consolidées de 0,7 milliard d'euros ayant été constatée à ce titre.

Les CCI n'étant plus mis en équivalence au 1^{er} janvier 2013, le dispositif du P3CI a été réaménagé. Ses conditions de rémunération ont été allégées du coût de la garantie, qui n'a plus à couvrir la valeur de mise en équivalence prudentielle des CCI. L'impact de cet allègement de charge, reflété sur la ligne « Intérêts et charges assimilées » du compte de résultat du 30 juin 2013, est de 73,5 millions d'euros.

1.3 Recours à des estimations

La préparation des états financiers de Natixis exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations sur la base des informations disponibles susceptibles de faire appel au jugement d'experts. Ces sources d'incertitude peuvent affecter la détermination des produits et charges du compte de résultat, l'évaluation des actifs, passifs du bilan et/ou certains éléments d'informations présentés dans les notes annexes. La crise financière a accentué le recours à des estimations comptables. Dans ce contexte, les résultats futurs de certaines opérations pourraient s'avérer significativement différents des estimations retenues pour l'arrêté des comptes au 30 juin 2013.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur

La détermination de la juste valeur des instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques d'évaluation. Les valorisations issues de ces modèles sont ajustées pour tenir compte, en fonction des instruments concernés et des risques associés, du cours acheteur ou vendeur de la position nette, des risques de modèles, des risques de contrepartie et de paramètres. Les justes valeurs ainsi comptabilisées peuvent diverger des prix auxquels ces opérations seraient négociées en cas de cession effective sur le marché.

Les modèles de valorisation qui ont été utilisés pour l'évaluation d'instruments financiers devenus non liquides du fait de la crise financière sont présentés en note 1.4.

- **Dépréciations des prêts et créances**

Natixis apprécie en date d'arrêté s'il existe une indication objective de dépréciation des prêts et créances sur base individuelle ou sur base collective par famille de risques. Pour la détection des indices de dépréciation, Natixis analyse l'évolution d'un certain nombre de critères objectifs mais se fonde également sur le jugement de ses experts. De même, Natixis peut avoir recours à son jugement d'expert pour positionner dans le temps les flux futurs de recouvrement (quand il s'agit de calculer le montant des dépréciations individuelles), ou pour ajuster le montant de pertes attendues issu du dispositif Bâle II sur lequel se fonde le montant des provisions sur base de portefeuilles.

- **Évaluation des instruments de capitaux propres non cotés classés dans les « Actifs disponibles à la vente »**

Les instruments de capitaux propres non cotés classés dans les « Actifs disponibles à la vente » sont constitués essentiellement des titres de participation non consolidés. La juste valeur des titres de participation non cotés peut être obtenue notamment par application des méthodes de valorisation du type multiples ou DCF (actualisation des flux de trésorerie futurs). L'utilisation de ces méthodes conduit à faire au préalable certains choix et à prendre des hypothèses (notamment en matière de projections de flux futurs attendus et de taux d'actualisation).

- **Evaluation des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT)**

Chaque écart d'acquisition est affecté à une UGT de façon à pouvoir être testé. Des tests de dépréciation durable sont réalisés à chaque fois qu'un indicateur objectif de dépréciation met en exergue l'existence d'un tel risque et en tout état de cause au minimum une fois par an. Les tests réalisés par Natixis consistent à comparer la valeur comptable de l'UGT (valeur comprenant l'écart d'acquisition) et sa valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable correspond à la valeur d'utilité, elle est déterminée en appliquant la méthode d'actualisation des cash flows libres annuels à l'infini (hors UGT de Capital Investissement). La mise en œuvre de cette méthode conduit à :

- estimer les flux de trésorerie futurs. Pour cette estimation, Natixis s'est fondée sur les prévisions des plans à moyen terme des métiers ;
- projeter à l'infini les flux de la dernière année sur la base d'un taux représentatif de la croissance annuelle attendue ;
- actualiser les flux sur la base d'un taux différencié par UGT.

Compte tenu de l'absence d'indicateurs objectifs de dépréciation au 30 juin 2013, aucun test de dépréciation n'a été réalisé.

- **Juste valeur des prêts et créances comptabilisés au coût amorti (hors prêts reclassés dans le cadre de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7)**

La juste valeur des prêts pour lesquels il n'existe pas de cotation est déterminée suivant la technique de l'actualisation des flux futurs. Le taux d'actualisation est fondé sur l'observation des taux pratiqués par l'établissement au cours de l'exercice pour des ensembles de prêts présentant des caractéristiques de risques similaires. Le regroupement des prêts par ensembles homogènes de risques a été opéré à partir d'études statistiques

permettant d'identifier les critères ayant une incidence sur le niveau des « spread ». Natixis a également fait appel au jugement d'expert pour parfaire cette segmentation.

- **Passifs sociaux**

Natixis recourt à des actuaires indépendants pour le calcul de ses principaux engagements sociaux. Les taux d'actualisation, les taux d'évolution des salaires et les taux de rendement des actifs du régime reposent sur les valeurs de taux de marché observés à la date d'arrêté (ex : Courbe de taux des obligations Corporates AA pour le taux d'actualisation). Appliqués à des engagements long terme, ces taux induisent sur la valorisation un facteur d'incertitude.

- **Passifs relatifs aux contrats d'assurance**

Les provisions techniques des contrats d'assurance sont déterminées à partir d'hypothèses et d'estimations, pouvant entraîner des ajustements des montants comptabilisés au cours de la période suivante :

- En prévoyance, les provisions pour sinistres reposent principalement sur la modélisation de la sinistralité observée ;
- En assurance vie, les provisions techniques sont calculées à partir d'hypothèses conjoncturelles, financières, de tables d'expérience (mortalité, morbidité) et de lois comportementales (comportement des assurés en matière de rachats) ;
- En assurance crédit, les provisions pour sinistres comprennent une estimation du coût de l'ensemble des sinistres déclarés et non réglés à la clôture de la période. Ce montant de sinistres à payer est complété par une provision pour sinistres inconnus calculée sur une base statistique correspondant à l'estimation du montant final de sinistres qui sera réglé après extinction du risque et toute action de recouvrement. Les provisions de recours qui représentent les estimations des récupérations attendues, sont calculées en appliquant à l'ensemble des exercices de souscription non encore liquidés un taux ultime de récupération.

- **Participation aux bénéfices différés**

Le taux de participation à retenir pour le calcul de la participation aux bénéfices différés est déterminé à partir de l'observation des taux de distribution effective passés, mais aussi en tenant compte d'hypothèses de projections de flux de produits financiers nets et d'hypothèses de taux de rendement des contrats à servir aux assurés. Dans un contexte de marché fortement dégradé et très concurrentiel, les sources d'incertitudes pesant sur ces estimations sont importantes.

En situation de participation aux bénéfices différés active, un test de recouvrabilité est mené afin de vérifier que les besoins de liquidité survenant dans un environnement économique défavorable n'imposent pas de vendre des actifs en situation de moins-value latente. Ce test de recouvrabilité repose sur des projections de flux de trésorerie s'appuyant sur différentes hypothèses économiques de collecte et de rachats historiques.

- **Impôts différés**

Natixis comptabilise un actif net d'impôt différé correspondant à sa capacité à générer des bénéfices imposables sur un horizon déterminé (10 ans au maximum) alors même que les reports déficitaires sont imputables sur des durées bien supérieures (20 ans aux États-Unis) ou sans limitation de durée en France ou en Grande-Bretagne.

A cette fin, Natixis établit des business plans fiscaux glissants à partir du dernier arrêté fiscal et extrapolé sur la base d'hypothèses de croissance retenues dans les plans à moyen terme des métiers.

Des ajustements relatifs aux régimes fiscaux spéciaux sont effectués.

- **Autres provisions pour risques et charges**

Les provisions enregistrées au passif du bilan consolidé, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux et aux contrats d'assurance, concernent principalement les provisions pour litiges, amendes, pénalités et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources, représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un évènement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable. Pour la détermination de ce montant, Natixis est amenée à évaluer la probabilité de réalisation du risque. Il y a actualisation des flux dès lors que celle-ci présente un caractère significatif.

1.4 Évaluation de la juste valeur

1.4.1 Principes généraux

La juste valeur d'un instrument (actif ou passif) est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est donc basée sur le prix de sortie (notion d'exit price).

A l'initiation, la juste valeur correspond normalement au prix de transaction et donc au prix payé pour acquérir l'actif ou reçu pour assumer le passif.

Lors des évaluations ultérieures, la juste valeur des actifs et passifs doit être estimée et déterminée en ayant recours en priorité à des données de marché observables, tout en s'assurant que l'ensemble des paramètres qui composent cette juste valeur est convergeant avec le prix que les « intervenants de marché » utiliseraient lors d'une transaction.

Cette juste valeur correspond :

- au prix coté lorsque l'instrument est coté sur un marché actif. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si les cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une Bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles qui interviennent régulièrement sur le marché principal, ou à défaut le marché le plus avantageux, dans des conditions de concurrence normale ;
- à une valeur déterminée à partir de techniques de valorisation en l'absence de cotation sur un marché actif. Les techniques d'évaluation utilisées doivent maximiser l'utilisation de données d'entrée observables pertinentes et minimiser celle de données d'entrée non observables. Elles peuvent utiliser des données observables issues de transactions récentes, de justes valeurs d'instruments similaires, des modèles d'actualisation de flux ou de valorisation d'options, des modèles propriétaires dans le cas d'instruments complexes ou bien des données non observables lorsque celles-ci résultent

d'hypothèses ne reposant ni sur des prix de transaction, ni sur des données de marché. Les valorisations issues de ces modèles tiennent compte, en fonction des instruments concernés et des risques associés, des réserves nécessaires, notamment du cours acheteur ou vendeur de la position nette et des risques de modèles.

La détermination du caractère actif ou non d'un marché s'appuie notamment sur les critères suivants :

- niveau d'activité du marché et évolution (dont niveau d'activité sur le marché primaire) ;
- ancienneté des prix provenant de transactions observées ;
- raréfaction des prix restitués par une société de service ;
- fort écartement des cours acheteurs-vendeurs (bid/ask) ;
- importante variation des prix dans le temps ou entre les intervenants au marché.

Dispositif de contrôle

La détermination de la juste valeur est soumise à un dispositif de contrôle visant à vérifier que les justes valeurs sont déterminées ou validées par une fonction indépendante. Les justes valeurs déterminées par référence à des cotations externes ou des paramètres de marché font l'objet d'une validation par un service indépendant (le service de suivi des données de marchés). Un contrôle de second niveau est opéré par la Direction des Risques. Sur les marchés moins liquides, d'autres informations de marché sont utilisées pour valider la juste valeur des instruments en privilégiant les données observables.

Les facteurs qui sont pris en compte sont notamment les suivants :

- l'origine de la source externe (cotation sur pages, services de contribution..) ;
- l'homogénéité entre des sources différentes ;
- la périodicité d'alimentation des données ;
- le caractère représentatif du paramètre de transactions de marché récentes.

Pour les justes valeurs déterminées à partir de modèles d'évaluation, le dispositif de contrôle comprend la validation de manière indépendante de la construction des modèles et des paramètres intégrant ces modèles.

Cette validation est réalisée sous la responsabilité de la Direction des Risques.

Elle consiste à vérifier la cohérence et la pertinence du modèle par rapport à la fonction qu'il doit remplir (fixation des prix, évaluation, couverture, mesure et contrôle des risques) et au produit auquel il s'applique, à partir de :

- l'approche théorique : les fondements financiers et mathématiques du modèle ;
- l'application du modèle : les « pricers » retenus pour la production des risques et résultats ;
- la stabilité du modèle sous stress des paramètres ;
- l'étude de la stabilité et de la convergence des méthodes numériques employées ;
- l'audit de l'implémentation proposée ;
- la calibration des paramètres de modèle ;
- l'intégration du modèle dans les systèmes d'information.

Par ailleurs, les modalités de détermination de la juste valeur font l'objet d'un suivi au travers de plusieurs instances réunissant la Direction des Risques, la Direction comptable, le service de suivi des données de marché, tels que le Comité d'observabilité, le Comité de Valorisation, le Comité des réfections.

1.4.2 Niveaux de juste valeur

Pour les besoins de l'information financière, la norme IFRS 13 requiert que la juste valeur des instruments financiers et non financiers soit ventilée selon les trois niveaux de juste valeur ci-dessous :

1.4.2.1 Niveau 1 – Évaluation utilisant des Cotations de marché sur marché liquide

Il s'agit d'instruments dont la juste valeur est déterminée à partir de cotations sur des marchés actifs directement utilisables.

Le niveau 1 comprend principalement les titres cotés et dérivés négociés sur des marchés organisés (futures, options ...) dont la liquidité peut être démontrée, et les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative est calculée et communiquée quotidiennement.

1.4.2.2 Niveau 2 – Évaluation utilisant des données de marché observables

Ce niveau de juste valeur regroupe les instruments cotés sur un marché inactif et les instruments évalués à partir d'une technique de valorisation utilisant des paramètres observables soit directement (prix), soit indirectement (dérivé de prix) jusqu'à la maturité de l'instrument. Il s'agit principalement :

Des instruments simples :

La plupart des dérivés de gré à gré, swaps, accords de taux futurs, caps, floors et options simples, sont traités sur un marché actif, c'est-à-dire sur un marché liquide sur lequel des transactions sont régulièrement opérées.

Leur valorisation résulte de l'utilisation de modèles communément admis (méthode d'actualisation des cash flows futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation) et faisant intervenir des paramètres directement observables.

Pour ces instruments, le caractère répandu du modèle utilisé et le caractère observable des paramètres ont été documentés.

Figurent également en niveau 2 :

- les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée sur la base de données de marché observables. Ex : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables cotées ou méthode de multiple de résultats ;
- les titres cotés de faible liquidité dont la juste valeur est déterminée à partir d'instruments similaires cotés sur un marché actif, ou des instruments identiques ou similaires cotés sur un marché non actif mais pour lesquels des transactions régulières ont été observées ;
- les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative n'est pas calculée et communiquée quotidiennement mais qui fait l'objet de publications régulières ou pour lesquelles on peut observer des transactions récentes ;
- les dettes émises valorisées à la juste valeur sur option. La valorisation de la composante « risque de crédit émetteur » repose sur la méthode d'actualisation des « cash-flows » futurs utilisant des paramètres tels que courbe des taux, « spreads » de réévaluation. Cette valorisation correspond, pour chaque émission, au produit de son notional restant dû et sa sensibilité tenant compte de l'existence de calls et par l'écart entre le « spread » de réévaluation (basé respectivement sur la courbe cash reoffer BPCE au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012 et sur la courbe cash ask BPCE au 30

juin 2012*) et le « spread » moyen d'émission. Les variations de spread émetteur sont généralement non significatives pour les émissions de durée initiale inférieure à un an.

Des instruments complexes :

Certains instruments financiers plus complexes, et/ou d'échéance longue sont valorisés avec un modèle reconnu et utilisant des paramètres de marché calibrés à partir de données observables telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options et des données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

Les principaux modèles de détermination de la juste valeur de ces instruments sont décrits par nature de produits ci-dessous :

- *Produits Actions* : la valorisation des produits complexes est déterminée à partir :
 - de données de marché ;
 - d'un « payoff », c'est-à-dire la formule des flux positifs ou négatifs attachés au produit à maturité ;
 - d'un modèle d'évolution du sous-jacent.

Les produits traités peuvent être mono sous-jacent, multi sous-jacents ou hybrides (taux /action par exemple).

Les principaux modèles utilisés pour les produits actions sont les modèles à volatilité locale, Tskew et Pskew.

Le modèle à volatilité locale repose sur la modélisation de la volatilité en fonction du temps et du cours du sous-jacent. Sa principale propriété est de prendre en compte la volatilité implicite de l'option par rapport à son prix d'exercice telle qu'elle ressort des évolutions de marché.

Le modèle Tskew est un modèle de valorisation d'options mono et multi sous-jacents. Son principe est de calibrer les distributions à maturité du ou des sous jacents sur les prix d'options standards.

Le modèle Pskew est un modèle similaire au modèle Tskew utilisé tout particulièrement pour des produits actions à cliquet simple tels que les produits cliquets cappés/floorés.

- *Produits de taux* : les produits de taux présentent généralement des caractéristiques propres qui motivent le choix du modèle. Sont pris en compte les facteurs de risque sous-jacents au « payoff » à valoriser.

Les principaux modèles utilisés pour la valorisation et la gestion des produits de taux sont les modèles Hull & White (un facteur, 2 facteurs ou Hull & White un facteur à volatilité stochastique), le modèle Hunt Kennedy et le modèle BGM smile.

Les modèles Hull&White permettent une formulation simple du prix des produits vanilles de taux et peuvent être aisément calibrés. Les produits valorisés avec ces modèles contiennent, en général, une option d'annulation du type bermudéenne (i.e. exerçable à des dates fixées en début de contrat).

Les modèles SBGM et Hunt Kennedy sont utilisés pour valoriser les produits de taux sensibles au smile de volatilité (i.e. évolution implicite de la volatilité par rapport aux prix d'exercice) et à l'auto-corrélation (ou corrélation entre les taux).

(*) Changement de courbe utilisée sans impact significatif dans les comptes de Natixis.

- *Produits de Change* : les produits de change présentent généralement des caractéristiques propres qui motivent le choix du modèle.
Les principaux modèles utilisés pour la valorisation et la gestion des produits de change sont les modèles à volatilité locale et stochastique.

Pour l'ensemble de ces instruments de niveau 2, le caractère observable des paramètres a pu être démontré. Au plan méthodologique, l'observabilité des paramètres est basée sur quatre conditions indissociables :

- les paramètres proviennent de sources externes (via un contributeur reconnu si possible) ;
- les paramètres sont alimentés périodiquement ;
- les paramètres sont représentatifs de transactions récentes ;
- les caractéristiques des paramètres sont identiques à celles de la transaction. Le cas échéant un « proxy » peut être utilisé, sous réserve de démontrer et documenter sa pertinence.

La juste valeur des instruments issue de modèles de valorisation est ajustée afin de tenir compte du risque de liquidité, du risque de contrepartie et du risque de crédit propre (évaluation des positions dérivés passives), du risque de modèle et de paramètres.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat.

1.4.2.3 Niveau 3 – Évaluation utilisant des données de marché non observables

Ce niveau, regroupe les instruments valorisés à partir de modèles de valorisation non reconnus et/ou reposant sur des paramètres non observables sur le marché dès lors que ceux-ci sont susceptibles d'affecter significativement la valorisation. Il s'agit principalement :

- des actions non cotées, dont la juste valeur n'a pu être déterminée à partir d'éléments observables ;
- des instruments faisant l'objet d'une marge au premier jour qui a été différée ;
- des parts d'OPCVM pour lesquelles le fonds n'a pas publié d'actif net récent à la date d'évaluation, ou pour lesquelles il existe une période de « lock-up » ou toute autre contrainte qui nécessite un ajustement significatif des prix de marché disponible (valeur liquidative, NAV, etc.) au titre du peu de liquidité observée pour ces titres ;
- des instruments affectés par la crise financière valorisés en juste valeur au bilan, alors qu'il n'existe plus de données de référence observables du fait de l'illiquidité du marché, et qui n'ont pas fait l'objet d'un reclassement en « prêts et créances » dans le cadre de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 publié le 13 octobre 2008 (voir ci-dessous). Lorsque le niveau d'activité d'un marché connaît une baisse significative, un modèle de valorisation reposant sur les seules données pertinentes disponibles, est alors mis en œuvre.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 février 2007 relatives aux exigences du pilier III, pour chacun des modèles utilisés, une description des simulations de crise appliquées et du dispositif de contrôle ex post (validation de l'exactitude et de la cohérence des modèles internes et des procédures de modélisation) est communiqué dans le chapitre « Gestion des risques » de l'actualisation du document de référence.

La norme IAS 39 impose que la marge soit comptabilisée en résultat dès l'initiation uniquement dans la mesure où elle est générée par la variation de facteurs que les participants du marché prendraient en compte lors de la fixation d'un prix, c'est-à-dire uniquement si le modèle et les paramètres utilisés pour la valorisation sont observables.

Ainsi, en cas de non reconnaissance du modèle de valorisation par les pratiques de marché, ou de non observabilité d'un des paramètres utilisés, la marge positive du jour de la négociation ne peut être inscrite immédiatement au compte de résultat. Elle est étalée en résultat, de façon linéaire, sur la durée de vie de l'opération ou jusqu'à la date à laquelle les paramètres deviendront observables. La marge négative du jour de la négociation, quant à elle, est prise en compte immédiatement en compte de résultat.

Au 30 juin 2013, le périmètre des instruments pour lesquels la marge du jour de la négociation a été différée est constitué essentiellement :

- des produits structurés actions & indices multi-sous jacents ;
- de financements synthétiques ;
- d'options sur fonds (multi assets et mutual funds) ;
- de produits structurés de taux ;
- de swaps de titrisation.

Politique suivie par Natixis concernant les transferts de niveau de juste valeur

Les transferts de niveau de juste valeur sont examinés et validés par des comités ad'hoc associant notamment Finance, Risques et Métiers. Pour ce faire, sont pris en compte différents indicateurs témoignant du caractère actif et liquide des marchés, tels qu'exposés au point 1.4.1.

Pour tout instrument pour lequel ces critères ne seraient plus respectés ou pour lesquels ces critères redeviendraient observés, une étude est menée. Les transferts vers ou en dehors du niveau 3 sont soumis à validation préalable.

En application de cette procédure, les RMBS US et les RMBS européens en portefeuille à la juste valeur sont valorisés au prix de marché à compter du 30 juin 2013 (sans impact significatif sur les comptes consolidés de Natixis) (cf. note 3.3.1.2).

1.4.2.4 Instruments affectés par la crise financière

a) CDO d'ABS à composante « subprime »

En l'absence de données de marché observables, les portefeuilles de CDO d'ABS détenus directement et indirectement et comprenant une exposition subprime font l'objet d'une méthode de valorisation reposant sur une approche en cash flow actualisés utilisant la modélisation Intex.

Taux de pertes cumulées (subprime)

	30-juin-13	31-déc.-12	30-juin-12
Vintage antérieurs à 2005	7,9%	7,3%	7,3%
Vintage 2005	19,9%	18,0%	17,6%
Vintage 2006	38,1%	34,0%	33,3%
Vintage 2007	65,6%	60,0%	59,1%

En outre, les hypothèses suivantes appliquées lors des arrêtés précédents ont été maintenues :

- Prise en compte du rating courant des actifs du collatéral notés CCC + (ou rating inférieur) par attribution d'une décote de 97 % à ces sous-jacents. Cette décote a été ramenée à 70% pour les actifs sous-jacents initialement notés AAA dans le cas de titrisation simple (donc hors Commercial Real Estate CDO – CRE CDO, ABS CDO, ABS CDO Mezzanine pour lesquels la décote de 97% est conservée) ;
- Valorisation des actifs sous-jacents non subprime détenus (hors RMBS et CLO) dans les structures à partir d'une grille de décote intégrant les types, ratings et millésimes des opérations ;
- Valorisation des RMBS sous-jacents déterminée en projetant les pertes finales à partir des pertes estimées à ce jour, qui elles mêmes résultent du « delinquency pipeline », de la sévérité des pertes en cas de défaut et des pertes réalisées en fonction des actifs et millésimes des pools ; ces paramètres pouvant être le cas échéant stressés en fonction des caractéristiques intrinsèques des actifs ;
- Valorisation des CLO sous-jacents suivant le modèle utilisé pour les positions de CLO détenues directement.

En complément, pour les structures dont Natixis détient les actifs sous-jacents, il a été appliqué, en continuité de l'approche retenue lors des précédents arrêtés, une démarche par transparence consistant à valoriser chaque tranche sous-jacente par le Mark to Model ou le Mark to Market correspondant.

b) CDS conclus avec des réhausseurs de crédit (monolines et CDPC)

Le modèle de valorisation des réfections sur opérations avec les monolines conclues sous forme de CDS consiste à appliquer aux moins-values latentes des actifs sous-jacents couverts, un taux de recouvrement homogène de 10% (taux se justifiant par la faible capitalisation des monolines au regard de leurs expositions en risque) et une probabilité de défaut en adéquation avec le risque de crédit du rehausseur.

En outre, concernant les opérations avec les CDPC (Credit Derivatives Product Companies), la méthode en vigueur consiste en la mise en œuvre d'une approche par transparence concernant les actifs sous-jacents, reposant sur une estimation de l'exposition au moment du défaut, la PD et la LGD étant basées sur la maturité de la tranche. Les probabilités de défaut ainsi déterminées des sous-jacents ont été stressées par un facteur de 1,2 en prenant en compte un taux de « recouvrement » de 27%. Il en résulte une probabilité de défaut de la contrepartie, celui-ci étant réputé survenir dès lors que les pertes ainsi déterminées excèdent l'actif net disponible de la CDPC.

Ces provisions sont complétées d'une réserve générale tenant compte de la volatilité de la juste valeur des opérations.

c) Autres instruments non exposés au risque résidentiel US pour la valorisation desquels Natixis recourt à un modèle de valorisation

Les valorisations des actifs suivants, issus d'opérations de titrisation, pour lesquels aucun prix n'a pu être identifié sur le marché, ont été réalisées à partir de modèles de valorisation reposant sur les principes suivants:

CDO d'ABS non résidentiels US :

Un modèle de scoring des structures définissant le niveau de risque de chacune d'entre elles en fonction de critères discriminants est appliqué.

CRE CDO et CMBS (Commercial Mortgage Backed Securities):

L'approche en stress de crédit concernant les CRE est différentes suivant la nature du sous-jacent. S'agissant des CMBS US inclus dans le collatéral, elle repose sur des projections de flux de trésorerie futurs suivant une approche identique à celle mise en œuvre sur les CMBS européens et décrite ci-dessous. Pour les autres catégories d'actifs sous-jacents, le modèle précédent reposant sur des grilles de pertes déterminées notamment en fonction du rating et du millésime est conservé.

Concernant les CMBS européens, le modèle utilise des projections de flux de trésorerie futurs, fonction des défauts des prêts sous-jacents de chaque structure, ces derniers étant déterminés à partir des caractéristiques propres de chaque prêt et une hypothèse de corrélation étant appliquée aux prêts d'un même pool.

CDO Trups (Trust Preferred Securities):

Le modèle de valorisation est basé sur des projections de flux de trésorerie futurs et de taux de défaut déterminés selon une approche statistique déduisant la probabilité de défaut des établissements bancaires en fonction de leurs ratios financiers. Pour les autres secteurs, les estimations des taux de défaut sont effectuées en tenant compte des notations actuelles des actifs.

CLO :

Le modèle s'appuie sur une connaissance détaillée des caractéristiques des opérations et une évaluation du risque de crédit tenant compte de plusieurs paramètres, dont :

- le taux de défaut cumulé moyen « benchmarké », dont le niveau est déterminé en fonction de l'évolution du stock ;
- le taux de recouvrement ;
- et le paramètre de corrélation.

CDS sur Private Finance Initiative (CDS PFI) :

Le modèle de valorisation mis œuvre est basé sur une approche calibrée sur les prix de marchés des obligations « PFI » sous-jacentes et l'utilisation d'un taux de « recouvrement » uniforme.

1.4.2.5 Instruments reclassés en « Prêts et créances »

L'évaluation de la juste valeur des instruments reclassés en « Prêts et créances » dans les conditions prévues par l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 « Reclassements d'actifs financiers » publié le 13 octobre 2008, mentionnée en annexe (cf. note 3.6), s'appuie sur les principes décrits ci-après.

- Pour les CMBS et CLO, la méthodologie d'évaluation de la juste valeur est identique au modèle utilisé pour ces mêmes produits classés en « Instruments à la juste valeur par résultat » et en « Actifs disponibles à la vente » ;
- Concernant les RMBS US et les RMBS européens, la méthode d'évaluation de la juste valeur correspond au prix de marché utilisé pour ces mêmes produits classés en « Instruments à la juste valeur par résultat » et en « Actifs disponibles à la vente ».

Par ailleurs, l'évaluation des flux recouvrables des instruments reclassés en « Prêts et créances » s'appuie sur les méthodologies suivantes :

- Pour les RMBS US et les RMBS européens, projection des pertes finales à partir des pertes estimées à ce jour, qui elles mêmes résultent du « delinquency pipeline », de la sévérité des pertes en cas de défaut et des pertes réalisées en fonction des actifs et millésimes des pools ; ces paramètres pouvant être le cas échéant stressés en fonction des caractéristiques intrinsèques des actifs ;

- Pour les CMBS et CLO, la méthodologie d'évaluation est identique au modèle décrit supra.

1.4.2.6 Crédits enregistrés en « Prêts et créances » et encours de location financement

La grande majorité des crédits de Natixis sont des crédits à taux variable et leur juste valeur est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs. Le taux d'actualisation retenu pour un crédit donné est le taux que Natixis accorderait en date d'arrêté à une même contrepartie pour un prêt de caractéristiques similaires. S'agissant essentiellement de crédits à taux variable, la méthode consiste donc à ajuster le taux contractuel en fonction de l'évolution des taux pratiqués sur le marché des crédits, et de l'évolution du risque de contrepartie.

Dès lors qu'il existe une cotation répondant aux critères de la norme IFRS 13, c'est le cours de cotation qui est utilisé.

La juste valeur des crédits dont la durée initiale est inférieure à un an est considérée correspondre à leur valeur comptable.

1.5 Dispositif de garantie des actifs de GAPC

Le 12 novembre 2009, a été mis en place un dispositif de protection des actifs d'une partie des portefeuilles de GAPC par BPCE avec un effet rétroactif au 1^{er} juillet 2009. Ce mécanisme de garantie a permis à Natixis de libérer une part importante des fonds propres alloués aux actifs cantonnés et de se prémunir contre les risques de pertes de ces portefeuilles postérieures au 30 juin 2009. Ce dispositif de protection s'articule autour de deux mécanismes :

- une sous participation en risque revêtant les caractéristiques d'une garantie financière et couvrant 85% du nominal des actifs comptabilisés dans les catégories « Prêts et créances » et « Actifs disponibles à la vente ». Par cette garantie Natixis est indemnisée dès le premier euro de défaut et à hauteur de 85% du montant de défaut ;
- deux TRS, l'un en euros et l'autre en dollars, transférant à BPCE 85% des résultats comptabilisés depuis le 1er juillet 2009 (latents et réalisés) sur le portefeuille d'instruments à la juste valeur par résultat (cash et dérivés). S'agissant d'instruments dérivés, les TRS sont valorisés au bilan en juste valeur par la contrepartie du compte de résultat. En parallèle, Natixis achète auprès de BPCE une option lui permettant de récupérer dans 10 ans, si celle-ci est exercée, la performance nette positive de ce portefeuille moyennant le paiement d'une prime évaluée à 367 millions d'euros, comptabilisée également à la juste valeur.

Le montant de prime réglé par Natixis, en contrepartie de la mise en place de la garantie financière est de 1 183 millions d'euros.

Ce montant de prime n'a pas donné lieu à une comptabilisation immédiate en compte de résultat ni à un étalement linéaire, la garantie couvrant des actifs dont les moins-values latentes ou dépréciations ont déjà été prises en compte en résultat.

Comptabilisée à l'initiation en compte de régularisation, elle est étalée en compte de résultat au même rythme, dans les mêmes proportions et au même niveau d'agrégat que :

- les reprises de provisions pour dépréciations (en coût du risque) ;
- les étalements de décote (en PNB) générée le 1er octobre 2008 sur les actifs reclassés en « Prêts et créances » au 1er octobre 2008 dans le cadre de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 publié le 13 octobre 2008.

NOTE 2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION**2.1 Évolution du périmètre de consolidation depuis le 1^{er} janvier 2013**

Les principales évolutions du périmètre intervenues depuis le 1^{er} janvier 2013 ont été les suivantes :

2.1.1 Banque de Grande Clientèle / GAPC

- Entrées de périmètre
 - Création du FCT Natixis Export Credit Agency (Fonds Commun de Titrisation) ;
 - Création de l'entité 720 Olive Street LLC, structure détenant un bien immobilier acquis suite à la mise en œuvre d'une garantie relative au financement du bien immobilier précité.

- Sorties de périmètre
 - Cession des parts juniors du FCT Nomura Resecuritization Trust Trust 2012-1R (FCT détenant des positions RMBS US anciennement portées par Natixis Paris, Natixis Londres, Natixis Funding et Natixis Financial Products). La cession de ces parts a entraîné la sortie du périmètre de consolidation du FCT Nomura Resecuritization Trust, ainsi que des deux structures juridiques intermédiaires Nordet LLC et Lombard LLC ;
 - Cession de WTC Owner (WAIKIKI Trade Center).

2.1.2 Épargne**Gestion d'actifs**

- Entrées de périmètre
 - Entrées dans le périmètre des entités H₂O Asset Management Corporate member (UK) et H₂O Asset Management Holding (Luxembourg) du fait du franchissement des seuils ;
 - Création de AEW Partners VII, INC (USA) ;
 - Entrée du fonds Aurora Horizon Funds.

Capital investissement – gestion pour compte de tiers

- Sorties de périmètre
 - Déconsolidation de Natixis Private Equity Opportunities du fait du passage sous les seuils de consolidation ;
 - Déconsolidation des entités BP Développement, Codeis et Naxicap rendement 2018 suite à la perte du contrôle exclusif détenu par Natixis sur BP Développement du fait, principalement, de la modification des statuts de BP Développement.

Assurances

- Sortie de périmètre
 - Liquidation d'Assurances Banque Populaire MIDCAP.

2.1.3 Services financiers spécialisés**Crédit-bail**

- Restructuration interne
 - TUP de GCE Bail au profit de Natixis Lease au 1^{er} janvier 2013.

2.1.4 Participations financières**Groupe COFACE**

- Entrée de périmètre
 - Consolidation de 6 fonds : fonds Colombes 1 à 6 dédiés au placement de la trésorerie de Coface.

Corporate Data Solution

- Sortie de périmètre
 - Cession de Coface Belgium Service.

Capital investissement

- Restructurations internes
 - TUP de FNS 4 au profit de NPEIS au 1^{er} janvier 2013 ;
 - TUP de NPEI au profit de NPE au 30 juin 2013.

2.1.5 Autres activités

- Déconsolidation de l'entité NBP Preferred Capital III LLC suite au remboursement des actions préférentielles au 6 février 2013.

2.2 Entités destinées à être cédées

Le total des actifs et des passifs des entités contrôlées destinées à être cédées dans le délai maximum de douze mois et pour lesquelles Natixis a initié la recherche active d'un acquéreur, constitue des actifs et passifs non courants présentés de manière distincte sur deux lignes spécifiques du bilan consolidé.

Le 20 décembre 2011, Natixis a conclu un protocole d'accord pour le transfert de sa succursale Natixis HO-CHI MINH à BPCE. La réalisation du transfert est suspendue à ce jour à l'obtention des autorisations des autorités de régulation vietnamiennes.

Par ailleurs, en mars 2013, Natixis a signé un protocole de cession de sa filiale Natixis Commodity Market dont la réalisation est conditionnée à l'obtention de l'autorisation des autorités de contrôles anglaises.

Natixis a maintenu, au 30 juin 2013, la consolidation par intégration globale de sa succursale Natixis HO-CHI MINH et de Natixis Commodity Market. Elle a présenté, conformément aux dispositions de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les actifs et passifs de ces entités de façon regroupée sur deux postes distincts du bilan : « Actifs non courants destinés à être cédés » et « Passifs non courants destinés à être cédés ».

Par ailleurs, au 31 décembre 2012, Natixis avait reçu une offre ferme concernant la cession de sa filiale Coface Services Belgium. Conformément aux dispositions de la norme IFRS 5, Natixis avait maintenu la consolidation par intégration globale de sa filiale et avait présenté les actifs et passifs de Coface Services Belgium de façon regroupée sur deux postes distincts du bilan. Au 30 juin 2013, la cession a été réalisée, la filiale Coface Services Belgium ne figure donc plus dans le périmètre de consolidation de Natixis.

En outre, compte tenu du projet de cession des Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) aux Banques Populaires et aux Caisses d'Épargne annoncé le 17 février 2013, Natixis a traité les CCI conformément aux dispositions de la norme IFRS 5. Ainsi :

- les CCI ont été exclus du périmètre de consolidation de Natixis dès l'ouverture de la période et ont été classés à l'actif du bilan consolidé sur la ligne « Actifs non courants destinés à être cédés » pour leur valeur consolidée à cette date. Ils sont évalués dans les comptes consolidés au 30 juin 2013 au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur nette des frais de cession ;
- aucune quote-part dans le résultat net ou dans les autres éléments du résultat global des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne de la période n'a été prise en compte dans les états financiers de Natixis au 30 juin 2013, ces entités étant déconsolidées au 1^{er} janvier 2013.

Détail des postes de bilan au 30/06/2013 affectés par IFRS 5 :

En millions d'Euros	Actif	Passif	
Actifs non courants destinés à être cédés	11 360	Dettes sur actifs destinés à être cédés	24
- CCI	11 155		
- Natixis HO-CHI-MINH	176	- Natixis HO-CHI-MINH	24
- Natixis Commodity Market	28		
		Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-828
		<u>Ecart de conversion</u>	<u>4</u>
		- CCI	1
		- Natixis Commodity Market	3
		<u>Actifs disponibles à la vente</u>	<u>-754</u>
		- CCI	-753
		- Natixis Commodity Market	-1
		<u>Instruments dérivés de couverture</u>	<u>-78</u>
		- CCI	-78

NOTE 3 NOTES RELATIVES AU BILAN**3.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat**

Ces actifs et passifs sont valorisés en juste valeur à la date d'arrêté avec constatation des variations de valeur, coupon inclus, dans le poste du compte de résultat "gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

3.1.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des actifs financiers à la juste valeur par résultat selon les natures d'instruments.

En millions d'euros	Notes	30/06/2013	31/12/2012
Titres relevant des opérations de transaction		54 936	61 708
Titres à revenu fixe		36 347	45 922
Titres à revenu variable (1)		18 589	15 786
Prêts ou créances relevant des opérations de transaction		2 124	2 366
Sur les établissements de crédit		1 996	2 130
Sur la clientèle		128	235
Instruments dérivés hors couverture (2)		67 518	67 137
Titres à la juste valeur sur option	<i>3.1.3.1</i>	105 523	97 559
Titres		12 830	14 150
<i>Revenu fixe</i>		4 137	4 368
<i>Revenu variable (1)</i>		8 693	9 782
Financement contre valeurs ou titres reçus en pension (3)		92 692	83 409
Prêts ou créances à la juste valeur sur option	<i>3.1.3.1</i>	3 199	3 100
Sur les établissements de crédit		419	279
Sur la clientèle		2 780	2 821
Total		233 300	231 870

(1) Y compris les parts d'OPCVM.

(2) Les informations sont présentées en tenant compte des effets de la compensation par devise entre les valorisations actives et les valorisations passives des dérivés traités avec la chambre de compensation « LCH Clearnet Ltd », dans le cadre du système de compensation « Swapclear ». Ainsi, le montant compensé des actifs et passifs sur les dérivés (dérivés de couverture inclus) est de 27 391 millions d'euros au 30 juin 2013 et de 45 912 millions d'euros au 31 décembre 2012.

(3) Au 30 juin 2013, les informations sont présentées en tenant en compte des effets de la compensation des opérations de pension livrées traitées avec les chambres de compensation LCH Clearnet Ltd (Repoclear), LCH Clearnet SA et Eurex AG. Natixis inscrit dans son bilan le montant net des contrats de prise et de mise en pension livrées sur titres qui respectent les conditions suivantes :

- ils sont conclus avec la même chambre de compensation ;
- ils présentent la même date d'échéance ;
- ils portent sur le même titre et le même dépositaire ;
- ils sont conclus dans la même devise.

Cette compensation n'a eu aucun impact net sur le compte de résultat consolidé. Le montant compensé des créances et des dettes sur les opérations de pension est de 1 163,2 millions d'euros au 30 juin 2013 et aurait été de 776,3 millions d'euros au 31 décembre 2012.

3.1.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Les passifs financiers évalués en juste valeur par résultat sont principalement constitués des dérivés non utilisés comme instruments de couverture.

Les titres classés dans les instruments relevant des opérations de transaction sont constitués essentiellement des ventes à découvert d'actifs financiers.

En millions d'euros	Notes	30/06/2013	31/12/2012
Instruments relevant des opérations de transaction		105 209	113 872
Titres		38 692	46 249
Instruments dérivés hors couverture (1)		65 393	66 458
Autres dettes		1 124	1 165
Instruments à la juste valeur sur option	3.1.3.2	86 186	87 041
Titres		13 369	13 260
Titres ou valeurs donnés en pension (1)		72 621	73 620
Autres dettes		196	160
Total		191 394	200 913

(1) Les informations sont présentées en tenant compte des effets de la compensation (cf. commentaire de bas de tableau de la note 3.1.1.)

3.1.3 Actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option

Conditions de classification des actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option

Les actifs et passifs financiers sont désignés à la juste valeur par résultat quand ce choix permet de délivrer une information plus pertinente ou quand ces instruments sont porteurs d'un ou de plusieurs dérivés incorporés significatifs et séparables.

L'utilisation de l'option juste valeur est supposée délivrer une information plus pertinente dans deux situations :

- en l'absence de concordance comptable entre un (ou des) actif(s) et un (ou des) passif(s) économiquement liés. C'est en particulier le cas entre un actif/passif et un dérivé de couverture lorsque les conditions de la comptabilité de couverture ne sont pas remplies : il s'opère alors une compensation naturelle entre les variations de juste valeur de l'instrument couvert et celle du dérivé de couverture ;
- en présence d'un portefeuille d'actifs et de passifs financiers gérés et évalués en juste valeur dans le cadre d'une politique documentée de gestion d'actifs et de passifs.

3.1.3.1 Actifs financiers à la juste valeur sur option

En millions d'euros	30/06/2013				31/12/2012			
	Valeur comptable	Non concordance comptable	Gestion en juste valeur	Dérivés incorporés	Valeur comptable	Non concordance comptable	Gestion en juste valeur	Dérivés incorporés
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	419	419			279	279		
Prêts ou créances sur la clientèle	2 780	47	281	2 453	2 821	27	211	2 583
Titres à revenu fixe	4 137	1 652	99	2 386	4 368	1 672	95	2 601
Titres à revenu variable	8 693	6 633	2 060		9 782	7 157	2 625	
Autres actifs	92 692		92 692		83 409		83 409	
Total	108 721	8 751	95 132	4 839	100 659	9 135	86 340	5 184

3.1.3.2 Passifs financiers à la juste valeur sur option

En millions d'euros	30/06/2013				31/12/2012			
	Valeur comptable	Non concordance comptable	Gestion en juste valeur	dérivés incorporés	Valeur comptable	Non concordance comptable	Gestion en juste valeur	dérivés incorporés
Dettes envers des établissements de crédit	141	141			144	144		
Dettes envers de la clientèle	35	35						
Dettes représentées par un titre	13 283	13 122	15	145	13 173	12 793	15	365
Dettes subordonnées	86			86	88			88
Autres dettes	72 641		72 641		73 636		73 636	
Total	86 186	13 299	72 656	231	87 041	12 937	73 651	453

Certains passifs émis et comptabilisés en option juste valeur par résultat bénéficient d'une garantie. L'effet de cette garantie est intégré dans la juste valeur des passifs.

3.2 Actifs financiers disponibles à la vente

Le tableau ventile le poste des actifs financiers disponibles à la vente par nature d'instruments. Il fait apparaître la valeur brute avant dépréciations, les dépréciations et la valeur nette après dépréciations.

Les actifs disponibles à la vente font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date d'arrêté publiable (soit sur un rythme trimestriel). Lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation et qu'une diminution de la juste valeur a été précédemment comptabilisée dans les capitaux propres, la perte cumulée est sortie des capitaux propres et comptabilisée en résultat.

En millions d'euros	30/06/2013	31/12/2012
Encours de crédit	38	36
- Prêts ou créances	37	36
- Créances rattachées	1	0
Titres	39 569	39 670
- A revenu fixe	31 932	32 606
- A revenu variable (1)	7 080	6 570
- Créances rattachées	558	494
Total des actifs disponibles à la vente avant dépréciations	39 607	39 706
Dépréciation des actifs disponibles à la vente	(1 132)	(1 221)
- Prêts ou créances	(13)	(11)
- Titres à revenus fixes	(108)	(112)
- Titres à revenus variables (2)	(1 011)	(1 098)
Total	38 475	38 485

(1) Y compris les parts d'OPCVM

(2) Au premier semestre 2013, la charge de dépréciation durable des titres à revenu variable s'établit à 53 millions d'euros contre 106 millions d'euros au 30 juin 2012. Cette charge concerne les portefeuilles de l'assurance pour 37 millions d'euros (80 millions d'euros au 30 juin 2012) dont l'impact est neutralisé compte tenu du mécanisme de la participation aux bénéfices.

La charge sur le 1^{er} semestre 2013 se répartit entre un complément de dépréciation sur des titres antérieurement dépréciés pour 31 millions d'euros dont 23 millions d'euros sur les portefeuilles de l'assurance (61 millions d'euros au 30 juin 2012 dont 46 millions d'euros sur les portefeuilles de l'assurance), des dotations sur titres nouvellement dépréciés liées à l'application des critères automatiques tels que définis dans les principes et méthodes comptables pour 13 millions d'euros portant intégralement sur les portefeuilles de l'assurance (11 millions d'euros au 30 juin 2012 dont 1 millions d'euros sur les portefeuilles de l'assurance) et des dotations sur titres nouvellement dépréciés liées à l'application de critères d'analyse pour 9 millions d'euros dont 0,3 millions d'euros pour les portefeuilles de l'assurance (34 millions d'euros au 30 juin 2012 dont 33 millions d'euros sur les portefeuilles de l'assurance).

3.3 Juste valeur des actifs et passifs financiers évalués en juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur de l'ensemble des actifs financiers comptabilisés en juste valeur au bilan.

La juste valeur des actifs financiers évalués en juste valeur au bilan est ventilée suivant la hiérarchie des paramètres utilisés pour valoriser les actifs décrits en note 1.4.2.

3.3.1 Juste valeur des actifs financiers évalués en juste valeur au bilan

Actifs En millions d'euros	Au 30 juin 2013				Au 31 décembre 2012			
	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	124 578	48 897	72 868	2 813	131 211	51 146	74 874	5 191
Titres détenus à des fins de transaction	54 936	46 604	6 542	1 791	61 708	49 381	8 408	3 919
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive)	67 518	2 290	64 206	1 022	67 137	1 759	64 106	1 271
Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 124	3	2 119	1	2 366	5	2 360	
Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option	108 721	9 522	97 968	1 231	100 659	10 250	89 324	1 085
Titres à la juste valeur sur option	12 831	9 522	2 357	952	14 150	10 250	3 026	873
Autres actifs financiers à la juste valeur sur option	95 891		95 612	279	86 509		86 298	211
Instruments dérivés de couverture (actif)	2 585		2 585		2 722		2 722	
Actifs financiers disponibles à la vente	38 475	35 092	2 489	893	38 485	34 389	3 070	1 025
Titres disponibles à la vente - Titres de participation	1 326	177	344	805	1 326	166	401	760
Autres titres disponibles à la vente	37 124	34 916	2 120	88	37 133	34 224	2 644	265
Autres actifs financiers disponibles à la vente	25		25		25		25	
Total des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur	274 359	93 511	175 910	4 937	273 076	95 786	169 990	7 301

3.3.1.1 Actifs financiers à la juste valeur présentés au niveau 3

En millions d'euros	Ouverture niveau 3 01/01/2013	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période		Transactions de la période		Reclassements de la période			Variation de périmètre	Ecart de change	Clôture niveau 3 30/06/2013	
		Au compte de résultat (1)		En gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Achats/ Emissions	Ventes/ Remboursements	En dehors du niveau 3	Vers le niveau 3				Autres reclassements
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations échues ou remboursées au cours de la période									
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction	5 191	(110)	(13)		131	(2 533)	(114)		253	8	2 813	
Titres détenus à des fins de transaction	3 919	(17)	(3)		131	(2 379)	(118)		252	6	1 791	
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive)	1 271	(94)	(10)			(153)	4		0	3	1 022	
Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction	0	1									1	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option	1 085	10	0		162	(200)	(8)	177		6	1 231	
Titres à la juste valeur sur option	873	8	1			(101)	(8)	177		2	952	
Autres actifs financiers à la juste valeur sur option	211	2	(1)		162	(99)				4	279	
Instruments dérivés de couverture												
Actifs financiers disponibles à la vente	1 025	9	6	44	42	(68)	(177)	11	0	1	893	
Titres disponibles à la vente - Titres de participation	760	9	10	32	30	(36)			0	0	805	
Autres titres disponibles à la vente	265	0	(4)	12	13	(32)	(177)	11	0	0	88	
Autres actifs financiers disponibles à la vente												
Total des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur	7 301	(92)	(7)	44	336	(2 801)	(298)	188	253	14	4 937	

Les principaux impacts comptabilisés en compte de résultat sont mentionnés en note 4.3.

3.3.1.2 Actifs financiers à la juste valeur : Transfert de niveau de juste valeur

En millions d'euros	De	Au 30 juin 2013			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 2	Niveau 3
		Niveau 2	Niveau 1	Niveau 3	Niveau 2
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		90	1		(114)
Titres détenus à des fins de transaction		90	1		(118)
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive)					4
Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction					
Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option		2	8	177	(8)
Titres à la juste valeur sur option		2	8	177	(8)
Autres actifs financiers à la juste valeur sur option					
Instruments dérivés de couverture (actif)					
Actifs financiers disponibles à la vente		68	82	11	(177)
Titres disponibles à la vente - Titres de participation					
Autres titres disponibles à la vente		68	82	11	(177)
Autres actifs financiers disponibles à la vente					

Les montants des transferts correspondent à la dernière valorisation précédant le changement de niveau de juste valeur.

(1) Il a été observé sur le dernier trimestre de la période un retour à la liquidité des RMBS US et RMBS européens détenus par Natixis (prix de marché disponibles). Ainsi, au 30 juin 2013, ces derniers ont été valorisés à partir de prix de marché alors qu'ils étaient valorisés jusqu'alors selon un modèle de valorisation, sans impact significatif sur le résultat de la période.

Analyse de sensibilité de la juste valeur des instruments financiers évalués selon le niveau 3 - Actifs et Passifs

Une sensibilité de la juste valeur des instruments valorisés à partir de paramètres non observables a été évaluée au 30 juin 2013. Cette sensibilité permet d'estimer à l'aide d'hypothèses probables les effets des fluctuations des marchés du fait d'un environnement économique instable. Cette estimation a été effectuée par le biais :

- ❑ d'une variation « normée ³ » des paramètres non observables pour les instruments de taux et actions. La sensibilité calculée est de - 1 million d'euros.
- ❑ d'une variation forfaitaire :
 - de 10% (à la hausse ou à la baisse) concernant les taux de perte estimés des sous-jacents pour modéliser la valorisation des tranches de CDO d'ABS ;
 - de 1% (à la hausse ou à la baisse) pour les sous-jacents des CLO ;
 - ou de 10% (à la hausse ou à la baisse) des LTV sur lesquelles est fondé le calcul des taux de perte du collatéral des CMBS.

soit un impact de sensibilité correspondant à une amélioration de la valorisation de 26,4 millions d'euros en cas d'amélioration des paramètres ci-dessus ou à une baisse de la valorisation de 33 millions d'euros en cas de dégradation de ces mêmes paramètres⁴.

³ Soit l'écart type des prix de consensus utilisés pour l'évaluation des paramètres (TOTEM...)

⁴ Impact calculé avant prise en compte de la garantie BPCE

3.3.2 Juste valeur des passifs financiers évalués en juste valeur au bilan

Passifs En millions d'euros	Au 30 juin 2013				Au 31 décembre 2012			
	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	105 208	40 453	64 207	548	113 872	47 195	65 891	786
Titres émis à des fins de transaction	38 692	38 018	674		46 249	45 228	1 022	
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur négative)	65 392	2 436	62 409	548	66 458	1 961	63 711	786
Autres passifs financiers émis à des fins de transaction	1 124		1 124		1 165	6	1 159	
Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option	86 186		86 186		87 041		87 041	
Titres émis à la juste valeur sur option	13 369		13 369		13 260		13 260	
Autres passifs financiers à la juste valeur sur option	72 817		72 817		73 781		73 781	
Instruments dérivés de couverture (passif)	675		675		1 277		1 277	
Total	192 069	40 453	151 068	548	202 190	47 195	154 209	786

3.3.2.1 Passifs financiers à la juste valeur présentés au niveau 3

En millions d'euros	Ouverture niveau 3 01/01/2013	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Transactions de la période		Reclassements de la période			Variation de périmètre	Ecart de change	Clôture niveau 3 30/06/2013
		Au compte de résultat		En gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Achats/ Émissions	Ventes/ Remboursements	En dehors du niveau 3	Vers le niveau 3	Autres reclassements			
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations échues ou remboursées au cours de la période									
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction	786	(22)	(4)			(222)	1	9	(0)		1	548
Titres émis à des fins de transaction												
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur négative)	786	(22)	(4)			(222)	1	9	(0)		1	548
Autres passifs financiers émis à des fins de transaction												
Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option												
Titres émis à la juste valeur sur option												
Autres passifs financiers à la juste valeur sur option												
Instruments dérivés de couverture (passif)												
Total des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur	786	(22)	(4)			(222)	1	9	(0)		1	548

3.3.2.2 Passifs financiers à la juste valeur : Transfert de niveau de juste valeur

En millions d'euros	De	Au 30 juin 2013				
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 2	Niveau 3	
	Vers	Niveau 2	Niveau 1	Niveau 3	Niveau 2	
Passifs financiers détenus à des fins de transaction					9	1
Titres émis à des fins de transaction						
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur négative)					9	1
Autres passifs financiers émis à des fins de transaction						
Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option						
Titres émis à la juste valeur sur option						
Autres passifs financiers à la juste valeur sur option						
Instruments dérivés de couverture (passif)						

Les montants des transferts correspondent à la dernière valorisation précédent le changement de niveau de juste valeur.

3.4 Prêts et Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle et Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

3.4.1 Prêts et créances sur les établissements de crédit

En millions d'euros	30/06/2013	31/12/2012
Encours	72 359	62 156
Encours sains	72 062	61 833
Encours en défaut	297	323
Provisions	(219)	(223)
Total	72 140	61 932

La juste valeur des prêts et créances sur les établissements de crédit s'établit à 72 687 millions d'euros au 30 juin 2013 contre un montant de 61 913 millions d'euros au 31 décembre 2012.

3.4.2 Prêts et créances sur la clientèle

En millions d'euros	30/06/2013	31/12/2012
Encours	97 843	102 035
Encours sains	92 817	96 721
Encours en défaut	5 026	5 315
Provisions	(2 519)	(2 617)
Total	95 324	99 418

La juste valeur des prêts et créances sur la clientèle s'établit à 96 760 millions d'euros au 30 juin 2013 contre un montant de 100 077 millions d'euros au 31 décembre 2012.

3.4.3 Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	30/06/2013	31/12/2012
Comptes ordinaires créditeurs et dettes rattachées	6 176	5 311
Comptes et emprunts	110 405	105 229
Titres donnés en pension livrée	18 065	16 872
Autres dettes	7	8
Dettes rattachées	324	334
Total	134 977	127 754

La juste valeur des dettes envers les établissements de crédit s'établit à 136 099 millions d'euros au 30 juin 2013 contre un montant de 128 325 millions d'euros au 31 décembre 2012.

3.4.4 Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	30/06/2013	31/12/2012
Comptes ordinaires créditeurs	15 814	17 426
Comptes et emprunts	29 951	19 443
Titres donnés en pension livrée	19 987	14 959
Comptes d'épargne à régime spécial	233	230
Comptes d'affacturage	1 007	1 194
Dettes rattachées	34	38
Autres	922	1 260
Total	67 948	54 550

La juste valeur des dettes envers la clientèle s'établit à 67 918 millions d'euros au 30 juin 2013 contre un montant de 54 533 millions d'euros au 31 décembre 2012.

3.5 Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

En millions d'euros	30/06/2013	31/12/2012
Effets publics		
Valeur brute	1 243	1 243
Provisions		
Effets publics nets	1 243	1 243
Obligations		
Valeur brute	2 143	2 267
Provisions	(4)	(4)
Obligations nettes	2 139	2 263
Total	3 382	3 506

La juste valeur des actifs détenus jusqu'à l'échéance s'établit à 3 845 millions d'euros au 30 juin 2013 contre un montant de 4 045 millions d'euros au 31 décembre 2012.

3.6 Reclassement d'actifs financiers dans le cadre de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 publié le 13 Octobre 2008

3.6.1 Reclassements sur la période

Natixis n'a pas effectué de reclassement d'actifs au cours du premier semestre 2013 dans le cadre de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 « Reclassements d'actifs financiers » publiés par l'IASB le 13 octobre 2008.

3.6.2 Informations sur les instruments reclassés au 1^{er} octobre 2008

Dans le cadre des possibilités ouvertes par l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 publié par l'IASB le 13 octobre 2008, Natixis a reclassé dans la catégorie des « Prêts et créances » en date du 1er octobre 2008 :

- 8,8 milliards d'euros de juste valeur d'actif classés précédemment dans la catégorie des « Instruments à la juste valeur par résultat – Trading » ;
- 2,8 milliards d'euros de juste valeur d'actifs classés précédemment dans la catégorie des « Actifs disponibles à la vente ».

La valorisation des instruments reclassés, dans les conditions prévues par l'amendement du 13 octobre 2008, a été réalisée à partir de modèles de valorisation dont les principes sont décrits en note 1.4. Les variations de juste valeur des actifs reclassés, présentées dans le tableau ci-dessous, sont celles qui auraient dû affecter le résultat du premier semestre 2013 si ces instruments n'avaient pas été reclassés au 1er octobre 2008.

En millions d'Euros	30/06/2013				
	Juste valeur au 30/06/2013	Valeur comptable au 30/06/2013	Variations de juste valeur qui auraient été comptabilisées en résultat sur des actifs antérieurement classés à la juste valeur par résultat	Dépréciations qui auraient été reconnues en résultat sur des actifs antérieurement classés en "Actifs disponibles à la vente"	Variations de juste valeur qui auraient été comptabilisées en capitaux propres recyclables sur des actifs antérieurement comptabilisés en "Actifs disponibles à la vente"
Instruments reclassés dans la catégorie - Prêts et Créances	588	673	(8)	12	30
Total	588	673	(8)	12	30
Données au 31/12/2012	1 576	2 032	(39)	119	1

3.7 Écarts d'acquisition

En millions d'Euros	31/12/2012	30/06/2013					Valeur fin de période
	Valeur début de période	Acquisitions de la période	Cessions	Dépréciations	Écarts de conversion	Autres mouvements	
Epargne	2 205	1			16	(3)	2 219
Natixis Asset Management	2 023	1			16		2 040
Natixis Assurance	96					(3)	93
Gestion privée	72						72
Capital Investissement pour compte de tiers	13						13
Services Financiers Spécialisés	59						59
Natixis Interépargne	31						31
Cautions et garanties	12						12
Natixis Consumer Finance	10						10
Natixis Intertitres	6						6
Participations Financières	355						355
Coface "Core"	355						355
Autres activités	123						123
Total	2 742	1			16	(3)	2 756

3.8 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre (bons de caisse, titres du marché interbancaire...) sont ventilées selon la nature de leur support à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste « dettes subordonnées ».

Ces dettes sont inscrites au bilan à la juste valeur à l'initiation, puis évaluées au coût amorti.

En millions d'euros	30/06/2013	31/12/2012
Titres de créances négociables	48 446	34 650
BMTN	25 745	21 019
CDN	22 702	13 631
Emprunts obligataires (1)	8 468	8 379
Autres dettes représentées par un titre	1 988	2 476
Dettes rattachées	209	579
Total	59 111	46 085

(1) Ce poste comprend les obligations de l'opération P3CI pour un montant de 6,9 milliards d'euros au 30 juin 2013 identique au 31 décembre 2012.

3.9 Provisions et dépréciations

3.9.1 Synthèse des provisions

En millions d'euros	31/12/2012	Augmentations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres	30/06/2013
Provisions déduites de l'actif	4 448	518	(416)	(309)	2	(3)	14	4 254
Provisions sur prêts et créances	2 831	412	(220)	(300)	0	(3)	10	2 733
Dépréciations durables sur actifs financiers disponibles à la vente	1 221	58	(146)	(1)	0		1	1 133
Autres dépréciations	397	48	(51)	(8)	1	(3)	3	388
Provisions de passif	1 670	136	(59)	(61)	7	(1)	(17)	1 675
Provisions pour risques et charges	1 483	125	(55)	(58)	7	(1)	(16)	1 485
Provisions pour risques de contrepartie	679	30	(35)		9	(1)	(13)	669
Provisions pour risques de dépréciation	38	24	(8)	(1)	0		(6)	47
Provisions pour engagements sociaux	598	46	(5)	(45)	(1)		2	596
Provisions pour risques d'exploitation	168	25	(8)	(12)	(2)		1	173
Provisions pour impôt courant	186	11	(4)	(3)			(1)	189
Total	6 118	655	(476)	(370)	9	(3)	(2)	5 930

Les montants présentés dans le tableau ci-dessus incluent les dépréciations des actifs détenus par les sociétés d'assurance vie. Ils sont présentés hors effet des mouvements de provisions techniques d'assurance.

(1) Les états financiers de l'exercice comparatif 2012 sont retraités de l'impact de l'application de la norme IAS 19 révisée. Les effets du changement de méthode liés à la mise en place de la norme IAS 19 révisée sont décrits en note 8.2.

3.9.2 Provisions pour risques et charges

En millions d'euros	31/12/2012	Augmentations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres	30/06/2013
Risques de contrepartie	679	30	(35)		9	(1)	(13)	669
Engagements	92	5	(9)		0	(1)	(6)	82
Litiges clientèle (1)	575	25	(26)		9		(3)	579
Autres provisions	12	1	(0)				(4)	8
Risques de dépréciation	38	24	(8)	(1)	0		(6)	47
Immobilisations financières	25	23	(7)		0		(2)	39
Promotion immobilière	0	0		(0)				0
Autres provisions	12	1	(1)	(1)			(4)	8
Engagements sociaux	598	46	(5)	(45)	(1)		2	596
Risques d'exploitation	168	25	(8)	(12)	(2)		1	173
Total	1 483	125	(55)	(58)	7	(1)	(16)	1 485

(1) dont 379 millions d'euros de provisions au 30 juin 2013 au titre de l'encours net Madoff contre 372 millions d'euros au 31 décembre 2012.

(2) Les états financiers de l'exercice comparatif 2012 sont retraités de l'impact de l'application de la norme IAS 19 révisée. Les effets du changement de méthode liés à la mise en place de la norme IAS 19 révisée sont décrits en note 8.2.

3.10 Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres super subordonnés. Elles sont valorisées selon la méthode du coût amorti.

En millions d'euros	30/06/2013	31/12/2012
Dettes subordonnées à durée déterminée (1)	3 540	4 088
Dettes subordonnées à durée indéterminée	10	53
Dettes rattachées	76	75
Total	3 626	4 216

(1) Les contrats d'émission de dettes subordonnées ne comprennent pas de clause prévoyant un remboursement anticipé en cas de non respect d'un ratio financier.

Évolution des dettes subordonnées au cours de la période

En millions d'euros	31/12/2012	Emissions	Remboursements	Ecarts de conversion	Autres	30/06/2013
		(1)	(2)		(3)	
Autres dettes subordonnées à durée déterminée	4 088		(579)	3	28	3 540
Titres subordonnés	2 856		(421)	3	(15)	2 422
Emprunts subordonnés	1 232		(158)		43	1 118
Autres dettes subordonnées à durée indéterminée	53				(43)	10
Titres super subordonnés						
Titres subordonnés	53				(43)	10
Emprunts subordonnés						
Total	4 141		(579)	3	(15)	3 550

Ce tableau ne prend pas en compte: - les actions de préférence,
- les dettes rattachées.

- (1) Aucune émission d'emprunts ni de titres subordonnés n'est intervenue au cours du premier semestre 2013.
- (2) Les remboursements d'emprunts et titres subordonnés concernent :
 - par anticipation : rachat à hauteur de -21,5 millions d'euros et -7,7 millions d'euros de titres émis en avril 2003 et de maturité initiale avril 2023, ainsi que de 10 000 titres participatifs émis en 1985 ;
 - à l'échéance : remboursement d'emprunts subordonnés concernant des émissions de décembre 2002 souscrits par BPCE à hauteur de 150,0 millions d'euros, et de juin 2003 pour un encours de 400,0 millions d'euros ;
- (3) Les autres variations concernent essentiellement la réévaluation des dettes ayant fait l'objet d'une couverture ainsi que les mouvements enregistrés sur le stock de titres intra-groupe détenu par Natixis Funding dans le cadre de son activité d'animation de la dette de Natixis sur le marché secondaire. Sont concernées la ligne d'emprunts participatifs de novembre 1985 ainsi que les émissions de TSR de juillet 2003, décembre 2006 et mai 2007.

NOTE 4 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

4.1 Marge d'intérêt

Les postes « intérêts et produits assimilés » et « intérêts et charges assimilées » enregistrent les intérêts des titres à revenus fixes comptabilisés dans la catégorie actifs disponibles à la vente, les intérêts sur les prêts/emprunts et créances/dettes sur les établissements de crédit et sur la clientèle.

Ils enregistrent également les intérêts sur les titres détenus jusqu'à l'échéance.

Les actifs et passifs financiers évalués au coût amorti donnent lieu à la comptabilisation d'intérêts calculés sur la base du taux d'intérêt effectif.

En millions d'euros	1er semestre 2013			1er semestre 2012		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Banque Centrale	37	0	37	3		3
Intérêts sur titres	564	(378)	187	610	(492)	118
Prêts et créances	1 853	(776)	1 077	2 872	(1 438)	1 435
<i>Sur les établissements de crédit</i>	414	(523)	(109)	914	(1 175)	(260)
<i>Sur la clientèle</i>	1 213	(244)	969	1 726	(241)	1 486
<i>Location financement</i>	226	(9)	218	232	(23)	209
Dettes subordonnées		(74)	(74)		(86)	(86)
Autres	1	0	1	1	0	1
Instruments de couverture	216	(370)	(154)	318	(531)	(213)
<i>Intérêts courus ou échus sur instruments dérivés</i>	216	(370)	(154)	318	(531)	(213)
Intérêts sur créances dépréciées yc créances restructurées	6	0	6	7	0	7
Total	2 678	(1 597)	1 080	3 810	(2 546)	1 264

4.2 Commissions nettes

Les modalités de comptabilisation des commissions reçues rattachées à des services ou à des instruments financiers dépendent de la finalité des services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auquel le service est attaché. Les commissions rémunérant une prestation de service immédiate telles que les commissions d'apporteur d'affaires, sont enregistrées en produits dès l'achèvement de la prestation ; celles perçues dans le cadre d'une prestation de service continu, telles que les commissions de garantie ou les commissions de gestion, sont étalées prorata temporis sur la durée de la prestation. Les commissions de fiducie ou d'activité analogues sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom de particuliers, de régimes de retraite, ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les produits d'intérêt et non au poste « commissions ».

En millions d'euros	1er semestre 2013			1er semestre 2012		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Opérations avec les établissements de crédit	6	(14)	(8)	2	(13)	(12)
Opérations avec la clientèle	210	(13)	197	265	(4)	262
Opérations sur titres	64	(55)	9	43	(84)	(41)
Opérations sur moyens de paiement	179	(31)	149	180	(38)	142
Prestations de services financiers	162	(264)	(101)	168	(258)	(90)
Opérations de fiducie	1 007		1 007	954		954
Commissions sur engagements de financement, de garantie, de titres, d'instruments dérivés	98	(132)	(34)	110	(107)	3
Autres	190	(303)	(112)	181	(296)	(115)
Total	1 918	(811)	1 107	1 903	(800)	1 103

La prime versée à BPCE au titre de la garantie des actifs de la GAPC classés en « prêts et créances » et en « actifs disponibles à la vente » est comptabilisée en charges au prorata des reprises de provisions et des étalements de décotes de reclassement intervenus sur la période pour ces actifs.

La charge d'étalement de la prime au 30 juin 2013 comptabilisée en commission sur engagement de garantie est de - 84 millions d'euros contre - 64 millions d'euros au 30 juin 2012.

4.3 Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Ce poste enregistre les gains et pertes sur actifs/ passifs à la juste valeur par résultat qu'ils soient qualifiés de transaction ou juste valeur sur option, y compris les intérêts générés par ces instruments. Il enregistre également les effets de la mise en œuvre de la norme IFRS 13 (cf note 1.1).

La ligne « dérivés de couverture » comprend les variations de juste valeur des dérivés, intérêts inclus, classés en couverture de juste valeur, ainsi que la réévaluation symétrique des éléments couverts. Elle enregistre également la part "inefficace" des couvertures de flux de trésorerie.

En millions d'euros	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Gains nets sur les actifs et passifs financiers hors dérivés de couverture	968	644
Gains nets sur les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction (1)	1 012	514
Gains et pertes nets sur les autres actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option (2)	290	239
Autres	(334)	(109)
Dérivés de couverture et variation de l'élément couvert	23	60
Inefficacité de la couverture de flux de trésorerie (CFH)	26	16
Inefficacité de la couverture de juste valeur (FVH)	(3)	44
Variation de la couverture de juste valeur	(8)	10
Variation de l'élément couvert	5	33
Total	991	704

(1) La ligne "Gains nets sur les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction" inclut :

- La valorisation des CDO d'ABS à composante subprime non couverts (cf. note 1.4), qui a conduit à la constatation d'un produit sur le premier semestre 2013 de 2 millions d'euros (hors effet de la garantie BPCE) contre une charge de 6 millions d'euros au 30 juin 2012, se rapportant à une exposition nette de 114 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 187 millions d'euros au 30 juin 2012 ;
- Les réfections appliquées à la juste valeur des CDS conclus avec les monolines (cf. note 1.4) diminuent au cours de la période, soit un produit de 92,8 millions d'euros au 30 juin 2013 (hors impact de change et effet de la garantie), contre un produit de 1 190 millions d'euros au 30 juin 2012. Corrélativement le stock de réfections constaté au bilan diminue de 99 millions d'euros au premier semestre 2013, et évolue de 351 millions d'euros au 31 décembre 2012 à 252 millions d'euros au 30 juin 2013 ;
- Les réfections sur les dérivés de crédit conclus avec les CDPC (Crédit Derivatives Product Companies (cf. note 1.4)) reprises sur le premier semestre 2013 pour 0,8 million d'euros contre une reprise de 9,7 millions d'euros au 30 juin 2012 (hors effet de la garantie BPCE et effet change), s'élèvent à 0,3 million d'euros, se rapportant à une exposition économique de 0,4 million d'euros au 30 juin 2013.
Corrélativement, la provision sur base de portefeuilles a été reprise de 11,8 millions d'euros sur le premier semestre 2013 contre une reprise de 63,3 millions d'euros au 30 juin 2012 (hors effet de la garantie BPCE et effet change), portant le stock à 44,4 millions d'euros, celui-ci se rapportant à une exposition de 138,4 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 523,3 millions d'euros au 30 juin 2012 ;
- Au 30 juin 2013, le stock de décote sur les parts de fonds, constitué en 2009 sur la base des prix de vente observés sur le marché secondaire, s'élève à 28 millions d'euros contre 29 millions d'euros au 30 juin 2012, soit une variation positive de 1 millions d'euros au premier semestre 2013 contre un produit de 3,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012.

(2) Les gains et pertes nets comprennent notamment la valorisation du spread émetteur sur les émissions de Natixis classées dans les instruments à la juste valeur par résultat sur option qui a eu une incidence négative sur le résultat du premier semestre de 37,1 millions d'euros au 30 juin 2013 contre une charge de 58 millions d'euros au 30 juin 2012.

4.4 Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente

Les gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente comprennent essentiellement les résultats de cession des titres, et les pertes de valeur sur titres à revenu variable (dépréciation durable).

Les titres à revenu variable classés dans la catégorie "actifs disponibles à la vente" font l'objet de test de dépréciation lorsque leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable.

Les pertes de valeur des titres à revenu fixe sont comptabilisées en coût du risque.

Les encours dont la date de syndication était dépassée au 30 juin 2013 ont fait l'objet sur la base individuelle d'une analyse afin de prendre en compte dans le résultat les éventuelles décotes de marché observées à la date de clôture.

Ce poste enregistre également les dividendes sur titres à revenu variable.

En millions d'euros	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Dividendes	121	139
Résultats de cession	175	64
Pertes de valeur des titres à revenu variable	(53)	(106)
Décotes sur crédits syndiqués	5	0
Total	249	97

4.5 Autres produits et charges

Les produits et charges des autres activités recouvrent notamment les produits et charges accessoires sur la location financement et les produits et charges sur les immeubles de placement.

Ce poste comprend également les charges et produits liés à l'activité d'assurance, et notamment, les primes reçues de l'assurance vie, les charges de prestation et les dotations et reprises de provisions techniques des contrats d'assurance.

En millions d'euros	1er semestre 2013			1er semestre 2012		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Opérations de location financement	53	(73)	(20)	58	(50)	8
Immeubles de placement	56	(11)	45	65	(22)	43
Sous total activités immobilières	109	(84)	25	123	(72)	51
Charges et produits d'assurance	2 295	(2 468)	(173)	1 988	(2 142)	(154)
Opérations de location simple	45	(34)	11	46	(37)	9
Autres produits et charges accessoires	286	(147)	139	448	(278)	170
Total	2 735	(2 733)	2	2 605	(2 529)	76

4.6 Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets des refacturations, les charges sociales ainsi que les avantages au personnel tels que les charges de retraite (partie relative aux régimes à prestations définies) ou encore les paiements sur base d'actions, conformément à la norme IFRS 2 (cf. note 8).

Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et les services extérieurs.

En millions d'euros		1er semestre 2013	1er semestre 2012
Frais de personnel	Salaires et traitements	(1 017)	(993)
	<i>dont paiements en actions (1)</i>	(24)	(35)
	Avantages de retraite et autres avantages à long terme	(105)	(94)
	Charges sociales	(251)	(240)
	Intéressement et participation	(68)	(67)
	Impôts et taxes liés aux rémunérations	(72)	(57)
	Autres	(5)	(21)
Total Frais de personnel		(1 519)	(1 473)
Autres charges d'exploitation	Impôts et taxes	(86)	(64)
	Services extérieurs	(778)	(798)
	Autres	(49)	(50)
Total Autres charges d'exploitation		(914)	(912)
Total		(2 433)	(2 384)

(1) Le montant de l'étalement comptabilisé dans les comptes sur le premier semestre 2013, concernant les plans de fidélisation et de performance décrits en note 8.1.2, comprend une charge de 23,6 millions d'euros pour la partie de la rémunération réglée en trésorerie et indexée sur la valeur de l'action Natixis et un complément de charges de 0,8 millions d'euros pour la partie de la rémunération réglée en actions Natixis.

4.7 Coût du risque

Ce poste enregistre principalement la charge du risque sur les opérations de crédit : les dotations nettes de reprises de provisions, individuelles et collectives, les créances passées en perte sur l'exercice et les récupérations sur les créances amorties.

Sont également enregistrées dans ce poste les dépréciations éventuellement constituées en cas de risque de défaillance avéré de contreparties d'instruments financiers négociés de gré à gré.

La ligne "Dépréciations sur créances individuelles" comprend les dépréciations des titres classés en "Prêts et Créances" (y compris ceux reclassés dans les conditions de l'amendement du 13 octobre 2008) ainsi que celles des titres à revenu fixe classés en actifs financiers disponibles à la vente.

En millions d'euros	1er semestre 2013					1er semestre 2012				
	Dotations	Reprises nettes	Pertes sur créances non couvertes	Récupérations s/ créances amorties	Net	Dotations	Reprises nettes	Pertes sur créances non couvertes	Récupérations s/ créances amorties	Net
Provisions pour risques et charges	(30)	35			5	(27)	17			(10)
Engagement par signature	(5)	9				(8)	3			(5)
Autres	(25)	27				(19)	14			(5)
Provisions sur actifs financiers	(379)	244	(31)	22	(144)	(334)	175	(70)	7	(222)
Coût du risque	(409)	279	(31)	22	(139)	(361)	192	(70)	7	(232)
<i>dont</i>										
Reprises de dépréciation sans objet		279					192			
Reprises de dépréciations utilisées		155					345			
Sous-total reprises		434					537			
Pertes couvertes par provisions		(155)					(345)			
Total reprises nettes		279					192			

4.8 Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence au 31 décembre 2012 comprenait principalement le résultat des Certificats Coopératifs d'Investissement mis en équivalence. Ces entités étant déconsolidées au 1^{er} janvier 2013, aucune quote-part dans le résultat net ou dans les autres éléments du résultat global des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne de la période n'a été prise en compte dans les états financiers de Natixis au 30 juin 2013.

En millions d'euros	1er semestre 2013		1er semestre 2012	
	Valeur des participations mises en équivalence	Résultat	Valeur des participations mises en équivalence	Résultat
Caisses d'Épargne	0	0	6 080	154
Banques Populaires	0	0	5 130	75
Autres	129	10	121	9
Mécanisme P3CI avant effet impôt	0	0	0	63
Total	129	10	11 331	301

4.9 Rapprochement entre la charge d'impôt totale et la charge d'impôt théorique

En millions d'euros	1er semestre 2013	1er semestre 2012 (*)
+ Résultat net- Part du groupe	487	585
+ Résultat net- Part des minoritaires	(5)	21
+ Impôt de l'exercice	264	208
+ Dépréciations des écarts d'acquisition	0	5
- Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence	(10)	(301)
= Résultat comptable consolidé avant impôt, amortissement des écarts d'acquisition et résultat des sociétés mises en équivalence	736	518
+/- Différences permanentes	(92)	(129)
= Résultat fiscal consolidé	644	389
x Taux d'impôt théorique	33,33%	33,33%
= Impôt théorique	(215)	(130)
+ Contributions et impôt forfaitaire annuel	(9)	(2)
+ Impôt au taux réduit	0	(1)
+ Déficits de l'exercice limités par prudence	(61)	(10)
+ Effets de l'intégration fiscale	22	21
+ Différence de taux d'impôt sur filiales étrangères	1	(11)
+ Crédits d'impôt	19	11
+ Impôts de distribution des CCI et du mécanisme P3CI	0	(54)
+ Impôt sur exercices antérieurs	(69)	(85)
+ Autres éléments (1)	48	53
= Charge d'impôt de l'exercice	(264)	(208)
dont : impôt exigible	(165)	(119)
impôt différé	(99)	(89)

(*) Les états financiers de l'exercice comparatif 2012 sont retraités de l'impact de l'application de la norme IAS 19 révisée. Les effets du changement de méthode liés à la mise en place de la norme IAS 19 révisée sont décrits en note 8.2.

(1) Dont 80 millions d'euros d'économies d'impôt résultant de l'imputation de déficits antérieurs non activés sur le bénéfice de l'exercice 2013.

NOTE 5 ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

5.1 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En millions d'euros	1er semestre 2013 (**)	1er semestre 2012 (*)
Ecart de revalorisation des régimes à prestations définies		
<i>Autres mouvements</i>	-	
Eléments non recyclables en résultat	-	-
Ecart de conversion	(2)	77
<i>Reclassement vers le résultat</i>	0	-
<i>Autres mouvements</i>	(2)	77
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	102	138
<i>Reclassement vers le résultat</i>	8	29
<i>Autres mouvements</i>	94	109
	-	
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	134	(111)
<i>Reclassement vers le résultat</i>	90	84
<i>Autres mouvements</i>	44	(196)
Eléments recyclables en résultat	234	104
Quote part de gains ou pertes latents ou différés sur entités mises en équivalence nette d'impôts (**)	(2)	43
<i>Reclassement vers le résultat</i>	(0)	2
<i>Autres mouvements</i>	(2)	40
Impôts	(59)	(2)
TOTAL	173	144

(*) Les états financiers de l'exercice comparatif 2012 sont retraités de l'impact de l'application de la norme IAS 19 révisée. Les effets du changement de méthode liés à la mise en place de la norme IAS 19 révisée sont décrits en note 8.2.

(**) Les Certificats Coopératifs d'Investissement des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne ayant été classés dans les actifs non courants destinés à être cédés dès le début de la période et exclus du périmètre de consolidation, aucune quote part dans le résultat net ou dans les autres éléments du résultat global n'a été prise en compte dans les états financiers de Natixis au 30 juin 2013. Le montant de variation globale s'élève au 1^{er} semestre 2012 à ce titre à 39 millions d'euros.

NOTE 6 INFORMATION SECTORIELLE

Au cours de l'exercice 2009, Natixis a procédé à une revue approfondie de ses métiers et a ainsi décliné le plan New Deal : les activités pour compte propre ont été significativement réduites et les synergies avec les réseaux ont été développées. En 2012, compte tenu des contraintes réglementaires et d'un environnement économique demeurant incertain, Natixis a poursuivi sa politique de transformation. En particulier, s'agissant de la Banque de Financement et d'Investissement, son organisation a été adaptée afin de placer la relation client au cœur du développement et le pôle renommé en conséquence Banque de Grande Clientèle.

De ces évolutions successives est née une organisation regroupée autour de trois métiers cœur :

- **La Banque de Grande Clientèle**, qui conseille les entreprises, les investisseurs institutionnels, les compagnies d'assurances, les banques et les entités du secteur public et leur propose une gamme diversifiée de solutions de financements ainsi qu'un accès aux marchés de capitaux. Sa mission est triple : renforcer l'orientation client de la banque, être un lieu de rencontre entre émetteurs et investisseurs, déployer le modèle « Originate to Distribute » destiné à optimiser la rotation du bilan de la banque au travers d'une gestion active du portefeuille de crédit ;
- **Le pôle Épargne**, qui comprend la gestion d'actifs, l'assurance vie, la banque privée et le métier capital investissement pour compte de tiers issu de la scission de Natixis Private Equity en 2010 ;
- **Les Services Financiers Spécialisés**, qui regroupent les métiers de l'Affacturage, du Crédit-bail, du Crédit à la consommation, des Cautions et garanties, du financement du cinéma, de l'Ingénierie sociale, des Paiements et des Titres. Ces services s'inscrivent au cœur du développement de la banque de détail du groupe BPCE.

Les activités de Coface, de Capital investissement (activité pour compte propre et quote-part dans les fonds sponsorisés), **Natixis Algérie et la succursale de Ho-Chi-Minh** sont gérées comme des participations financières en raison des moindres synergies qu'elles présentent avec les autres métiers de Natixis.

En 2011, les activités de **Coface** ont été recentrées sur les métiers cœur (assurance-crédit et affacturage en Allemagne et Pologne), regroupées sous le périmètre **Coface**. Les activités non stratégiques issues de Coface (activités de services principalement) ont été regroupées sous le périmètre **Corporate Data Solutions**.

C'est sur la base de cette organisation que la Direction générale suit le résultat des différentes activités, établit ses « business plans » et effectue sa gestion opérationnelle. Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », c'est donc à partir de ce découpage interne des activités que Natixis a défini ses secteurs opérationnels.

6.1 Banque de Grande Clientèle

La Banque de Grande Clientèle conseille les entreprises, les investisseurs institutionnels, les compagnies d'assurances, les banques et les entités du secteur public en leur proposant une gamme diversifiée de solutions de financement sur mesure et un accès aux marchés de capitaux.

L'expertise et la technicité de ses équipes, associées à une recherche reconnue et régulièrement primée, permettent à Natixis de concevoir des solutions adaptées aux besoins de ses clients et intégrant les dernières évolutions des marchés.

Elle est structurée en deux sous-pôles aux objectifs complémentaires :

- **La Direction « Relations Clients et Conseils »** qui a pour mission de développer les relations avec les clients et de contribuer au renforcement des synergies entre les métiers de Natixis. Elle regroupe le Conseil en fusions-acquisitions, le Primaire actions, la Recherche économique, les Financements classiques ainsi que le Coverage. Celui-ci, en partenariat avec l'ensemble des métiers de Natixis, conçoit des solutions innovantes et sur mesure, adaptées aux besoins spécifiques de chacun de ses clients, allant des financements classiques aux montages les plus sophistiqués ;
- **La Direction « Financement et solutions de marché »**, qui réunit :
 - Les « Solutions de marché » qui regroupent les lignes métiers Actions, Taux Crédit, Change, Matières premières et « Global Structured Credit and Solutions » ;
 - Les « Financements structurés » qui originent et développent les financements d'avions, d'exportations et d'infrastructures, de l'énergie et des matières premières, les financements stratégiques et d'acquisition, les financements immobiliers et l'Equity Linked Finance ;
 - « Global Transaction Banking » a en charge le développement de l'offre de flux ;
 - La « Gestion du portefeuille de financements » a en charge l'optimisation du portefeuille de financements. Ce département est un maillon essentiel du modèle « Originate to Distribute » ;
 - Le pilotage des plate-formes internationales, en ligne avec les objectifs généraux de la banque : Amériques, Asie-Pacifique, et EMEA (Europe hors France, Moyen-Orient, Afrique).

6.2 Services Financiers Spécialisés

Ce pôle rassemble un ensemble d'activités de service dédiées principalement aux réseaux des Caisses d'Epargne et des Banques Populaires ainsi qu'aux clients de Natixis :

- **Affacturation** : ce métier apporte des solutions aux entreprises pour la gestion de leur poste clients (financement, assurance, recouvrement). Natixis Factor utilise les réseaux des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne qui assurent une part importante du flux d'affaires ;
- **Cautions et garanties financières** : cette ligne de métier est exercée par Compagnie Européenne de Garanties et cautions (CEGC). Ces métiers regroupent principalement : des cautions sur les crédits immobiliers aux particuliers et professionnels octroyés par le réseau des Caisses d'Epargne et plus récemment par le réseau des Banques Populaires, des garanties légales, des cautions financières ;
- **Crédits à la consommation** : la ligne de métiers de crédits à la consommation regroupe au sein de Natixis, des activités larges sur la chaîne de valeur des prêts revolving (marketing, octroi, gestion administrative, recouvrement amiable...) et des activités de gestion administrative de prêts personnels. Ces activités sont exercées au travers de Natixis Financement, qui gère les encours revolving des réseaux du Groupe BPCE et assure la gestion des prêts personnels des Caisses d'Epargne et son extension depuis peu au périmètre des Banques Populaires ;

- **Crédit Bail** : cette ligne de métier apporte des solutions de financement pour des actifs mobiliers ou immobiliers sous forme de crédit bail ou de location longue durée ;
- **Ingénierie sociale** : ce métier propose une offre complète pour l'ingénierie sociale des entreprises, autour de la gestion de leur épargne salariale (tenue de comptes salariés, gestion administrative et comptable des fonds...) et des titres de services ;
- **Titres** : ce métier offre des prestations de back-office et de middle-office sur la conservation Titres Retail (tenue de comptes, sous-traitance back-office titres, service bureau, contrôle dépositaire...) pour les réseaux de BPCE et pour des clients externes ;
- **Paiements** : ce métier met à disposition des outils, infrastructures, et services pour les paiements : monétique, émission et recouvrement des transferts électroniques de masse, traitement des chèques ;
- **Financement du cinéma** : cette ligne de métier est opérée au travers de la filiale Coficiné, établissement spécialisé dans le crédit structuré aux activités cinématographiques et audiovisuelles en France et en Europe.

6.3 Épargne

- **Gestion d'actifs** : les activités de gestion d'actifs sont rassemblées au sein de Natixis Global Asset Management. Elles couvrent l'ensemble des classes d'actifs et sont exercées principalement aux États-Unis et en France. Celles-ci sont assurées par une organisation fédérale d'entités autonomes (sociétés de gestion spécialisées et structures spécialisées pour la distribution) sous le contrôle d'une holding, qui assure la cohérence d'ensemble du modèle en prenant en charge les fonctions de pilotage. Ces sociétés peuvent se concentrer sur leur cœur de métier, la génération de performance, tout en gardant la possibilité de développer une clientèle institutionnelle propre et en bénéficiant des autres fonctions support du pôle avec des modèles économiques adaptés. Nombre de celles-ci bénéficient d'une forte notoriété, telles que Loomis Sayles, Harris Associates, AEW ou Natixis Asset Management. Ensemble, ces sociétés de gestion spécialisées permettent au groupe d'offrir une gamme complète d'expertises qui répond à la demande de toutes les catégories de clients. L'organisation de la distribution autour de la plate-forme NGAM Distribution, ainsi que des fonds de commerce développés historiquement par les sociétés de gestion, notamment en direction des clientèles groupe, permet d'optimiser la couverture des différentes clientèles. Pour sa part, la distribution auprès des réseaux-actionnaires reste assurée en France par les sociétés de gestion ;
- **Assurances** : Natixis Assurances est un holding regroupant diverses filiales opérationnelles d'assurance. Il propose une gamme complète de produits en assurance vie individuelle et collective, en prévoyance et en assurance dommages aux biens. Son offre, diversifiée et modulable, s'adresse aux particuliers, aux professionnels, aux agriculteurs, aux entreprises et aux associations ;
- **Banque Privée** : cette ligne de métier couvre les activités de gestion de fortune en France et au Luxembourg, la gestion patrimoniale et une offre de services à destination des Conseillers en Gestion de Patrimoine Indépendants (CGPI). La Banque Privée 1818, issue de la fusion entre Banque Privée Saint Dominique (BPSD) et La Compagnie 1818, prend une place notable sur le marché français. La banque développe sa clientèle essentiellement à partir de la clientèle des Caisses d'Épargne, des Banques Populaires et complétées par celle de Natixis. Elle recouvre le conseil, l'expertise et la gestion de patrimoine, ainsi que la gestion financière d'OPCVM ;

- **Capital investissement pour compte de tiers :** les activités de capital investissement pour compte de tiers sont fédérées autour d'un département de Natixis : Natixis Capital Investissement (NCI). L'expertise des équipes est tournée vers le financement des petites et moyennes entreprises en général non cotées en France et en Europe via des prises de participations sponsorisées. NCI couvre les segments d'activité du private equity pour compte d'investisseurs tiers tels les opérations de capital développement (financements du haut de bilan de sociétés matures), de capital risque (sociétés jeunes et innovantes) et de fonds de fonds.

6.4 Capital investissement (activités non core)

Cette activité regroupe le capital investissement exercé pour compte propre, certains fonds sponsorisés ainsi que notre participation dans certains fonds sponsorisés qui n'ont pas vocation à être conservées au sein de Natixis. Après la cession en octobre 2010 à AXA Private Equity de l'essentiel de l'activité pour compte propre en France, il subsiste la partie internationale organisée en plusieurs petites équipes d'investisseurs. L'expertise de ces équipes est tournée vers le financement des petites et moyennes entreprises en général non cotées à l'international via des prises de participations.

6.5 Coface

Les principales activités exercées sont : l'assurance crédit, l'affacturage à l'étranger, l'information et notation d'entreprise (solvabilité et marketing), la gestion de créances (de l'émission au recouvrement) et la gestion des procédures publiques pour le compte de l'État français. La majeure partie du chiffre d'affaires est réalisé à l'international.

En 2011, les activités de **Coface** ont été recentrées sur les activités stratégiques (assurance-crédit et affacturage en Allemagne et Pologne).

6.6 Corporate Data Solutions

Les activités non stratégiques de Coface (principalement des activités de services) ont été regroupées début 2013 au sein de Corporate Data Solutions. Les deux principales entités sont Kompass et Coface services.

6.7 Gestion Active des Portefeuilles Cantonnés

Fin 2008, il a été décidé de regrouper dans une structure de cantonnement les positions les plus illiquides et/ou les plus risquées sur les opérations de marché et en particulier : les activités d'arbitrage de convertibles, les dérivés actions et taux complexes, les dérivés de trading de corrélation, les instruments structurés sur fonds, les activités pour compte propre de crédit, residential ABS.

Dans un contexte marqué par un environnement économique encore incertain, Natixis a, au troisième trimestre 2009 mis en place avec BPCE un dispositif de protection contre les pertes futures et la volatilité des résultats occasionnée par les portefeuilles de la GAPC. Ce mécanisme est entré en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2009.

A 30 juin 2013, le référentiel d'activité de la GAPC se décompose ainsi :

- GAPC 0 – Management
- GAPC 1 – Structured Credit Euro
- GAPC 2 – Structured Credit US

GAPC 3 – Vanilla Credit
 GAPC 4 – Trading de corrélation
 GAPC 5 – Dérivés complexes de taux
 GAPC 8 – Structurés sur fonds (ex Alternative Assets)

Les activités GAPC 6 « Arbitrage de convertibles » et GAPC 7 « Dérivés complexes actions » ont été clôturées respectivement en 2010 et 2012.

6.8 Hors pôle

A ces pôles opérationnels s'ajoutent les activités du Hors-pôle. A ce titre, il enregistre les mécanismes de centrale financière et les revenus liés à la gestion ALM du groupe. Il regroupe également les résultats du portefeuille de participations de la banque ne relevant pas de l'activité d'un pôle, ainsi que la réévaluation de la dette propre. En matière de coûts, ce pôle porte les coûts de structure de la banque ainsi que certains coûts de restructuration non alloués aux métiers.

6.9 Information sectorielle du résultat

30/06/2013									
	Banque de Grande Clientèle	Epargne	Services Financiers spécialisés	Coface	Natixis Private Equity	Banque de Détail	GAPC	Autres activités	Total
En millions d'euros									
Produit net bancaire	1 477	1 070	639	361	(6)		(8)	(104)	3 430
<i>évolution 2012/2011 (1)</i>	1%	6%	7%	1%	-167%		-136%	-51%	6%
Frais généraux et assimilés	(846)	(803)	(411)	(282)	(7)		(47)	(162)	(2 558)
<i>évolution 2012/2011 (1)</i>	-1%	8%	6%	0%	0%		-34%	8%	2%
Résultat brut d'exploitation	631	267	228	79	(13)		(55)	(266)	873
<i>évolution 2012/2011 (1)</i>	4%	2%	9%	4%	-1400%		12%	-27%	17%
Résultat avant impôt	477	266	190	81	(10)		(1)	(259)	746
<i>évolution 2012/2011 (1)</i>	-6%	0%	11%	11%	-1100%		-99%	178%	-8%
Résultat net part du groupe	306	195	128	52	(9)		0	(184)	487
<i>évolution 2012/2011 (1)</i>	-6%	2%	13%	11%	-1000%		-100%	820%	-17%

(1) Il s'agit de l'évolution entre le 30 juin 2013 et le 30 juin 2012 pro forma présenté ci-dessous.

30/06/2012 - PRO FORMA des changements de périmètre 2013 (1), (2) & (3)									
	Banque de Grande Clientèle	Epargne	Services Financiers spécialisés	Coface	Natixis Private Equity	Banque de Détail	GAPC	Autres activités	Total
En millions d'euros									
Produit net bancaire	1 464	1 005	599	359	9		22	(213)	3 244
Frais généraux et assimilés	(856)	(742)	(389)	(283)	(7)		(71)	(150)	(2 498)
Résultat brut d'exploitation	608	262	210	76	1		(49)	(363)	746
Résultat avant impôt	508	265	171	73	1		(111)	(93)	813
Résultat net part du groupe	324	191	113	47	1		(71)	(20)	585

- (1) Ces informations sont présentées suivant la nouvelle organisation analytique des métiers retenue par Natixis au 30 juin 2013.
- (2) Les informations sectorielles sont retraitées de l'impact de l'application de la norme IAS 19 révisée.
- (3) Hors retraitement des éléments relatifs à l'opération de cession des CCI. L'information sectorielle retraitée de l'opération de cession des CCI est présenté en note 9.

30/06/2012 - Publication de l'actualisation du document de référence 2011 (1)									
	Banque de Grande Clientèle	Epargne	Services Financiers spécialisés	Coface	Natixis Private Equity	Banque de Détail	GAPC	Autres activités	Total
En millions d'euros									
Produit net bancaire		1 461	1 006	598	371	8	(130)	3	(74)
Frais généraux et assimilés		(847)	(741)	(387)	(282)	(7)	(69)	(164)	(2 498)
Résultat brut d'exploitation		614	265	211	89	1	(130)	(66)	(238)
Résultat avant impôt		444	252	158	86	1	126	(128)	(124)
Résultat net part du groupe		283	181	105	55	1	130	(82)	(87)

(1) Les informations sectorielles sont retraitées de l'impact de l'application de la norme IAS 19 révisée.

NOTE 7 GESTION DES RISQUES

7.1 Risque de crédit et risque de contrepartie

Les informations sur la gestion des risques de crédit requises par la norme IFRS 7, à l'exception de celles mentionnées ci-dessous, sont présentées dans le pilier III dans la partie 4.6 du chapitre IV « Gestion des risques ».

7.1.1 Exposition brute aux risques de crédit

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers de Natixis au risque de crédit. Cette exposition est déterminée sans tenir compte des garanties, sûretés, achats de protection, collatéraux sur instruments financiers à terme négociés de gré à gré, effet de l'application de contrats cadres de compensation et autres rehaussements de crédit. Elle correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers inscrits au bilan, nette de toutes dépréciations effectuées (individuelles ou collectives).

En millions d'euros	Encours sains	Encours en défaut	Dépréciations	Encours nets 30/06/2013	Encours nets 2012
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenus variables)	206 017	0	0	206 017	206 017
Instruments dérivés de couverture	2 585	0	0	2 585	2 585
Actifs disponibles à la vente (hors titres à revenus variables)	32 358	150	(121)	32 387	32 387
Prêts et créances sur EC *	72 062	297	(219)	72 140	72 140
Prêts et créances sur la clientèle *	92 817	5 026	(2 519)	95 324	95 324
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3 386	0	(4)	3 382	3 382
Engagements de financement donnés	87 137	103	(6)	87 234	87 234
Engagements de garantie financière donnés	126 069	90	(76)	126 083	126 083
TOTAL DE L'EXPOSITION BRUTE	622 431	5 666	(2 945)	625 152	610 250

* incluant les provisions collectives

Le passage des encours comptables (périmètre consolidé) aux expositions brutes et expositions en risque du périmètre prudentiel risque de crédit (présenté dans le chapitre gestion des risques en note 4.2.5.3 « Risque de crédit ») intègre les principales opérations suivantes :

- exclusion des sociétés d'assurance mises en équivalence dans le périmètre prudentiel ;
- exclusion des expositions classées en trading ;
- prise en compte des accords de compensation sur les opérations de marché ;
- retraitement des positions d'affacturage pour prendre en compte une exposition sur le risque de défaut et une position sur le risque de dilution ;
- application d'un facteur de conversion équivalent crédit sur les engagements de financement et les engagements de garantie.

7.1.2 Ventilation par zone géographique des provisions individuelles et collectives afférentes aux prêts et créances aux établissements de crédit et à la clientèle

Zones géographiques	30/06/2013						31/12/2012					
	Risques individualisés	Risques collectifs	Total des risques	Dépréciation risques individualisés	Dépréciation risques collectifs	Total Dépréciations	Risques individualisés	Risques collectifs	Total des risques	Dépréciation risques individualisés	Dépréciation risques collectifs	Total Dépréciations
France	1 988	7 913	9 901	944	175	1 119	2 323	8 372	10 695	901	214	1 115
Autres pays d'Europe de l'Ouest	2 314	7 326	9 640	854	158	1 012	1 961	7 910	9 871	824	160	984
Europe de l'Est	58	566	624	28	8	36	145	984	1 129	30	12	42
Amérique du nord	515	3 960	4 475	148	87	235	803	3 858	4 661	241	103	344
Amérique centrale et latine	177	683	860	151	6	157	225	647	872	152	5	157
Afrique et Moyen-Orient	391	2 221	2 612	166	25	191	352	1 413	1 765	142	34	176
Asie et océanie	73	3 135	3 208	17	48	65	58	2 758	2 816	12	41	53
TOTAL	5 516	25 805	31 321	2 308	507	2 815	5 867	25 941	31 808	2 302	569	2 871

7.1.3 Répartition des provisions collectives par secteur d'activité

Répartition en % Secteur d'activité	Provisions collectives	
	30/06/2013	31/12/2012
Transport	26,9%	22,3%
Immobilier	15,8%	16,1%
Finance	11,2%	11,5%
Communication	4,5%	7,3%
Hôtel /Tourisme /Loisirs	5,2%	4,6%
Administrations	1,0%	4,1%
Holdings/ Groupes Divers	3,9%	4,0%
Industries de base	3,6%	3,7%
Services	0,9%	3,4%
Distribution - commerce	3,7%	3,0%
Services aux collectivités	2,4%	3,0%
Biens de consommation	5,2%	2,9%
Pétrôle / Gaz	5,9%	2,8%
Pharmacie /Santé	1,4%	1,6%
Commerce International des matières premières	1,6%	1,4%
BTP	2,0%	1,3%
Télécommunications	0,6%	1,2%
Electricité	1,1%	1,1%
Technologie	0,3%	1,0%
Agroalimentaire	0,9%	0,9%
Autres	0,2%	0,8%
Construction mécanique électrique	0,8%	0,7%
Automobile	0,7%	0,6%
Titrisations	0,0%	0,4%
Aéronautique / Armement	0,2%	0,3%
TOTAL	100,0%	100,0%

78% des provisions collectives sur le secteur Finance sont constitués de provisions sur les CDPC (Credit Derivative Product companies).

7.1.4 Évolution des provisions collectives

En millions d'euros	Stock de provision au 31/12/2012	Dot(+)	Rep(-)	Ecart de conversion	Stock de provision au 30/06/2013
Sectoriel	508		-57	2	453
Geographique	61		-7		54
TOTAL	569		-63	2	507

La reprise sectorielle comprend une reprise de 11,8 millions d'euros au titre des CDPC.

7.2 Risque de marché, risques de taux d'intérêt global, de liquidité, et de change structurel

Les informations sur la gestion des risques de marché, risques de taux d'intérêt global, de liquidité, et de change structurel requises par la norme IFRS 7 sont présentées dans la partie 4.2 et 4.3 du chapitre IV « Gestion des risques ».

7.3 Expositions aux risques souverains

7.3.1 Montant des expositions souveraines

Au 30 juin 2013, l'exposition au risque souverain sur les pays de l'Union Européenne listés ci-dessous est présentée selon la méthodologie appliquée dans le cadre des stress tests conduits par l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) excluant les activités d'assurance :

Exposition au 30 juin 2013 :

En millions d'euros	Portefeuille bancaire			Portefeuille de négociation				Total des expositions	Maturité résiduelle						
	Dont prêts et créances	dont actifs disponibles à la vente	dont actifs financiers à la juste valeur sur option	Expositions nettes directes (1)	Expositions nettes indirectes		Total des expositions		1 an	2 ans	3 ans	5 ans	10 ans	>10 ans	
					Dérivés (hors CDS)	CDS									
					Achat	Vente									
Chypre															
Espagne (2)		5		23				(297)	(229)	(195)	63	75	102	(113)	
Grèce				7				7	1				6		
Hongrie				11				8	17	(34)	30	14	(20)	1	
Irlande				1				1	(2)		2		0		
Italie (2)		24		9	318	22		373	1 061	(681)	(307)	429	54	(183)	
Portugal (2)				11	134			(219)	73	8	83	3	24	(41)	
Total		29	0	51	137	22	(952)	955	241	921	(901)	(129)	521	166	(336)

(1) Juste valeur des positions longues nettes des positions courtes ;

(2) La variation de 5 millions d'euros des actifs financiers à la juste valeur sur option correspond sur l'Espagne à l'acquisition de titres pour 6 millions d'euros et sur l'Italie à des titres arrivés à échéance pour 3 millions d'euros. La variation de 18 millions d'euros des prêts et créances sur l'Italie correspond principalement à la variation du solde du compte courant ouvert auprès de la Banque d'Italie.

Expositions au 31 décembre 2012

En millions d'euros	Portefeuille bancaire			Portefeuille de négociation				Total des expositions	Maturité résiduelle						
	Dont prêts et créances	dont actifs disponibles à la vente	dont actifs financiers à la juste valeur sur option	Expositions nettes directes (1)	Expositions nettes indirectes		Total des expositions		1 an	2 ans	3 ans	5 ans	10 ans	>10 ans	
					Dérivés (hors CDS)	CDS									
					Achat	Vente									
Chypre								0							
Espagne		1		17				215	(104)	320	13	(36)	37	(15)	
Grèce				5				5					5		
Hongrie				3	10			8	1	5	(37)	74	(35)		
Irlande								2	2	2	(4)	2			
Italie		6		12	304	33		352	888	(425)	(14)	(147)	(178)	228	
Portugal				9	72			87	65	12	3	(1)	8		
Total		7	0	46	575	33	(1 030)	1 038	669	852	(86)	(39)	(108)	(163)	213

(1) Juste valeur des positions longues nettes des positions courtes

Par ailleurs, au 30 juin 2013, Natixis est également exposée au risque souverain sur ces mêmes pays au titre de ses activités d'assurance à hauteur des montants suivants :

En millions d'euros	Expositions brutes au 31 décembre 2012 (1) et (2)	Acquisitions	Cessions	Remboursements	Provisions	Surcote / Décote	Variation OCI	Expositions brutes au 30 juin 2013 (1) et (2)
Espagne	163	166	(120)	0	0	1	14	225
Irlande	17	0	(5)	0	0	0	0	13
Italie	1 195	90	(76)	(13)	0	1	(4)	1 193
Portugal	78	0	(1)	0	0	(0)	4	81
Total	1 453	256	(202)	(13)	0	2	14	1 510

Les activités d'assurance n'ont pas d'expositions sur la Grèce, la Hongrie et Chypre.

(1) Valeur nette comptable (provision pour dépréciation durable incluse).

(2) Sans application des règles contractuelles de participation aux bénéfices sur l'assurance vie.

En millions d'euros	Expositions brutes au 30 juin 2013							Expositions brutes au 31 décembre 2012						
	1 an	2 ans	3 ans	5 ans	10 ans	>10 ans	Total	1 an	2 ans	3 ans	5 ans	10 ans	>10 ans	Total
Espagne			2	158	65		225	1	2		17	41	103	163
Irlande			11		2		13				11	6		17
Italie	15		35	93	715	334	1 193	31	9	52	68	693	341	1 195
Portugal			4	4		73	81			4	4	1	70	78
Total	15	-	52	255	782	407	1 510	32	11	56	99	740	513	1 453

7.3.2 Portefeuille non souverain grec

Au 30 juin 2013, l'exposition nette de provision au risque non souverain grec détenue directement par Natixis est la suivante :

En millions d'euros	Exposition brute au 30 juin 2013	Provisions (2)	Exposition nette au 30 juin 2013	Exposition brute au 31 décembre 2012	Provisions	Exposition nette au 31 décembre 2012
Banque	-	-	-	-	-	-
Financement d'actifs et opérations structurées (1)	317	-	233	347	(79)	269
Corporate	16		16	13		13
Total	332	-	249	360	(79)	281

Il n'y a pas d'exposition de titrisation.

(1) L'exposition correspond principalement au secteur "financements maritimes" pour 191 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 205 millions d'euros au 31 décembre 2012.

(2) provision collective et provision individuelle

7.3.3 Appréciation des risques

7.3.3.1 Grèce

- Modalités d'évaluation

Depuis le début de l'année 2010, la Grèce est confrontée à des difficultés économiques, des difficultés quant à sa capacité à respecter ses projections budgétaires, et à une crise de confiance sur sa dette. Dès mai 2010, les états de la zone Euro et le FMI se sont engagés de manière significative auprès de la Grèce, avec un plan de soutien de 110 milliards d'euros, en échange d'une réduction de son déficit budgétaire.

Le 21 juillet 2011, l'Europe avait réaffirmé son soutien à la Grèce en mettant en place un deuxième plan d'aide avec la participation du secteur privé. La mise en place de ce plan a été confirmée par le sommet européen du 26-27 octobre 2011. Les conditions définitives ont été actées le 21 février 2012 en accord avec les représentants de l'Eurogroupe, du gouvernement grec et des investisseurs du secteur privé.

Ce plan du secteur privé a consisté en un échange de titres qui comprenait une décote de 53,5% de la valeur nominale des titres éligibles à l'échange et la réception de nouveaux titres émis par le Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF) et par le gouvernement grec, représentant respectivement 15% et 31,5% de la valeur nominale des titres éligibles à l'échange. De plus, des warrants indexés sur le PIB de la Grèce et attachés aux nouveaux titres émis ont été reçus dans le cadre de cet échange.

Les warrants ont été valorisés au 30 juin 2013, sur la base de cours de cotation, pour un montant de 0,9 million d'euros.

7.3.3.2 Autres pays

Le sommet européen des 28 et 29 juin 2012 a renforcé les instruments d'aide aux pays en difficulté via l'assouplissement des règles d'intervention du Mécanisme Européen de Stabilité (MES). Ce dernier est entré en vigueur le 27 septembre 2012 avec une capacité de

financement pouvant atteindre jusqu'à 700 milliards d'euros et a pour mission d'émettre des titres sur les marchés afin de fournir des prêts, sous conditions, aux pays en difficulté, une fois mise en place une organisation de supervision dans la zone euro.

Il pourra également intervenir de façon préventive sur les marchés obligataires primaire et secondaire et recapitaliser les banques par des prêts aux pays membres du MES.

Lors du sommet européen du 26 octobre 2011, les chefs de gouvernement de la zone euro ont confirmé que la contribution du secteur privé restera propre à la situation exceptionnelle de la Grèce et qu'il n'y a de projet de restructuration de dette ni pour l'Irlande, ni pour le Portugal qui ont bénéficié d'un plan d'aide de l'Union Européenne. Ces deux pays se sont engagés en contrepartie à prendre des mesures de forte réduction de leurs déficits.

Concernant l'Espagne, les autorités espagnoles et européennes ont acté, le 20 juillet 2012, le plan d'aide au secteur bancaire espagnol. Ce plan d'un montant maximum de 100 milliards d'euros sera versé en plusieurs tranches par le MES au gouvernement espagnol. Les fonds ainsi reçus seront ensuite transférés aux établissements financiers concernés.

Sur ces bases, les expositions de ces pays ne présentent pas de situation de défaut au 30 juin 2013. Les titres de dettes souveraines de ces pays ne font donc pas l'objet de dépréciation durable à cette date. Ils n'ont pas non plus donné lieu à un changement de catégorie comptable.

Concernant les titres souverains de ces états, classés dans les catégories « *Actifs financiers disponibles à la vente* » et « *Actifs financiers à la juste valeur par résultat* », les prix de marché observés au 30 juin 2013 ont été retenus pour la valorisation dans les comptes du 30 juin 2013.

La juste valeur de ces actifs est inscrite en niveau 1 dans la communication spécifique sur les niveaux de juste valeur (cf. note 1.4.2), à l'exception des titres souverains portugais dont la juste valeur est classée en niveau 2, à l'identique du classement opéré au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2012.

7.3.4 Montant des pertes latentes sur actifs disponibles à la vente

En millions d'euros	Montant des réserves recyclables au 30 juin 2013 (1)	Montant des réserves recyclables au 31 décembre 2012 (1)
Espagne	2	(12)
Irlande	1	1
Italie	46	51
Portugal	(14)	(18)
Total	35	22

(1) Sans application des règles de participation aux bénéfices pour l'assurance vie.

7.3.5 Juste valeur au 30 juin 2013 des actifs détenus jusqu'à l'échéance

En millions d'euros	Valeur nette comptable au 30 juin 2013 (1)	Juste valeur au 30 juin 2013	Valeur nette comptable au 31 décembre 2012 (1)	Juste valeur au 31 décembre 2012
Italie	381	360	384	361
Total	381	360	384	361

(1) Valeur nette comptable pied de coupon, après prise en compte des dépréciations et sans application des règles de participation aux bénéfices pour l'assurance vie.

NOTE 8 AUTRES INFORMATIONS

8.1 Plans de paiement en actions

8.1.1 Plans de fidélisation et de performance

Plans de fidélisation et de performance dont le paiement est fondé sur des actions

La politique de rémunération variable mise en place par Natixis début 2010 à l'intention de certains de ses collaborateurs, respecte les normes professionnelles émises par la Fédération Bancaire Française ainsi que les dispositions des arrêtés du 3 novembre 2009 et du 13 décembre 2010 modifiant le règlement n°97-02 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Les plans attribués dans ce cadre et dont le paiement est fondé sur des actions, sont réglés suivant deux formes : en actions Natixis ou bien en espèces indexées sur le cours de l'action. Le traitement comptable de ces rémunérations est le suivant :

Plans de fidélisation et de performance réglés en trésorerie indexée sur la valeur de l'action Natixis :

Le traitement comptable des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie est défini par la norme IFRS 2 relative aux « Paiements fondés sur des actions ».

Celle-ci prévoit d'évaluer les services acquis et le passif encouru à la juste valeur de ce passif. Jusqu'au règlement du passif, la dette est réévaluée en date de clôture ainsi qu'à la date de règlement en comptabilisant en résultat de la période la variation de juste valeur. La réévaluation de la dette en date d'arrêté tient compte non seulement de la réalisation de la condition de performance et/ou de présence mais également de la variation de valeur des actions sous-jacentes.

Lorsque le versement de la rémunération est soumis à une condition de présence, la charge de rémunération correspondante est étalée linéairement sur la période d'acquisition, à moins que le versement n'intervienne dans l'année de l'attribution, auquel cas la charge est prise en compte immédiatement en compte de résultat.

Plans long terme

Année du plan	Date d'attribution	Nombre d'unités attribuées à l'origine (*)	Dates d'acquisition	Nombre d'unités acquises par les bénéficiaires	Juste valeur de l'unité de cash indexé à la date de valorisation (en euros)
Plan 2009	24/02/2010	13 990 425	mars 2011 mars 2012 mars 2013	4 165 734 3 442 976 3 745 942	
Plan 2010	22/02/2011	5 360 547	septembre 2012 septembre 2013 septembre 2014	1 322 038 - -	3,19 2,94
Plan 2011	22/02/2012	4 821 879	septembre 2013 septembre 2014 octobre 2015		3,19 2,94 2,68
Plan 2012	17/02/2013	5 275 539	septembre 2014 octobre 2015 octobre 2016		2,94 2,68 2,41

(*) Le nombre d'unités probables à la date d'acquisition est couvert par des opérations d'equity swaps. Le règlement de ces plans est réalisé sous conditions de présence et de performance.

Plans court terme

Année du plan	Date d'attribution	Dates d'acquisition des droits	Valorisation de l'unité de cash indexé (en euros)	Nombre d'unités de cash indexé octroyées à l'origine	Nombre d'unités de cash indexé probables à la date d'acquisition	Juste valeur de l'unité de cash indexé à la date de valorisation (en euros)
Plan 2012	17/02/2013	septembre 2013	2,84	7 192 775	7 110 672	3,28

Le règlement de ces plans est réalisé sous conditions de présence et de performance.

Plans de fidélisation et de performance réglés en actions :

En application de la norme IFRS 2 relative aux « Paiements fondés sur des actions », l'attribution d'actions gratuites aux salariés donne lieu à la comptabilisation d'une charge représentative de la juste valeur des biens ou services reçus à la date d'attribution. Cette charge de personnel est enregistrée en contrepartie des capitaux propres. La juste valeur des services reçus est déterminée en se référant à la juste valeur des actions à la date d'attribution des droits, déduction faite du montant actualisé des dividendes non perçus par les salariés sur la période d'acquisition des droits, et en tenant compte des conditions de présence.

La charge est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits. La charge est ajustée, au cours de la période d'acquisition des droits, pour tenir compte des pertes de droits.

Année du plan Charges en millions d'euros	Date d'attribution	Nombre d'actions attribuées à l'origine	Dates d'acquisition	Nombre d'unités acquises par les bénéficiaires	Cours de l'action gratuite à la date d'attribution (en euros)	Juste valeur de l'action gratuite à la date de valorisation (en euros)
Plan 2009	24/02/2010	6 858 237	mars 2011 mars 2012 mars 2013	2 082 623 1 787 988 2 006 301	3,63	
Plan 2010	22/02/2011	6 459 081	février 2012 février 2013 février 2014	1 887 473 1 804 135 -	4,13	3,04 3,06 2,71
Plan 2011	22/02/2012	6 095 058	mars 2013 mars 2014 mars 2015	1 912 194 - -	2,34	2,05 1,84 1,62
Plan 2012	17/02/2013	1 656 630	mars 2014 mars 2015 mars 2016	- - -	2,84	2,30 2,21 2,01

Le règlement de ces plans est réalisé sous conditions de présence et de performance.

Charge de l'exercice représentée par les plans long terme de fidélisation et de performance

Charges en millions d'euros	Charge du 1er semestre 2013			Charge du 1er semestre 2012 (en millions d'euros)
	Plans réglés en actions	Plans réglés en trésorerie indexée sur l'action Natixis	Total	
Plans de fidélisation antérieurs	0,2	15,2	15,4	11,6
Total				11,6

Paramètres de valorisation utilisés pour l'évaluation de la charge concernant ces plans :

Cours de l'action au 30 juin 2013	3,22 €
Taux d'intérêt sans risque	0,03%
Taux de distribution des dividendes	4,98%
Taux de perte des droits	3,75%

8.1.2 Plans de stocks option et autres plans de paiement en actions

Plans d'options de souscription Natixis

Natixis attribue à certains de ces salariés des options de souscription d'actions. Ces options sont exerçables sur une fenêtre de 3 ans à l'issue d'une période d'indisponibilité de 4 ans. Conformément aux dispositions de la norme IFRS 2, les options attribuées après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas encore acquis à la date d'arrêté sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution aux salariés. Cette juste valeur est déterminée grâce au modèle de valorisation de Black and Scholes et étalée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits par contrepartie des capitaux propres. Ce montant est révisé à chaque date d'arrêté et ajusté dès lors que des informations subséquentes sur le nombre de bénéficiaires viennent modifier les premières estimations de droits acquis. La charge est alors recalculée et les ajustements affectent les étalements de l'exercice en cours et les exercices suivants.

Année du plan	Date d'attribution	Nombre d'options attribuées	Nombre d'options attribuées - Périmètre Natixis	Exerçables à compter du	Date d'expiration d'exercice des options	Prix d'exercice	Options en circulation au 30/06/2013	Juste valeur	Cours de l'action à la date d'attribution
Plan 2008	21/01/2008	7 576 800	0	21/01/2012	20/01/2015	8,27	4 035 685	1,69	10,63

Plan 2008	
Nombre d'options existantes au 31/12/2012	4 071 413
- Attribuées au cours du premier semestre 2012	
- Perdues au cours du premier semestre 2012	(35 728)
- Expirées au cours du premier semestre 2012	
- Exercées au cours du premier semestre 2012	
Nombre d'options existantes au 30/06/2013	4 035 685

➤ Principales hypothèses utilisées pour la valorisation des plans d'options Natixis

Plan 2008	
Méthode de valorisation	Black & Scholes
Taux d'intérêt sans risque (1)	4%
Taux de distribution des dividendes (2)	4,23% par an
Taux de perte des droits	2%

(1) Le taux sans risque est le taux des courbes standard de la banque, i.e. les courbes de taux de swaps interbancaires.

(2) Le taux de dividende correspond en général au dernier dividende versé sans progression dans le futur avec maintien du dernier niveau.

Montant de la charge enregistrée en résultat

En millions d'euros	30/06/2013	30/06/2012
Charge nette provenant des plans d'options Natixis	-	-

8.2 Effet de la première application de la norme IAS19 Révisé

La présente note récapitule les principaux impacts de la première application de la norme IAS 19 révisée sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2013 ainsi que sur les états financiers de l'exercice 2012.

En millions d'euros	Engagement post emploi à prestation défini	Autres rubriques bilan	Comptes d'ID (+ crédit / - débi)	Ecart de réévaluation des régimes à prestations définies	Réserves consolidées	Total des capitaux propres (+ crédit / - débi)
Montants comptabilisés en IAS 19 au 31/12/2011	268	(33)			(235)	(235)
Comptabilisation des écarts actuariels intégralement en OCI non recyclables	141			(141)		(141)
Comptabilisation intégrale du coût des services passés	35				(35)	(35)
Impôts différés associés			(63)	51	12	63
Montants comptabilisés en IAS 19R au 01/01/2012 (comparatif au 1er janvier 2012)	444	(33)	(63)	(90)	(258)	(348)
Résultat enregistré en IAS 19 sur le premier semestre 2012	9				(9)	(9)
Effet sur le résultat du premier semestre 2012 de l'écart de norme	(8)				8	8
Ecarts de revalorisation du premier semestre 2012						
Impôts différés associés			3		(3)	(3)
Montants comptabilisés en IAS 19 R au 30/06/2012 (comparatif 30 juin 2012)	444	(33)	(60)	(90)	(261)	(351)
Résultat enregistré en IAS 19 sur le second semestre 2012	9				(9)	(9)
Effet sur le résultat du second semestre 2012 de l'écart de norme	(8)				8	8
Ecarts de revalorisation du second semestre 2012	39			(39)		(39)
Impôts différés associés	(19)	23	(13)	14	(1)	13
Autres variations comptabilisées					(4)	(4)
Montants comptabilisés en IAS 19 R au 31/12/2012 (comparatif 31 décembre 2012)	464	(10)	(73)	(115)	(267)	(382)
Impact des retraitements au 01/01/2013						
Montants comptabilisés en IAS 19 au 31/12/2012	292	(40)			(252)	(252)
Montants comptabilisés en IAS 19 R au 31/12/2012	464	(10)	(73)	(115)	(267)	(382)
Effet de première application au 1er janvier 2013	172	30	(73)	(115)	(15)	(129)

8.3 Instruments de capitaux propres émis

8.3.1 Capital social

Actions ordinaires	Nombre d'actions	Nominal	Capital en euros
Valeur à l'ouverture	3 086 214 794	1,60	4 937 943 670
Augmentation de capital	3 691 608	1,60	5 906 573
Valeur à la clôture	3 089 906 402	1,60	4 943 850 243

8.3.2 Calcul du résultat par action

	30/06/2013	30/06/2012
Résultat par action		
Résultat net - part du groupe en millions d'€	487	585
Résultat net attribuable aux actionnaires en millions d'€ (1)	461	543
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	3 088 757 902	3 082 345 888
Nombre moyen d'actions propres en circulation au cours de l'exercice	6 292 808	5 519 299
Nombre moyen d'actions pour le calcul du résultat par action	3 082 465 094	3 076 826 589
Résultat par action en €	0,15	0,18
Résultat dilué par action		
Résultat net part du groupe en millions d'€	487	585
Résultat net attribuable aux actionnaires en millions d'€ (1)	461	543
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	3 088 757 902	3 082 345 888
Nombre moyen d'actions propres en circulation au cours de l'exercice	6 292 808	5 519 299
Nombre d'actions potentielles dilutives issues de l'exercice de plans d'options de souscriptions d'actions et de l'attribution d'actions gratuites (2)	19 435 837	17 206 549
Nombre moyen d'actions pour le calcul du résultat dilué par action	3 101 900 931	3 094 033 138
Résultat dilué par action en €	0,15	0,18

(1) L'écart correspond aux intérêts versés sur les Titres super subordonnés - action de préférence après économie d'impôt (- 27 millions d'euros).

(2) Ce montant d'actions concerne les actions attribuées dans le cadre des plans de bonus différés dénoués en actions (plans 2009, 2010, 2011 et 2012) et du plan d'augmentation de capital réservé aux salariés mis en place en 2013.

8.3.3 Autres instruments de capitaux propres émis

8.3.3.1 Titres super subordonnés à durée indéterminée et actions de préférence

Conformément aux dispositions de la norme IAS 32, les instruments financiers émis sont qualifiés de dettes ou de capitaux propres selon qu'ils incluent ou non une obligation contractuelle de remettre de la trésorerie à leur détenteur.

Ainsi, les émissions de titres super subordonnés à durée indéterminée et les émissions d'actions de préférence s'analysent depuis le 31 décembre 2009 comme des instruments de capitaux propres émis en raison d'une clause devenue discrétionnaire concernant le paiement de dividende, et figurent au poste « Capital et réserves liées » du bilan consolidé.

Les mouvements de la période pour ces émissions sont présentés ci-après :

En millions d'euros	31/12/2012	Emissions	Remboursements	Ecart de conversion	30/06/2013
Titres super subordonnés	1 188		(199)		989
Actions de préférence	74		(74)		
Total	1 262		(273)		989

8.4 Parties liées

8.4.1 Relations entre les sociétés consolidées du Groupe

Les principales opérations de Natixis avec les parties liées (BPCE et ses filiales, le Groupe Banque Populaire, le Groupe Caisse d'Épargne, les participations consolidées en intégration proportionnelle pour la part non éliminée en consolidation et l'ensemble des participations comptabilisées par mise en équivalence) sont détaillées ci-dessous :

En millions d'euros	30/06/2013				30/06/2012				31/12/2012			
	BPCE	Groupe Banque Populaire	Groupe Caisse d'Épargne	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	BPCE	Groupe Banque Populaire	Groupe Caisse d'Épargne	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	BPCE	Groupe Banque Populaire	Groupe Caisse d'Épargne	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle
ACTIF												
Actifs à la juste valeur par le résultat	11 332	3 868	18 073		7 427	4 250	22 281		8 587	4 202	19 895	
Actifs financiers disponibles à la vente	2 208	1 045	373		1 950	1 591	426		1 123	1 132	369	
Prêts et créances sur établissements de crédit	47 606	1 658	1 223		31 623	4 473	1 185		39 801	2 773	1 270	
Prêts et créances sur la clientèle	150	25			159	12			153	32		
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3		21		5		22		3		22	
PASSIF												
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6 172	1 256	3 342		5 579	1 057	7 614		5 816	1 188	4 418	
Dettes envers les établissements de crédit	90 499	1 055	1 992		87 842	1 678	1 849		87 160	1 415	2 088	
Dettes envers la clientèle	48		17		22		3		39		76	
Dettes représentées par un titre	7 084	253			7 181	721			7 440	374	63	
Dettes subordonnées	1 130	2			1 271	2			1 257	2	8	
Capitaux propres (TSS et Avances actionnaires)	355				550				446			
RESULTAT												
Intérêts et produits assimilés	312	66	32		457	126	61		845	281	98	
Intérêts et charges assimilés	(570)	(20)	(46)		(1 061)	(26)	(53)		(1 881)	(53)	(101)	
Commissions nettes	(83)	(83)	47		(64)	(93)	2		(143)	(205)	81	
Gains /pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat	601	(77)	(652)		(693)	(10)	650		(1 546)	150	1 451	
Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente	195				101				267	0		
Produits et Charges des autres activités	12	(2)	(9)		22	(7)	(17)		15	(13)	(37)	
Charges générales d'exploitation	(19)	(0)	(1)		(24)		(1)		(43)	(0)	0	
ENGAGEMENTS												
Engagements donnés	8 797	3 492	77 094		846	2 240	70 699		953	2 822	72 070	
Engagements reçus	4 894	2 700	1 554		6 816	3 153	1 321		5 849	2 818	1 494	

Les relations avec les entités intégrées proportionnellement et les entités mises en équivalence, hors CCI, ne sont pas significatives.

8.5 Résultat des entreprises d'assurance

Les sociétés du périmètre Natixis concernées par la présentation assurance sont : Coface « core » (activités stratégiques) et ses filiales (assurances crédit, information et gestion de créances), Natixis Assurances et ses filiales (Assurance-vie, Prévoyance, IARD) et CEGC (Compagnie Européenne de Garanties et Cautions).

Le tableau ci-dessous permet d'opérer un passage entre les comptes des entreprises d'assurance et la traduction de ces comptes dans les comptes présentés au format bancaire. Il présente également la contribution consolidée des sociétés d'assurance au format bancaire.

Les principaux reclassements concernent la différence de comptabilisation des frais généraux, imputés par destination selon le format assurance et par nature selon le format bancaire.

- Au niveau du Produit Net Bancaire, les éléments d'assurance présentant une nature bancaire (intérêts et commissions principalement) ont été reclassés dans ces postes par homogénéisation avec les comptes bancaires présentés. Les provisions techniques et les charges de sinistres sont affectées en diminution du PNB et non en coût du risque.
- Au bilan, les reclassements sont peu significatifs ; l'essentiel des postes spécifiques du bilan des entreprises d'assurance est présenté au poste "placements des entreprises d'assurance" à l'actif et "provisions techniques des entreprises d'assurance" au passif. Les créances et dettes rattachées, présentées en comptes de régularisation dans le format assurance ont été reclassées sur les mêmes lignes que le principal, conformément à la présentation bancaire.

Libellé	30/06/2013	30/06/2013						
	Présentation assurance Total	Présentation bancaire						
		PNB	Frais Généraux	RBE	Coût du risque	Impôts	Autres éléments	Résultat net
Primes émises	3 013	3 013		3 013				3 013
Variation des primes non acquises	(96)	(96)		(96)				(96)
Primes acquises	2 917	2 917		2 917				2 917
Produits d'exploitation bancaire	32	32						32
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	94	94		94				94
Autres produits d'exploitation	9	8	1	9				9
Produits des placements	686	686		686				686
Charges des placements	(143)	(130)	(6)	(136)	(7)			(143)
Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement	142	133		133	9			142
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	233	233		233				233
Variation des dépréciations sur placements	(40)	(40)		(40)	(0)			(40)
Produits des placements nets de charges	879	883	(6)	877	2			879
Charges des prestations des contrats	(3 097)	(3 073)	(24)	(3 097)				(3 097)
Produits des cessions en réassurance	761	761		761				761
Charges des cessions en réassurance	(725)	(725)		(725)				(725)
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	35	35		35				35
Coût du risque	(2)	(1)		(1)	(1)			(2)
Charges d'exploitation bancaire								
Frais d'acquisition des contrats	(285)	(186)	(99)	(285)				(285)
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés								
Frais d'administration	(241)	(99)	(142)	(241)				(241)
Autres produits et charges opérationnels courants	(117)	(35)	(82)	(117)	0	(0)	(0)	(117)
Autres produits et charges opérationnels	(0)	(1)	(0)	(1)			1	(0)
RESULTAT OPERATIONNEL	223	573	(352)	222	1	(0)	1	223
Charge de financement	(13)	(13)		(13)				(13)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	5						5	5
Impôts sur les résultats	(61)					(61)		(61)
Résultat après impôt des activités discontinues								
Intérêts minoritaires	(0)						(0)	(0)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	154	560	(352)	209	1	(61)	5	154

8.6 Engagements de garantie et de financement

8.6.1 Engagements de garantie

Une garantie financière est un contrat qui exige de l'émetteur d'indemniser l'entreprise garantie suite aux pertes qu'elle a effectivement subies en raison de la défaillance d'un débiteur de payer les échéances contractuelles dues. L'exercice de ces droits est subordonné à la réalisation d'un événement futur incertain.

Le montant communiqué est la valeur nominale de l'engagement donné :

En millions d'euros	30/06/2013	31/12/2012
Engagements de garantie donnés		
Aux établissements de crédit	1 927	1 694
- Confirmation d'ouverture de crédits documentaires	1 317	1 070
- Autres garanties	610	624
A la clientèle	124 233	124 337
- Cautions immobilières	334	410
- Cautions administratives et fiscales	487	458
- Autres cautions et avals donnés	98 771	112 663
- Autres garanties	24 641	10 806
Total des engagements de garantie donnés	126 160	126 031
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	9 681	11 363

Le 12 novembre 2009, BPCE a apporté sa garantie à Natixis pour la couverture de 85% de la valeur nominale d'un portefeuille d'instruments de dette logé dans la GAPC classés en catégorie de "prêts et créances" et d' "Actifs disponibles à la vente", à compter du 1^{er} juillet 2009. Cette garantie donne lieu à paiement d'une indemnité dès lors qu'un défaut de paiement (en capital, intérêt, commissions, frais, accessoires et toute autre somme due au titre de la documentation contractuelle relative à l'actif) sera intervenu sur l'un des actifs du portefeuille couvert. Natixis est indemnisée dès le premier euro et à hauteur de 85% du défaut. Cette garantie figure pour 85% du nominal des actifs couverts sur la ligne des "engagements de garantie reçus d'établissements de crédit".

Outre les engagements donnés présentés ci-dessus, dans le cadre de ses activités, Coface a mis en place avec sa clientèle des contrats d'assurance crédits représentant un encours de risque de crédit de 450 milliards avant prise en compte des effets de la réassurance contre 440 milliards au 31 décembre 2012 (cf. partie 4.6 – Gestion des risques).

8.6.2 Engagements de financement

Conformément à la norme IAS 39 (§2), les engagements de financement exclus du périmètre IAS 39 sont comptabilisés selon la norme IAS 37 « provisions, actifs et passifs éventuels ».

Les engagements de financement entrant dans le périmètre d'IAS 39 sont les suivants :

- engagements qualifiés de passifs financiers à la juste valeur par résultat. Une entité qui a une pratique de revente ou de titrisation des crédits juste après leur émission les assujettit à IAS 39, dès la phase d'engagement ;
- ceux qui font l'objet d'un règlement net (c'est-à-dire d'une cession) ;
- ceux qui vont se déboucler par un prêt en dessous des conditions de marché.

Les autres engagements de financement relèvent de la norme IAS 37.

Un engagement de financement donné est un passif éventuel, défini dans IAS 37 comme :

- une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous contrôle de l'entreprise ;
ou
- une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :
 - il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, ou
 - le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

En millions d'euros	30/06/2013	31/12/2012
Engagements de financement donnés		
<i>Aux établissements de crédit</i>	27 161	9 339
<i>A la clientèle</i>	60 079	68 073
- Ouverture de crédits documentaires	3 745	4 153
- Autres ouvertures de crédits confirmés	42 274	41 512
- Autres engagements	14 060	22 408
Total des engagements de financement donnés	87 240	77 412
Engagements de financement reçus		
- d'établissements de crédit	38 657	34 887
- de la clientèle	12 114	15 484
Engagements de financement reçus	50 771	50 371

NOTE 9 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le 17 février 2013, BPCE S.A. et Natixis ont annoncé avoir respectivement présenté à leurs conseils de surveillance et conseil d'administration un projet de simplification significative de la structure du Groupe BPCE. L'opération consiste en un rachat par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne de l'ensemble des Certificats Coopératifs d'Investissement (« CCI ») qu'elles ont émis, actuellement intégralement détenus par Natixis. A la suite de l'annulation des CCI ainsi rachetés par chacune des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne, le capital de ces établissements sera entièrement détenu par leurs sociétaires. Ce rachat des CCI sera accompagné du remboursement des financements et des mécanismes liés (dont le P3CI) (cf. note 2.2).

Ce rachat d'un montant de 12,1 milliards d'euros a été effectué le 6 août 2013. Il s'est accompagné du remboursement des financements et des mécanismes liés, comme le P3CI mis en place en 2012.

La réalisation de cette opération permet d'extérioriser un excédent de fonds propres dont l'essentiel sera reversé aux actionnaires par une distribution exceptionnelle de l'ordre de 2 milliards d'euros.

Afin de rendre plus aisée la compréhension de l'opération et de ses effets financiers, figurent ci-dessous un compte de résultat consolidé pro forma au 30 juin 2013 et un compte de résultat consolidé pro forma 2012, qui ont été élaborés sur la base des principes suivants :

- Mise en place de l'opération de cession des CCI au 1er janvier 2012 ;
- Remboursement de P3CI et réalisation des autres opérations liées, au 1^{er} janvier 2012 ;
- Et réalisation d'une distribution exceptionnelle de l'ordre de 2 milliards d'euros au 1^{er} janvier 2012 ;
- Remplacement de la liquidité nette résultant des éléments ci-dessus (7,7 milliards d'euros) sous la forme de prêts au Groupe BPCE :
 - En 2012 les conditions de remplacement de la liquidité levée n'étant pas connues à la date de premier établissement de l'information pro forma, le taux retenu a été celui d'un placement sur une maturité moyenne de 10 ans, soit 3,25% ;
 - Pour 2013, le taux retenu a été déterminé en fonction des conditions de remplacement de la liquidité telles qu'elles seront en vigueur au cours du 2nd semestre 2013, à savoir un tiers du remplacement étant effectué à taux fixe et deux tiers à taux variable indexé sur l'Euribor 3 mois, avec une durée de 10,4 ans. Ce taux s'élève à 2,8%, soit le taux moyen pondéré équivalent sur la durée moyenne évoquée supra.
- En 2012, fiscalisation du résultat d'ensemble de l'Opération, y inclus annulation de la plus-value latente constatée sur P3CI au 30 juin 2012 inscrite en quote-part de résultat sur mise en équivalence pour 62,8 millions d'euros, sur la base du taux d'impôt effectif constaté en 2012 et activation d'un impôt différé sur le déficit reportable du groupe d'intégration fiscale correspondant au déficit non encore activé ;
- En 2013, fiscalisation des impacts pro forma sur la base du taux d'impôt effectif constaté au 30 juin 2013.

L'ensemble des éléments pro forma présentés ci-dessous ont une valeur purement illustrative. En raison de leur nature, ils traitent une situation hypothétique et par conséquent, ne représentent pas la situation financière ou les résultats effectifs de Natixis.

Pour l'établissement de ces éléments pro forma, à l'instar des effets réels attendus de la cession hors complément de prix, le rachat des CCI « stricto sensu » dégage un résultat de cession nul après prise en compte du recyclage de la quote-part de Natixis dans les « gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » des CCI.

Résultat consolidé pro forma

En millions d'euros	1er semestre 2013 Statutaire	Ajustements	1er semestre 2013 pro forma
Intérêts et produits assimilés	2 678	(77)	2 601
Intérêts et charges assimilées	(1 597)	223	(1 374)
Commissions (produits)	1 918		1 918
Commissions (charges)	(811)		(811)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	991		991
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	249		249
Produits des autres activités	2 735		2 735
Charges des autres activités	(2 733)		(2 733)
Produit net bancaire	3 430	146	3 576
Charges générales d'exploitation	(2 432)		(2 432)
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(125)		(125)
Résultat brut d'exploitation	873	146	1 019
Coût du risque	(139)		(139)
Résultat d'exploitation	734	146	880
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	10		10
Gains ou pertes sur autres actifs	2		2
Variations de valeur des écarts d'acquisition			
Résultat avant impôts	746	146	892
Impôts sur le résultat	(264)	(53)	(317)
Résultat net de la période	482	93	575
dont: - Part revenant au Groupe	487	93	580
- Part revenant aux intérêts minoritaires	-5		-5
Résultat par action			
<i>Résultat net attribuable aux actionnaires (c.f. annexe 8.2.2) - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice hors actions propres</i>	0,15	0,03	0,18
Résultat dilué par action			
<i>Résultat net attribuable aux actionnaires (c.f. annexe 8.2.2) - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice hors actions propres et incluant les actions potentielles provenant de l'exercice d'options de souscription d'actions et les actions gratuites</i>	0,15	0,03	0,18

Les ajustements du compte de résultat consolidé au 30 juin 2013 représentent le retraitement du coût de portage des CCI et des effets d'impôts associés.

En millions d'euros	1er semestre 2012 Statutaire	Ajustements	1er semestre 2012 pro forma
Intérêts et produits assimilés	3 810	(59)	3 751
Intérêts et charges assimilées	(2 546)	300	(2 246)
Commissions (produits)	1 913		1 913
Commissions (charges)	(810)		(810)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	704		704
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	97		97
Produits des autres activités	2 605		2 605
Charges des autres activités	(2 529)		(2 529)
Produit net bancaire	3 244	241	3 485
Charges générales d'exploitation	(2 393)		(2 393)
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(114)		(114)
Résultat brut d'exploitation	737	241	978
Coût du risque	(232)		(232)
Résultat d'exploitation	505	241	746
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	301	(291)	10
Gains ou pertes sur autres actifs	2		2
Variations de valeur des écarts d'acquisition	(5)		(5)
Résultat avant impôts	804	(50)	754
Impôts sur le résultat	(205)	(31)	(236)
Résultat net de la période	599	(81)	518
dont: - Part revenant au Groupe	579	(81)	498
- Part revenant aux intérêts minoritaires	21		21
Résultat par action			
<i>Résultat net attribuable aux actionnaires (c.f. annexe 8.2.2) - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice hors actions propres</i>	0,18	-0,03	0,15
Résultat dilué par action			
<i>Résultat net attribuable aux actionnaires (c.f. annexe 8.2.2) - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice hors actions propres et incluant les actions potentielles provenant de l'exercice d'options de souscription d'actions et les actions gratuites</i>	0,18	-0,03	0,15

Les ajustements du compte de résultat du 1^{er} semestre statutaire 2012 prennent en compte les retraitements du coût de portage des CCI et de la quote-part de Natixis dans le résultat du 30 juin 2012 des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne ainsi que les effets fiscaux induits.

Les données 2012 n'ont pas été retraitées de l'impact de la mise en œuvre de la norme IAS 19R.

Contribution par pôle au résultat consolidé pro forma du 1^{er} semestre 2013

30/06/2013 - PRO FORMA des impacts liés à la cession des CCI									
	Banque de Grande Clientèle	Epargne	Services Financiers spécialisés	Coface	Natixis Private Equity	Banque de Détail	GAPC	Autres activités	Total
En millions d'euros									
Produit net bancaire	1 477	1 070	639	361	(6)		(8)	42	3 576
<i>évolution 2013/2012</i>	<i>1%</i>	<i>6%</i>	<i>7%</i>	<i>1%</i>	<i>-167%</i>		<i>-136%</i>	<i>50%*</i>	<i>3%</i>
Frais généraux et assimilés	(846)	(803)	(411)	(282)	(7)		(47)	(162)	(2 557)
<i>évolution 2013/2012</i>	<i>-2%</i>	<i>8%</i>	<i>6%</i>	<i>0%</i>	<i>0%</i>		<i>-34%</i>	<i>8%</i>	<i>2%</i>
Résultat brut d'exploitation	631	267	228	79	(13)		(55)	(120)	1 019
<i>évolution 2013/2012</i>	<i>5%</i>	<i>2%</i>	<i>9%</i>	<i>4%</i>	<i>-1400%</i>		<i>12%</i>	<i>-2%</i>	<i>4%</i>
Résultat avant impôt	477	266	190	81	(10)		(1)	(113)	891
<i>évolution 2013/2012</i>	<i>-5%</i>	<i>1%</i>	<i>11%</i>	<i>11%</i>	<i>-1100%</i>		<i>-99%</i>	<i>-22%</i>	<i>18%</i>
Résultat net part du groupe	306	195	128	52	(9)		0	(91)	581
<i>évolution 2013/2012</i>	<i>-4%</i>	<i>3%</i>	<i>13%</i>	<i>11%</i>	<i>-1000%</i>		<i>-100%</i>	<i>-11%</i>	<i>17%</i>

Contribution par pôle au résultat consolidé pro forma du 1^{er} semestre 2012

30/06/2012 - PRO FORMA des changements de périmètre 2013 et des impacts liés à la cession des CCI									
	Banque de Grande Clientèle	Epargne	Services Financiers spécialisés	Coface	Natixis Private Equity	Banque de Détail	GAPC	Autres activités	Total
En millions d'euros									
Produit net bancaire	1 464	1 005	599	359	9		22	28	3 485
Frais généraux et assimilés	(864)	(743)	(389)	(283)	(7)		(71)	(150)	(2 507)
Résultat brut d'exploitation	600	261	210	76	1		(49)	(122)	978
Résultat avant impôt	500	264	171	73	1		(111)	(144)	753
Résultat net part du groupe	319	190	113	47	1		(71)	(102)	497

Ces informations sont présentées suivant la nouvelle organisation analytique des métiers retenue par Natixis au 30 juin 2013. Les données 2012 n'ont pas été retraitées de l'impact de la mise en œuvre de la norme IAS 19R.

5.3 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière consolidée résumée

DELOITTE & ASSOCIES

185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine
Cedex

MAZARS

61, rue Henri Régnauld
92075 Paris-La-Défense
Cedex

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
1, cours Valmy
92923 Paris-La-Défense
Cedex

Natixis

Société Anonyme

30, avenue Pierre Mendès-France
75 013 PARIS

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013

Période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Natixis, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En

conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les changements de méthodes comptables ainsi que les impacts associés présentés dans les notes 1.1 et 8.2., en application de la norme IAS 19 révisée « Avantages du personnel », et dans la note 1.1 en application de la norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur ».

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La-Défense, le 8 août 2013

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

MAZARS

KPMG Audit
Département de KPMG
SA

José-Luis GARCIA

Michel BARBET-MASSIN Emmanuel DOOSEMAN

Jean-François DANDE

V CHAPITRE 6 : ELEMENTS JURIDIQUES

6.1 Statuts de Natixis

Natixis

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 4 960 472 304 euros

Siège social : 30, avenue Pierre Mendès France – 75013 PARIS

542 044 524 RCS PARIS

Statuts

L'article 3 des statuts a été modifié :

- d'une part, suite à la décision du directeur général du 25 juillet 2013 constatant l'augmentation de capital de Natixis de 13 503 408 euros (soit 8 439 630 actions nouvelles de 1,60 euro de nominal) consécutive à l'opération Mauve d'augmentation de capital réservée aux salariés, décidée par le conseil d'administration du 17 février 2013 sur délégation de l'assemblée générale mixte du 26 mai 2011 (20ème résolution).
- d'autre part, suite à la décision du directeur général du 6 août 2013 constatant l'augmentation de capital de Natixis de 3 118 652,80 euros (soit 1 949 158 actions nouvelles de 1,60 euro de nominal) consécutive à l'attribution gratuite d'actions décidée par le conseil d'administration du 5 août 2010 sur délégation de l'assemblée générale mixte du 27 mai 2010 (18ème résolution).

Le nouveau capital social de Natixis est depuis le 6 août 2013 de 4 960 472 304 euros divisé en 3 100 295 190 actions de 1,60 euro de valeur nominale.

Article 3 – Capital social

Le capital social est fixé à 4 960 472 304 euros divisé en 3 100 295 190 actions de 1,60 euro chacune entièrement libérées.

6.2 Renseignements de caractère général concernant le capital de Natixis

6.2.2 Capital social

Le capital social s'élève à 4 960 472 304 euros au 6 août 2013, divisé en 3 100 295 190 actions de 1,60 euro chacune entièrement libérées.

6.3 Répartition du capital et des droits de vote

6.3.1 Répartition du capital au 6 Août 2012

Au 6 août 2013, les principaux actionnaires de Natixis sont les suivants :

	% du capital	% des droits de vote
BPCE	71,84 %	71,99 %
Actionnariat salarié (FCPE et SAGA)	1,34 %	1,34 %
Titres auto détenus	0,20 %	0,00 %
Public	26,62 %	26,67 %

À la connaissance de Natixis, il n'existe aucun autre actionnaire, hormis ceux cités dans le tableau ci-avant, qui détienne plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

VI CHAPITRE 7 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**7.1 Attestation du responsable de la présente actualisation du document de référence 2012**

« J’atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d’omission de nature à en altérer la portée.

J’atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l’ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d’activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l’exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu’une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l’exercice.

J’ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils m’indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu’à la lecture d’ensemble de la présente actualisation. »

Les informations financières historiques présentées dans cette actualisation ont fait l’objet d’un rapport des contrôleurs légaux figurant en page 175-176, qui contient une observation.

Fait à Paris, le 9 août 2013

Laurent Mignon

Directeur Général de Natixis

7.2 Documents accessibles au public

Des exemplaires du présent document sont disponibles sans frais au siège social de Natixis, 30 avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris. Le présent document peut également être consulté sur les sites Internet de l’Autorité des Marchés Financiers (www.amf-france.org) et de Natixis (www.natixis.com).

7.4 Table de concordance

Afin de faciliter la lecture du présent document, la table de concordance suivante renvoie aux principales rubriques exigées par l'annexe 1 du règlement CE n° 809/2004 du 29 avril 2004 pris en application de la Directive dite «Prospectus».

Rubriques	N° page du document de référence 2012	Actualisation du 9 août 2013
1. Personnes responsables	444	178
2. Contrôleurs légaux des comptes	332-333	182
3. Informations financières sélectionnées		
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur pour chaque exercice	8-9	
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	N/A	
4. Facteurs de risque	143 à 148	69
5. Informations concernant l'émetteur		
5.1. Histoire et évolution de la société	4-7	
5.2. Investissements	198 à 200	
6. Aperçu des activités		
6.1. Principales activités	10 à 36	
6.2. Principaux marchés	157 à 159 ; 299 à 305	
6.3. Événements exceptionnels	N/A	
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	187	
6.5. Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	10 à 32	
7. Organigramme		
7.1. Description sommaire du groupe	4-5 ; 7	
7.2. Liste des filiales importantes	227 à 241 ; 334 à 344	
8. Propriétés immobilières, usines et équipements		
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	252 à 254	
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	63 à 67 ; 42 à 54	
9. Examen de la situation financière et du résultat		

Rubriques	N° page du document de référence 2012	Actualisation du 9 août 2013
9.1. Situation financière	143-144 ; 149 à 178 ; 198 à 217	69 à 73 ; 112
9.2. Résultat d'exploitation	8 ; 201-202 ; 220	91 à 108 ; 113
10. Trésorerie et capitaux		
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	151 à 153 ; 222-223	70 ; 177
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	224-225	116
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	214-215	109-110
10.4. Information concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	N/A	
10.5. Information concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2 et 8.1	214-215 ; 219	109-110 ; 112
11. Recherche et développement, brevets et licences	187	
12. Information sur les tendances	10 à 32 ; 146 à 148	
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	N/A	
14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et Direction générale		
14.1. Organes d'administration	73 à 108 ; 125 à 139	62 à 68
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction générale	124	
15. Rémunération et avantages		
15.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature	115 à 120	
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	329-330	
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
16.1. Date d'expiration des mandats actuels	73 à 101	
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	124	
16.3. Information sur le comité d'audit et le comité des rémunérations	108 à 111	68
16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme ou non au régime de gouvernement d'entreprise	72	
17. Salariés		
17.1. Nombre de salariés	56-57	

Rubriques	N° page du document de référence 2012	Actualisation du 9 août 2013
17.2. Participations et stock-options des administrateurs	122 ; 412-413	
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	257-258	
18. Principaux actionnaires		
18.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	414	177
18.2. Existence de droits de vote différents des actionnaires susvisés	414	
18.3. Contrôle de l'émetteur	415	
18.4. Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	416	
19. Opérations avec des apparentés	N/A	
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
20.1. Informations financières historiques	218 à 344 ; 347 à 393	111 à 174
20.2. Informations financières pro forma	8-9 ; 302 à 304	172 à 174
20.3. États financiers	218 à 344 ; 347 à 393	111 à 174
20.4. Vérification des informations financières historiques	345-346 ; 394-395	175-176
20.5. Date des dernières informations financières	345-346 ; 394-395	175-176
20.6. Informations financières intermédiaires et autres	N/A	
20.7. Politique de distribution des dividendes	37 ; 409	
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	183 à 187	82-83
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	325	
21. Informations complémentaires		
21.1. Capital social	380 ; 410 à 415	69 ; 177
21.2. Acte constitutif et statuts	404 à 409 ; 416	177
22. Contrats importants	29 à 32	
23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	N/A	
24. Documents accessibles au public	445	178
25. Informations sur les participations	229 à 236	133 à 135

7.5 Responsables du contrôle des comptes

Responsables du contrôle des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

- Deloitte & Associés (représenté par M.José-Luis Garcia) - 185, avenue Charles-de-Gaulle - 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
- KPMG Audit (représenté par M.Fabrice Odent), département de KPMG SA - 1, Cours Valmy- 92923 Paris la Défense Cedex
- Mazars (représenté par MM. Michel Barbet-Massin et Emmanuel Dooseman), 61, rue Henri Regnault - 92075 La Défense Cedex

Deloitte & Associés, KPMG Audit et Mazars sont enregistrés comme commissaires aux comptes auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles et placés sous l'autorité du «Haut Conseil du Commissariat aux Comptes».

Commissaires aux comptes suppléants :

- BEAS, 7-9, Villa Houssay - 92200 Neuilly-sur-Seine
- M.Malcolm Mc Larty, 1 cours Valmy - 92923 Paris La Défense Cedex
- M.Franck Boyer, Immeuble Exaltis, 61, rue Henri Regnault - 92075 La Défense Cedex



30, avenue Pierre Mendès France
75013 Paris
Tél. : +33 1 58 32 30 00

www.natixis.com

 GROUPE BPCE